

EXERCICE **2022**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

DU 27 AVRIL 2023



SAVENCIA
FROMAGE & DAIRY

SOMMAIRE

1

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

3

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

Activité du Groupe

4

Société-mère

8

2

DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

15

Introduction

18

Notre démarche

19

Un plaisir sain et responsable

22

Des filières agricoles durables

26

L'empreinte environnementale

32

Le bien être de nos collaborateurs

37

Éthique et conformité

43

Application de la Taxonomie européenne

46

Synthèse KPI

49

Modalités de reporting

51

Annexes

52

Tableaux réglementaires Taxonomie européenne

52

Note méthodologique Taxonomie européenne

54

Rapport d'assurance modérée de l'un des commissaires aux comptes sur la vérification d'une sélection d'informations sociales et environnementales

55

Table de correspondance GRI - GRENELLE II - Déclaration de Performance Extra-Financière

58

3

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

61

AU 31 DÉCEMBRE 2022

Comptes consolidés au 31 décembre 2022

62

Comptes sociaux exercice 2022

130

4

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

151

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

152

Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques

184

Plan de vigilance

188

Annexes

218

5

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2023

219

Rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions

220

Rapport du Conseil d'administration sur les actions de performance

222

Rapports des commissaires aux comptes

223

Texte des projets de résolutions

227

"Pour mémoire, SAVENCIA Fromage & Dairy est la dénomination commerciale de SAVENCIA SA"



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022



1.	Activité du Groupe	4
2.	Société-mère	8

1. Activité du Groupe

Faits marquants

Suivi de l'inondation Corman SA

Une inondation a eu lieu chez Corman SA en 2021. Très rapidement, un plan de continuité d'activité a été mis en œuvre. Au cours de l'année 2022, le redémarrage progressif des lignes de production s'est poursuivi et les travaux de réhabilitation sont en cours de finalisation. Ces coûts de réhabilitation sont classés en Autres Charges Opérationnelles.

Effet de la crise Ukraine Russie

La situation géopolitique internationale s'est tendue à partir de février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre entre les deux pays se poursuit affectant les marchés financiers et la situation économique mondiale, exacerbant l'inflation et perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales. Des sanctions économiques ont été prononcées envers la Russie.

L'exposition financière du Groupe est limitée dans ces deux pays. Les états financiers de décembre 2022 sont cependant impactés par l'incidence de l'évolution des taux d'actualisation applicables à ces pays, notamment à la suite de la forte progression de la prime de risque pays, dans le cadre des tests de valorisation des actifs incorporels réalisés chaque année.

Environnement économique

Sur les quatre premiers mois de l'année, le marché mondial des produits laitiers a évolué dans un contexte restant tendu avec une production laitière mondiale en baisse et une demande soutenue. La production a progressé à partir d'avril aux États-Unis et en Union Européenne. Les coûts de production sont en hausse sur l'ensemble de l'année, accentués par la guerre en Ukraine, entraînant une forte hausse du prix du lait sur l'ensemble des pays.

A l'exception du beurre dont le cours ne s'est contracté qu'à partir de septembre et reste à un niveau très élevé, les cotations de produits industriels sont en forte baisse après le pic atteint en avril sous l'effet de l'attentisme des acheteurs face à une offre supplémentaire et d'une demande sur le marché international moins dynamique.

L'année 2022 a été marquée par de fortes inflations dans l'ensemble des pays affectant l'ensemble des coûts de production.

Le marché européen des produits laitiers est toujours impacté par la concurrence vive que se livrent les distributeurs.

L'Amérique du Sud reste confrontée à des économies excessivement instables et fortement inflationnistes notamment en Argentine.

Enfin, l'Asie a été touchée par une vague de crise sanitaire qui a impacté significativement la consommation.

1.1. Périmètre de consolidation et normes comptables

Suite au protocole d'accord signé le 7 mars 2022, le Groupe a racheté 51,04 % du capital de la société Poitou Chèvre SAS le 15 mars 2022. Cette société étant déjà préalablement détenue à 48,96 % et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, ce rachat permet ainsi la prise de contrôle exclusif de cette société. Cette opération permet d'adosser Poitou Chèvre SAS au savoir-faire de spécialités en fromages de chèvre de Savencia.

Le Groupe avait acquis le 6 octobre 2021, via Alternative Foods LLC, filiale de Zausner Foods Corp, des actifs de Hope Foods LLC, société leader de houmous et autres dips d'origine végétale, implanté au Colorado USA. La marque Hope complète le portefeuille de Savencia aux États-Unis avec de nouvelles propositions en végétal et des produits premium qui s'intègrent parfaitement à la stratégie du Groupe.

Le Groupe applique les nouveaux textes applicables de façon obligatoire à compter du 1er janvier 2022 et notamment les amendements d'IFRS 3 Regroupement d'entreprises – Références au cadre conceptuel, les amendements d'IAS 37 Provisions – Contrats déficitaires – Coûts d'exécution d'un contrat, les amendements à IAS 16 Revenus pré-utilisation d'un actif corporel et les améliorations annuelles – Cycle 2018-2020. Ces amendements sont sans impact sur les comptes du 31 décembre 2022.

Le Groupe n'applique pas les autres normes et interprétations non obligatoires en 2022 mais qui peuvent être appliquées par anticipation sur l'exercice, notamment les amendements d'IAS 12 - Impôts liés aux actifs et passifs issus d'une transaction unique, IFRS 17 Contrats d'assurance et modifications d'IFRS 17, les amendements à IAS 1 et du Practice Statement 2 sur les informations à fournir sur les méthodes comptables et les amendements à IAS 8 sur la définition des estimations comptables.

Le Groupe, étant implanté en Argentine, applique la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes ». Les principes et incidences sur les comptes consolidés sont résumés dans la note 13 des notes annexes aux États financiers consolidés.

1.2. Activité et résultat

Dans un contexte macro-économique agité et fortement inflationniste, SAVENCIA Fromage & Dairy (nom commercial de SAVENCIA SA) a démontré sa capacité de résistance. En effet, l'éclatement géographique de ses marchés ainsi que la diversité de ses métiers permettent de compenser au mieux les aléas conjoncturels pouvant affecter tant le niveau de consommation que les différentes composantes des prix de revient. La demande des consommateurs n'évolue en effet

pas de la même façon sur les marchés matures et sur les zones en développement. Elle peut varier en fonction du type de produits de grande consommation et de l'intensité des actions commerciales entreprises. Les variations des cotations mondiales des produits industriels n'affectent normalement pas les activités « Produits Fromagers » et « Autres Produits Laitiers » aux mêmes moments, avec la même ampleur et dans le même sens. La répercussion des hausses de prix de revient s'appuie sur la force des marques et le caractère souvent innovant des offres faites aux consommateurs.

D'autres éléments relatifs aux risques figurent dans la partie « situation financière » du présent document, à la note 11.6 de l'annexe aux états financiers consolidés, dans l'extrait de la déclaration de performance extra-financière figurant à la fin de la partie 1 du présent rapport de gestion relatif à l'activité du Groupe et dans le rapport sur le contrôle interne, la gestion des risques et le plan de vigilance.

CHIFFRES CLÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022

Données consolidées en M€	31/12/2022	% CA	31/12/2021	% CA	Variation en %			
					Total	Structure	Change	Organique
Chiffre d'affaires	6 551,2		5 610,4		+16,8 %	+0,3 %	-0,2 %	+16,7 %
•dont Produits Fromagers	3 820,5	58,3 %	3 449,7	61,5 %	+10,7 %	+0,6 %	+2,8 %	+7,3 %
•dont Autres Produits Laitiers	2 928,5	44,7 %	2 324,6	41,4 %	+26,0 %	+0,1 %	-5,0 %	+30,9 %
•dont Autres (Intercos)	-197,8	-3,0 %	-163,9	-2,9 %	+20,7 %	+0,6 %	-2,1 %	+22,2 %
Résultat opérationnel courant	234,3		246,1		-4,8 %	-1,6 %	+1,4 %	-4,6 %
•dont Produits Fromagers	81,6	34,8 %	153,8	62,5 %	-47,0 %	-4,1 %	+2,1 %	-45,7 %
•dont Autres Produits Laitiers	180,0	76,9 %	116,6	47,4 %	+54,5 %	+0,2 %	+0,7 %	+53,2 %
•dont Autres (Intercos)	-27,3	-11,7 %	-24,2	-9,8 %	-12,9 %	-0,1 %	0,0 %	-12,9 %
Taux de marge opérationnelle	3,6 %		4,4 %					
•dont Produits Fromagers	2,1 %		4,5 %					
•dont Autres Produits Laitiers	6,1 %		5,0 %					

Au 31 décembre 2022, **le chiffre d'affaires consolidé de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à 6 551,2 millions d'euros** contre 5 610,4 millions d'euros pour la même période de l'année précédente, en progression de +16,8 %.

À périmètre⁽¹⁾ et taux de change constants⁽²⁾, l'évolution est positive de +16,7 %. L'évolution du chiffre d'affaires est pénalisée par un effet de change négatif de -0,2 % lié en particulier à l'appréciation du dollar US, du real brésilien, du yuan et du rouble mais entièrement compensée par la dépréciation du peso argentin. L'effet de structure de +0,3 % provient de l'intégration des activités d'Alternative Foods (Hope Foods) à compter du 1er octobre 2021 et de la prise de contrôle de Poitou Chèvre SAS à compter du 15 mars 2022. La croissance organique du chiffre d'affaires de SAVENCIA Fromage & Dairy au cours de l'exercice 2022 est fortement tirée par les Autres Produits Laitiers.

La part du chiffre d'affaires réalisée hors de France passe de 68,6 % en 2021 à 69,4 % en 2022.

Le résultat opérationnel courant est en baisse de -4,8 % par rapport à 2021. Il s'élève à 234,3 millions d'euros.

Il intègre un effet périmètre négatif de -1,6 % et un effet de change positif de 1,4 %.

À données constantes, le résultat opérationnel courant est en recul de -4,6 % pénalisé par la forte hausse des coûts des matières premières et de l'ensemble des coûts de production.

La marge opérationnelle courante atteint **3,6 %** contre 4,4 % en 2021.

1.2.1. Produits Fromagers

Le chiffre d'affaires des Activités fromagères est en progression de +10,7 % par rapport à 2021, à **3 820,5 millions d'euros**, soit 58,3 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 61,5 % en 2021.

⁽¹⁾ Le retraitement de périmètre des entités entrantes consiste :

- pour les entrées de périmètre de l'année en cours à déduire la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
- pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à déduire la contribution de l'acquisition du 1er janvier de l'année en cours jusqu'au dernier jour du mois de l'année en cours où a été réalisée l'acquisition l'année précédente.

Le retraitement des entités sortantes consiste :

- pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente à compter du 1er jour du mois de cession ;
- pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente.

⁽²⁾ Le retraitement de l'effet change consiste en un calcul des agrégats de l'année en cours aux taux de change de l'année précédente.

La variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- une croissance organique de +7,3 % qui provient principalement des hausses de tarifs requises sur tous les marchés pour faire face aux impacts de l'inflation. Dans ce contexte, les volumes se sont contractés, notamment en Europe sous l'impact de l'arrêt de quelques références, de déréférencements de certains distributeurs ou encore de la modification du comportement des consommateurs face à l'inflation. A l'International, les volumes se sont globalement bien développés même si certains marchés ont pu connaître des évolutions plus contrastées ;
- un effet de change favorable de +2,8 % qui provient principalement de l'appréciation du dollar US, du real et du rouble ; et
- un effet de structure de +0,6 % résultant de l'intégration des activités d'Alternative Foods à compter du 1er octobre 2021 et de la prise de contrôle de Poitou Chèvre SAS à compter du 15 mars 2022..

Le résultat opérationnel courant des Activités fromagères ressort à 81,6 millions d'euros, en baisse de -72,2 millions d'euros par rapport à 2021 soit -47 %.

Le taux de marge opérationnelle de ce secteur d'activité se contracte de 4,5 % à 2,1 % en 2022. L'inflation des coûts matières et de l'ensemble des coûts de production, la pression sur les conditions commerciales, assorties à une baisse des volumes sur l'ensemble de la zone Europe affectent les résultats.

1.2.2. Autres Produits laitiers

Le chiffre d'affaires des « Autres Produits Laitiers » ressort à 2 928,5 millions d'euros, en hausse de +26 % par rapport à 2021. Il représente 44,7 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 41,4 % en 2021.

Cette variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- un effet de croissance organique en progression de +30,9 % résultant d'un effet positif de prix provenant de la valorisation des cotations des produits industriels (beurre, poudre et sérum) tout au long de l'année et des hausses de tarifs nécessaires pour couvrir l'inflation.
- un effet de change défavorable de -5 % provenant principalement de la dépréciation du peso argentin par rapport à l'euro.

Le résultat opérationnel courant des « Autres Produits Laitiers » ressort à 180,0 millions d'euros contre 116,6 millions d'euros en 2021, soit une évolution de +54,5 %.

Le taux de marge opérationnelle progresse de 5 % en 2021 à 6,1 % en 2022. Ceci s'explique essentiellement par une meilleure valorisation des activités Ingrédients et un effet volume-mix plus favorable, notamment grâce à la hausse de la demande en protéines de haute qualité.

1.2.3. Eléments non affectés aux activités

Le résultat opérationnel courant des éléments non affectés s'élève à -27,3 millions d'euros contre -24,2 millions d'euros en 2021. Il représente principalement les charges des sociétés holdings.

Les éléments non récurrents s'établissent à -71,4 millions d'euros, contre -73,1 millions d'euros en 2021. Ils comprennent des charges nettes de réorganisation essentiellement en France et Europe Centrale pour -3 millions d'euros, des coûts engendrés par l'inondation chez Corman SA pour -9,9 millions d'euros, des dépréciations nettes d'actifs pour -62,5 millions d'euros dont principalement -47,6 millions d'euros sur l'UGT Russie (cf chapitre faits marquants) et d'autres éléments représentant un produit net +4 millions d'euros.

Le résultat opérationnel s'élève à 162,9 millions d'euros, en baisse de -5,9 % par rapport à 2021.

Les charges financières nettes de SAVENCIA Fromage & Dairy ressortent à -24,4 millions d'euros pour l'année 2022 à comparer à -20,9 millions d'euros en 2021 en lien avec la remontée des taux d'intérêt et un résultat de change défavorable.

Le résultat sur situation monétaire de 2,7 millions d'euros pour l'année 2022, stable par rapport à 2021, correspond à l'application de la norme IAS 29 relative aux pays en situation d'hyperinflation (Argentine).

La quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence net d'impôt ressort à 1,5 million d'euros contre 1,7 million d'euros en 2021.

L'impôt sur les résultats s'élève à -57,3 millions d'euros, en baisse de 6,3 millions d'euros par rapport à 2021, ceci en lien avec la baisse du résultat avant impôts. Le taux effectif reste relativement stable à 40,1 % contre 40,6 % en 2021.

Le résultat net des activités poursuivies s'établit à 85,4 millions d'euros, à comparer à 93 millions d'euros en 2021.

Le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à 68 millions d'euros. Il était de 82,9 millions d'euros en 2021.

Le résultat de l'exercice revenant aux participations ne conférant pas le contrôle s'élève à 17,4 millions d'euros, à comparer à 10,1 millions d'euros en 2021. Cette évolution s'explique par de meilleures performances globales en 2022 des filiales non détenues à 100 % par le Groupe.

1.3. Investissements

Les investissements corporels & incorporels de SAVENCIA Fromage & Dairy sont en baisse de 17,9 % par rapport à 2021, le Groupe s'étant focalisé sur les projets prioritaires. Leur montant s'élève à 188,4 millions d'euros en 2022, par rapport à un montant de 229,4 millions d'euros en 2021.

Par secteur d'activité, les investissements se répartissent de la façon suivante :

- Produits Fromagers pour 55,5 % ;
- Autres Produits Laitiers pour 37,9 % ;
- Non affectés pour 6,6 %.

Concernant le développement externe, le Groupe a acquis 51,04 % complémentaire de Poitou Chèvre SAS en 2022.

1.4. Recherche et développement

SAVENCIA Fromage & Dairy a de tout temps considéré ses dépenses de recherche et développement comme un atout fort permettant d'assurer l'innovation et par conséquent la croissance de ses différents métiers. En cohérence avec sa culture et ses principes généraux de fonctionnement, les opérations de développement sont regroupées par pôles technologiques afin de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque métier. Ces opérations sont coordonnées dans le cadre de programmes transversaux, programmes dirigés en priorité vers l'alimentation équilibrée et l'exploitation des qualités nutritionnelles du lait.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées, pour leur totalité, dans les comptes de charges par nature concernés.

1.5. Effectifs

Les effectifs moyens totaux, y compris les intérimaires, des sociétés intégrées globalement représentent **21 797 collaboratrices et collaborateurs en 2022** contre 21 927 collaboratrices et collaborateurs en 2021, soit une baisse de -0,6 %. À périmètre constant, la baisse est de -1,1 %.

Ils se répartissent entre :

- Produits Fromagers pour 73,3 % ;
- Autres Produits Laitiers pour 22 % ; et
- Effectifs non affectés pour 4,7 %.

1.6. Situation financière

Le bilan du Groupe reflète une situation financière toujours saine.

Les fonds propres, à 1 827,2 millions d'euros, varient de +124,2 millions d'euros par rapport aux comptes 2021, soit +7,3 %.

L'endettement net⁽¹⁾, à -410,6 millions d'euros, est en baisse de 17,6 millions d'euros. Il représente 22,5 % **des capitaux propres**, contre 25,1 % au 31 décembre 2021.

Les ratios financiers imposés par les contrats de financement sont respectés.

SAVENCIA Fromage & Dairy ne présente pas d'exposition significative aux risques des marchés financiers. Les risques de change sont, comme par le passé, limités par la politique d'implantation d'unités de production sur les marchés de commercialisation. Les risques de taux sont gérés dans le cadre d'une politique de couverture prudente.

1.7. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

À la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date d'arrêté des comptes consolidés annuels 2022, d'événements significatifs postérieurs à la clôture pouvant impacter les comptes.

1.8. Perspectives

Dans un contexte inédit et très fortement perturbé en raison :

- de fortes tensions inflationnistes pouvant requérir de nouvelles hausses de tarif pour restaurer les marges et qui pourraient potentiellement impacter la consommation ; et
- des conséquences de la guerre qui touche l'Est de l'Europe et qui ont conduit Savencia à suspendre tout nouvel investissement en Russie ;

SAVENCIA Fromage & Dairy continuera à faire preuve d'adaptation, à développer ses marques à l'International, à poursuivre ses efforts de compétitivité et à assurer à ses producteurs partenaires laitiers une des meilleures rémunérations du lait en France.

Par ailleurs, l'engagement sans faille des équipes tout au long de l'année 2022 a permis au Groupe :

- d'être de nouveau reconnu par le label Top Employer sur un grand nombre de filiales et au niveau européen ;
- de s'engager avec la première charte pour le Bien-être Animal en faveur des bovins, ovins et caprins sur le périmètre mondial du Groupe ;
- de poursuivre ses efforts dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à des plans de sobriété énergétique et des investissements importants de rénovation de ses installations ainsi qu'un programme d'accompagnement des éleveurs dans la réduction de leur empreinte environnementale.

⁽¹⁾ L'endettement net est calculé hors montant des options d'achat et de vente contractées avec les détenteurs de participation minoritaires et hors obligations locatives relatives à la mise en application en 2019 de la norme IFRS 16 (confère note 27 de l'Annexe aux comptes consolidés).

2. Société-mère

En 2022, les comptes de votre société ont été établis en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables qu'en 2021.

2.1. Activités et résultats

Les produits d'exploitation de l'exercice 2022 se sont élevés à 33,2 millions comprenant d'une part les redevances de propriété industrielle et incorporelle versées par vos filiales dont le montant est stable et d'autre part des reprises de provisions. Les produits d'exploitation s'élevaient à 43,5 millions d'euros en 2021.

Les charges d'exploitation de l'exercice 2022 se sont élevées à 56 millions d'euros contre 68,3 millions d'euros en 2021. Net des reprises de provisions comptabilisées en produits d'exploitation, les charges de l'exercice 2022 ressortent à 54,7 millions d'euros en baisse de 1,6 millions d'euros.

Le résultat financier net est un bénéfice de 37,7 millions d'euros contre 28,2 millions d'euros en 2021 en lien avec la hausse des dividendes encaissés et malgré la hausse du coût de financement.

Le résultat exceptionnel net est une perte de 1 million d'euros en raison de diverses provisions contre un bénéfice de 1,1 millions d'euros en 2021.

Le poste impôts sur les bénéfices est impacté par le régime de l'intégration fiscale dont bénéficient vos filiales françaises détenues à 95 % ou plus. Ce régime permet de neutraliser les opérations réalisées au sein du Groupe intégré et de compenser les profits taxables avec les pertes fiscales.

Le résultat comptable net des amortissements et de l'effet des provisions représente un bénéfice de 26,3 millions d'euros contre un profit de 17,3 millions d'euros en 2021.

Comptes de résultat en millions d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits d'exploitation	33,2	43,5
Charges d'exploitation	-56,0	-68,3
Résultat d'exploitation	-22,8	-24,7
Résultat financier net	37,7	28,2
Résultat exceptionnel net	-1,0	1,1
Impôts sur les bénéfices	12,5	12,7
RÉSULTAT NET	26,3	17,3

Au cours de l'exercice, les investissements incorporels décaissés, composés principalement de logiciels se sont élevés à 2,2 millions d'euros contre 1 million en 2021. Les investissements corporels décaissés se sont élevés à 2 millions d'euros alors qu'ils étaient nuls en 2021. Les investissements financiers sont non significatifs en 2022 comme en 2021.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement d'un montant net de 91 millions d'euros contre 85 millions d'euros en 2021 est composé de placements de liquidité et des actions auto-détenues.

Bilan synthétique en millions d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Capitaux Propres	-810	-804
Endettement financier net (*)	-496	-496
Autres passifs	-20	-30
Autres actifs	1 326	1 330

(*) L'endettement net est stable à 496 millions d'euros en 2022 et décomposé dans le tableau des flux de trésorerie ci-dessous :

Flux de trésorerie en millions d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Flux net de trésorerie généré par l'activité	24	32
Flux provenant des investissements	-4	-1
Dividendes versés	-20	-21
Flux net avant financement (*)	0	10
Autres flux de trésorerie n'impactant pas l'endettement net	46	127
FLUX NET DE TRÉSORERIE	46	137

2.1.1. Prêts interentreprise

Conformément aux dispositions du code monétaire et financier et du décret d'application y afférent, les sociétés par actions doivent communiquer le montant des prêts à moins de trois (3) ans consentis aux entreprises avec lesquelles elles entretiennent des liens économiques le justifiant. Cette information fait l'objet d'une attestation du commissaire aux comptes de la Société, selon les modalités prévues par la Législation en vigueur. Au 31 décembre 2022, la Société n'a pas consenti de prêts interentreprises.

2.1.2. Délais de paiement

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article L. 441-6-1 du code de commerce relatives à l'information concernant les délais de paiement, nous vous informons de la décomposition, à la clôture de l'exercice, des délais de paiements des fournisseurs et clients de la Société :

Article D. 441-4 du code de commerce :						
Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
Dettes fournisseurs	0 jour (indicatif)	1 à 30 jrs	31 à 60 jrs	61 à 90 jrs	91 jrs et plus	total (1 jr et plus)
(A) Tranche de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	60					30
Montant total factures concernées TTC <i>en milliers d'euros</i>	3 938	2	6		19	27
% du montant facturé de l'exercice TTC	5,99 %	0,00 %	0,01 %	0,00 %	0,03 %	0,04 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses et non comptabilisées						
Néant						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	20 jours nets ≤ délais contractuels ≤ 60 jours nets					

Article D. 441-4 du code de commerce :						
Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
Créances clients	0 jour (indicatif)	1 à 30 jrs	31 à 60 jrs	61 à 90 jrs	91 jrs et plus	total (1 jr et plus)
(A) Tranche de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	45					20
Montant total factures concernées TTC en milliers d'euros	5 612	228	55		-37	246
% CA de l'exercice TTC	4,79 %	0,19 %	0,05 %		0,03 %	0,21 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses et non comptabilisées						
Néant						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement			Délais contractuels ≤ 20 jours fin de mois			

2.1.3. Revue des conventions autorisées au cours d'un exercice précédent et poursuivies en 2022

Le Conseil d'Administration a examiné les conventions suivantes conclues au cours d'un exercice antérieur et dont l'exécution a été poursuivie en 2022 :

- financement de la société de droit belge S.B.M.S. S.A. :

En vertu d'une autorisation du Conseil d'Administration du 6 septembre 2018, un prêt d'un montant de 200 millions d'euros a été consenti à la société S.B.M.S. D'une durée de 5 ans, ce prêt porte intérêt au taux EURIBOR à 6 mois majoré de 0,875 %. Les intérêts dus au titre de l'exercice 2022 s'élèvent à 1 927 600 euros.

- régime complémentaire de retraite :

Un régime de retraite relevant de l'article 39 du code général des impôts a été mis en place en 2002 prévoyant le versement à certains cadres dirigeants d'une somme correspondant à 0,5 % du dernier salaire par année d'ancienneté, avec un plafond de 2,5 %, et ce, en complément du régime de base. Cette convention n'a pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice 2022.

2.1.4. Résultat de l'exercice et proposition d'affectation

Nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils vous sont présentés et vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui se monte à 26 338 070,62 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 357 269 927,23 euros, constitue un montant disponible de 383 607 997,85 euros, ainsi qu'il suit :

En euros

Aux actionnaires, un dividende de 1,3 euro par action ^(*)	18 242 809,00
Au poste report à nouveau	365 365 188,85
TOTAL	383 607 997,85

(*) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

Le dividende global brut revenant à chaque action serait fixé à 1,3 euro. Il serait payé le 17 mai, la date de détachement du coupon étant fixé au 15 mai.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versé en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions composant le capital	Dividende total ⁽¹⁾	Dividende brut par action	Abattement
2020	2019	14 032 930	0 €	0,00 €	NA
2021	2020	14 032 930	20 560 102 €	1,50 €	40 %
2022	2021	14 032 930	20 498 992 €	1,50 €	40 %

(1) Excluant les actions n'ouvrant pas droit à dividende.

Nous vous confirmons qu'il n'y a pas eu en 2022 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 quater du code général des impôts.

2.2. Informations sur le Capital

2.2.1. Répartition du capital au 31 décembre 2022

Au 31 décembre 2022	Capital %	Nb d'actions	Nb droits de vote bruts ⁽³⁾	Droits de vote bruts %	Nb droits de vote nets ⁽⁴⁾	Droits de vote nets %
SAVENCIA Holding	66,64 %	9 350 953	18 701 906	78,58 %	18 701 906	80,47 %
FCPE ⁽¹⁾	4,89 %	686 070	1 079 970	4,54 %	1 079 970	4,65 %
Auto-détention ⁽²⁾	3,99 %	560 812	560 812	2,35 %	0	0,00 %
Public	24,48 %	3 435 095	3 458 465	14,53 %	3 458 465	14,88 %
Total	100 %	14 032 930	23 801 153	100 %	23 240 341	100,00 %

(1) Personnels de SAVENCIA Fromage & Dairy et des sociétés qui lui sont liées au sens des articles L. 3344-1 et suivants du code du travail, détenant des actions SAVENCIA Fromage & Dairy, dans le cadre de Fonds Commun de Placement d'Entreprise.

(2) Y compris contrat de liquidité.

(3) Tenant compte des actions privées de droit de vote.

(4) Excluant les actions privées de droit de vote.

La société Northern Trust détient 5,11 % du capital de votre Société au 14 février 2023.

Depuis le 28 février 2013, le capital social se compose de 14 032 930 actions de 1 euro de nominal chacune.

2.2.2. Négociation en bourse par la société de ses propres actions

L'Assemblée Générale Mixte du 21 avril 2022, agissant dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 225-209 du code de commerce, a autorisé la Société à racheter en Bourse ses propres actions en vue de l'exercice de plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions, par les cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des sociétés affiliées, ou l'attribution gratuite aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés affiliées.

Prix maximum d'achat : 140 euros par action.

Nombre d'actions à acquérir : à concurrence de 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital social.

À ce titre, et au cours de l'exercice :

1. S'agissant des programmes plans d'attribution gratuites d'actions ou d'options d'achat d'actions consenties aux cadres dirigeants et/ou aux mandataires sociaux et/ou aux salariés de la Société ou des sociétés affiliées :

- 200 000 actions ont été achetées au cours moyen de 60,61 euros ;
- le montant des frais de négociation s'est élevé à 60 447 euros.
- il n'y a eu pas de cession.

2. S'agissant de l'animation du marché des titres de la Société, la Société a mis en place un contrat de liquidité. Dans le cadre de ce contrat de liquidité :

- 45 963 actions ont été achetées au cours moyen de 59,18 euros ;
- 47 325 actions ont été vendues au cours moyen de 59,90 euros ;
- le montant des frais de négociation s'est élevé à 25 000 euros.

3. S'agissant des actions destinées à la conservation pour remise ultérieure dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe :

- 23 044 actions ont été achetées au cours moyen de 56,03 euros ;
- le montant des frais de négociation pour l'année 2022 s'est élevé à 5 164 euros.

Au 31 décembre 2022, votre société détient 560 812 de ses propres actions représentant 4,00 % du capital, pour une valeur d'achat de 33 016 630 euros, ce qui représente un montant de capital total de 560 812 euros.

Néanmoins, et pour tenir compte des rachats d'actions exercés depuis le 1er janvier 2022 jusqu'au 9 février 2023, il est précisé que votre société détient 560 918 actions représentant 4,00 % du capital, pour une valeur d'achat de 33 037 515 euros, ce qui représente un montant de capital total de 560 918 euros.

2.3. Résultats des cinq derniers exercices

Art. R225-81, R225-83 et R225-102 du code du commerce.

En euros et unités	2018	2019	2020	2021	2022
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'actions émises	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires HT.	27 726 437	28 867 056	29 639 110	31 460 675	31 823 337
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	11 611 593	9 021 250	-19 648 217	-2 304 472	19 530 040
Impôt sur les bénéfices	-12 112 189	-10 353 177	-13 399 201	-12 672 743	-12 453 902
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	22 320 802	14 647 712	-21 618 761	17 273 779	26 338 071
Montant des bénéfices distribués	13 783 566	0	20 560 102	20 498 992	
Résultat des opérations réduit à une seule action (1 € nominal)					
Bénéfice après impôts mais avant amortissements et provisions	1,69	1,38	-0,45	0,74	2,28
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1,59	1,04	-1,54	1,23	1,88
Dividende versé à chaque action	1,00	0,00	1,50	1,50	
Personnel					
Nombre de salariés	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale	389 759	346 579	354 812	303 404	660 302
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	241 998	271 550	274 523	229 729	345 327



DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

Introduction	18
Notre démarche	19
Un plaisir sain et responsable	22
Des filières agricoles durables	32
L'empreinte environnementale	32
Le bien être de nos collaborateurs	37
Éthique et conformité	43
Application de la Taxonomie européenne	46
Synthèse KPI	49
Modalités de reporting	51
Annexes	52
<i>Tableaux réglementaires Taxonomie européenne</i>	52
<i>Note méthodologique Taxonomie européenne</i>	54
<i>Rapport d'assurance modérée de l'un des commissaires aux comptes sur la vérification d'une sélection d'informations sociales et environnementales</i>	55
<i>Table de correspondance GRI - GRENELLE II - Déclaration de Performance Extra-Financière</i>	58

NOTRE MISSION

Entreprendre pour bien nourrir l'Homme

Ressources

21 797 COLLABORATEURS engagés autour de nos valeurs communes.
60,4% d'hommes / 39,6% de femmes.

Des **MARQUES FORTES ET UNIQUES**, dont des marques patrimoniales locales, des marques d'origine et AOP.

4,8 milliards de litres de lait transformés, collectés auprès d'**ÉLEVEURS LAITIERS** partenaires de Savencia Fromage & Dairy.

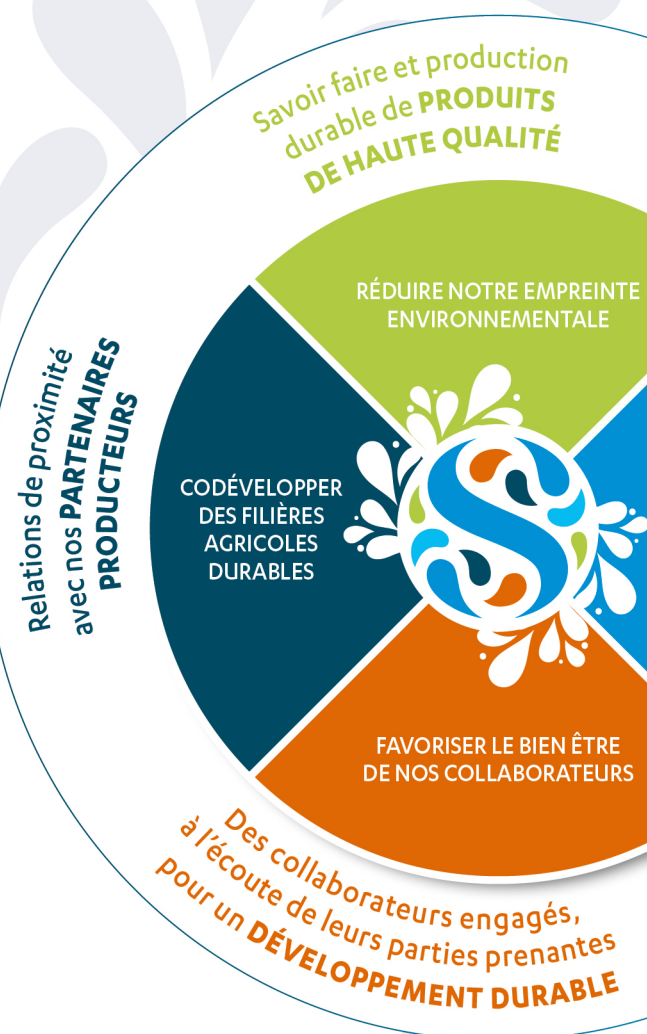
Des expertises qualité, R&D et métiers dans nos **SITES DE PRODUCTION** à travers le monde.
Une amélioration continue de la gestion des ressources naturelles.

Une stratégie omnicanale, avec des **RÉSEAUX COMMERCIAUX** et clients partenaires dans le monde.

UN MODÈLE « GLOCAL » avec des expertises globales partagées et des filiales locales en forte proximité avec leurs marchés.

La stabilité d'**UN ACTIONNARIAT FAMILIAL** majoritaire.

Création de valeur



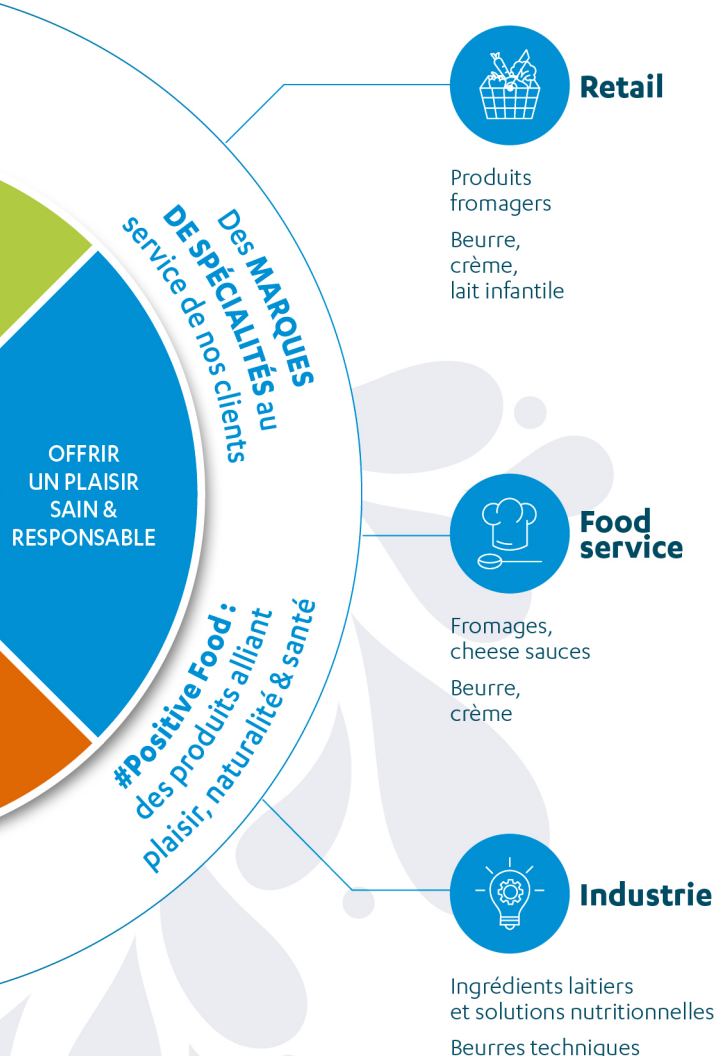
NOTRE CULTURE

Valeurs : tolérance, courage, honnêteté, loyauté

Principes d'action : subsidiarité, collégialité, autonomie

NOTRE STRATÉGIE

Créer de la valeur par la différenciation
de spécialité et l'innovation



Valeur partagée

POUR LES COLLABORATEURS :

une politique RH reconnue avec 14 pays certifiés Top Employer 2022-2023. Engagement pour l'emploi des jeunes avec 471 contrats d'apprentissage en 2022. 43% de femmes parmi les managers.

POUR LES PRODUCTEURS :

137 jeunes éleveurs laitiers accompagnés avec notre Pack installation.

POUR LES CLIENTS :

Savencia 1^{re} force de vente du rayon crèmerie en France en 2022.

POUR LES CONSOMMATEURS :

amélioration nutritionnelle et clean label des produits, accompagnement à une consommation responsable via notre démarche #PositiveFood.

POUR L'ENVIRONNEMENT :

-311 000T Eq CO₂ entre 2010 et 2022 pour notre collecte laitière. Réduction de 10% de nos émissions de GES, scopes 1 & 2, par tonne fabriquée entre 2015 et 2022.

POUR LA SOCIÉTÉ ET LES

COMMUNAUTÉS : nous contribuons au développement des territoires locaux. 63 % de nos filiales soutiennent des actions de solidarité.



Introduction

SAVENCIA : la RSE au cœur de notre mission

SAVENCIA est un groupe alimentaire familial international. Il déploie une stratégie de création de valeur par la différenciation de ses produits et de ses marques de spécialités.

Avec sa mission « Entreprendre pour bien nourrir l'Homme » et sa démarche RSE Oxygen, le Groupe est engagé à entreprendre durablement, dans le respect des hommes et de la planète.

SAVENCIA Fromage & Dairy est le 12^{ème} groupe laitier mondial et le 5^{ème} fromager. Son offre de fromages, beurres, crèmes, ingrédients laitiers et solutions nutritionnelles répond aux attentes des clients de la grande distribution, du food service et de l'industrie.

SAVENCIA s'appuie sur des filiales autonomes à taille humaine, en forte proximité avec leurs marchés, ainsi que sur des expertises globales partagées. Ces filiales contribuent au développement local des régions dans lesquelles elles sont implantées et dialoguent régulièrement avec leurs fournisseurs, leurs clients et leurs autres partenaires.

Engagement et adaptation dans un environnement 2022 inédit et perturbé

En 2022, SAVENCIA a su rester agile et pragmatique pour ajuster ses prix de vente dans un contexte d'inflations inédit. SAVENCIA Fromage & Dairy a continué à assurer à ses producteurs partenaires laitiers une des meilleures rémunérations du lait en France. Par ailleurs, l'engagement sans faille des équipes tout au long de l'année 2022 a permis au Groupe :

- d'être de nouveau récompensé par le label Top Employer sur un grand nombre de filiales et au niveau européen ;
- d'améliorer de manière très importante la perception des collaborateurs mondiaux sur leur qualité de vie au travail et leur bien-être. Désormais plus de 30 % des filiales bénéficient du label Great Place To Work ;
- de s'engager avec la 1^{ère} charte pour le Bien-Être Animal en faveur des bovins, ovins et caprins sur le périmètre mondial du Groupe ;
- de poursuivre ses efforts dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à des plans de sobriété énergétique et des investissements importants de rénovation de ses installations ainsi qu'un programme d'accompagnement des éleveurs dans la réduction de leur empreinte environnementale.

Vision et perspectives dans un monde en transition

La complémentarité des métiers du Groupe SAVENCIA (retail, food service et industrie) ainsi que la diversité de ses localisations géographiques lui assurent une résilience face aux différents aléas auxquels il est exposé.

SAVENCIA a pu s'adapter aux risques de son environnement, à la volatilité des matières premières, aux mutations de ses marchés, de ses clients et de ses consommateurs, en renforçant sa compétitivité et son innovation, ainsi que sa collaboration avec ses parties prenantes.

SAVENCIA est un acteur engagé dans l'accompagnement des transitions qui s'imposent dans un contexte de mutations profondes de nos modèles tant économiques que sociétaux et technologiques :

- la transition alimentaire vers une alimentation plus saine et durable. SAVENCIA a l'ambition d'être un acteur majeur de la transition alimentaire avec une offre durable de qualité, répondant aux attentes des consommateurs et à sa vision #PositiveFood : une alimentation diversifiée associant plaisir et santé, avec des produits sains, naturels et peu transformés ;
- la transition écologique dans le contexte du dérèglement climatique et de ses impacts multiples. Le Groupe est engagé à réduire l'impact environnemental de ses activités et à accompagner ses partenaires producteurs dans leur transition agricole ;
- la transformation numérique qui impacte nos métiers et toute notre chaîne de valeur, de l'amont à la distribution ;
- la transition sociétale avec des consommateurs et des collaborateurs en attente d'entreprises plus engagées.



Notre démarche

1. Gouvernance

1.1. Gouvernance RSE

Afin d'accompagner le déploiement de la démarche Oxygen, le Groupe s'est doté d'une gouvernance structurée, associant tant les dirigeants au plus haut niveau de l'organisation que les équipes Corporate et les filiales.

1.1.1. Au niveau Groupe

- **Le Conseil d'Administration SAVENCIA Fromage & Dairy** détermine les orientations stratégiques de l'activité et veille à leur mise en œuvre. Le Conseil d'Administration est assisté de Comités spécialisés et met à leur disposition les moyens nécessaires à leur mission, leur assure le concours des différents services concernés et leur donne la faculté de prendre des avis extérieurs. Chacun de ces Comités se réunit plusieurs fois par an et chaque fois que leur avis est jugé nécessaire par le Président du Conseil, le Conseil ou le Président du Comité lui-même. Le Conseil d'Administration a souhaité s'appuyer sur le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale (CRSE) pour l'examen et le suivi des sujets relatifs à la RSE.
- **Le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale SAVENCIA Fromage & Dairy** (CRSE), est composé de membres du Conseil d'Administration et est présidé par un administrateur indépendant. Il a pour mission d'assister le Conseil d'Administration dans l'appréciation des enjeux RSE afin d'anticiper les opportunités, les enjeux et les risques qui y sont associés. Il assiste le Conseil sur les questions d'ordre éthique et les questions relatives à la responsabilité sociale et environnementale du Groupe qui pourraient se poser aux dirigeants. En 2022, il s'est réuni à 5 reprises et a travaillé sur différentes thématiques telles que par exemple les évolutions réglementaires.
- **Le Comité Ethique et Culture Groupe** (CECG) est composé du Président du Groupe, du Secrétaire Général, du Président du Comité, du Directeur Financier, du Directeur Juridique, du Directeur des Ressources Humaines et du Directeur de la Conformité. Ce comité est en charge du pilotage des politiques de mise en conformité, notamment en matière de vigilance. Il se réunit a minima deux fois par an et à chaque fois que nécessaire en fonction de l'actualité.
- **Le Comité d'audit et des risques SAVENCIA Fromage & Dairy** (CAR) assiste le Conseil dans ses travaux d'arrêté des comptes et apprécie le processus d'élaboration de l'information financière. Il s'assure également de la pertinence et de l'efficacité des systèmes de contrôles internes et externes.

● **Le Comité de Management et des Rémunérations SAVENCIA Fromage & Dairy** (CMR) assiste le Conseil d'Administration dans l'application de la politique de Ressources Humaines du Groupe, formule des recommandations sur la nomination ou le renouvellement des administrateurs, des censeurs et des dirigeants mandataires sociaux.

● **La Direction RSE du Groupe** déploie la démarche Oxygen à travers le monde, élabore et met en œuvre la stratégie Développement Durable, évalue et gère les risques liés aux enjeux environnementaux et sociétaux. La Directrice RSE est membre du Comité Exécutif.

● **Le Comité Oxygen**, créé en 2019, et animé par la Direction RSE. Ce comité regroupe les expertises support dont les Directions Ressources Humaines, Approvisionnements Laitiers, Achats, Nutrition, Qualité, Conformité, Industriel. Il apporte son expertise et assure le suivi des plans d'action.

1.1.2. Au niveau des filiales et des métiers

La Direction RSE a mis en place un réseau de coordinateurs RSE dont le rôle est, au sein de chaque filiale, de faire le lien entre les Comités de Direction filiales, les porteurs des actions RSE et le Comité Oxygen. Ils soutiennent le déploiement des engagements de la démarche Oxygen.

Dans chaque Direction métier, des porteurs opérationnels mettent en œuvre les actions RSE, pilotent l'avancement des feuilles de route afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés.

Ce maillage, à tous les niveaux du Groupe, permet de mettre la RSE au cœur des activités de chacun des collaboratrices et collaborateurs du Groupe et de sécuriser l'atteinte des objectifs Oxygen.

1.2. Gouvernance des risques et conformité

SAVENCIA est doté d'une Direction de la Gestion des risques et de la Conformité, agissant sous la responsabilité du Directeur de la Conformité. Cette équipe a pour objectif de concevoir, déployer, coordonner et contrôler les actions de mise en conformité à l'échelle du Groupe, dans une approche de maîtrise des risques identifiés.

La Direction de la Conformité s'appuie sur un réseau de Référents Conformité Filiales chargés de coordonner les mesures de conformité au niveau des sociétés locales. Une personne plus spécifiquement en charge du Devoir de Vigilance assure la coordination avec la Direction RSE. Des formations sur ces sujets sont dispensées aux collaborateurs et revêtent un caractère obligatoire.

2. Analyse de matérialité

SAVENCIA, acteur engagé, a réalisé en 2018 une première consultation de plus de 185 parties prenantes internes et externes à travers le monde : collaborateurs, producteurs, clients, consommateurs, fournisseurs, dirigeants, investisseurs, société civile. À partir de ces travaux, une analyse de matérialité a été élaborée. Cet exercice a permis l'identification et la sélection des enjeux prioritaires pour le Groupe et pour l'ensemble de ses parties prenantes.

En 2021, cette analyse de matérialité a été mise à jour à partir des tendances sociétales et des actualités de notre secteur d'activité. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre du Comité Oxygen, par des experts internes regroupant plusieurs fonctions telles que les Ressources Humaines, Achats, Approvisionnements Laitiers, Marketing, Nutrition, Qualité, et Industriel. Certains enjeux ont été réévalués, notamment : changement climatique et décarbonation, bien-être animal et pratique d'élevage, et gestion de l'eau. Cette analyse de matérialité a été présentée au Comité Exécutif et au Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale.

Les enjeux identifiés à travers cette analyse de matérialité ont été rapprochés des axes constitutifs de notre démarche Oxygen :

- un plaisir sain et responsable
- des filières agricoles durables

- l'empreinte environnementale
- le bien-être de nos collaborateurs

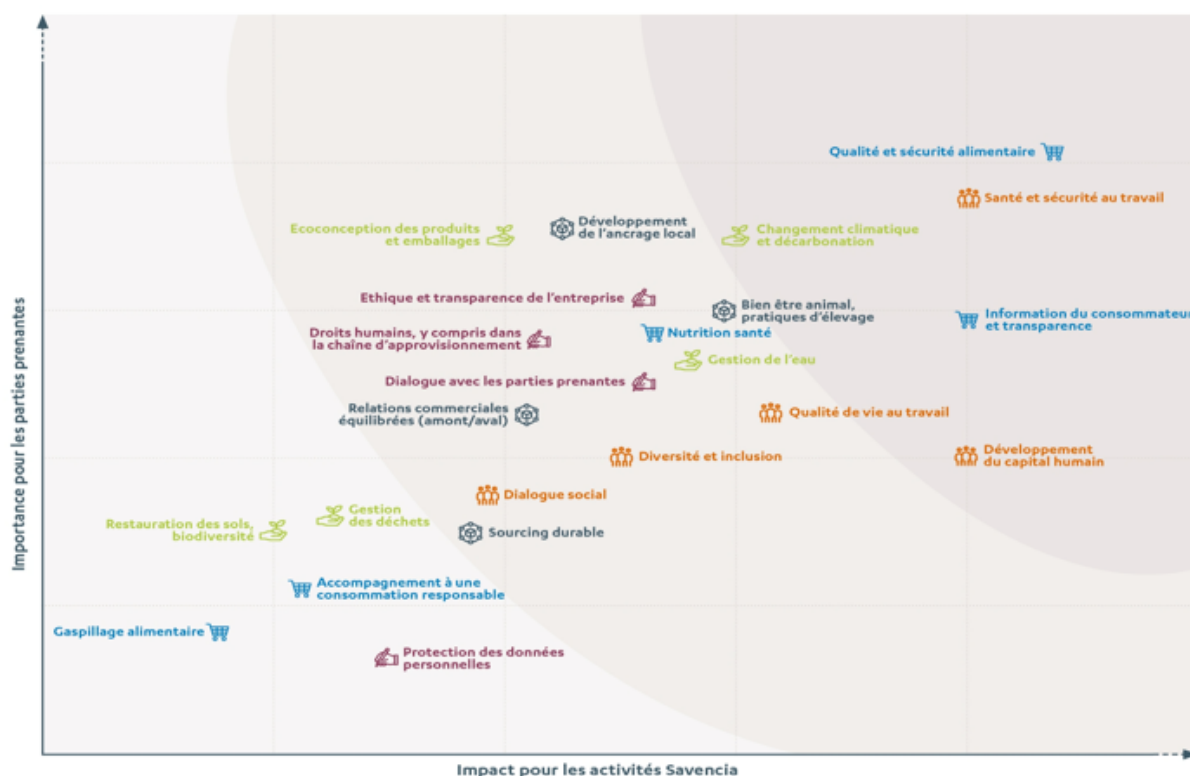
L'adéquation avec la réglementation a également été vérifiée en s'assurant de la couverture des domaines prévus par celle-ci (social, sociétal, environnement, droits humains, lutte contre la corruption, lutte contre l'évasion fiscale) et des autres sujets attendus (changement climatique, économie circulaire et gaspillage alimentaire, précarité, alimentation saine et durable, bien-être animal, actions diversité et handicap, accords collectifs, et activités physiques et sportives).

SAVENCIA a souhaité prioriser certains de ces enjeux et, à ce titre, des indicateurs de performance pertinents au regard de notre secteur d'activité y ont été associés.

Le process de sélection des principaux enjeux du Groupe SAVENCIA est identique à celui mené en 2021.

SAVENCIA Fromage & Dairy publie de manière volontaire une déclaration de performance extra-financière dans le cadre de la mise en œuvre de la directive européenne. Les données au format de la précédente réglementation « Grenelle II », utiles pour les agences de notation, sont disponibles dans un document spécifique consultable sur le site internet savencia-fromagedairy.com.

Analyse de matérialité, enjeux prioritaires RSE



3. Nos principaux enjeux

		Contribution aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU	
Enjeux	Risques		
Un plaisir sain et responsable			
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité nutritionnelle et la conception de nos produits Promouvoir une consommation responsable 	<ul style="list-style-type: none"> Risque potentiel d'impact sur la santé des consommateurs 		
	<ul style="list-style-type: none"> Risque de surconsommation et de gaspillage alimentaire 		
Des filières agricoles durables			
<ul style="list-style-type: none"> Codévelopper avec nos fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable Promouvoir des achats responsables 	<ul style="list-style-type: none"> Risque de mauvaises pratiques d'élevage ou de culture 		
	<ul style="list-style-type: none"> Risque d'atteinte aux droits sociaux et environnementaux via la chaîne d'approvisionnement 		
			
L'empreinte environnementale			
<ul style="list-style-type: none"> Réduire nos émissions de gaz à effet de serre Maîtriser nos ressources en eau Optimiser la gestion des déchets Développer l'écoconception de nos emballages 	<ul style="list-style-type: none"> Risque d'impact des activités sur le changement climatique et d'adaptation aux conséquences du changement climatique 		
	<ul style="list-style-type: none"> Risque de stress hydrique Risque de pollution Risque de surproduction de déchets 		
Le bien être de nos collaborateurs			
<ul style="list-style-type: none"> Garantir la sécurité de nos collaborateurs Améliorer la qualité de vie au travail Développer les compétences S'engager en faveur de la diversité et de l'inclusion Favoriser l'engagement solidaire des collaborateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Risque d'atteinte à l'intégrité physique et à la santé des collaborateurs 		
	<ul style="list-style-type: none"> Risque de détérioration des conditions de vie au travail et d'impact sur le bien-être des collaborateurs Risque d'inadéquation des compétences Risque de discrimination Risque de faible ancrage territorial 		
Éthique et conformité			
<ul style="list-style-type: none"> Respect des droits humains Lutte contre la corruption Lutte contre l'évasion fiscale 	<ul style="list-style-type: none"> Risque d'atteinte aux droits humains fondamentaux 		
	<ul style="list-style-type: none"> Risque de pratiques non-éthiques Risque d'atteinte à la réputation du Groupe 		

Un plaisir sain et responsable

1. Améliorer la qualité nutritionnelle et la conception de nos produits

1.1. Enjeu, risque et politique

En accord avec sa vocation « Entreprendre pour bien nourrir l'Homme », le Groupe SAVENCIA a la volonté de contribuer aux objectifs de santé publique en proposant des produits naturels de qualité, alliant plaisir et santé, contribuant ainsi à une alimentation diversifiée, saine et durable.

En réponse aux attentes croissantes des consommateurs en matière d'alimentation et face au risque potentiel d'impact sur leur santé, nous nous engageons à élaborer des produits de qualité peu transformés et les plus naturels possible.

Les équipes proposent et construisent des plans de progrès concrets et ciblés pour améliorer en permanence la qualité nutritionnelle et la conception des produits.

Le déploiement de la Charte de Conception Responsable SAVENCIA élaborée en 2019 s'est poursuivi en 2022.

Les objectifs de cette charte sont de :

- mettre à disposition de toutes les filiales des *guidelines* et des orientations volontaristes pour la conception et la reconception plus durable et responsable de nos produits ;
- fixer des objectifs transversaux ;
- faciliter la phase de diagnostic et structurer les propositions de plans de progrès produits et emballages ;
- partager des méthodes et un vocabulaire communs dans les équipes.

Cette charte est composée de trois parties :

- Élaboration responsable des produits
 - assurer la meilleure composition nutritionnelle possible au regard de la qualité organoleptique et de l'usage du produit ;
 - aligner, au maximum possible, la composition nutritionnelle des produits ciblés enfants aux seuils du guide marketing de l'OMS pour les produits destinés aux enfants ;
 - conserver les propriétés nutritionnelles naturelles des matières premières (protéines, calcium et vitamines dans le lait).

● Écoconception des emballages

L'ambition du Groupe SAVENCIA est de concevoir des emballages conciliant les fonctionnalités incontournables (contenir et conserver les qualités du produit, protéger le produit des chocs, de la lumière ou des contaminants, stocker, regrouper et transporter le produit) et de s'adapter aux nouveaux usages de consommation, avec un impact environnemental minimum.

● Communication et marketing responsables

La communication responsable repose sur plusieurs principes : la transparence dans les réponses apportées aux consommateurs, la sincérité des engagements, l'incitation à bien consommer et la vigilance sur l'impact sociétal et environnemental de la communication. Cette démarche s'applique à l'intégralité des communications de nos marques vers tous les types de cibles (clients, consommateurs, utilisateurs...) et sur tous les supports (emballages, médias, supports imprimés, Publicité sur Lieu de Vente...).

Notre engagement à l'horizon 2025 est de déployer une démarche Clean Label sur 100 % des nouveaux produits vendus sous nos marques. Il s'agit d'une démarche d'amélioration continue de la composition de nos produits basée sur l'amélioration de nos recettes via la suppression de certains additifs et substances controversées.

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Un réseau mondial de collaborateurs relais internes a été créé dans l'objectif d'un meilleur déploiement de la démarche #PositiveFood lancée par le Groupe en 2020. Cette démarche défend une transition alimentaire positive et un modèle alimentaire diversifié, avec des portions et fréquences de consommation adaptées à chaque catégorie d'aliment. Il s'agit de promouvoir une alimentation flexitarienne et savoureuse, impactant positivement la société et l'environnement.
- Des réunions avec le réseau relais #PositiveFood, les équipes R&D et marketing des filiales sont organisées régulièrement par la Direction Nutrition du Groupe. L'objectif est de les accompagner dans leurs démarches de proposition et de construction de plans de progrès concrets et ciblés pour améliorer en permanence la qualité nutritionnelle et la conception des produits et accompagner au mieux le consommateur vers des comportements de consommation plus sains, raisonnés et responsables.
- Le volet Clean Label de la Charte de Conception Responsable SAVENCIA a été mis à jour avec notamment des précisions apportées sur la définition des différents niveaux de Clean Label de la démarche Groupe ainsi que la mise à jour de la liste des additifs qui doit être réduite au maximum.

- Un travail d'approfondissement a été mené sur les indicateurs pour permettre un meilleur suivi des plans de progrès. La revue du glossaire a notamment permis de préciser et d'actualiser certains éléments
- Le comité de pilotage Oxygen, dédié à l'écoconception des emballages (voir le chapitre Développer l'écoconception de nos emballages) et chargé du suivi de la réalisation de l'objectif défini s'est réuni de manière régulière au cours de l'année.
- En 2022, des plans de progrès nutritionnels ont été réalisés par plusieurs marques afin d'optimiser le profil nutritionnel de leurs produits, et notamment :
 - réduire le sel :
 - Maroilles Fauquet : réduction de 13% ;
 - La bûche de Chavroux : -7% de la teneur en sel .
 - réduire le sucre :
 - Molkerei Söbbeke : réduction du sucre de 2% dans ses principaux produits.
 - réduire la matière grasse :
 - Burgo de Arias sans lactose : -15 % de la teneur en matière grasse ;
 - Polenghi : -16 % sur les tranches individuelles cheddar, prato et mozzarella ;
 - Elle & Vire professionnel : -10 % sur le cream cheese ;
 - NaTurek : réduction de 24 % ;
 - Gollandsky : réduction de 10 %.
- Des plans de progrès Clean Label ont également été mis en œuvre notamment sur les marques suivantes :
 - Milkaut La Cremería, Biser Proteins 200g, Elle et Vire professionnel Beurre extra sec bio, Medve Yoyo, British cheddar AOP et Montfleuri beurre bio ;
 - la crème Fleurette 12% d'Elle & Vire ainsi que l'ensemble de la gamme de la marque Toni Delaco Junior sont sans additifs.

1.3. Indicateurs clés de performance

- 75,4 % des nouveaux produits vendus sous nos marques en 2022 ont engagé une démarche Clean Label.

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% de nouveaux produits vendus sous nos marques ayant engagé une démarche Clean Label	65,5 %	58,6 %	75,4 %	100 %

La progression de cet indicateur en 2022 est liée à une meilleure appropriation de la démarche Clean Label par les filiales du fait des précisions apportées sur ce volet dans la charte de conception responsable SAVENCIA.

2. Promouvoir une consommation responsable

2.1. Enjeu, risque et politique

L'accompagnement des consommateurs et de nos collaborateurs vers des comportements de consommation plus raisonnée, outre l'enjeu sociétal qu'il représente, est un objectif du Groupe.

En tant que leader dans le secteur alimentaire et conformément à notre engagement, nous apportons notre contribution aux objectifs de développement durable des Nations unies. Nous veillons à la sécurité alimentaire de nos produits ainsi qu'à leur valeur nutritive. Face aux risques de surconsommation pouvant entraîner surpoids, obésité et autres maladies chroniques, nous souhaitons faire évoluer positivement l'alimentation des populations en accompagnant les consommateurs et les collaborateurs vers des comportements de consommation plus responsables en phase avec les principes d'une alimentation saine et durable.

Un des leviers efficaces dans la construction d'une alimentation équilibrée et diversifiée repose sur la taille de la portion consommée. Le Groupe s'engage à ce que 100 % de ses produits à marque vendus en grande distribution comportent d'ici 2025 un étiquetage nutritionnel à la portion, allant ainsi au-delà des obligations réglementaires locales.

Les recommandations officielles dans différents pays sont basées sur les fréquences de consommation et les tailles de portion pour chaque catégorie d'aliments. Par l'ajout de l'étiquetage nutritionnel à la portion sur l'ensemble de ses marques vendues en grande distribution, le Groupe souhaite fournir une aide au consommateur pour une meilleure compréhension des apports nutritionnels de ses produits. Pour les produits préportionnés, comme les tranches de fromage, ou comportant un repère visuel de portion, la taille réelle de l'unité (une ou plusieurs unités) figure sur l'étiquette afin que le consommateur puisse repérer la portion et adopter une consommation raisonnée et avertie.

Pour les produits non préportionnés, la taille de la portion s'approche de la portion recommandée (30 grammes de fromage) ou de la portion habituellement consommée dans le cadre d'un régime alimentaire équilibré.

Au-delà de l'étiquetage nutritionnel à la portion, nous utilisons la méthodologie Nudge depuis 2016 pour inciter à une consommation plus saine et plus raisonnée de nos produits, notamment par l'ajout de repères visuels de portion sur le produit et/ou l'emballage.

Afin de limiter le gaspillage alimentaire et de contribuer à la lutte contre la précarité alimentaire, le Groupe SAVENCIA met en œuvre des actions telles que les dons aux Banques Alimentaires ou l'élaboration de formats adaptés aux besoins des consommateurs (portions, barquettes refermables, etc.).

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

2.2.1. Accompagner les consommateurs et les collaborateurs vers des comportements de consommation plus raisonnés

- En 2022, nous avons poursuivi le déploiement de notre politique nutritionnelle. L'équipe de la Direction Nutrition assiste l'ensemble des marques du Groupe dans leurs démarches d'optimisation nutritionnelle et d'intégration de nos produits au sein d'une alimentation saine et équilibrée.
 - Le déploiement de notre démarche #PositiveFood lancée en 2019 qui porte notre engagement pour une alimentation responsable, alliant plaisir et santé, avec des produits naturels ou le moins transformés possible, s'est poursuivi en 2022. Nos plateformes digitales *quiveutdufromage.com*, *jaime-le-fromage.ch*, *ich-liebe-kaese.de* proposent des recettes flexitariennes, pour des repas équilibrés et gourmands. Fin 2022, nous disposons de plus de 630 recettes Positive Food autour des marques majeures du Groupe. Des recettes Nutriscore A ou B ont été proposées par plusieurs marques en France et à l'international : Caprice des Dieux, Bresse Bleu, St Môret, Fol Epi, Ferrari, Holland Master, Le Coq, Tartare, Saint Agur, Chavroux, Camoscio d'Oro, Apetito, Liptov, Pribinaček, Lučina, NaTurek Kortos, Balade.
 - En tant qu'acteur engagé dans la transition alimentaire, accompagner les consommateurs vers des comportements de consommation plus sains et plus responsables est un des engagements du Groupe SAVENCIA. C'est pourquoi, nous mettons en œuvre des solutions pour faciliter les évolutions de comportements d'achats et de consommation vers des régimes alimentaires flexitariens et savoureux. Ainsi en France, une opération #PositiveFood a été déployée avec l'application JOW pour inciter à la consommation de plats gourmands et équilibrés, riches en légumes de saison, où nos fromages, viennent contribuer, en cœur de repas, à l'équilibre nutritionnel et gustatif de recettes végétariennes. JOW est une application qui facilite le quotidien des consommateurs en mettant à leur disposition des recettes et en leur permettant de générer un panier de courses associé jusqu'à l'acte d'achat. Cinq marques du Groupe ont participé à cette opération : Tartare, Elle & Vire, Chavroux, Saint Môret et St Agur. Cette action a permis aux 53 000 utilisateurs JOW d'augmenter le nombre de recettes végétariennes et le pourcentage de fruits et légumes dans leur panier d'achats, avec des recettes gourmandes au fromage.
 - L'opération Marmissimo, en partenariat avec Marmiton et Doctissimo, a été menée pour la deuxième année en 2022 avec la diffusion de recettes qui prônent une alimentation variée à la fois saine et gourmande intégrant une portion raisonnée de fromage ainsi que des articles pour éduquer et informer les consommateurs sur les bienfaits nutritionnels naturels des aliments et de nos produits.
 - Les actions mises en œuvre dans le cadre de l'Institut for a Positive Food se sont poursuivies avec l'organisation de plusieurs webinaires et supports vidéo (disponibles sur notre page LinkedIn et notre chaîne YouTube) abordant les sujets relatifs à la transition alimentaire, notamment sur la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- L'Institut a également continué le déploiement du programme ALISA (ALimentation Saine, durable et Accessible) lancé en 2021 en collaboration avec le Centre de recherche de l'institut Paul Bocuse et le programme Vivons en Forme (VIF®) et les villes d'Écully (69) et de Meyzieu (69). En lien avec les collectivités locales, ces trois partenaires mutualisent leurs expériences et moyens pour mettre en place le programme d'actions ALISA auprès des personnes de 55 ans et plus. Ce projet collaboratif a pour objectif d'apporter des solutions adaptées aux besoins de ces publics, grâce à une démarche impliquant directement les habitants dès la conception des contenus. A termes, grâce à la formation des encadrants et animateurs de ces villes, des outils et des expériences seront proposés, afin de favoriser une alimentation plaisir, saine et durable, accessible au plus grand nombre. Sur 2022, le programme a été proposé par les deux villes d'Écully et de Meyzieu. Un webinaire dédié au bilan du programme ALISA a été organisé avec les différentes parties prenantes. Le déploiement du programme continuera sur 2023 avec le recrutement d'autres villes au niveau national en France.
- Notre filiale serbe, Mlekoprodukt, a poursuivi le développement de son projet RSE « Biser Nutri Academy » portant la #PositiveFood, qui vise à sensibiliser à l'importance d'une alimentation saine et équilibrée dans le développement de l'enfant. Avec trois campagnes digitales, 2,4 millions de contacts ont été touchés avec un programme pédagogique sur une alimentation alliant plaisir et santé auprès des enfants.
 - Des actions concrètes ont également été menées en 2022 sur les lieux de vente avec des enseignes de distribution dans le cadre de la collaboration avec Consumer Goods Forum (CGF) ainsi que les actions collaboratives au sein du pacte de Transition Alimentaire Carrefour :
 - SAVENCIA a intégré le comité de pilotage de la coalition Collaboration for Healthier Lives du CGF pour participer plus activement à la définition et mise en place des actions en faveur du Mieux Manger ;
 - des recettes gourmandes et équilibrées, Nutri-Score A ou B, riches en légumes de saison ont été proposées dans le cadre de plusieurs opérations en magasins (les accords gourmands par exemple) dans l'objectif de promouvoir une assiette alliant le plaisir de manger et les recommandations vers une alimentation plus saine et plus durable ;
 - une action spécifique a été menée dans le cadre de la promotion d'une alimentation plus végétale avec CGF et Carrefour avec la participation de notre marque Vivre Vert. Cette action, menée en collaboration avec d'autres industriels de l'agroalimentaire, a reçu le prix Sirius

Collaboration durable, de l'Institut du commerce. L'impact positif sur le panier d'achat a été démontré par la mesure des ventes, notamment des légumes.

- Le module de formation à la nutrition en e-learning a continué d'être déployé auprès des collaborateurs du Groupe. Il a pour objectif de leur fournir des notions fondamentales de nutrition. Ce parcours pédagogique, composé de cinq modules, a été élaboré par des experts, des nutritionnistes et avec la contribution d'AgroParis Tech. En 2022, 61% % (versus 61% en 2021) des collaborateurs connectés à la plateforme Learning@SAVENCIA ont suivi au moins un module de la formation nutrition cette année.

Par ailleurs, notre filiale Fruisec a déployé 4 modules de formation, au plus près du terrain, pour les collaborateurs non connectés à la plateforme e-learning du Groupe.

2.2.2. Lutter contre le gaspillage alimentaire

En tant qu'acteur responsable et conscient des enjeux mondiaux en matière d'accès à l'alimentation et de préservation des ressources, le Groupe SAVENCIA lutte contre le gaspillage alimentaire en mettant en œuvre plusieurs types d'actions afin de :

- sensibiliser les consommateurs :
 - SAVENCIA Fromage & Dairy est engagé dans la réduction du gaspillage alimentaire et est signataire du pacte sur les dates de consommation lancé en France par Too Good To Go et soutenu par les ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Agriculture et de l'Alimentation. La marque St Môret a poursuivi son engagement en communiquant sur ses emballages les pictogrammes sur la date de durabilité minimale (DDM) ;
 - en 2022, la marque Chavroux a déployé la mention TGTG « Observez, sentez, goûtez » sur l'emballage, pour la pédagogie sur les dates de consommation et l'utilisation des produits afin d'éviter ainsi le gaspillage ;
 - la marque DELACO en Roumanie a mené une campagne 360 avec un volet digital pour proposer des recettes et solutions anti-gaspillage auprès des consommateurs.
- favoriser le don aux associations afin de lutter contre la précarité alimentaire :
 - Le Groupe SAVENCIA fait partie des Entreprises solidaires des Banques Alimentaires, et a confirmé son engagement à leurs côtés et sa volonté de lutter contre le gaspillage alimentaire tout en aidant les plus démunis à accéder à des produits de qualité. Plusieurs actions ont été à ce titre réalisées :

- les dons de produits se sont poursuivis et ont pratiquement doublés *versus* 2021 (+49,5 %) ;
- renouvellement du partenariat initié en 2021 dans le cadre de l'opération Paniers solidaires. Une plateforme de collecte virtuelle, *monpaniersolidaire.org*, mise en place par les Banques Alimentaires au moment de la collecte nationale pour ceux qui souhaitent soutenir leur cause sans se rendre en magasin. Le principe est le suivant : le donateur sélectionne un type de panier (étudiant, bébé, famille, etc.) et sous forme d'un don financier l'offre aux bénéficiaires des Banques Alimentaires. SAVENCIA Fromage & Dairy s'est engagé lors de cette campagne à doubler les dons des consommateurs ;
- dans le cadre du mécénat de compétences proposé au sein de l'entreprise, nos collaborateurs se sont mobilisés aux côtés des Banques Alimentaires pour participer à la collecte nationale de novembre qui a eu lieu dans 8 000 magasins en France ;
- un chèque de 50 000€ a été remis aux Banques Alimentaires. Il est le résultat des efforts de nos équipes de collaborateurs issues de 25 pays qui se sont mobilisées autour d'un grand défi organisé à l'occasion du Challenge Sécurité et Santé au Travail avec pour objectif de réaliser collectivement le plus grand nombre de pas afin de les transformer en euros. Ce don a permis aux Banques Alimentaires de distribuer l'équivalent de 30 000 repas.
- D'autres associations bénéficient de dons réguliers de nos filiales, et en 2022, 75,0% des dons réalisés par les sites de production étaient des dons de produits.

2.3. Indicateurs clés de performance

- 59,6 % de nos produits à marque vendus en grande distribution comportent en 2022 un étiquetage nutritionnel à la portion.

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% de produits à marque vendus en grande distribution comportant un étiquetage nutritionnel à la portion	42,9 %	47,0 %	59,6 %	100 %

Des filières agricoles durables

1. Codévelopper avec nos fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable

1.1. Enjeu, risque et politique

SAVENCIA a choisi de codévelopper avec ses fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable et créateur de valeur afin d'assurer la pérennité de la filière laitière et de répondre aux enjeux climatiques et sociétaux de l'écosystème dans lequel il évolue.

Le Groupe est centré sur des marques fortes et reconnues, qui nécessitent une matière première irréprochable. Il travaille sur le long terme en partenariat avec ses fournisseurs et veille à entretenir des relations commerciales justes et équilibrées.

Afin de satisfaire les attentes sociétales croissantes de nos consommateurs et conscients de leur responsabilité vis-à-vis de ces enjeux, les équipes en charge des approvisionnements laitiers s'attachent à développer des filières de qualité, respectueuses du bien-être animal, de l'environnement, et valorisant le travail des producteurs afin d'éviter le risque que de mauvaises pratiques d'élevage ou de culture n'augmentent les impacts de ces activités.

Nos engagements portent sur notre principale matière première stratégique à savoir, le lait avec :

- l'extension de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage (ou de ses équivalents par pays ou par filière) à l'ensemble de notre collecte laitière dans le monde d'ici 2025 ;
- le déploiement de la démarche « Production Laitière Durable » auprès de 50 % de nos producteurs laitiers à fin 2025 et la réduction de l'empreinte carbone liée à l'amont laitier.

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

En 2022, SAVENCIA Fromage & Dairy a acheté 4,8 milliards de litres de lait dans le monde auprès d'exploitations laitières bovines, ovines et caprines.

Dans le cadre du plan Oxygen, les équipes en charge des approvisionnements laitiers se sont fixées deux engagements spécifiques pour des approvisionnements durables et responsables dans le cadre de leur démarche Terroirs de lait :

- codévelopper des approvisionnements laitiers responsables avec nos parties prenantes ;
- sécuriser les volumes de lait durable autour de nos laiteries et améliorer l'empreinte environnementale.

Codévelopper un approvisionnement laitier plus durable

La France représente la plus grande partie de nos approvisionnements laitiers mondiaux et tout le lait que nous transformons dans l'Hexagone est d'origine française.

Le Groupe SAVENCIA soutient une politique d'achat responsable du lait et incite les producteurs à adhérer à une structure collective, soit une coopérative, soit une organisation de producteurs.

En 2022, SAVENCIA Fromage & Dairy a poursuivi sa politique de valorisation de la filière laitière dans le cadre de la loi EGalim en France.

SAVENCIA Fromage & Dairy est un des groupes fromagers nationaux qui applique les prix du lait parmi les plus élevés et cela depuis plusieurs années. En 2022, nous avons continué à assurer à nos producteurs partenaires laitiers une des meilleures rémunérations du lait en France.

Notre transformation privilégie la proximité : 89 % de notre collecte laitière est réalisée à moins de 70 km de nos laiteries et 67 % à moins de 30 km.

Nous contribuons ainsi à la création de valeur et au dynamisme de nos zones de collecte et de transformation en maintenant notamment des activités et des emplois dans des zones rurales en perte d'attractivité.

Sur le plan de la qualité des conditions de production et d'élevage, le respect de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage est exigé contractuellement pour tous nos fournisseurs de lait de vache français. Cette exigence est progressivement étendue à l'ensemble de notre collecte laitière dans le monde. En 2022, 86,8 % (versus 85,8 % en 2021) de nos volumes mondiaux répondent déjà à cette charte ou à des standards reconnus comme équivalents par pays ou par filière.

Cette Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage s'articule autour de sept chapitres : la traçabilité des animaux, la santé des animaux, l'alimentation des animaux, l'hygiène de la production du lait, la durabilité sociale, l'environnement et le bien-être animal.

La charte a été mise à jour en 2022 pour devenir l'outil de déploiement en élevage de la démarche de responsabilité sociétale de la filière France Terre de Lait. La version 2022 intègre notamment une nouveauté : l'évaluation du bien-être animal des troupeaux laitiers via un diagnostic suivi d'un plan de progrès individuel défini avec le producteur.

Par ailleurs, 24,9 % des volumes collectés dans le monde en 2022 proviennent d'une filière dite différenciée :

- caprine et ovine ;
- sous Appellation d'Origine Protégée (AOP) ;
- issue de l'agriculture biologique ;
- issue d'une alimentation des troupeaux sans OGM (certification VLOG).

En 2022, SAVENCIA Fromage & Dairy s'est mobilisé pour mettre en œuvre un nouveau cahier des charges du beurre AOP Charentes Poitou et pour accompagner les producteurs dans leur adhésion à ce nouveau référentiel. Deux journées portes ouvertes à destination des éleveurs ont été organisées à la beurrerie Surgères afin de leur donner envie de s'engager.

Les Animateurs Ressources Laitières sont en contact quotidien avec les producteurs pour les accompagner dans l'évolution de leurs pratiques. Ils visitent au moins une fois par an les exploitations et apportent un appui technique en fonction des besoins, y compris sur la qualité du lait. De nombreuses actions sont mises en place : réunions, groupes de travail, site internet dédié aux producteurs, journal trimestriel, vidéos, mécénat d'événements...

Afin de participer à l'avenir de la filière et de partager son expertise, SAVENCIA Fromage & Dairy travaille avec tous les acteurs de la chaîne de valeur en France : la Fédération nationale des Industries laitières, l'Association de la Transformation laitière, l'Association nationale des Industries alimentaires ; SAVENCIA Fromage & Dairy siège au sein des conseils d'administration du Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL - interprofession du lait de vache), de l'Association nationale interprofessionnelle caprine (ANICAP - interprofession du lait de chèvre), de France Brebis Laitière (FBL - interprofession du lait de brebis), et de leurs instances régionales.

A l'échelon international, SAVENCIA Fromage & Dairy est également signataire de la déclaration « Pathways to dairy net zero » et membre actif de la Fédération internationale du lait (FIL - IDF), de la Sustainable Agriculture Initiative (SAI) et du Dairy Sustainability Framework (DSF). Les engagements de SAVENCIA Fromage & Dairy couvrent notamment l'ensemble des critères et éléments fondamentaux du DSF : émissions de gaz à effet de serre, nutriments des sols, déchets, eau, qualité et capacité de rétention des sols, biodiversité, soin des animaux, conditions de travail, développement du marché, économies rurales, qualité et sécurité des produits, respect de la législation locale, droits humains et lutte contre la déforestation.

Sécuriser les volumes de lait durable autour de nos laiteries et améliorer l'empreinte environnementale

La démarche Terroirs de Lait vise à sécuriser les volumes de lait durable autour de nos laiteries et améliorer l'empreinte environnementale en s'appuyant sur la démarche de Production Laitière Durable.

Elle est construite autour de deux axes :

- sécuriser localement l'approvisionnement de lait ;
- réduire de moitié la déprise laitière autour de nos laiteries d'ici 2030.

Afin de déployer cette démarche, nous avons développé en 2022 un programme à destination des producteurs, comprenant des mesures financières et d'accompagnements spécifiques et structuré autour de trois volets :

- accueillir de nouveaux producteurs : 57 producteurs ont ainsi choisi de nous rejoindre en 2022 ;

- Installer les jeunes producteurs en les aidant à démarrer leur activité. Pour assurer la maîtrise de leur projet, les jeunes agriculteurs bénéficient d'un pack «Accompagnement à l'installation» qui leur permet, entre autres, de bénéficier d'une aide financière et d'un engagement contractuel sur la durée. Ce pack comprend également un accompagnement technique : réalisation d'un diagnostic individuel, et programme de formation de 10 jours (management d'exploitation, approche environnementale, ...). 137 jeunes agriculteurs ont bénéficié d'un accompagnement à l'installation cette année ;

- fidéliser : au-delà d'assurer une juste rémunération du lait et de soutenir les investissements réalisés sur les exploitations, nous avons mis en place, avec différentes structures partenaires, des programmes d'accompagnement à l'investissement. Ce système permet le soutien de projets menés sur les exploitations, qu'il s'agisse d'investissements en matériels (équipements et cheptels liés à l'atelier laitier) ou immatériels (formations).

Favoriser le bien-être animal

Afin de mieux répondre aux interrogations de ses clients quant aux conditions de production du lait, et de mettre en place une démarche de progrès, le Groupe déploie la démarche Production Laitière Durable auprès des producteurs grâce à un diagnostic et à un plan d'action, mis en place dès 2011 et basé sur dix indicateurs : rentabilité de l'exploitation, gestion durable des ressources en eau, empreinte carbone, bien-être animal, autonomie alimentaire du troupeau, biodiversité, fertilité des sols, qualité de vie du producteur, accès au plein air et santé du troupeau.

Ce diagnostic permet d'évaluer l'état des pratiques aussi bien sur les plans économique que social et environnemental.

Après avoir réalisé le diagnostic, l'éleveur construit un plan d'action et le Groupe l'accompagne, notamment avec une proposition de formations répondant aux besoins identifiés, autour de thématiques telles que la santé, la nutrition des vaches, la fertilisation des sols ou encore l'autonomie protéique. En 2022, ce sont près de 400 journées de formation qui ont été dispensées dans ce cadre auprès de nos fournisseurs de lait en France.

Fin 2022, 23,8 % de nos volumes mondiaux proviennent d'exploitations ayant réalisé le diagnostic Production Laitière Durable (versus 21,6 % en 2021).

Afin de renforcer et de communiquer plus largement ses engagements à l'échelle mondiale, l'entreprise avait élaboré en 2021 une Charte pour le Bien-être animal en s'appuyant sur l'expertise de l'ONG internationale Compassion In World Farming (CIWF), spécialiste du bien-être des animaux d'élevage. Quatre enjeux majeurs ont ainsi été définis :

- une alimentation de qualité, durable et locale : s'assurer de la quantité et de la qualité de la nourriture des animaux via les chartes de bonnes pratiques et les audits, recourir à une alimentation de qualité spécifique via les filières différenciées (biologique, sans OGM ou en provenance de zone AOP) ;
- un accès à l'extérieur garanti : favoriser la pratique du pâturage pour les vaches laitières, partout où les conditions

climatiques le permettent, objectif de 100 % pour les élevages de brebis dès 2025 ;

- un logement confortable : garantir pour 100% des élevages de chèvres un couchage sur litière en 2025 et pour 100 % des vaches laitières une place en logette ou une surface minimale de 10 m² par vache en aire paillée intégrale d'ici 2030, éliminer la pratique des vaches à l'attache d'ici 2030, réduire la durée du logement des veaux en cases individuelles à huit semaines maximum ;
- une meilleure prise en compte de la santé : communiquer pour un usage raisonné des traitements antibiotiques, prendre en charge la douleur des jeunes bovins pendant l'ébourgeonnage, interdire l'écornage adulte d'ici 2030 sur l'ensemble de nos zones de collecte.

Ces indicateurs sont basés sur la méthode Welfare Quality© et portés en France par l'outil Filière Boviwel qui permet d'évaluer les cinq grandes libertés fondamentales de l'animal, à savoir : ne pas souffrir de faim ou de soif, ne pas souffrir d'inconfort, ne pas souffrir de douleurs, de blessures et de maladies, pouvoir exprimer les comportements naturels à l'espèce, et ne pas éprouver de peur ou de détresse.

En 2022, 61,5 % des collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites de SAVENCIA ont été formés sur le bien-être animal. Ils seront ensuite amenés à réaliser, au niveau mondial, les audits des élevages à partir de référentiels reconnus et à définir conjointement des plans d'action avec les éleveurs. Des audits ont été initiés dès cette année et continueront à être déployés progressivement sur les trois prochaines années.

Améliorer l'empreinte environnementale de notre collecte laitière

L'amélioration du bien-être animal, de par l'alimentation ou bien encore les conditions de vie ont un impact favorable sur la réduction de l'empreinte environnemental de l'amont laitier. La réduction des gaz à effet de serre est un sujet dont le Groupe SAVENCIA s'est emparé depuis plus de 10 ans et qu'il met en œuvre au travers de sa démarche Production Laitière Durable.

Nous avons en 2021 procédé au calcul des émissions liées à l'amont laitier produit sur nos zones de collecte en France et à l'international. Les émissions de lait lié à l'amont laitier représentaient une part significative de l'empreinte carbone du « scope 3 » du Groupe, caractéristique commune à l'ensemble du secteur agroalimentaire.

L'année 2022 a représenté une accélération dans le déploiement des actions au sein des exploitations laitières avec la définition de plans d'actions pertinents ainsi que l'accompagnement technique et financier de la transition et des innovations. Nous avons d'ailleurs dépassé dès cette année l'objectif fixé avec une réduction de 311 000 Teq CO₂ en 2022 versus un objectif de - 300 000 Teq CO₂ à horizon 2025.

SAVENCIA Fromage & Dairy a mis en place au cours de l'année un partenariat pour tester des compléments alimentaires qui permettraient de réduire les émissions de méthane des vaches. Une vingtaine d'exploitations volontaires ont ainsi été identifiées sur nos zones de collecte en France et en Pologne pour un lancement du test en 2023.

Nous agissons également sur l'amélioration de l'empreinte carbone de notre collecte laitière en matière de transports :

- nos flottes de collecte de lait sont engagées dans la démarche « Objectif CO₂, les transporteurs s'engagent » certifiée par l'Ademe et nos conducteurs sont régulièrement formés à l'écoconduite. En 2022, nous avons également validé notre engagement dans la démarche Ademe « FRET 21, les chargeurs s'engagent » pour notre flotte de collecte de lait ;
- notre flotte de transports inter-usines Normandie Bretagne Transports est labellisée « Objectif CO₂ », reconnaissance d'un niveau de performance énergétique et environnementale élevé ;
- des carburants alternatifs sont déployés sur notre flotte, notamment avec des camions alimentés en BioGNV. Pour l'un de nos véhicules, ce biogaz est issu d'un partenariat établi avec un agriculteur méthaniseur local dans l'objectif de construire une économie circulaire et de réduire l'impact environnemental. Des essais avec des camions alimentés en biocarburant et biogazole de synthèse ont été effectués au cours de l'année 2022 ;
- en France, nous incitons activement nos prestataires de transport de matières laitières à se tourner vers des carburants alternatifs. En 2022, nous avons consulté et référencé plusieurs fournisseurs afin de construire une offre à des tarifs préférentiels.

1.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022	Objectif 2025
Étendre la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage dans le monde (% volume lait collecté)	83,1 %	85,8 %	86,8 %	100 %
Déployer le Diagnostic Production Laitière Durable (% volume lait collecté *)	19,2 %	21,6 %	23,8 %	50 %

* Le volume de laits collectés avec déploiement du diagnostic est estimé sur la base d'un volume moyen de laits collectés par exploitation sur le périmètre concerné (avec approvisionnement en lait contractuel de la Compagnie des Fromages & RichesMonts – CF&R – à hauteur de 37 %).

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% de collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites SAVENCIA formés sur le bien-être animal	Information non disponible*	Information non disponible*	61,5 %	100 %

*Indicateur créé en 2022.

	2020	2021	2022	Objectif 2025
Réduire l'empreinte carbone de notre collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO ₂ cumulées versus 2010 en France).	-252 000	-282 000	-311 000	-300 000

1.4. Agir en faveur de la biodiversité

La préservation de la biodiversité est une nécessité pour le développement d'un modèle agricole durable et respectueux de la planète. Dans le cadre de notre démarche de responsabilité sociétale d'entreprise et du développement de filières agricoles durables, nous nous attachons à préserver la biodiversité et à favoriser son développement.

La biodiversité est source de valeur ajoutée pour nos écosystèmes et les agriculteurs, nos fournisseurs de lait. Ces derniers jouent par leurs activités un rôle majeur pour la préserver. Il s'agit d'un des leviers d'amélioration identifiés dans notre diagnostic de Production Laitière Durable, proposé à l'ensemble de nos fournisseurs de lait, mesuré à partir de l'indicateur développé par le Centre d'étude et de recherche sur l'économie et l'organisation des productions animales (Céréopa). Cet indicateur est défini sur la base de la part des prairies permanentes sur l'exploitation, des surfaces d'intérêt écologique (arbres, haies, plans d'eau et fossés) et également de la diversité des espèces animales et végétales sur l'exploitation. Une fois ce diagnostic réalisé, des solutions sont proposées aux producteurs pour :

- préserver la fertilité des sols ;
- sauvegarder le milieu naturel ;
- adopter des pratiques favorables sur les cultures.

SAVENCIA s'engage à favoriser les actions collectives menées contre la déforestation liée à la production de soja en Amérique du Sud. Le Groupe est engagé depuis juillet 2022 dans la démarche Duralim et contribue ainsi à la mise en oeuvre d'actions collectives pour atteindre un objectif de non-déforestation (2025).

De nombreuses actions en faveur de la biodiversité ont par ailleurs été développées sur nos sites en 2022 :

- une Zone de Dispersion Végétalisée (ZDV) a été mise en service en mars 2022 sur le site de Grand'Ouche, à Réparsac (16). Il s'agit d'un espace aménagé, implanté sur le terrain de la station d'épuration de l'usine. La ZDV a bénéficié d'un financement à hauteur de 40% par l'Agence de l'eau Adour-Garonne. Elle est composée de 3 bassins végétalisés successifs dans lesquels l'eau s'écoule. Dans chacun des bassins, plusieurs phénomènes se produisent : l'évaporation naturelle de toute surface d'eau - l'infiltration dans le sol - la consommation de l'eau par les végétaux pour leur métabolisme et leur croissance et l'épuration de l'eau par absorption des micropolluants par les végétaux. Les

espèces végétales implantées ont été choisies pour leur grande capacité à absorber et épurer l'eau, il s'agit de roseaux, de saules et d'herbe. Les habitats humides ainsi créés constituent un environnement propice au développement de la biodiversité locale ;

- à Saint-Brice-en Coglès (35), des collaborateurs volontaires d'Armor Protéines, ont implanté sur le site un verger conservatoire afin de préserver des espèces anciennes. Ce sont ainsi plus d'une vingtaine d'arbres fruitiers qui ont été plantés, des pommiers, bien sûr, mais aussi des cerisiers et des pruniers ;
- le site de CF&R à Vigneules (55) a développé plusieurs actions :
 - une convention d'éco-pâturage entre la fromagerie et un éleveur local d'ovins a été mise en place. Une parcelle a été mise à disposition de l'éleveur afin qu'il puisse y installer ses moutons. Une fois que l'herbe n'est plus assez haute et nutritive, ils sont déplacés vers une autre parcelle en attendant une nouvelle pousse. Cette initiative permet de développer la biodiversité, mais également de réduire l'impact environnemental avec pour objectif la fertilisation naturelle des sols ;
 - dans le cadre du projet de la Trame Verte et Bleue de la communauté de commune de Vigneules, qui consiste à créer ou restaurer des corridors écologiques, la haie autour du site a été enrichie de 312 plants supplémentaires. Il s'agit d'un projet mené en partenariat avec le Parc Naturel Régional de Lorraine ;
 - une grainothèque, un espace d'échanges de graines de fleurs, de légumes et de fruits, basé sur le troc et le don. La grainothèque se remplit et se vide selon les graines prises ou déposées par les collaborateurs.
- Aux Etats-Unis, les collaborateurs de nos filiales SAVENCIA Cheese USA et Advanced Food Products ont planté sur le site 30 chênes et érables au cours de la journée «Family Day» qui leur était dédiée.
- Au Danemark, les équipes de notre filiale commerciale, BC Nordics ont procédé au nettoyage des plages au nord du Sjælland.
- En Argentine, notre filiale s'est associée à ses producteurs de lait afin de planter plus de 1400 arbres dans les fermes. Des collaborateurs bénévoles ont participé à cette opération.
- Des projets d'agroforesterie, ayant un impact direct sur la protection de la biodiversité, sont également soutenus par le Groupe à travers son Fonds de dotation Bien nourrir l'Homme, par exemple :
 - l'Ecole du Bayon, à Siem Reap au Cambodge, a développé une formation professionnelle en agroécologie à destination des jeunes dans l'objectif qu'ils deviennent de véritables praticiens de l'agroécologie et qu'ils sachent mobiliser les principes et les processus écologiques des écosystèmes de manière plus durable. A l'issue de cette formation, les étudiants doivent être capables de maîtriser plusieurs compétences telles que la gestion de petites exploitations productives, la vente de leurs produits biologiques sur le marché local, ou bien encore la

connaissance des systèmes agricoles et alimentaires. En 2022, 16 jeunes issus des régions défavorisées du Nord du Cambodge ont ainsi été formés. Tous les étudiants de cette promotion ont, à la suite de cette formation, trouvé un emploi leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles ;

- à Madagascar, l'association Naturevolution à travers son projet « graines de changement » s'associe aux communautés locales pour garantir leur sécurité alimentaire tout en préservant la biodiversité dans les forêts du Makay. En effet, l'île de Madagascar est d'une richesse biologique exceptionnelle mais malheureusement, sa couverture forestière ayant en grande majorité disparue, cette biodiversité unique ne se retrouve plus aujourd'hui que dans de rares milieux encore préservés tels que le Makay, un spectaculaire massif de grès ruiniforme devenu un véritable coffre-fort de la nature. L'installation temporaire, mais de plus en plus durable et régulière de groupes de villageois dans les forêts du Makay, déboisant des parcelles entières et prélevant lémuriens, tubercules, palmiers et bois de chauffe, constitue aujourd'hui le plus grave impact sur les habitats naturels sensibles et la biodiversité unique de cette région. A travers son projet de potagers écoles, Naturevolution, sensibilise les communautés locales à l'agroécologie, à la culture, la cuisine et à la consommation de nouveaux légumes plus résilients et poussant quand le riz vient à manquer. Elles sont également formées à une nouvelle technique de riziculture offrant de meilleurs rendements et moins consommatrices en eau. Des greniers communautaires sont également installés afin de maîtriser les stocks tout au long de l'année et de réguler le cours du riz. Les produits des potagers alimentent enfin les cantines scolaires favorisant ainsi la scolarisation.

2. Promouvoir des achats responsables

2.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe, dans le cadre de l'adoption par le législateur des lois Sapin II et Devoir de Vigilance, a renforcé les dispositifs déjà mis en œuvre afin d'assurer le pilotage des achats dans le respect des obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé, à la transparence, à la prévention de la corruption et à la prévention des atteintes aux droits humains et environnementaux.

Le Groupe SAVENCIA développe ainsi des collaborations de long terme avec ses principaux fournisseurs, inscrivant ses relations dans une dynamique de progrès partagée afin de promouvoir des achats responsables, répondre aux différents enjeux sociétaux, et prévenir le risque d'atteinte aux droits sociaux et environnementaux causés par la chaîne d'approvisionnement.

Les fournisseurs du Groupe sont sélectionnés sur des critères de qualité, de sécurité, de service, de compétitivité et sur leur capacité d'accompagnement durable.

Depuis 2010, une Charte Achats Durables et Solidaires est soumise aux fournisseurs majeurs pour signature. Cette charte a été établie en cohérence avec la Charte Éthique du Groupe et selon la Charte des Bonnes Pratiques d'Achats

établie sous la tutelle du ministère de l'Économie, des Finances, de l'Industrie, de la Concurrence et de la Médiation nationale, dont le Groupe est signataire depuis le 10 janvier 2012. Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Charte des Achats Durables et Solidaires, complétée par la Charte Groupe contre la Corruption et le Trafic d'influence nouvellement publiée, a été renommée Charte Achats Responsables.

L'évaluation des risques RSE fournisseurs est établie via le processus d'évaluation EcoVadis, engagé depuis 2010.

Les quatre domaines d'évaluation sont : environnement, social, éthique et corruption, relations fournisseurs et chaîne d'approvisionnement.

Le Groupe s'engage à développer des achats responsables auprès de ses fournisseurs, hors matières premières agricoles, via la Charte Groupe des Achats Responsables et les évaluations EcoVadis. Leur déploiement s'opère par vagues successives avec un suivi du taux de couverture.

En 2025, 80 % des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle du Groupe est supérieure à 1 million d'euros) seront couvertes (hors achats matières premières agricoles).

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

- La Direction Achats Groupe a procédé à trois campagnes d'évaluation EcoVadis en 2022. Un rappel des objectifs de déploiement et un point à date sont réalisés et communiqués semestriellement aux acheteurs Groupe.
- En 2022, trois filiales ont fait l'objet d'une évaluation EcoVadis et ont été récompensées pour leurs performances RSE ; Sodilac a reçu la médaille Platinum, Corman la médaille d'Or et Fruisec la médaille d'Argent.

2.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs ^(*) par la Charte Achats Responsables	63,2 %	68,6 %	66,8 %	80 %
% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs ^(*) par les évaluations EcoVadis	68,7 %	71,5 %	75,7 %	80 %

^(*) Hors Japon, Inde, Ukraine, Serbie, Roumanie, Pologne et Russie dont les dépenses d'achats ne peuvent être consolidées automatiquement à date.

Au 31 décembre 2022, plus de 1045 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 66,8 % des dépenses du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.

L'évaluation des risques RSE, via EcoVadis, a été réalisée pour 787 fournisseurs. Les évaluations EcoVadis couvrent 75,7 % des dépenses du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles. *La note moyenne obtenue est de 53,9/100 (versus 44,8/100 en moyenne sur le panel Food & Beverage EcoVadis).*

L'empreinte environnementale

1. Réduire nos émissions de gaz à effet de serre

1.1. Enjeu, risque et politique

Conscient des enjeux mondiaux relatifs aux émissions de gaz à effet de serre, de la nécessité de lutter contre le changement climatique et ses conséquences pour la Société, le Groupe veille à réduire l'empreinte environnementale de ses activités afin de limiter le risque d'impact sur le changement climatique et de s'adapter à ses conséquences.

Les différents programmes engagés se poursuivent dans le cadre du plan Oxygen.

De nombreux référentiels internes thématiques, appelés Guides des bonnes pratiques, viennent compléter le dispositif. Ils permettent aux sites de production d'optimiser les procédés et de rendre les installations de plus en plus performantes. Les expériences réussies sont partagées afin de les démultiplier au mieux sur l'ensemble des sites du Groupe.

Un référentiel interne spécifique, le Guide RSE volet industriel reprend l'ensemble des thématiques devant être traitées dans ce cadre et précise les domaines d'action. Ce document est mis à disposition de l'ensemble des acteurs concernés par la Direction des Opérations.

Au niveau central, des équipes dédiées suivent et accompagnent les sites conformément à la politique globale mise en œuvre au travers du plan Oxygen. Des référents environnement sont chargés de l'animation de la démarche et du pilotage des actions au niveau local.

Afin de s'adapter aux conséquences du changement climatique sur ses activités, le Groupe a fait réaliser par un cabinet spécialisé une analyse des risques climatiques afin d'identifier ses principales zones de vulnérabilité.

Le Groupe SAVENCIA s'engage :

- à diminuer l'impact environnemental de ses activités avec une réduction, à la tonne produite, de 20 % d'ici 2025 (versus 2015) des émissions de gaz à effet de serre de production et de transport ;
- à augmenter la part des énergies renouvelables ;
- à réduire l'empreinte carbone du volume de lait collecté de 300 000 tonnes équivalent CO₂ d'ici 2025 (versus 2010).

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

1.2.1. Réduction des consommations d'énergies et décarbonation

En 2022, SAVENCIA Fromage & Dairy s'est engagé auprès de Science Based Target Initiative afin d'aligner nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre avec l'Accord de Paris sur

l'ensemble de notre chaîne de valeur et de contribuer ainsi à l'effort collectif en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Sur les trois dernières années, ce sont plus d'une dizaine de sites en France qui se sont engagés dans des programmes d'investissements particulièrement importants afin de rénover nos installations d'énergie et de nous permettre ainsi de réduire notre impact carbone.

Au sein de la Direction des Opérations, une équipe spécifique a pour mission d'assurer la mise en œuvre et le suivi de ces projets.

La majorité de ces chantiers de modernisation concernent des installations de production de froid avec pour objectif de :

- réduire la consommation d'énergie par la récupération de chaleur ;
- optimiser les performances ;
- remplacer certains fluides frigorigènes par des fluides à plus faible pouvoir de réchauffement (PRG).

Les projets initiés en 2021 se sont poursuivis en 2022 : 13 usines ont mis en œuvre différentes actions afin de réduire leur consommation énergétique en installant des dispositifs de récupération d'énergies ou bien encore des pompes à chaleur afin de récupérer la chaleur produite par les équipements froids afin de réduire leur consommation d'énergie.

D'autres projets ont également été menés par nos filiales :

- Notre filiale Sofivo, sur son site de Pontmain (53) spécialisé dans la production de poudre de lait, a démarré en 2022 un projet visant à produire simultanément de la chaleur et du froid, nécessaire au site, grâce à la mise en place d'une thermofrigopompe. Une analyse préalable de tous les postes de consommation d'énergies (froid et chaleur) et d'identification des potentiels de réduction a été réalisée, et à termes, ce sont plus de 3 000 Teq CO₂ qui devraient ainsi être économisées.
- Plusieurs sites de notre filiale Compagnie des fromages & RichesMonts ont également engagé en 2022 des projets de réduction de leur consommation :
 - le site de Bénestroff (57) a mis en service en mars dernier une pompe à chaleur lui permettant de réduire sa consommation d'énergie de plus de 50 % ;
 - l'installation d'un nouveau groupe froid sur le site de Besse (63) en plus d'améliorer le rendement énergétique

de l'installation a permis de remplacer certains fluides frigorifiques par des fluides à plus faible pouvoir de réchauffement ;

- en mai 2022, le site de Vire (14) a obtenu la certification ISO 50 001, attestant ainsi de la gestion responsable et raisonnée de son énergie à travers la mise en œuvre d'un système de management efficace.
- Au Brésil, suite à un test réalisé en 2021, un de nos sites a déployé en 2022 des lampes LED avec détection automatique pour l'éclairage de ses extérieurs. Ce sont ainsi 20 160 kWh qui ont été économisés.
- Les équipes managériales SAVENCIA se sont rassemblées lors de deux séminaires digitaux afin d'échanger sur la démarche décarbonation que le Groupe souhaite accélérer. Après une session de sensibilisation aux enjeux climatiques, et à leurs impacts sur la filière agroalimentaire, animée par les experts de Carbone 4, la seconde session était dédiée au partage d'expériences et de bonnes pratiques : filière laitière, achats, performance énergétique des sites industriels... tous les leviers d'actions ont été abordés afin d'inciter chacun à agir dans son périmètre pour atteindre les objectifs du Groupe.
- Afin de partager les bonnes pratiques éprouvées ainsi que les standards à appliquer, trois forums mondiaux et transverses ont été organisés et animés par la Direction des Opérations Groupe. Ils avaient pour thématique la sobriété énergétique et proposaient en plus du partage des pratiques, le conseil d'experts externes. Ils ont réuni plus d'une soixantaine de participants par sessions.
- Des feuilles de route intégrant la démarche de sobriété énergétique et de décarbonation coconstruites par les experts Groupe/filiales, sont déployées sur l'ensemble de nos sites.
- Le Groupe a décidé de déployer la Fresque du Climat au sein de ses filiales. Les Directeurs généraux ont ainsi participé à un atelier Fresque du Climat en octobre dernier. Un premier plan de déploiement d'ateliers Fresque du Climat a été engagé (en 2022 - 8 filiales participantes) qui doit se poursuivre en 2023.

En 2023, de nouveaux programmes seront lancés sur nos sites afin de poursuivre les efforts de réduction des énergies et des émissions de gaz à effet de serre engagés par le Groupe.

1.2.2. Développement des énergies renouvelables

En 2022, le Groupe a continué à accroître son utilisation d'énergies renouvelables en fonction des possibilités locales ou nationales, lui permettant d'augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique.

- Nous avons poursuivi l'état des lieux prospectif initié l'année passée en France afin d'approfondir, plus spécifiquement dans nos métiers, le potentiel des filières solaires et de méthanisation, pour mieux orienter nos choix.
- Le déploiement de l'électricité avec garantie d'origine s'est poursuivi en 2022, avec l'engagement de nouveaux sites dans cette démarche. Ce sont ainsi plus de 8 900 T eq CO₂

qui ont été économisées au niveau du Groupe au cours de l'année.

- Des initiatives locales se poursuivent avec l'implantation de panneaux photovoltaïques sur plusieurs sites.
- Afin d'accompagner la transition vers des véhicules moins polluant, des véhicules hybrides rechargeables et électriques ont été intégrés à la politique véhicules du Groupe. Afin de favoriser la transition vers ces modèles, le Groupe a demandé à chacune de ses filiales d'étudier la faisabilité technique de l'installation de bornes électriques sur ses sites. Afin d'accompagner les sites dans cette démarche, la Direction des Achats Groupe a élaboré un guide recensant les bonnes pratiques d'installation de solutions de charge électrique. En 2022, plusieurs bornes ont été installées sur nos sites en France.
- SAVENCIA Fromage & Dairy est membre du Club des entrepreneurs pour le climat, lancé par l'institut Orygeen qui regroupe des entreprises familiales françaises voulant s'engager dans la lutte contre le changement climatique.

1.2.3. Réduction des gaz à effet de serre dans les transports

Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- en Espagne, Arias s'est vu décerner le prix Lean&Green décerné par l' AECOC, une des plus grandes associations d'entreprises multisectionnelles espagnole qui rassemble tous les acteurs de la chaîne de valeur, des producteurs et fabricants jusqu'aux opérateurs logistiques et distributeurs. Ce prix récompense Arias pour son engagement dans la réduction de ses émissions de CO₂ de 20 % en 5 ans dans sa logistique ;
- depuis 2021, l'ensemble de la flotte de camions détenue en propre par notre plateforme logistique les Messageries Laitières, soit 23 camions, roule exclusivement à l'Oleo 100, huile 100 % végétale, 100 % biodégradable et *made in* France. L'impact est très significatif en termes d'émissions CO₂, puisqu'une réduction de 60 % des émissions est attendue. Le choix de ce biocarburant vient compléter les actions d'amélioration continue déjà mises en place et visant à réduire son empreinte environnementale : formation à l'écoconduite avec l'informatique embarquée, utilisation d'un outil d'optimisation du transport, gestion des pneumatiques ;
- l'optimisation des tournées grâce à la mise en place d'un outil permettant de regrouper les volumes en fonction de la proximité géographique des clients permet d'améliorer les chargements, de réduire ainsi les kilomètres parcourus et donc de diminuer sa consommation de carburant ;
- en France, notre filiale Les Messageries Laitières participe, au sein du Club Réseau Normand Hydrogène piloté par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Normandie, à des groupes de travail sur les énergies alternatives et à la mutualisation des flux de transport. Les réflexions portent par exemple sur la place de l'hydrogène dans la transition énergétique normande, tout en structurant une véritable filière industrielle.

Des actions auprès de nos collaborateurs sont également réalisées sur nos sites parmi lesquelles :

- la Semaine de la Mobilité a eu lieu dans le Groupe pour la quatrième année consécutive. L'objectif de cet événement est d'inciter le plus grand nombre de personnes à adopter une démarche écocitoyenne pérenne en privilégiant les déplacements doux et alternatifs à la voiture particulière. Comme chaque année, de nombreuses actions ont été proposées aux collaborateurs des sites engagés dans le challenge : prêts de vélos électriques de différents types, éco randonnées avec ramassage de déchets, promotion du co-voiturage, atelier de réparation de vélos, etc. Résultat de cette mobilisation en 2022, plus de 84 400 km économisés.

1.3. Indicateurs clés de performance

En % d'évolution versus 2015

Réduction des GES Scopes 1 & 2	2020	2021	2022	Objectif 2025
Variation des GES				
Scopes 1 & 2 (tonnes équiv. CO ₂ /tonne fabriquée)	-4,8%*	-6,1%*	-9,8%	-20%

* Les valeurs 2020 et 2021 de la filiale polonaise ont été corrigées a posteriori afin de mettre à jour les facteurs d'émission. Les valeurs présentées dans le tableau ci-dessus ont donc été retraitées (avant correction 2020 : -4,6% et 2021 : -5,9%).

Les émissions directes (scope 1) comprennent les émissions liées à la combustion des énergies fossiles utilisées, aux procédés hors énergie (dues aux traitements des eaux usées) et aux fuites de fluides frigorigènes.

Les émissions indirectes (scope 2) incluent les émissions liées à la production d'électricité, de vapeur, de chaleur, ou de froid achetée et consommée par les sites, ainsi que les pertes en ligne.

Suite à la démarche de calcul de notre scope 3 (autres émissions indirectes) initiée au cours des années précédentes sur le périmètre SAVENCIA Fromage & Dairy, nous avons en 2022 soumis notre trajectoire auprès du SBTi et sommes en attente de leur validation.

	2020	2021	2022
Émissions de CO ₂ de la flotte détenue en propre (en tonnes équiv. CO ₂)	2 712	2 010	1 144

Cette forte réduction des émissions de CO₂ est liée au passage de la flotte de camions détenue en propre par les Messageries Laitières à l'Oleo 100, huile 100 % végétale, 100 % biodégradable et *made in France*.

2. Maîtriser nos ressources en eau

2.1. Enjeu, risque et politique

Le changement climatique, la croissance démographique et l'utilisation excessive de l'eau contribuent au stress hydrique

qui progresse dans le monde. Dans ce contexte, et afin de contribuer positivement à la préservation des ressources en eau qui tendent à se raréfier, le Groupe met en œuvre des pratiques responsables dans le but de minimiser son impact sur la ressource en eau et réduire ainsi le risque de stress hydrique.

L'eau joue en effet un rôle important dans nos procédés, notamment pour assurer un haut niveau d'hygiène et de sécurité de nos produits, principalement lors des opérations de nettoyage. Mais elle peut aussi être utilisée comme auxiliaire technologique lors des fabrications, comme fluide caloporteur ou frigopporteur. Elle alimente également les installations de prévention et de lutte contre les incendies.

Face au changement climatique, il est probable que certaines situations de stress hydrique s'accroissent. Une attention particulière est portée sur ces phénomènes afin d'identifier et de prévenir tout risque, et de renforcer, si besoin, les moyens d'action pour limiter autant que possible les prélèvements dans le milieu naturel.

L'objectif est de réduire les prélèvements d'eau dans le milieu naturel, à la tonne produite, de 10 % d'ici 2025 (versus 2015).

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Plusieurs réunions du groupe de travail, composé à la fois d'experts internes en central mais également d'opérationnels, consacré à la maîtrise de nos consommations d'eau ont eu lieu en 2022. Les travaux ont porté essentiellement sur la réduction des consommations et sur les possibilités de réutilisation de l'eau de vache (récupérée du lait) afin de préserver les ressources.
- A Saint-Brice-en-Coglès (35), la mise en place d'un procédé de concentration du lait par osmose inverse associée à un système de récupération d'eau issue du lait, d'un système de filtrage d'eau à partir de l'eau contenu dans le lait, permettra à termes de limiter le prélèvement d'eau potable sur le site. Les gains estimés s'élèveront à plus de 200 m³/jour.
- Sur notre site du Tholy (88), la nouvelle installation de froid a permis de supprimer une grande partie des refroidissements en circuit ouvert et de réduire ainsi les prélèvements dans le milieu naturel de plus de 70 %.
- Le site de CF&R à Ducey (50) a mis en place de nouveaux équipements, tels que par exemple, de nouvelles machines à laver ou bien encore une tour de refroidissement plus performante, qui permettent d'obtenir des économies significatives : gains en eau estimés à 50 m³/jour, ainsi qu'une réduction des produits lessiviels utilisés, diminuant ainsi de près de 20 % la quantité de phosphore en entrée de station d'épuration.
- En République Tchèque, sur le site d'Hodonin, l'installation d'un système de monitoring des consommations et le changement des pompes de refroidissement ont permis de réaliser des économies importantes (plus de 40 % versus 2021)
- Des tests portant sur une méthode d'identification de potentiel de réduction de la consommation d'eau ont

également été déployés sur un de nos sites majeurs en France.

- Des actions d'optimisation, en plus des travaux menés afin de diminuer les rejets en amont des stations d'épuration, ont également été réalisées sur plusieurs sites :
 - en Haute-Loire, à Beauzac, un traitement de type tertiaire a été installé afin d'améliorer la qualité des eaux usées traitées et rejetés. A Brioude, une analyse du volume et du type d'effluents produits par le site a été réalisé par un cabinet externe spécialisé. Suite à cette étude, un système provisoire de prétraitement avant rejet vers la station d'épuration communale, a été installé en attendant la définition d'un système de traitement pérenne ;
 - dans les Deux Sèvres, à Champdeniers, le système d'aération des lagunes de traitement des effluents a été remplacé.
- Des tests ont par ailleurs été lancés sur certains sites pilotes :
 - à Saint Loup (79), des essais ont été effectués afin d'optimiser le système existant, de le rendre plus performant tout en évitant la construction de surfaces bétonnées afin de préserver l'environnement ;
 - notre filiale Tessier, sur son site de Cornillé-les-Caves (49) a réalisé des essais dans le but de réutiliser ses eaux usées traitées sur ses installations, notamment en chaufferie.
- Du fait des fortes chaleurs survenues au cours de l'été, plusieurs de nos sites se sont trouvés en situation de stress hydrique. Grace à la mobilisation des experts Groupe dans ce domaine, des solutions immédiates ont été mises en œuvre afin de s'adapter à cette contrainte. Certaines de ces mesures ont d'ailleurs été pérennisées afin de réduire, hors période de sécheresse, les consommations d'eau.
- Nos équipes travaillent également sur le potentiel de réutilisation des eaux issues du lait et des produits laitiers, sujet pour lequel nous espérons, tout comme notre interprofession, une ouverture réglementaire.

2.3. Indicateurs clés de performance

En % d'évolution versus 2015

Réduction des prélèvements d'eau	2020	2021	2022	Objectif 2025
Variation des prélèvements d'eau (en m ³ /tonne fabriquée)	2,3%	2,2%	-1,2%	-10%

3. Optimiser la gestion des déchets

3.1. Enjeu, risque et politique

Les activités de transformation génèrent des déchets courants inhérents aux procédés de fabrication et de conditionnement. Il s'agit majoritairement de Déchets industriels non dangereux (DIND), et la plupart d'entre eux, comme le carton, le papier, le verre, l'acier ou l'aluminium, sont retraités dans des filières de revalorisation ou de recyclage. Les Déchets industriels dangereux (DID) sont peu présents. Ils proviennent des activités de maintenance (huiles usagées, déchets d'équipements électriques et électroniques) et font l'objet d'un tri à la source en vue d'un recyclage par des prestataires spécialisés.

Afin de lutter contre le gaspillage des ressources naturelles et de réduire les coûts liés au traitement de ces déchets, l'engagement du Groupe est de renforcer le tri et la valorisation des déchets industriels en contribuant à des solutions circulaires, dans le but de limiter les risques de pollution.

3.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Le groupe de travail « anti-gaspi » composé de représentants de filiales et de collaborateurs des fonctions *corporate* a été créé afin, d'une part, de réduire à la source la quantité de déchets générés et, d'autre part, d'optimiser et d'identifier les filières de valorisation locales. Il s'est réuni régulièrement en 2022. Des feuilles de route sont en cours d'élaboration pour notamment réduire et mieux valoriser les biodéchets. Des ajustements ont également été réalisés afin de répondre aux exigences réglementaires liées à la mise en œuvre de la loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire (AGEC). L'axe relatif à la communication auprès des collaborateurs et des consommateurs est également traité à travers, par exemple, des actions de sensibilisation sur la différence entre la date limite de consommation et la date de durabilité minimale, pour limiter le gaspillage au moment de la consommation.
- Notre plateforme logistique des Messageries Laitières, qui travaillait déjà localement avec un Établissement et service d'accompagnement par le travail (ESAT), a développé son partenariat en mettant en place un système de revalorisation des palettes trop abîmées pour être réparées. Les morceaux de palettes non récupérables sont broyés et reconditionnés en granulés qui sont mis gratuitement à disposition de l'ESAT pour alimenter sa chaudière biomasse. Le chauffage des serres horticoles de cet ESAT ainsi qu'une partie de leur bâtiment de stockage sont ainsi assurées via la revalorisation de 100 % de nos palettes. Ce sont 4 tonnes de bois, soit environ 300 palettes, qui ont ainsi été revalorisées et ont constitué une source d'économie importante pour cet établissement. Ce partenariat s'accélère fortement en 2023 puisque les Messageries Laitières ont convenu avec leurs partenaires transport l'intégralité de leurs palettes cassées soient reprises par leur soin afin d'accentuer cette revalorisation.

3.3. Indicateurs clés de performance

En 2022, 68,2 % des déchets courants de nos sites de production sont évacués en vue de valorisation^(*).

	2020	2021	2022
% de déchets courants évacués en vue de valorisation	67,4 %	68,3 %	68,2 %

* Les déchets peuvent être valorisés sous plusieurs formes : matière, biologique ou énergétique

Les opérations d'optimisation du tri et du stockage sur les sites se poursuivent, en collaboration avec des prestataires nationaux, afin d'identifier de meilleurs débouchés dans les filières de revalorisation et de recyclage, conformément à notre engagement.

4. Développer l'écoconception de nos emballages

4.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe précise son ambition sur les emballages en s'engageant sur le développement de leur écoconception afin de réduire le risque de surproduction de déchets.

La Charte de Conception Responsable, élaborée en 2019, précise ainsi les *guidelines* et les orientations à suivre en matière d'écoconception des emballages. Elle intègre notamment des mesures de réduction à la source ou d'utilisation de matériaux recyclés, favorisant ainsi la transition vers une économie circulaire des emballages.

L'objectif du Groupe est de tendre vers 100 % d'emballages recyclables ou biodégradables pour ses produits à marque à l'horizon 2025.

4.2. Actions mises en œuvre et résultats

● Le comité de pilotage Oxygen, dédié à l'écoconception des emballages et en charge du suivi de la réalisation de l'objectif défini, s'est réuni à trois reprises en 2022. Un axe supplémentaire d'actions prioritaires portant sur la réduction de l'empreinte carbone de nos emballages a été ajouté cette année, portant ainsi à 6 le nombre d'axes définis :

- réduire à la source l'usage de matériaux ;
- bannir les matériaux controversés ;
- tendre vers 100 % de recyclabilité ou biodégradabilité ;
- intégrer un maximum de matériaux recyclés ;
- privilégier l'utilisation de matériaux renouvelables ;
- réduire l'empreinte carbone de nos emballages.

● Les binômes acheteurs/développeurs packaging, mis en place en 2020, ont continué à travailler sur des sujets prioritaires sélectionnés et à communiquer via la plateforme interne Groupe le résultat de leurs recherches.

● Un nouveau forum dédié à l'écoconception des emballages a réuni en mars plus de 150 collaborateurs du Groupe travaillant dans différents services, filiales et catégories. Les objectifs de cet événement étaient de permettre aux collaborateurs de s'approprier les axes prioritaires, illustrés par des exemples concrets et d'inspirer en partageant des expériences réussies au sein du Groupe. A cette occasion, plusieurs initiatives françaises et internationales ont été présentées.

● Des projets d'écoconception des emballages, reposant sur l'ensemble des objectifs de la Charte d'Écoconception, ont été engagés par toutes les filiales. L'année 2022 a été marquée par une crise sur la plupart des matières pour emballages, avec des pénuries d'approvisionnement, ainsi qu'une crise sur l'énergie. Cela a engendré des retards sur la réalisation des projets d'optimisation. Voici cependant quelques exemples :

- St-Morêt : création d'une barquette 500g 100 % recyclable grâce à la simplification de sa composition ;
- Tartare : intégration de plastique biosourcé à hauteur de 30% du volume, tout en restant recyclable ;
- Polenghi : réduction de l'épaisseur des pots et barquettes : 26 tonnes de plastique en moins ;
- Saint Agur : incorporation d'au moins 20 % de plastique recyclé avec un objectif à moyen terme de 40 %, soit à date 33 tonnes de plastique recyclé ;
- Bresse Bleu : l'habillage fromager est aujourd'hui 100 % recyclable ce qui représente 10 tonnes d'emballages complexes par an pouvant être recyclées ;
- Lucina : suppression du couvercle en plastique permettant, en plus de diminuer la quantité de plastique utilisée, de réduire la taille des cartons de transport et d'optimiser les chargements.

4.3. Indicateurs clés de performance

Le taux d'emballages recyclables ou biodégradables est de 84,5 % en 2022.

	2020	2021	2022	Objectif 2025
Taux d'emballages recyclables ou biodégradables	86,0 %	85,0 %	84,5 %	Tendre vers 100 %

La mise en œuvre des plans d'optimisation a été retardée du fait des difficultés d'approvisionnement de certains emballages, ce qui explique la baisse de cet indicateur.

Le bien être de nos collaborateurs

1. Garantir la sécurité de nos collaborateurs

1.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe SAVENCIA rassemble des entreprises à taille humaine unies par une culture forte qui guide leurs actions et les comportements de ses collaborateurs. Le bien-être, la préservation de l'intégrité physique et la santé des femmes et des hommes qui travaillent dans et pour le Groupe sont la priorité de tous et à tous les niveaux de l'organisation.

Afin de prévenir tout risque d'atteinte à l'intégrité physique et à la santé des personnes travaillant dans le Groupe, de nombreuses actions sont mises en œuvre par SAVENCIA.

Ainsi, il y a plus de dix ans, le Groupe a mis en œuvre une démarche fédérée autour du programme « La SÉCURITÉ, c'est NOTRE affaire ». Elle s'appuie sur une Charte de la Sécurité et de la Santé au Travail cosignée par le Président et le Vice-Président du Groupe, et qui soutient notre objectif de tendre vers le zéro accident de travail.

Au niveau du Groupe, la démarche est coanimée par les Directions des Ressources Humaines et des Opérations. Au niveau des filiales, le programme est porté par une organisation locale représentée par la Direction Générale et le plus souvent accompagnée par un préventeur sécurité désigné sur chaque site.

La démarche s'appuie sur le réseau des préventeurs sécurité des filiales à travers le monde, ainsi que sur différentes instances de partage et de décision, afin d'ajuster les priorités d'action. Des réunions présentielles et distancielles sont régulièrement organisées et permettent de structurer la démarche en partageant les meilleures pratiques déployées sur les sites.

Un ensemble de référentiels, d'outils et de méthodes est mis à disposition de toutes les filiales, notamment au travers d'outils digitaux régulièrement complétés et mis à jour.

Les résultats santé et sécurité sont consolidés chaque mois et diffusés à l'ensemble des filiales ; ils sont illustrés des principales nouvelles du mois, telles que bonnes pratiques, records, mais aussi d'incidents ou accidents dont les enseignements sont importants à partager.

Le Groupe s'attache à prévenir les risques sécurité aussi bien pour ses collaborateurs, que pour le personnel intérimaire travaillant au sein de ses entreprises. Aussi, la santé et la sécurité des travailleurs intérimaires sont suivies et prévenues, au même titre que celles des collaborateurs du Groupe. Les accidents de travail avec arrêt des effectifs intérimaires sont comptabilisés dans le taux de fréquence (TFi) de l'entreprise, de même que ceux des effectifs inscrits.

L'ambition du Groupe est de tendre vers le zéro accident de travail tant pour nos collaborateurs que pour les intérimaires.

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

Les actions sont ajustées en fonction de la politique générale, des résultats, et des décisions prises au travers des différentes instances de partage et de pilotage. En 2022 nous pouvons citer quelques actions importantes et mobilisatrices :

- La culture Sécurité est expliquée au travers de la Charte Sécurité et des actions de formations sont réalisées lors de l'intégration.
- Pour accompagner le déploiement de sa culture Sécurité et faire progresser les sites en matière de maturité Sécurité, SAVENCIA s'appuie sur la méthodologie Dupont et notamment sur la pyramide de Bradley qui positionne la maturité Sécurité au travers de 4 stades (réactif, dépendant, indépendant et interdépendant). En 2022, une partie du périmètre de SAVENCIA dont les sites industriels France (qui enregistrent l'accidentologie la plus importante), ont réalisé une nouvelle enquête Sécurité. La plupart des sites a progressé mais la majorité reste encore au stade dit « dépendant ». Un stade associé à l'obéissance de consignes et procédures dont l'appropriation par les salariés est partielle. Ils appliquent des règles pour éviter la sanction et non par conviction, il y a encore une absence de participation active et d'engagement de leur part. Pour franchir le pont culturel et tendre vers le stade 3 dit « indépendant », il faut amener tous les collaborateurs à être acteurs de la démarche. Dans cet objectif d'amélioration, la filiale établit un plan d'action pour progresser et une nouvelle enquête sera réalisée en 2025. Au niveau du Groupe, des formations au leadership Sécurité sont proposées pour accompagner la transformation et l'implication de tous.
- Depuis 2021, un ensemble de règles opérationnelles nommé « Les 10 Essentiels Sécurité SAVENCIA » est déployé progressivement. Ces Essentiels visent à prévenir les accidents et les blessures, et en particulier les plus graves ou à haut potentiel de gravité. Chaque Essentiel Sécurité cible un risque et se décline selon quatre règles applicables par tous et en toute circonstance. Un kit complet en accès digital et traduit dans toutes les langues du Groupe permet de mettre à disposition à l'ensemble des filiales de SAVENCIA les outils et méthodes pour soutenir leur déploiement. Au-delà du plan global de déploiement, des actions ciblées sont également déployées, comme par exemple un chantier de sécurisation des interventions sur les équipements et les énergies, appuyé sur les expériences terrain de quelques sites pilotes.
- Concernant la démarche de prévention des Troubles Musculosquelettiques (TMS), un recensement a été réalisé auprès des filiales afin d'engager un vaste programme transverse qui vise à aménager et à mécaniser progressivement les postes les plus exposés. Ce programme vient en complément des démarches de fond déjà en place dans de nombreuses filiales.

- Depuis 2021, la formation en e-learning Accueil Sécurité et Santé au Travail (SST) SAVENCIA a été ajoutée au parcours obligatoire d'intégration des nouveaux collaborateurs. Ce dispositif spécifique sur les risques d'accident dans le Groupe est disponible en plusieurs langues. Il est constitué d'un module commun à tous les collaborateurs du Groupe intitulé « Objectif zéro accident » ainsi que d'un second module dédié aux managers. À l'issue de cette formation, un passeport Sécurité SAVENCIA est délivré dès lors que le salarié a obtenu 100% de bonnes réponses au quiz.
- Depuis 2015, une semaine mondiale de la Santé et de la Sécurité est organisée dans l'ensemble des filiales. Cet événement se déroulait en juin cette année avec pour fil rouge la Santé et les 10 Essentiels Sécurité. A cette occasion, un challenge connecté a été organisé sur tout le mois de juin, se terminant le dernier jour de la semaine de la Sécurité et de la Santé au travail. Avec 615 équipes participantes réparties dans 26 pays, chacune a relevé les défis proposés autour de la santé physique, la nutrition, la santé mentale et la connaissance des 10 Essentiels Sécurité. Un challenge sportif et solidaire SAVENCIA a été relevé sur ce mois avec plus de 325 000 km réalisés permettant d'offrir un chèque de 50 000€ aux Banques Alimentaires.
- Plusieurs forums réunissant l'ensemble du réseau mondial des préventeurs sécurité du Groupe ont été organisés à distance. A chaque fois, un thème spécifique est choisi afin de partager de bonnes pratiques en matière de prévention sécurité via les retours d'expérience et témoignages des participants.
- La plateforme digitale Sécurité contenant des documents de référence, des bonnes pratiques, ainsi que du contenu sur la sécurité, a été enrichie et ajustée notamment avec des retours d'expériences filiales qui ont été intégrés.
- Un plan visant à réduire le risque d'accidents de travail avec arrêt des intérimaires a été lancé en France. Ce plan consiste à mettre en œuvre un ensemble d'actions avant, pendant et après l'intervention des intérimaires sur les sites industriels. Chaque trimestre, une revue du dispositif est réalisée avec les trois agences d'intérim partenaires permettant d'améliorer continuellement ce dernier.
- Les formations à la sécurité et à la santé au travail réalisées dans les filiales au cours de l'exercice demeurent stables et représentent 32,6% des actions de formation dans le Groupe.
- Des Visites de Sécurité Comportementale (VSC) sont également régulièrement effectuées sur site ou à distance. En 2022, leur nombre s'élève à 17 523. Leur nombre est en baisse de 13,4% *versus* 2021.
- Le taux de fréquence des effectifs inscrits et intérimaires (TFi)(¹) en 2022 11,1 *versus* 10,7 en 2021. Au cours de l'exercice, 423 accidents du travail avec arrêt ont été comptabilisés contre 408 en 2021.

1.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022
% de filiales sans accident de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires) dans l'année	42,9 %	48,4 %	46,9 %

2. Améliorer la qualité de vie au travail

2.1. Enjeu, risque et politique

La qualité de vie au travail est un facteur clé d'attractivité et de rétention des collaborateurs. Cette dimension de la politique RH devient particulièrement importante dans le contexte de plein emploi.

Le Groupe attache une grande importance à la qualité de vie au travail et aux relations sociales, source d'épanouissement et de performance durable.

Pour cela, et afin de prévenir les risques de détérioration des conditions de vie au travail et leurs impacts sur le bien-être des collaborateurs, le Groupe s'attache à promouvoir et maintenir le dialogue social, la communication interne et l'écoute des collaborateurs. Dans cette démarche, SAVENCIA développe des solutions pour parfaire les conditions et la qualité de vie au travail, et mesure régulièrement leur efficacité dans une optique d'amélioration permanente.

Le dialogue social est placé au plus près du terrain pour s'adapter à chaque métier et aux spécificités des organisations selon le principe de subsidiarité prévalant dans le Groupe.

Dans ce cadre, il s'engage à réaliser des enquêtes d'opinion et à conduire des plans de progrès dans 100 % des filiales pour améliorer la qualité de vie au travail.

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Une enquête d'opinion interne a été réalisée en juin dans la quasi-totalité des filiales de SAVENCIA de plus de 50 personnes selon la méthodologie de Great Place To Work (GPTW) avec le questionnaire Trust Index comprenant 60 questions et investiguant 5 grandes dimensions : la crédibilité, le respect, l'équité, la fierté et la convivialité.
- La dernière enquête Groupe datait de 2019 et les résultats sont en nette augmentation avec une moyenne au Trust Index de 65 %, soit 7 points de plus et une perception positive globale de 70% sur la question «une entreprise où il fait bon travailler». Les filiales ayant un Trust Index supérieur ou égale à 65% sont certifiées GPTW.

(¹) Nombre d'accidents du travail avec arrêt des effectifs inscrits et intérimaires * 1 000 000 / nombre d'heures travaillées des effectifs inscrits et intérimaires

- 14 filiales françaises et 9 filiales hors France ont obtenu cette certification soit 24,2% de l'effectif. Cette enquête s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue, les résultats ont été partagés et des plans d'action sont en cours de construction. En parallèle, le Groupe souhaite réaliser des enquêtes flash en complément de cette enquête Groupe planifiée tous les 3 ans.
- Pour accompagner la qualité de vie au travail, le Groupe a également souhaité accentuer ses actions autour de la Santé au travail et a lancé en juin les rendez-vous Santé SAVENCIA dans le cadre son programme Caring@SAVENCIA. Tous les mois, un rendez-vous connecté est proposé sur 2 dates autour des thématiques santé physique et nutrition. Ce parcours continuera en 2023 sur des ateliers nutrition et santé mentale.
- Le Groupe a signé une convention avec Stimulus proposant différents dispositifs :
 - une cellule d'écoute anonyme ouverte 24h/24h pour toute personne rencontrant des difficultés ;
 - une application Stimulus « Caring » pour prendre soin de sa santé mentale et physique ;
 - des conférences sur la thématique « être bien au travail ».
- Depuis 2019, le télétravail à raison de 2 jours par semaine est proposé aux salariés sédentaires dont le poste le permet. A cet effet, les salariés sont équipés des outils nécessaires à ce travail mixte et différentes aides ont été proposées aux salariés pour adapter leur environnement personnel au télétravail comme le « Kit IT » comportant un double écran, le « Kit Confort » permettant la prise en charge des dépenses pour des équipements adaptés, ainsi que le « Kit Ergonomique » pour les salariés dont l'état de santé nécessite un aménagement spécifique de leur poste de travail. Des modules de formation en e-learning sont également disponibles pour accompagner les managers et les collaborateurs dans leur adaptation au télétravail.
- Chaque filiale met en place des animations spécifiques en fonction des besoins et des suggestions émises par les salariés, comme par exemple des crèches inter-entreprises.
- En 2022, de nombreuses filiales ont promu les activités sportives sous différentes formes : balades à vélo ou à pied, rendez-vous hebdomadaire pour des Cafés form', sponsoring d'événements et d'associations sportifs, salle de sport à disposition, réveil musculaire, participation à des courses.
- Pour permettre aux salariés en France de bien appréhender la politique sociale du Groupe et l'existence de tous les dispositifs en matière de prévoyance, retraite, épargne, des bilans sociaux individualisés ont été remis en juin aux salariés en France (hors périmètre Compagnie des fromages & RichesMonts) soit à 6 071 collaborateurs.
- L'ancienneté moyenne du Groupe diminue légèrement en 2022 et est de 13,0 ans.

2.3. Indicateurs clés de performance

	2018 - 2020	2019 - 2021	2020 - 2022	Objectif 2025
% de filiales ayant réalisé une enquête d'opinion interne dans les trois dernières années	99,0 %	99,0 %	90,5 %	100,0 %

* Sur la période 2020-2022, la baisse de cet indicateur est liée à un plus grand nombre de filiales ayant dépassé le seuil d'éligibilité de 20 salariés et qui n'ont pas encore organisé d'enquête.

3. Développer les compétences

3.1. Enjeu, risque et politique

Le maintien et le développement du savoir-faire sont au cœur des priorités de SAVENCIA.

Le Groupe s'applique depuis toujours à déployer une stratégie responsable et durable basée, entre autres, sur le développement et la promotion de ses collaborateurs, et sur une culture humaniste et entrepreneuriale favorisant l'évolution des compétences, la fidélisation des collaborateurs et le maintien de la compétitivité du Groupe.

Cette stratégie promeut l'épanouissement professionnel et social des femmes et des hommes qui travaillent dans le Groupe. Fort de sa culture, le Groupe accompagne ses collaborateurs pour leur permettre de se réaliser dans un environnement professionnel favorisant leur développement.

Leur formation et la gestion de leurs carrières jouent, à cet effet, un rôle primordial : elles permettent à chacun d'enrichir ses compétences pour se développer, contribuer à la réussite commune et maintenir son employabilité. Ces éléments contribuent à réduire le risque d'inadéquation entre le niveau de compétence des collaborateurs et les ambitions du Groupe.

La politique de formation des collaborateurs du Groupe s'appuie sur le soutien du pilotage de la performance, l'accompagnement des changements, la pérennisation des savoir-faire, pour donner à chacun la possibilité de progresser dans sa vie professionnelle et d'adopter des comportements en cohérence avec les valeurs du Groupe.

Pour encourager le développement de ses collaborateurs, le Groupe mène une politique de gestion des carrières qui privilégie la mobilité interne et la promeut systématiquement à tous les niveaux de responsabilité. Pour les collaborateurs cadres dirigeants, cadres et agents de maîtrise évolutifs, il s'agit de disposer d'une visibilité sur leur parcours de carrière, d'identifier des opportunités attractives qui répondent à leurs attentes, et d'avoir la possibilité de développer leurs compétences.

Depuis de nombreuses années, une politique d'intégration par l'alternance est également menée avec l'intégration de stagiaires ou d'apprentis. Ces modalités sont les plus adaptées pour accompagner les premiers pas des jeunes futurs

diplômés dans l'entreprise et leur proposer de poursuivre ensuite leur parcours au sein du Groupe SAVENCIA.

Dans ce cadre, le Groupe s'est engagé à développer les compétences et à doubler le nombre d'apprentis à horizon 2025 *versus* 2015.

3.2. Actions mises en œuvre et résultats

- La certification Top Employer de nos filiales dans plusieurs pays européens a permis d'obtenir le label Top Employer Europe pour la neuvième année consécutive. Il s'agit de l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie. La Chine a de nouveau été labellisée Top Employer pour la quatrième année consécutive ainsi que le Brésil, la Corée du Sud et l'Inde pour la deuxième fois. L'Argentine, le Japon, les États-Unis ont obtenu la certification Top Employer pour la première fois.
- En 2022, les formations en présentiel ont repris, toutes les mesures de distanciation étant respectées en fonction du contexte sanitaire. Une partie des programmes est devenue itinérante pour éviter trop de déplacements dont les programmes Sales Excellence déployés dans différents pays européens, en Asie et en Amérique Latine ainsi que la Formation Nouveaux Cadres en Asie. Par ailleurs, la mise en œuvre en format multimodal s'est poursuivie avec à présent près d'un quart des formations déployées sous format totalement distanciel.
- Afin de promouvoir la marque employeur Groupe, il a été mis en œuvre en 2022 une ligne et un calendrier éditorial sur les réseaux sociaux. En parallèle le programme Ambassadeurs « #WeAreSAVENCIA » a été relancé. Ce programme vise à accroître la communication sur les réseaux sociaux via des ambassadeurs sélectionnés au sein du Groupe.
- Dans la continuité des années précédentes, SAVENCIA s'inscrit dans une démarche d'engagement auprès des jeunes en continuant la campagne Groupe «500 Apprentis» visant à recruter 500 apprentis. L'ensemble des filiales est mobilisé et propose une forte diversité de postes de bac à bac+5.
- Afin d'attirer de nouveaux talents, le nombre de partenariats de qualité a fortement augmenté auprès des écoles généralistes et spécialisées (écoles de commerce, ingénieurs et agroalimentaire).
- Avec une plus grande ouverture internationale et une participation croissante du nombre de filiales au sein du parcours, les Graduate Programs se développent de plus en plus. Toujours dans un but d'accompagner les jeunes collaborateurs dans leur développement professionnel, la première promotion a déjà effectué une rotation et une seconde promotion a débuté son programme notamment en Belgique et en Suisse.
- Dans le cadre de notre feuille de route « Vers le socle sociétal », un accord sur la mobilité interne géographique volontaire a été signé en France à l'unanimité des organisations syndicales. Cet accord vise à préserver les compétences, les savoirs et la culture dans le Groupe, en

accompagnant les collaborateurs volontaires à une mobilité inter-filiale. En cas de mobilité géographique, des mesures spécifiques de nature organisationnelles et financières, ainsi qu'un accompagnement de la mobilité du conjoint sont proposés aux candidats à cette mobilité.

3.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022
% de collaborateurs formés dans l'année (effectif inscrit)	63,2 %	74,0 %	76,5 %

	2020	2021	2022	Objectif 2025
Nombre de contrats d'alternance	439	491	471	458

4. S'engager en faveur de la diversité et de l'inclusion

4.1. Enjeu, risque et politique

En accord avec ses valeurs et conformément aux exigences réglementaires, le Groupe SAVENCIA promeut l'égalité des chances pour tous ses collaborateurs afin d'éviter tout risque de discrimination. La Charte Éthique du Groupe rappelle que « le respect des personnes » et « l'égalité des chances » sont des piliers de notre culture. Dans cet esprit, des accords sont signés et des démarches mises en œuvre afin de favoriser l'insertion des jeunes (voir chapitre 3 - Développer les compétences), l'emploi et le maintien de personnes en situation de handicap et l'égalité femme-homme.

Le Groupe s'attache à promouvoir l'égalité femme-homme, notamment en matière de qualification, de formation, de rémunération et d'évolution de carrière. Dans le cadre de son plan Oxygen, le Groupe SAVENCIA s'engage à atteindre la parité femme-homme managers (équivalent au statut cadre) en 2025.

Afin de changer le regard des collaborateurs sur le handicap, de maintenir dans l'emploi des personnes en situation de handicap et de promouvoir leur recrutement, le Groupe mène une politique Action Handicap. L'engagement s'articule autour de quatre axes d'action :

- sensibiliser pour lutter contre les stéréotypes ;
- maintenir dans l'emploi ;
- recruter des personnes en situation de handicap ;
- développer des partenariats avec le secteur protégé et adapté.

4.2. Actions mises en œuvre et résultats

● En faveur de l'égalité femme-homme :

- à l'initiative des équipes RH, un groupe de travail a été constitué afin d'accélérer le développement du leadership féminin. Les travaux auront pour objectif de définir un plan d'action sur la base d'analyses de données quantitatives internes et externes et d'entretiens avec les employés (hommes et femmes) ainsi qu'avec le comité de direction du Groupe ;
- une enveloppe budgétaire spécifique est prévue afin d'atténuer les éventuels écarts de rémunération constatés entre les femmes et les hommes à poste équivalent ;
- l'index égalité femme-homme 2022 en France est 90/100 et des points de progrès ont été identifiés ;
- en moyenne, 72,0% des femmes, tout statuts socioprofessionnels confondus, ont bénéficié d'au moins une formation en 2022 ;
- un groupe de travail composé de volontaires a été constitué au siège pour identifier des actions concrètes à mettre en œuvre afin de promouvoir l'équité entre les femmes et les hommes ;
- Mlekoprodukt, en Serbie, qui avait reçu l'année dernière un prix récompensant les sociétés les plus attentives et impliquées dans la lutte pour l'égalité femme-homme, poursuit le développement des actions mises en œuvre et maintient son haut niveau d'exigence dans ce domaine.

● En faveur du handicap :

- la certification nationale Égalité dans l'Entreprise de notre filiale espagnole Arias lui a été décernée en 2021. Des audits de suivi sont réalisés tous les ans afin de garantir le maintien du niveau exigé par la certification ;
- le Groupe au travers de sa politique Action Handicap et de son réseau de référents Handicap promeut différentes actions tout au long de l'année pour sensibiliser et lutter contre les stéréotypes. En 2022, une campagne mensuelle d'information a été initiée au niveau de la France avec un thème spécifique par mois, une réunion de présentation du kit de communication est donc organisée tous les mois avec les référents ;
- en novembre, à l'occasion de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH), le Groupe renforce la mobilisation de ses filiales pour sensibiliser les collaborateurs et lutter contre les stéréotypes sur le handicap à travers des conférences, des jeux digitaux, des réunions d'information ou encore des ateliers de sensibilisation. Lors de cette semaine, les filiales participent également au dispositif des DUO-DAY. Ainsi en 2022, 38 personnes en situation de handicap ont pu être accueillies afin de découvrir, en binôme avec un collaborateur, les métiers et activités industriels ou administratifs des filiales du Groupe ;

- en janvier 2023, une cérémonie est programmée pour présenter le film handicap SAVENCIA et le travail réalisé par le réseau des référents Handicap. Des Awards inclusion 2022 « action Handicap » seront remis aux meilleurs contributeurs ;
- en 2022, 10 filiales présentent un taux d'emploi de personnes en situation de handicap supérieur à 6%. Au sein du Groupe ce taux est de 3,3% et concerne 688 collaborateurs.

4.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% de femmes parmi les managers	42,4 %	42,6 %	43,0 %	50 %

5. Favoriser l'engagement solidaire des collaborateurs

5.1. Enjeu, risque et politique

Conscient de son impact économique et social sur les territoires dans lesquels il est implanté, et afin d'agir en tant qu'acteur responsable et solidaire, le Groupe SAVENCIA encourage les filiales et leurs collaborateurs à soutenir des initiatives locales. Les filiales, souvent implantées en milieu rural, jouent un rôle actif pour l'emploi et le développement économique et social de leur territoire, limitant ainsi le risque de faible ancrage territorial.

De nombreuses actions sont conduites en collaboration avec les instances locales et régionales, notamment dans les domaines de :

- l'emploi : partenariat avec les agences nationales pour l'emploi, accueil de stagiaires et apprentis, diffusion des postes à pourvoir dans les écoles ;
- la formation : coopération avec les écoles et universités, versement de la taxe professionnelle, parrainages, interventions de collaborateurs dans le milieu scolaire.

Le Groupe s'engage à ce que chaque filiale soutienne au moins une action de solidarité en 2025.

5.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Le Groupe a renouvelé sa convention de mécénat avec Planète Urgence : elle offre aux collaborateurs volontaires l'opportunité de partir 15 jours en mission humanitaire dans le cadre d'un congé solidaire afin d'apporter leurs compétences à une ONG locale (en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud).
- Depuis 2011, le programme de l'Arrondi sur salaire permet aux salariés volontaires de faire don des centimes de leur salaire net chaque mois. Le Groupe SAVENCIA abonde leur don du même montant. En 2022, 766 collaborateurs ayant adhéré au dispositif ont permis de récolter et de reverser environ 15 850 euros aux quatre associations partenaires.

- À l'échelle du Groupe, le Fonds de dotation Bien Nourrir l'Homme accompagne des collaborateurs engagés auprès d'associations, et finance, partout dans le monde, des initiatives qui apportent des solutions concrètes pour favoriser l'accès pérenne à une alimentation suffisante et de qualité, respectueuse des hommes et de la planète (cantine scolaire, épicerie solidaire, culture maraîchère, élevage, éducation alimentaire...).
- En partenariat avec les Banques Alimentaires, le Groupe a lancé le mécénat de compétences lors de la collecte nationale des Banques Alimentaires en France en novembre. L'occasion pour de nombreux collaborateurs de participer à leur première opération de mécénat en collectant dans différents magasins des denrées et produits pour l'association.
- Depuis plusieurs années, le Groupe est en relation avec l'association « SAPERE Les Classes du Goût » et propose à ses collaborateurs volontaires d'animer, sur leur temps de travail, des ateliers dans les écoles primaires et/ou les centres de loisirs au niveau local. Après avoir suivi une formation à cette méthode d'éveil sensoriel, les animateurs, en binôme, organisent six séances auprès d'une douzaine d'enfants, autour de la découverte du goût et des cinq sens (jeux, dégustations, discussions...). L'objectif est d'aider les enfants et les jeunes générations à devenir des consommateurs aptes à faire des choix alimentaires équilibrés grâce à des activités pédagogiques simples et ludiques.
- Plusieurs filiales ont mené des opérations « Boîtes de Noël » solidaires contenant différents types de produits : vêtements chauds, produits de beauté, jouets, livres et peluches. Ces boîtes ont été confectionnées par des salariés et leurs familles puis offertes aux plus démunis.
- En Espagne, 90 personnes ont participé au « e-Health challenge », un challenge solidaire et sportif.
- De nombreuses filiales ont mobilisé leurs salariés à l'occasion d'Octobre Rose en organisant des ateliers ou des marches solidaires. L'argent récolté a été reversé au centre François Baclesse et à d'autres organismes pour la lutte contre le cancer.
- Les équipes de l'activité Asie Pacifique se sont mobilisées afin de réaliser des activités solidaires : préparation de repas pour les plus démunis (association Willing Hearts à Singapour et Food Angel by Bo Charity Foundation à Hong-Kong) et collecte de déchets sur les plages à Taiwan et aux Philippines.
- En 2022, 33,7% des filiales ont accompagné des collaborateurs dans la réalisation d'actions de solidarité en lien avec notre mission « Entreprendre pour bien nourrir l'Homme » versus 24,7% en 2021.
- En 2022, 38,8% des filiales ont mis à disposition des collaborateurs afin de réaliser des actions ou événements solidaires versus 31,2% en 2021.

5.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% de filiales soutenant au moins une action de solidarité	35,2 %	52,7 %	63,3 %	100 %

De nombreuses actions de solidarité ont été réalisées par les filiales en 2022 engendrant une forte hausse de l'indicateur clé de performance.

Éthique et conformité

Les enjeux, risques et politiques, ainsi que les résultats associés aux thématiques sociétales relatives au respect des droits humains, à la lutte contre la corruption et à la lutte contre l'évasion fiscale sont présentés ci-dessous. Compte tenu de leur caractère réglementaire, des objectifs et indicateurs clés de performance spécifiques ont été définis, néanmoins ceux-ci ne sont pas directement intégrés à notre démarche volontaire Oxygen.

1. Respect des droits humains

1.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe veille à s'assurer du bon respect des engagements en faveur des droits humains et libertés fondamentales, par le respect des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'ensemble des politiques mises en œuvre par la Direction des Ressources Humaines Groupe, conformément à la culture et aux valeurs du Groupe, s'attache à promouvoir le respect des droits humains fondamentaux tout comme la santé et la sécurité au travail, le dialogue social et la libre expression de ses collaborateurs et ceci, notamment grâce aux actions de développement individuel des salariés et à la cohésion collective, avec l'extension progressive du principe de l'entretien individuel annuel dans tous les pays du monde et la promotion du dialogue social au travers de la représentation des salariés.

SAVENCIA Fromage & Dairy est membre depuis 2003 du Pacte mondial des nations unies qui propose un cadre d'engagement volontaire s'articulant autour de 10 principes relatifs au respect des droits humains, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Depuis 20 ans, SAVENCIA Fromage & Dairy renouvelle son adhésion et réaffirme ainsi ses engagements notamment en matière d'exigences sociales et de droits humains fondamentaux, dans tous les pays où il opère.

La Charte Éthique du Groupe « Le Groupe et sa culture » qui exprime ses valeurs et son identité, rappelle également les principes du pacte des Nations unies.

La Charte Groupe des Achats Responsables intègre aussi les thématiques liées à la promotion et au respect des droits humains et au droit du travail. À travers le déploiement de cette charte auprès de ses fournisseurs, le Groupe s'astreint à promouvoir ses engagements en matière de droits de l'homme pour éviter tout risque d'atteinte aux droits humains fondamentaux (voir chapitre « Promouvoir des achats responsables »).

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Conformément à la loi relative au devoir de vigilance des sociétés-mères et des entreprises donneuses d'ordres, un plan de vigilance est établi annuellement pour évaluer et ainsi prévenir les atteintes graves liées aux activités de l'entreprise et celles de ses sous-traitants et fournisseurs,

que ce soit envers les droits humains, les libertés fondamentales, la santé, la sécurité des personnes ou encore l'environnement. Ce plan est disponible en ligne sur le site internet du Groupe.

- Le Comité Éthique et Culture Groupe (CECG) a pour mission de veiller au respect et à la pérennité de la culture du Groupe et s'assure notamment du respect d'un comportement éthique dans l'ensemble des activités au sein des filiales. Ce comité réunissant le Président du Groupe, le Secrétaire Général, le Directeur de la Conformité, le Directeur des Ressources Humaines Groupe, le Directeur Juridique et le Directeur Financier a tenu quatre réunions en 2022. Au cours de ces réunions, au minimum bi-annuelles, les questions relatives à la conformité et à la culture sont traitées ainsi que les alertes le cas échéant. Des réunions ad hoc peuvent également se tenir dans le cas où des questions spécifiques doivent être traitées.
- Le devoir de vigilance fait l'objet d'une fonction dédiée au sein de la Direction de la Conformité. Le Groupe confirme ainsi sa volonté d'agir en faveur des droits humains et des libertés fondamentales auprès de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur.
- Le Groupe encourage le développement du dialogue social notamment par la mise en place et l'animation d'instances collectives de représentation du personnel dans ses filiales, et ce dans le monde entier. Il est en effet important, en cohérence avec les valeurs du Groupe, de garantir l'expression d'un dialogue direct avec les collaborateurs dans une volonté de respect des droits fondamentaux. Un indicateur a ainsi été mis en place afin de mesurer le taux de représentation du personnel par ces instances.
- En 2022, une évaluation des risques Devoir de vigilance a été réalisée de manière approfondie et élargie, accompagnée par un cabinet d'expertise et de conseils. L'ensemble des parties prenantes internes concernées, notamment les équipes RH, également les représentants du personnel, membres du Comité de Groupe France et Comité d'Entreprise Européen SAVENCIA (CEES) a été consulté pour nourrir cette analyse. Les travaux auront pour objectif l'identification des risques saillants générés par les activités du Groupe sur les droits humains des tiers et sur l'environnement, et la définition des actions de prévention et de remédiation mises en œuvre ou à mettre en place.
- Par ailleurs, une présentation des obligations du Devoir de vigilance, de la démarche de cartographie des risques et du plan de vigilance, a été effectuée aux partenaires sociaux, représentants du personnel, dans le cadre de la réunion annuelle du Comité d'Entreprise Européen SAVENCIA en octobre 2022.
- Une formation obligatoire en e-learning concernant le Devoir de vigilance a été lancée fin 2022 pour tous les collaborateurs du Groupe. Traduite en 17 langues, elle est progressivement déployée dans tout le Groupe. Il s'agit de sensibiliser les collaborateurs aux risques d'atteintes graves aux droits humains, à la santé, la sécurité et à l'environnement, générés par les filiales, les fournisseurs ou les sous-traitants du Groupe, en France et dans le reste du

monde. Cette formation a également pour objectif d'expliquer le champ des obligations réglementaires en matière de devoir de vigilance, de faire connaître les mesures qui composent le plan de vigilance, et de faire comprendre le mécanisme d'alerte concernant l'existence ou la présomption de risques.

- Un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatif au devoir de vigilance est mis à disposition des collaborateurs comme des parties prenantes externes au Groupe par un système technique unique d'alertes «Conformité», commun avec le dispositif d'alerte Corruption (voir chapitre Lutte contre la corruption).
- Des informations complémentaires sont données dans le chapitre « Devoir de vigilance ».

1.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% de collaborateurs bénéficiant d'instances collectives de représentation du personnel **	Information non disponible*	Information non disponible*	80,0 %	85,0 %

*Indicateur créé en 2022

**pour les filiales de plus de 10 salariés

Dans les filiales de plus de 10 salariés (seuil français pour la mise en place de Comité Social et Économique), l'objectif est qu'en 2025, 85% en 2025 des collaborateurs bénéficient d'instances collectives de représentation du personnel de type Commission de travail, comité d'entreprise ou Comité Social et Économique.

D'autres indicateurs sont disponibles dans le plan de vigilance.

2. Lutte contre la corruption

2.1. Enjeu, risque et politique

Afin d'éviter les risques de pratiques non éthiques, la lutte contre toutes les formes de fraudes et de corruption n'est pas uniquement une exigence réglementaire mais une priorité, ancrée dans notre culture d'entreprise.

Nos principes d'action et de règles de conduite sont inscrits dans la Charte Éthique « Le Groupe et sa culture », remise à chaque collaborateur entrant dans le Groupe.

Cette charte et le dispositif de contrôle interne aident à la prévention et à la détection de toutes les formes de corruption. Certains pays font l'objet d'une attention toute particulière sur ces points essentiels.

L'honnêteté et la loyauté comptent parmi les quatre valeurs affichées du Groupe, et la confiance et l'intérêt mutuel font partie des fondements mêmes des relations que le Groupe

souhaite construire avec ses partenaires. Pour cela, les fournisseurs sont sélectionnés notamment sur ces principes à travers des appels d'offres ouverts et concurrentiels.

Les filiales du Groupe s'engagent à :

- se conformer aux législations internationales contre le terrorisme et le blanchiment ;
- combattre la fraude et la corruption ;
- agir en se conformant aux principes d'une concurrence loyale, dans le respect des lois applicables ;
- promouvoir de façon honnête et loyale leurs produits et leurs services.

Dans le cadre de la loi Sapin II, le Groupe a établi une cartographie détaillant les risques de corruption et de trafic d'influence encourus par l'entreprise.

L'objectif est d'identifier, d'évaluer, de hiérarchiser les risques de corruption pour garantir un programme de conformité efficace et adapté. Cette cartographie a également pour mission d'informer la Direction et de lui apporter la visibilité nécessaire à la mise en œuvre de mesures de prévention et de détection adaptées.

La Direction Gestion des Risques & Conformité assure le suivi des mesures, l'évaluation de leur efficacité, et veille à ce que tous les collaborateurs exposés, au sens de la loi Sapin II, soient formés sur les notions d'éthique et de fraude.

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Un Code de Conduite Anti-corruption traduit en 19 langues s'applique à l'ensemble des collaborateurs du Groupe.
- La formation en e-learning Sensibilisation à l'Anti-corruption s'est poursuivie en 2022 pour les collaborateurs concernés. Elle est intégrée au parcours obligatoire d'intégration de tous les nouveaux arrivants ciblés.
- Un Code de Conduite Achats permet d'afficher les règles que les acheteurs appliquent avec les fournisseurs dans les quatre grands domaines : éthique et intégrité, communication et collaboration, performance et progrès, et enfin achats durables et responsabilité.
- Le dispositif d'alerte interne est opérationnel et comporte un numéro d'appel et une adresse e-mail spécifiques. Afin de garantir la confidentialité et la sécurisation des informations transmises, seuls quatre membres de la Direction Conformité, dont son Directeur, sont habilités à recevoir les appels et consulter les e-mails émanant de ces systèmes. Les alertes sont ensuite traitées si besoin afin d'apporter une réponse rapide et mesurée. Depuis 2020, l'affiche du dispositif d'alerte interne Groupe, rappelant la procédure à suivre, est traduite en 19 langues et diffusée sur l'ensemble de nos sites.
- Dans le cadre de la lutte Anti-corruption, les référents conformité assurent le suivi de la mise en œuvre des dispositifs de conformité dans l'ensemble des filiales
- Conformément aux lois et réglementations en vigueur, le Délégué à la protection des données (DPO) est chargé de la mise en œuvre du Règlement général sur la protection des

données (RGPD) et veille à son application dans le Groupe. Chacune des filiales de l'Union européenne a désigné un correspondant RGPD qui a été formé en ces deux dernières années par le DPO, tout comme les directeurs généraux. Par ailleurs, les collaborateurs susceptibles d'intervenir dans les traitements de données suivent une formation au format digital. En 2022, 91,0% de ces collaborateurs concernés ont été formés.

2.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022	Objectif 2025
% des collaborateurs concernés ⁽¹⁾ , formés sur la notion d'éthique et de fraude	84,9 %	96,7 %	96,0 %	100 %

* Dans le cadre de la loi Sapin II.

3. Lutte contre l'évasion fiscale

3.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe, au regard de la diversité de ses implantations géographiques, pourrait être concerné par des risques liés à l'évasion fiscale. Cependant, son exposition est limitée compte tenu de la nature même de son activité.

L'évasion fiscale consiste à soustraire artificiellement à l'impôt des sommes ou des actifs en les localisant dans des pays non fiscalisés ou très faiblement fiscalisés (tels que les pays et territoires non coopératifs listés par le Conseil de l'Union européenne ou des pays très faiblement fiscalisés qui n'auraient pas signé la convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale).

En accord avec ses valeurs d'honnêteté et de loyauté, le Groupe SAVENCIA, groupe familial, met en œuvre des politiques fiscales et financières responsables, mesurées et maîtrisées.

Le Groupe s'assure du respect des législations locales par ses filiales et entretient des relations de long terme, basées sur la transparence, avec tous ses partenaires.

Le Groupe SAVENCIA veille, par son process interne, à ne pas investir dans un pays dit « non coopératif »⁽¹⁾. L'ensemble des départements fiscaux, juridiques et trésorerie s'assurent du respect de toutes les réglementations applicables.

3.2. Actions mises en œuvre et résultats

- La Direction Financière, via son département fiscal, assure par ailleurs le suivi et la mise à jour de la liste des pays non coopératifs éditée par le Conseil de l'Union européenne afin de veiller à la conformité des engagements du Groupe dans ce domaine.^{(2) (3)}
- Les équipes d'audit interne s'assurent également, lors de leurs revues menées en filiales, de l'application effective des procédures définies par le Groupe.
- Le Groupe n'a volontairement pas de base fiscale taxable dans des pays faiblement fiscalisés n'ayant pas signé la convention OCDE d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale⁽⁴⁾.
- Le taux effectif d'impôt du Groupe est supérieur à la moyenne pondérée des taux d'imposition locaux dans lequel le Groupe est installé. En 2022, il ressort à 40,1%.

3.3. Indicateurs clés de performance

	2020	2021	2022
Nombre de pays et territoires non coopératifs ⁽¹⁾ dans lequel le Groupe est implanté	0	0	0

(1) Liste publiée au Journal officiel de l'Union européenne (C 413 I/3 du 12/10/2021).

En 2022, et comme depuis de nombreuses années, le Groupe n'est implanté dans aucun pays ou territoire non coopératif⁽¹⁾.

(1) Liste publiée au Journal officiel de l'Union européenne (C 413 I/3 du 12/10/2021)

<https://www.oecd.org/fr/ctp/echange-de-renseignements-fiscaux/convention-concernant-l-assistance-administrative-mutuelle-en-matiere-fiscale.htm>
https://www.oecd.org/fr/ctp/exchange-of-tax-information/Status_of_convention.pdf

(2) <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-list-of-non-cooperative-jurisdictions/>

(3) Liste publiée au Journal officiel de l'Union européenne (C 413 I/3 du 12/10/2021)

(4) <https://www.oecd.org/fr/ctp/echange-de-renseignements-fiscaux/convention-concernant-l-assistance-administrative-mutuelle-en-matiere-fiscale>

Application de la Taxonomie européenne

Application de la Taxonomie européenne aux activités de
SAVENCIA Fromage & Dairy

1. Contexte

1.1. Rappel du contexte réglementaire

Le règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020, dit « Taxonomie européenne », établit un cadre de référence visant à favoriser les investissements durables en imposant aux entreprises de publier les parts de leur chiffre d'affaires, de leurs dépenses d'investissements et de leurs dépenses d'exploitation qui contribuent de façon substantielle à un des six objectifs environnementaux suivants :

- atténuation du changement climatique ;
- adaptation au changement climatique ;
- protection et utilisation durable de l'eau et des ressources marines ;
- transition vers une économie circulaire ;
- prévention et contrôle de la pollution ;
- protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Ainsi, la Commission européenne a défini des critères techniques permettant d'établir un langage commun sur la notion de durabilité et, par conséquent, d'orienter l'allocation de capitaux vers des activités contribuant substantiellement à l'atteinte d'un de ces six objectifs. A date, seuls les deux premiers objectifs sont en vigueur.

Dans ce cadre, les entreprises doivent communiquer depuis 2022 sur l'exercice 2021, la part de leur chiffre d'affaires, de leurs dépenses d'investissement et de leurs dépenses d'exploitation associées à des activités économiques dites « éligibles », c'est-à-dire classifiées dans la Taxonomie européenne. Depuis l'exercice 2022, les entreprises sont tenues de publier leurs KPI d'éligibilité, ainsi que la part alignée, c'est-à-dire respectant les critères de durabilité définis dans la Taxonomie pour les deux premiers objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Pour répondre à ces obligations de reporting, une analyse détaillée de l'ensemble des activités de SAVENCIA Fromage & Dairy au sein des différentes entités consolidées a été menée conjointement par les Directions financière, RSE, industrielle, juridique, conformité, assurance et fiscale. L'identification des activités éligibles et la qualification de leur niveau d'alignement à la Taxonomie ont été réalisées conformément aux instructions et aux critères détaillés dans les actes délégués.

Une activité éligible sera considérée comme alignée si elle respecte le ou les critère(s) technique(s) de contribution substantielle, si elle ne porte pas de préjudice important aux autres objectifs environnementaux (critères dits Do Not Significantly Harm – DNSH définis par la taxonomie), et si elle respecte les garanties minimales relatives aux droits de l'homme, la corruption, la fiscalité et la concurrence.

2. Résultats

2.1. Résultats d'éligibilité et d'alignement pour l'exercice 2022

Depuis l'exercice 2021, seuls les deux premiers objectifs climatiques sont applicables. La Commission européenne a priorisé les secteurs d'activité ayant une contribution majeure aux émissions de gaz à effet de serre au niveau de l'UE. Le secteur de l'agroalimentaire n'étant, à ce jour, pas visé par le Règlement Taxonomie au regard des deux premiers objectifs, SAVENCIA Fromage & Dairy a un niveau d'éligibilité à la taxonomie relativement faible.

SAVENCIA Fromage & Dairy veille à réduire l'empreinte environnementale de ses activités et de nombreux investissements sont réalisés en ce sens et le Groupe s'est engagé à réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 & 2 à horizon 2025. De nombreuses actions sont menées en ce sens (cf chapitre « réduire nos émissions de GES »).

Les données communiquées ci-dessous, en application de la réglementation taxonomie, ne sont donc pas totalement représentatives de l'effort engagé par le Groupe. En effet, à date, tous les investissements ne sont pas encore couverts par la taxonomie (deux objectifs en vigueur sur six) et pour les investissements déjà captés, le niveau de précision attendu par les textes réglementaires est très important et les outils de reporting ne sont pas encore totalement adaptés.

A noter que les activités éligibles et/ou alignées de SAVENCIA Fromage & Dairy répondent uniquement à l'objectif d'atténuation du changement climatique.

L'analyse des activités éligibles pour l'exercice 2022 a permis de s'assurer qu'il n'y a pas eu de changement dans le référentiel.

Le rappel des indicateurs ainsi que des précisions sur la méthodologie d'évaluation et les définitions sont détaillés dans la note méthodologique relative à la taxonomie, présentée en annexe.

Indicateur Chiffre d'Affaires :

A l'instar de 2021, SAVENCIA Fromage & Dairy n'a identifié aucun chiffre d'affaires éligible car son activité n'est pas ciblée par les deux premiers objectifs de la Taxonomie.

En effet, le secteur de l'agroalimentaire n'est pas considéré par la Taxonomie comme ayant une contribution substantielle au regard de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique.

De ce fait, le chiffre d'affaires SAVENCIA Fromage & Dairy n'est pas éligible.

Le tableau réglementaire figure en annexe de ce document (cf. Tableaux réglementaires taxonomie européenne).

Le total du Chiffre d'Affaires peut être rapproché des états financiers intégrés au rapport financier annuel 2022 (cf. état 1.1 des comptes consolidés).

Indicateur CapEx :

Au sein du Groupe, les investissements éligibles au titre de “mesures individuelles”, telles que définies par le Règlement Taxonomie, liés aux activités immobilières, aux flottes de véhicules, ainsi qu’à l’efficacité énergétique et à des projets d’énergie renouvelables. Ces investissements correspondent, conformément aux dispositions de la Taxonomie, aux catégories suivantes :

- 6.5 Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers (dont IFRS16)
- 7.1. Construction de bâtiments neufs
- 7.3 Installation, maintenance et réparation d’équipements favorisant l’efficacité énergétique
- 7.6. Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables
- 7.7. Acquisition et propriété de bâtiments (dont IFRS16)

La part des investissements éligibles de SAVENCIA Fromage & Dairy pour l’année 2022 s’élève à **7,4%** sur un total de 210 millions d’euros (augmentation de CapEx brut sans retraitement des subventions - voir note 3 de l’Annexe aux comptes consolidés). Le niveau d’éligibilité du Groupe est resté stable en 2022.

Ces montants se réfèrent essentiellement à la flotte automobile, ainsi qu’aux installations d’équipement favorisant l’efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, la part alignée de ces dépenses d’investissement s’élève à **1,0%**.

Le tableau réglementaire figure en annexe de ce document (cf. Tableaux réglementaires taxonomie européenne).

Le total des dépenses d’investissement peut être rapproché des états financiers intégrés au rapport financier annuel 2022 (cf. état 3 des comptes consolidés).

Le Groupe SAVENCIA prend en compte pour l’exercice 2022 l’ensemble de ses dépenses d’investissement, quelle que soit la source de leur financement, c’est-à-dire la valeur de ses immobilisations brutes. En 2022, face au contexte macro-économique agité et fortement inflationniste, le Groupe a priorisé les investissements les plus stratégiques, ce qui explique une baisse du montant total des CapEx versus 2021.

Indicateur OpEx :

Le Règlement permet une exemption de publication si les OpEx visés par la Taxonomie ne sont pas matériels. De ce fait, il a été décidé de fixer un seuil raisonnable de matérialité à 5% au regard des pratiques de place et de la compréhension du Règlement par SAVENCIA.

La démonstration de la non-matérialité a été calculée en comparant les OpEx ciblés par la Taxonomie aux OpEx totaux :

	2022
Total des OpEx au sens de la taxonomie	134 521 722 €
Total des OpEx Groupe	6 316 913 000 €
Matérialité des OpEx	2,1%

Sur l’exercice 2022, le montant des OpEx au sens du Règlement Taxonomie de SAVENCIA Fromage & Dairy n’atteint pas ce seuil. Par conséquent, il est considéré non-significatif.

Le tableau réglementaire figure en annexe de ce document (cf. Tableaux réglementaires taxonomie européenne).

Le total des dépenses d’investissement peut être rapproché des états financiers intégrés au rapport financier annuel 2022 (cf. état 3 des comptes consolidés).

2.2. Méthodologie d’évaluation des activités au regard des critères

Afin d’évaluer le niveau d’alignement actuel des activités identifiées comme éligibles, SAVENCIA Fromage & Dairy a procédé à une vérification du respect des critères d’examen technique de ces activités et des garanties minimales.

2.2.1. Contribution substantielle

Pour ce premier exercice, SAVENCIA Fromage & Dairy a ciblé les CapEx avec le potentiel d’éligibilité et d’alignement le plus élevé, tout en tenant compte de la matérialité des montants.

Concernant la méthodologie appliquée pour l’activité 6.5, SAVENCIA Fromage & Dairy a uniquement analysé la flotte de véhicules en France appartenant aux catégories M1 et N1 dont les émissions spécifiques de CO₂ sont inférieures à 50 g de CO₂/km (véhicules utilitaires légers à faibles émissions ou à émission nulle).

Les critères d’économie circulaire et de pollution ont également été vérifiés auprès des constructeurs.

Du fait de la publication tardive de la clarification apportée sur l’Acte Délégué climat, SAVENCIA Fromage & Dairy a choisi une lecture stricte et a identifié, pour l’exercice 2022, les voitures ayant une classe de performance énergétique A ou B pour le bruit de roulement externe, et A ou B pour l’efficacité en carburant.

Pour répondre au critère d'alignement de l'activité 7.5, SAVENCIA Fromage & Dairy s'est assuré que ses CapEx éligibles sont bien décrits dans la liste d'installation d'équipement mentionnée dans la contribution substantielle de l'activité 7.6 (cf note méthodologique taxonomie en annexe).

2.2.2. DNSH générique - Adaptation au changement climatique

Pour répondre au critère DNSH relatif à l'objectif d'Adaptation au changement climatique visé par la Taxonomie, SAVENCIA Fromage & Dairy a sollicité son assureur afin de mener une étude sur les risques climatiques physiques. Cette analyse, couvrant la totalité des entités et des implantations géographiques, développe les principaux risques climatiques physiques qui pèsent sur les actifs des filiales sur un horizon à 3 ans.

Le rapport détaille les différents risques par sites et par région, ainsi que les recommandations d'adaptation à mettre en place pour pallier ces risques. SAVENCIA Fromage & Dairy a lancé des travaux d'adaptation face aux risques identifiés.

Au vu de cette analyse, SAVENCIA Fromage & Dairy a estimé répondre au respect du DNSH adaptation pour cet exercice, mais prévoit d'améliorer son analyse pour les prochaines années afin d'apporter une vision long terme de ces risques et d'intégrer des scénarios climatiques.

2.2.3. Garanties Minimales

SAVENCIA Fromage & Dairy a ainsi mené sa revue des garanties minimales en central via des ateliers conduits avec les directions concernées et a conclu au respect des garanties minimales, notamment grâce au respect des critères de 'non-alignement et à la mise en place de procédures et de diligences raisonnables.

D'autre part, SAVENCIA Fromage & Dairy met en œuvre les processus nécessaires pour valider le reste des critères de non-alignement, ces procédures étant résumées ci-après :

- Pour répondre aux garanties minimales en matière de **droits humains**, SAVENCIA Fromage & Dairy s'appuie sur un ensemble de politiques en lien avec les droits humains présenté dans ce document (cf. chapitre « respect des droits humains ») et dans son plan de vigilance.

- En matière de **corruption**, SAVENCIA Fromage & Dairy s'appuie sur un dispositif complet, conformément aux exigences de la loi Sapin II, d'identification des risques de corruption, de politiques de prévention et de processus d'alerte, déployé sur la totalité des activités en France et à l'international, et détaillé dans le chapitre du présent document « lutte contre la corruption ».

- En matière **fiscale**, SAVENCIA Fromage & Dairy s'engage au respect de la législation locale dans tous les pays où il opère et a choisi de ne pas investir dans tous les pays dits « non coopératifs » (cf. chapitre « lutte contre l'évasion fiscale »).

- Sur la thématique du **droit de la concurrence**, SAVENCIA Fromage & Dairy déploie plusieurs dispositifs : une formation liée aux enjeux du droit de la concurrence, et la mise à disposition d'une Charte Ethique à destination des collaborateurs (cf. chapitre « lutte contre la corruption »).

3. Perspectives

3.1. Axes d'amélioration

Au titre de l'exercice 2022, l'analyse de l'éligibilité et de l'alignement à la Taxonomie européenne a permis d'identifier des axes d'amélioration pour les prochains exercices de reporting Taxonomie. Ainsi SAVENCIA Fromage & Dairy a identifié plusieurs actions à mettre en place dans les prochains exercices :

- intégration d'une vision long-terme dans l'analyse des risques liés au changement climatique, avec l'objectif de prendre en compte les différents scénarios du GIEC ;
- amélioration de la remontée des informations techniques afin de fluidifier la collecte des données spécifiques à la Taxonomie ;
- valorisation les investissements réalisés dans le cadre des plans d'adaptations.

Le Groupe adaptera sa méthodologie et son analyse en fonction de l'évolution de la réglementation, des activités listées et des critères d'examen technique.

Synthèse des indicateurs clés - SAVENCIA Fromage & Dairy

ENJEUX SAVENCIA	KPI	2021	2022	Objectif 2025	Avancement
UN PLAISIR SAIN ET RESPONSABLE					
Déployer une démarche Clean Label sur 100 % des nouveaux produits vendus sous nos marques	% de nouveaux produits vendus sous nos marques ayant engagé une démarche Clean Label	58,6 %	75,4 %	100 %	↗
Mettre en place une information nutritionnelle claire pour 100 % de nos produits à marque	% de produits à marque vendus en grande distribution comportant un étiquetage nutritionnel à la portion	47,0 %	59,6 %	100 %	↗
DES FILIÈRES AGRICOLES DURABLES					
Étendre la Charte des Bonnes Pratiques d'élevage à l'ensemble de notre collecte laitière dans le monde	Étendre la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage dans le monde (% volume lait collecté)	85,8 %	86,8 %	100 %	↗
Déployer le diagnostic « Production Laitière Durable »	Déployer le Diagnostic Production Laitière Durable (% volume lait collecté)	21,6 %	23,8 %	50 %	↗
Déployer notre Charte pour le Bien-Être Animal	% de collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites SAVENCIA formés sur le bien-être animal	Information non disponible*	61,5 %	100 %	↗
Développer des achats responsables auprès de l'ensemble de nos fournisseurs hors matières premières agricoles	% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs par la Charte Achats Responsables	68,6 %	66,8 %	80 %	↘
	% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs par les évaluations EcoVadis	71,5 %	75,7 %	80 %	↗
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE					
Réduire nos émissions de gaz à effet de serre de production et de transport	Réduction des GES Scopes 1 & 2 (tonnes équiv. CO ₂ /tonne fabriquée)	-6,1%*	-9,8%	-20 %	↗
Réduire l'empreinte carbone de notre collecte laitière	notre collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO ₂ cumulées versus 2010)	-282 000	-311 000	-300 000	↗
Réduire les prélèvements d'eau	Réduction des prélèvements d'eau (en m ³ /tonne fabriquée)	2,2 %	-1,2 %	-10 %	↗
Renforcer le tri et la valorisation des déchets industriels en contribuant à des solutions circulaires	% de déchets courants évacués en vue de valorisation	68,3 %	68,2 %	-	↘
Développer l'écoconception de nos emballages	Taux d'emballages recyclables ou biodégradables	85,0 %	84,5 %	Tendre vers 100 %	↘

(*) voir chapitre correspondant

ENJEUX SAVENCIA	KPI	2021	2022	Objectif 2025	Avancement
LE BIEN ÊTRE DE NOS COLLABORATEURS					
Garantir la sécurité de nos collaborateurs	% de filiales sans accident de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires) dans l'année	48,4 %	46,9 %	Tendre vers le « zéro » accident de travail	↘
Améliorer la qualité de vie au travail	% de filiales ayant réalisé une enquête d'opinion interne dans les trois dernières années	99,0 %	90,5 %	100 %	↘
Développer les compétences	% de collaborateurs formés dans l'année (effectif inscrit)	74,0 %	76,5 %	-	↗
	Nombre de contrats d'alternance	491	471	458	↘
S'engager en faveur de la diversité et de l'inclusion	% de femmes parmi les managers	42,6 %	43,0 %	50 %	↗
Favoriser l'engagement solidaire des collaborateurs	% de filiales soutenant au moins une action de solidarité	52,7 %	63,3 %	100 %	↗
ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ					
Respect des droits humain	% de collaborateurs bénéficiant d'instances collectives de représentation du personnel **	Information non disponible*	80,0 %	85 %	↗
Lutter contre la corruption	% des collaborateurs concernés, formés sur la notion d'éthique et de fraude	96,7 %	96,0 %	100 %	↘
Lutter contre l'évasion fiscale	Nombre de pays et territoires non coopératifs dans lequel le Groupe est implanté	0	0	-	=

(*) (**) voir chapitre correspondant

Modalités de reporting

Les modalités de reporting ont été définies conformément aux référentiels et pratiques en vigueur. Les hypothèses méthodologiques retenues dans la définition des indicateurs sociaux, environnementaux et sociétaux pourront être revues et ajustées en fonction des évolutions de périmètre, de réglementation et d'interprétations de place.

Organisation du reporting

La collecte des indicateurs Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) est pilotée par les Directions métiers, dans leurs domaines respectifs. Elles s'appuient sur leur réseau d'experts locaux qui sont les contributeurs des données.

La Direction RSE est l'interlocuteur privilégié des vérificateurs externes.

Périmètre

Les données présentées dans ce rapport sont consolidées sur l'année 2022, du 1er janvier au 31 décembre 2022.

- volet « Plaisir sain et responsable » : 100 % des filiales.
- volet « Bien-être de nos collaborateurs » : 100 % des effectifs inscrits fin de période.
- volet « Empreinte environnementale » : 100 % des sites de production.

Procédures et guides de reporting

Deux guides de reporting environnemental et social définissent les indicateurs de performance environnementaux et sociaux du Groupe. Une note méthodologique présente le processus de sélection des enjeux retenus par le Groupe.

Ces documents servent de référentiels pour la vérification externe des données, conformément au décret d'application de l'article L. 225-102-1 du code de commerce.

Outils de reporting

Les données sont remontées et consolidées au moyen d'un outil spécifique du Groupe pour l'ensemble des filiales.

Un questionnaire annuel est adressé et renseigné par toutes les filiales du périmètre RSE, tous types de sites confondus : production, logistique et commercial. Il permet de collecter l'ensemble des informations requises.

Consolidation et contrôle interne

Au niveau Groupe, les responsables du reporting RSE consolident les données collectées afin de générer les indicateurs Groupe présentés dans ce chapitre.

Ils assurent également le contrôle interne des données, en validant leur cohérence et leur vraisemblance. Pour ce faire, des tests de cohérence sont réalisés sur les indicateurs, les variations sont mises en évidence et justifiées.

Les écarts significatifs identifiés sont analysés avec le contributeur de la donnée.

Vérification externe

La nature des travaux réalisés par l'organisme tiers indépendant et ses conclusions sont présentées en annexe.

Annexes

1. Tableaux réglementaires Taxonomie européenne

Activités économiques (1)	Code(s) (2)	Chiffre d'affaires absolu (3)	Part du chiffre d'affaires (4)
		(k€)	%
A. Activités éligibles à la Taxonomie			
A.1. Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la Taxonomie)			
Chiffre d'affaires des activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la Taxonomie) (A.1)	N/A	0	0,0%
A.2 Activités éligibles à la Taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la Taxonomie)			
Chiffre d'affaires des activités éligibles à la taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées) (A.2)	N/A	0	0,0%
Total (A.1 + A.2)	N/A	0	0,0%
B. Activités non éligibles à la taxonomie			
Chiffre d'affaires des activités non éligibles à la taxonomie (B)		6 551 216	100,0%
Total (A + B)		6 551 216	100,0%

Activités économiques (1)		CapEx (3)	Part des CapEx (4)
		(k€)	%
A. Activités éligibles à la Taxonomie			
A.1. Activités durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxonomie)			
Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	6.5	36	0,0%
Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables		2 047	1,0%
CapEx durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxonomie) (A.1)		2 083	1,0%
A.2 Activités éligibles à la Taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés sur la Taxonomie)			
Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	6.5	5 666	2,7%
Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique	7.3	2 116	1,0%
Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables	7.6	2 695	1,3%
Construction de bâtiments neufs	7.1	400	0,2%
Acquisition et propriété de bâtiments	7.7	2 497	1,2%
CapEx éligibles à la taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés) (A.2)		13 373	6,4%
Total (A.1 + A.2)		15 457	7,4%
B. Activités non éligibles à la taxonomie			
CapEx non éligibles à la taxonomie (B)		194 561	92,6%
Total (A + B)		210 017	100,0%

Activités économiques (1)	OpEx (3)		Part des OpEx (4)
		(k€)	%
A. Activités éligibles à la Taxonomie			
A.1. Activités durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxonomie)			
OpEx durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxonomie) (A.1)	N/A	0	0,0%
A.2 Activités éligibles à la Taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés sur la Taxonomie)			
OpEx éligibles à la taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés) (A.2)	N/A	0	0,0%
Total (A.1 + A.2)		0	0,0%
B. Activités non éligibles à la taxonomie			
OpEx non éligibles à la taxonomie (B) *		134 522	100,0%
Total (A + B)		134 522	100,0%

* OpEx ciblés par la Taxonomie

2. Note méthodologique Taxonomie européenne

2.1. Rappel des indicateurs et réconciliation avec les états financiers

2.1.1 Chiffre d'affaires

Dans le cadre de l'actualisation du référentiel d'éligibilité de 2021, il est à noter les éléments suivants :

- Conformément au Règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables au sein de l'Union européenne (UE), SAVENCIA Fromage & Dairy, de par son statut d'entité d'intérêt public, est tenu de publier, au titre de l'exercice 2021, la part de son chiffre d'affaires, de ses investissements et dépenses d'exploitation éligibles résultant de produits et/ou services associés à des activités économiques considérées comme durables au sens de la classification et des critères définis dans la Taxonomie pour les deux premiers objectifs climatiques. SAVENCIA Holding, n'est pas, à date, dans le champ d'application de ce Règlement. L'analyse et les éléments chiffrés présentés concerne par conséquent les activités du périmètre SAVENCIA Fromage & Dairy (ci-après le Groupe).
- Les données financières sont issues des comptes consolidés au 31 décembre 2022 ; les dénominateurs Taxonomie des KPI chiffre d'affaires et des dépenses d'investissement peuvent donc être réconciliés avec les états financiers comme requis par le règlement.

Définition

La part du chiffre d'affaires visée à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 est obtenue en divisant la partie du chiffre d'affaires net tirée de produits ou de services, y compris d'actifs incorporels, associés à des activités économiques éligibles et alignées sur la Taxonomie (numérateur) par le chiffre d'affaires net (dénominateur) tel que défini à l'article 2, point 5), de la directive 2013/34/UE. Le chiffre d'affaires inclut les produits comptabilisés selon la norme comptable internationale 1, paragraphe 82, point a), telle qu'adoptée par le règlement (CE) n° 1126/2008 de la Commission.

2.1.2. CapEx

Définition

A noter, la FAQ publiée par la Commission Européenne le 19 décembre 2022 portant sur l'Article 8 a précisé que la source de financement des dépenses d'investissement n'est pas pertinente aux fins de l'évaluation de l'alignement de ces dépenses à la Taxonomie.

Les investissements éligibles et alignés remplissent l'une des conditions suivantes :

- Ces dépenses sont liées à des actifs ou processus associés à des activités économiques éligibles et alignées à la Taxonomie ;
- Ces dépenses font partie d'un plan visant l'expansion d'activités économiques alignées à la Taxonomie ou visant à permettre à des activités économiques éligibles à la Taxonomie de s'aligner sur celle-ci (« plan de CapEx ») ;
- Ces dépenses sont liées à l'achat de production d'activités économiques éligibles et alignées à la Taxonomie et à des mesures individuelles permettant aux activités ciblées de devenir sobres en carbone ou d'aboutir à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre (notamment les activités répertoriées aux points 7.3 à 7.6 de l'annexe I de l'acte délégué sur le climat, ou d'autres activités économiques répertoriées dans les actes délégués).

Les montants concernés comprennent les entrées d'actifs corporels et incorporels de l'exercice considéré, avant amortissement et avant toute remesure, y compris les remesures résultant de réévaluations et de dépréciations, pour l'exercice concerné, à l'exclusion des variations de la juste valeur. Il comprend aussi les entrées d'actifs corporels et incorporels résultant de regroupements d'entreprises.

2.1.3. OpEx

Définition

Les dépenses d'exploitation retenues par SAVENCIA Fromage & Dairy en application des dispositions de la Taxonomie, telles que prévue en 2022, concernent les catégories suivantes :

- Les dépenses de recherche et développement non-capitalisées, incluant notamment les frais de personnel associés, retraitées des crédits d'impôt reçus sur la période ;
- Les contrats de location à court terme tels que déterminés conformément à la norme IFRS 16 et comprennent les dépenses relatives aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de faible valeur ;
- Les dépenses d'entretien, de réparation, de maintenance et les autres dépenses directes liées à l'entretien quotidien des actifs des immobilisations corporelles.

Rapport d'assurance modérée de l'un des commissaires aux comptes sur la vérification d'une sélection d'informations sociales et environnementales

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'attention de la direction générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société (ci-après la « Société ») et à la suite de la demande qui nous a été faite, nous avons effectué un examen visant à nous permettre d'exprimer une assurance modérée sur les informations sociales et environnementales issues de la déclaration de performance extra-financière (ci-après « les Informations¹ ») établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Conclusion

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations ont été établies conformément aux procédures utilisées par la Société (ci-après le « Référentiel »).

Préparation des Informations

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont présentés au sein de la déclaration de performance extra-financière et disponibles sur demande au siège de la Société.

Limites inhérentes à la préparation des Informations

Les Informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines données sont sensibles aux options méthodologiques, hypothèses ou estimations retenues pour leur établissement et présentées au sein de la déclaration de performance extra-financière.

Responsabilité de la Société

Il appartient à la Société :

- de sélectionner ou d'établir des critères et procédures appropriés pour élaborer le Référentiel ;
- d'établir les Informations conformément au Référentiel ;
- de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des Informations ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire aux comptes

La conclusion formulée dans le présent rapport porte sur les seules Informations et non sur l'ensemble de la déclaration de performance extra-financière.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations ont été établies conformément au Référentiel et ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ;
- de formuler une conclusion indépendante, fondée sur les éléments probants que nous avons obtenus ; et
- de partager notre conclusion avec le management de la Société.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la Société, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Dispositions réglementaires et doctrine professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et à la norme internationale ISAE 3000 (révisée) « Assurance Engagements other than Audits and Reviews of Historical Financial Information » de l'IAASB (International Auditing and Assurance Standards Board).

¹ Cf. Annexe

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux afin de nous permettre de formuler une conclusion d'assurance modérée sur les Informations.

La nature, le calendrier et l'étendue des procédures mises en œuvre sur ces informations dépendent de notre jugement professionnel, y compris l'évaluation des risques d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Nous avons :

- apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible ;
- vérifié la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations ;
- mené des entretiens auprès des directions concernées au siège de la Société et auprès d'une sélection d'entités contributrices afin d'analyser le déploiement et l'application du Référentiel.
- mis en œuvre des procédures analytiques consistant à vérifier les calculs effectués et la correcte consolidation des données collectées et la cohérence de leurs évolutions ;
- mené des tests de détail sur la base de sondages, réalisés au niveau d'une sélection d'entités représentatives² que nous avons sélectionnées, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné couvre entre 8% et 45% des données consolidées relatives aux Informations.

Nous estimons que les éléments que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Paris-La Défense, le 30 mars 2023

L'un des commissaires aux comptes,

Deloitte & Associés

Emmanuel Gadret
Associé, Audit

Catherine Saire
Associée, Développement Durable

² Compagnie des fromages & RichesMonts – Usine Brioude (France) ; Elvir – Usine Condé-sur-vire (France) ; Bressor SA – Usine Servas (France) ; Tessier – Usine Cornillé-les-Caves (France) ; Armor – Usine Saint-Brice (France) ; Milkaut – Usine Franck (Argentine) ; Edelweiss GMBH – Usine Kempten (Allemagne)

Annexe

Informations qualitatives (actions et résultats)

Questionnaire d'évaluation et charte pour le bien-être animal
Actions mises en œuvre pour améliorer l'empreinte carbone de la collecte laitière en matière de transports
Démarche d'amélioration continue de la composition des produits via la suppression de certains additifs
Actions mises en œuvre pour favoriser des comportements de consommation plus raisonnés
Actions de sensibilisation des collaborateurs au Devoir de vigilance
Rôle du Comité Éthique et Culture Groupe (CECG)
Mise en place de projets d'écoconception des emballages

Indicateurs clés de performance et autres résultats quantitatifs

Nombre d'effectifs inscrits au 31 décembre
Pourcentage de collaborateurs formés dans l'année (effectif inscrit)
Pourcentage de filiales sans accident de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires) dans l'année
Réduction des GES Scopes 1 & 2 (tonnes équiv. CO ₂ /tonne fabriquée) – en % d'évolution versus 2015
Réduction des prélèvements d'eau (en m ³ /tonne fabriquée) – en % d'évolution versus 2015
Pourcentage de déchets courants évacués en vue de valorisation
Taux d'emballages recyclables ou biodégradables
Pourcentage de nouveaux produits vendus sous nos marques ayant engagé une démarche Clean Label
Pourcentage de produits à marque vendus en grande distribution comportant un étiquetage nutritionnel à la portion

Table de correspondance GRI - GRENELLE II - Déclaration de Performance Extra-Financière

GRI G4	Grenelle II – Décret du 24/04/2012 Données disponibles sur le site internet savencia- fromagedairy.com		Déclaration de Performance Extra-Financière	Pages
I. INFORMATIONS SOCIALES				
	I.A)	EMPLOI		
G4-9	I.a) 1.1	Effectif total	Données Grenelle II disponibles sur savencia-fromagedairy.com	
G4-10 LA1 LA12	I.a) 1.2	Répartition des salariés par sexe		
LA1 LA12	I.a) 1.3	Répartition des salariés par âge		
G4-10 LA1 LA12	I.a) 1.4	Répartition des salariés par zone géographique		
EC6 LA1 (*)	I.a) 2.1	Embauches		
LA1 (*)	I.a) 2.2	Licenciements		
G4-51 (*) G4-52* G4-53* G4-54 (*) EC1 EC5	I.a) 3.1	Rémunérations		
G4-55 (*)	I.a) 3.2	Évolution des rémunérations		
	I.B)	ORGANISATION DU TRAVAIL		
-	I.b) 1	Organisation du temps de travail		
G4-LA6	I.b) 2	Absentéisme		
	I.C)	RELATIONS SOCIALES		
LA4	I.c) 1	Organisation du dialogue social, procédures d’information, de négociation et de consultation du personnel	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité	38
-	I.c) 2	Bilan des accords collectifs		
	I.D)	SANTÉ ET SÉCURITÉ		
LA5	I.d) 1	Conditions de santé et de sécurité au travail	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité	38
LA8	I.d) 2	bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail		
LA6 LA7	I.d) 3	Fréquence et gravité des accidents du travail		
LA6	I.d) 4	Maladies professionnelles		
	I.E)	FORMATION		
LA10 LA11	I.e) 1	Politiques mises en œuvre en matière de formation	SOCIAL	39
LA9 HR2	I.e) 2	Nombre total d’heures de formation		
	I.F)	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT		
LA3 LA12 LA13	I.f) 1	Mesures prises en faveur de l’égalité femmes/hommes	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité/ Handicap	40
LA 12 (*)	I.f) 2	Mesures prises en faveur de l’emploi et de l’insertion des personnes handicapées		
LA12 HR3	I.f) 3	Politique de lutte contre les discriminations		
	I.G)	PROMOTION ET RESPECT DES STIPULATIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L’ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)		

GRI G4	Grenelle II – Décret du 24/04/2012 Données disponibles sur le site internet savencia- fromagedairy.com		Déclaration de Performance Extra-Financière	Pages
HR3 HR4 HR5 HR6	I.g) 1	Au respect de la liberté d’association et du droit de négociation collective	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité	43
	I.g) 2	À l’élimination des discriminations en matière d’emploi et de profession		
	I.g) 3	À l’élimination du travail forcé ou obligatoire		
	I.g) 4	À l’abolition effective du travail des enfants		
II. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES				
	II.A)	POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE		
G4-1	II.a) 1.1	Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales	ENVIRONNEMENT	32
G4-EN32	II.a) 1.2	Démarches d’évaluation ou de certification en matière d’environnement		
G4-43 (*) G4-37 G4-51 G4-55	II.a) 2	Formation et information des salariés en matière de protection de l’environnement		
EN30 EN31	II.a) 3	Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions		
EC2	II.a) 4	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d’environnement		
	II.B)	POLLUTION		
EN 10 EN20 EN21 EN 22 EN24 EN 26	II.b) 1	Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l’air, l’eau et le sol affectant l’environnement	Données Grenelle II disponibles sur savencia-fromagedairy.com	
EN24	II.b) 3	Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité		
	II.C)	ÉCONOMIE CIRCULAIRE		
		Prévention et gestion des déchets		
EN23 EN24 EN25 EN28	II.c) 1.1	Mesures de prévention, de recyclage et d’élimination des déchets	ENVIRONNEMENT/ Économie circulaire et gaspillage alimentaire	25-35
	II.c) 1.2	Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire		
		Utilisation durable des ressources		
EN8 EN9	II.c) 2.1	Consommation d’eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	ENVIRONNEMENT	32 - 34
EN1 EN2	II.c) 2.2	Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l’efficacité dans leur utilisation		
EN3 EN4 EN6 EN7 (*)	II.c) 2.3	Consommation d’énergie, mesures prises pour améliorer l’efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables		
EN11	II.c) 2.4	Utilisation des sols		
	II.D)	CHANGEMENT CLIMATIQUE		
EN15 EN16 EN17 EN18 EN19	II.d) 1	Postes significatifs d’émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l’activité de la société, notamment par l’usage des biens et services qu’elle produit	ENVIRONNEMENT/ Conséquences sur le changement climatique	32
-	II.d) 2	Adaptation aux conséquences du changement climatique		
	II.E)	PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ		

GRI G4	Grenelle II – Décret du 24/04/2012 Données disponibles sur le site internet savencia- fromagedairy.com		Déclaration de Performance Extra-Financière	Pages
EN11 EN12 EN13 EN14 EN26	II.e) 1	Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité		29
III. INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE				
	III.A)	IMPACT TERRITORIAL, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ		
EC6 EC7 EC8 EC9 SO1	III.a) 1	En matière d'emploi et de développement régional	SOCIÉTAL	26
EC6 EC7 EC8 EC9 HR8 SO1 SO2	III.a) 2	Sur les populations riveraines ou locales		
	III.B)	RELATIONS ENTRETENUES AVEC LES PARTIES PRENANTES		
G4 26 G4-37	III.b) 1	Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	SOCIÉTAL	41
EC 7	III.b) 2	Actions de partenariat ou de mécénat		
	III.C)	SOUS-TRAITANCE ET FOURNISSEURS		
LA14 LA15 EN33 HR5 HR9 HR11 HR6	III.c) 1	Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	SOCIÉTAL/Lutte contre la corruption	30
LA14 LA15 G4-12 EN32 EN33 HR5 HR 6 HR9 HR10 HR11 SO9 SO10	III.c) 2	Importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale ;		
	III.D)	LOYAUTÉ DES PRATIQUES		
G4-56 – G4-58 SO3 SO4 SO5	III.d) 1	Actions engagées pour prévenir la corruption	SOCIÉTAL/Lutte contre la corruption	44
EN27 PR1 PR2 PR3 PR4 PR6 PR7 PR8 PR9	III.d) 2	Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	SOCIÉTAL/Alimentation saine et durable/ Gaspillage alimentaire	22 - 25
			SOCIÉTAL/Lutte contre l'évasion fiscale	45
HR1 HR2 HR7 HR8 HR9 HR10 HR11 HR 12	III.e)	Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme		43

(*) Indicateurs répondant partiellement à la thématique.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2022



1.	Comptes consolidés au 31 décembre 2022	62
2.	Comptes sociaux exercice 2022	130

1. Comptes consolidés au 31 décembre 2022

1.1. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2022	2021
CHIFFRE D'AFFAIRES	3	6 551 216	5 610 418
Consommations externes	4.1	-4 364 581	-3 534 494
Frais de personnel	7.1	-1 156 275	-1 075 664
Dotations et reprises d'exploitation	4.2	-199 509	-195 414
Autres charges et produits d'exploitation	4.3	-596 549	-558 704
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	3	234 302	246 142
Autres charges et produits opérationnels	5	-71 426	-73 104
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		162 876	173 038
Charges financières	11.1	-38 208	-27 513
Produits financiers	11.1	13 766	6 607
Résultat sur situation monétaire	13	2 725	2 745
Quote-part de résultat net des entreprises associées	6	1 537	1 712
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		142 696	156 589
Impôts sur les résultats	8.1	-57 267	-63 565
Résultat net des activités poursuivies		85 429	93 024
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		85 429	93 024
Part revenant aux actionnaires de la Société-mère		68 046	82 939
Participations ne conférant pas le contrôle	14.4	17 383	10 085
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)			
Part du Groupe			
• de base	14.3	5,01	6,05
• dilué	14.3	5,01	6,03
Des activités poursuivies			
• de base		5,01	6,05
• dilué		5,01	6,03

ÉTAT RÉSUMÉ DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2022	2021
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		85 429	93 024
Autres éléments du résultat global :			
Écarts de conversion ⁽¹⁾		18 120	47 742
Variation de juste valeur des actifs financiers		-	-
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾		9 894	2 461
Coût de couverture ⁽³⁾		550	215
Hyperinflation ⁽⁴⁾		25 517	14 362
Autres mouvements		-	1 931
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables		38	148
Total des éléments recyclables en résultat net		54 119	66 859
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite		23 337	13 612
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables		-	-
Total des éléments non recyclables en résultat net		23 337	13 612
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts	14.2	77 456	80 471
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL NET D'IMPÔTS		162 885	173 495
Part du Groupe		143 685	161 322
Participations ne conférant pas le contrôle	14.4	19 200	12 173

(1) Essentiellement sur les devises suivantes : USD, BRL, RUB, ARS.

(2) Concerne pour l'essentiel les couvertures de taux d'intérêts et de matières premières.

(3) IFRS 9 exclut le currency basis spread de la relation de couverture (cf. note 14.2).

(4) Impact du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.2. Bilan consolidé

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Immobilisations incorporelles	9.1	511 779	543 868
Immobilisations corporelles	9.2	1 299 629	1 277 077
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	9.3	60 702	65 809
Autres actifs financiers non courants	11.2	28 077	26 472
Participations dans les entreprises associées	6	23 838	27 694
Instruments financiers dérivés non courants	11.6.1	31 225	19 199
Actifs d'impôts différés	8.2	29 458	42 450
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 984 708	2 002 569
Stocks et en-cours	4.4	865 591	676 403
Clients et autres créances	4.5	1 112 826	1 034 375
Créances d'impôts		33 494	32 087
Instruments financiers dérivés courants	11.6.1	9 043	6 242
Autres actifs financiers courants	11.3	24 019	12 380
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.4	548 616	560 240
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession	9.2	3 952	-
TOTAL ACTIFS COURANTS		2 597 541	2 321 727
ACTIFS		4 582 249	4 324 296

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Capital apporté	14.1.1	55 780	75 306
Autres réserves	14.1.2	-85 977	-136 103
Résultats non distribués		1 623 759	1 544 339
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 593 562	1 483 542
Participations ne conférant pas le contrôle	14.4	233 660	219 493
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE		1 827 222	1 703 035
Provisions pour retraite	7.2	69 984	98 922
Autres provisions	10	22 612	23 003
Emprunts et dettes financières non courants	11.5	294 922	298 633
Obligations locatives non courantes	9.3	40 716	43 467
Autres passifs non courants	12	17 402	31 167
Instruments financiers dérivés passif non courants	11.6.2	6 768	14 681
Passifs d'impôts différés	8.2	72 871	65 251
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		525 275	575 124
Fournisseurs et autres créditeurs	4.6	1 461 032	1 272 443
Impôts sur les résultats à payer		21 146	21 955
Instruments financiers dérivés courants	11.6.2	4 926	5 906
Emprunts et concours bancaires	11.5	721 836	722 454
Obligations locatives courantes	9.3	20 812	23 379
TOTAL PASSIFS COURANTS		2 229 752	2 046 137
PASSIFS		2 755 027	2 621 261
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		4 582 249	4 324 296

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.3. Tableau des flux de trésorerie consolidé

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2022	2021
Résultat net des activités poursuivies		85 429	93 024
Impôts sur les bénéfices	8.1	57 267	63 565
Amortissements et provisions	4.2	199 509	195 414
Plus ou moins-values de cession		-7 758	3 718
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	6	-1 537	-1 712
Charges financières nettes		7 539	7 751
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie ⁽¹⁾		63 482	44 033
Marge brute opérationnelle		403 931	405 793
Intérêts financiers payés ⁽²⁾		-23 181	-14 521
Intérêts financiers reçus		13 532	6 289
Impôts sur les résultats payés		-51 958	-53 043
Variation du BFR	4.7	-87 274	-42 929
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'EXPLOITATION		255 050	301 589
Acquisitions de filiales et d'unités opérationnelles ⁽³⁾	2	-3 541	-
Cessions d'activités nettes de la trésorerie cédée		-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	-188 397	-229 423
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		6 263	2 005
Acquisition d'actifs financiers long terme		-1 587	-1 723
Cessions d'actifs financiers long terme		1 667	944
Variations des autres actifs financiers courants		-15 226	3 532
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)		1	199
FLUX NETS DE TRÉSORERIE UTILISÉS POUR LES INVESTISSEMENTS		-200 820	-224 466
Rachat et cession net d'actions propres		-13 271	-1 757
Augmentation de capital reçue des minoritaires		3 871	-761
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽⁴⁾		-	-5 159
Émission d'emprunts	11.5	26 235	10 787
Remboursement d'emprunts	11.5	-16 506	-74 537
Remboursement d'obligations locatives	9.3	-28 592	-27 567
Dividendes versés		-26 880	-26 995
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		-55 143	-125 989
Incidences des variations de change		8 502	13 574
Augmentation/diminution de la trésorerie		7 589	-35 292
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	11.4	489 313	524 605
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	11.4	496 902	489 313

(1) Dont impact des provisions non courantes pour risques et charges et dépréciations d'actifs (61,5 millions d'euros en 2022 dont 47,6 millions d'euros sur l'UGT Russie (cf. note 9.1) contre 32,2 millions d'euros en 2021 dont 24,5 millions d'euros sur l'UGT Russie et 14,6 millions d'euros sur l'UGT Sodilac) et du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine (5,7 millions d'euros en 2022 contre 3,7 millions d'euros en 2021).

(2) Dont intérêts payés sur les obligations locatives (cf. note 9.3).

(3) En 2022, il s'agit du rachat de 51,04 % de Poitou Chèvre SAS.

(4) En 2021, il s'agissait du montant versé au titre de l'exercice de l'option de rachat de 4 % du capital de B.M.K.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.4. Tableau des variations de capitaux propres consolidé

	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société					
	Capital apporté	Autres réserves	Résultats non distribués	Total Capitaux propres part du Groupe	Participations ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
	(note 14.1.1)	(note 14.1.2)			(note 14.4)	
<i>En milliers d'euros</i>						
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2021	77 051	-199 505	1 469 955	1 347 501	213 567	1 561 068
Dividendes distribués			-20 560	-20 560	-6 435	-26 995
Total des éléments du résultat global au 31/12/2021		63 402	97 920	161 322	12 173	173 495
Achat / cession d'actions propres	-1 745			-1 745	-12	-1 757
Variation de capital	-	-	-	-	-	-
Effets de variations de périmètre :						
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			-2 977	-2 977	201	-2 776
• Augmentation suite à regroupement d'entreprises			-	-	-	-
• Variation de pourcentage d'intérêt			1	1	-1	-
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2021	75 306	-136 103	1 544 339	1 483 542	219 493	1 703 035
Dividendes distribués			-20 499	-20 499	-6 381	-26 880
Total des éléments du résultat global au 31/12/2022		50 126	93 559	143 685	19 200	162 885
Achat / cession d'actions propres	-19 526		6 255	-13 271	-	-13 271
Variation de capital	-	-	-	-	3 871	3 871
Effets de variations de périmètre :						
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			105	105	-2 523	-2 418
• Augmentation suite à regroupement d'entreprises			-	-	-	-
• Variation de pourcentage d'intérêt			-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2022	55 780	-85 977	1 623 759	1 593 562	233 660	1 827 222

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.5. Notes annexes aux états financiers consolidés

SAVENCIA SA est une Société Anonyme à Conseil d'Administration enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 42, rue RIEUSSEC- 78220 VIROFLAY Cedex -France. Ses actions sont négociées sur la Bourse de Paris.

Le nom commercial de SAVENCIA SA et de ses filiales est SAVENCIA Fromage & Dairy, « Le Groupe ». Le Groupe est contrôlé par SAVENCIA Holding SCA, société enregistrée en France.

Son activité, production, distribution et commercialisation de produits laitiers et fromagers, s'exerce dans deux secteurs : les « Produits Fromagers » et les « Autres Produits Laitiers » (cf. note 3).

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 09 mars 2023 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils seront définitifs après approbation par l'Assemblée Générale du 27 avril 2023.

NOTE 1.	BASE DE PRÉPARATION ET PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX	68
NOTE 2.	FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE	72
NOTE 3.	INFORMATION SECTORIELLE	73
NOTE 4.	ÉLÉMENTS COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	76
NOTE 5.	ÉLÉMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	79
NOTE 6.	PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES	80
NOTE 7.	FRAIS ET AVANTAGES DU PERSONNEL	81
NOTE 8.	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	84
NOTE 9.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	87
NOTE 10.	AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	98
NOTE 11.	FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS	100
NOTE 12.	AUTRES PASSIFS NON COURANTS	114
NOTE 13.	RÉSULTAT SUR SITUATION MONÉTAIRE	114
NOTE 14.	CAPITAUX PROPRES	116
NOTE 15.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	120
NOTE 16.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	120
NOTE 17.	ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE	121
NOTE 18.	LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	122

NOTE 1. BASE DE PRÉPARATION ET PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

1.1. Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen CE n° 1 606/2 002 du 19 juillet 2002 relatif à l'utilisation des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union européenne à cette même date. Par ailleurs, ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'IASB (International Accounting Standards Board). Ils sont arrêtés sur la base des comptes individuels de chaque entité constituant le Groupe et retraités pour être en conformité avec les principes comptables qu'il a retenus. Ils ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs et passifs évalués à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments financiers dérivés compris), des actifs biologiques ainsi que les actifs et les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. Sauf indication contraire, ces normes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Le Groupe applique les nouveaux textes applicables de façon obligatoire à compter du 1er janvier 2022 et notamment les amendements d'IFRS 3 Regroupement d'entreprises – Références au cadre conceptuel, les amendements d'IAS 37 Provisions – Contrats déficitaires – Coûts d'exécution d'un contrat, les amendements à IAS 16 Revenus pré-utilisation d'un actif corporel et les améliorations annuelles – Cycle 2018-2020. Ces amendements sont sans impact sur les comptes du 31 décembre 2022.

Le Groupe n'applique pas les autres normes et interprétations non obligatoires en 2022 mais qui peuvent être appliquées par anticipation sur l'exercice notamment les amendements d'IAS 12 - Impôts liés aux actifs et passifs issus d'une transaction unique, IFRS 17 Contrats d'assurance et modifications d'IFRS 17, les amendements à IAS 1 et du Practice Statement 2 sur les informations à fournir sur les méthodes comptables et les amendements à IAS 8 sur la définition des estimations comptables.

Pour rappel, le Groupe a appliqué les décisions définitives de l'IFRS IC en 2021 sur les comptes du 31 décembre 2021, notamment :

- IAS 19 - Attribution des avantages aux périodes de service. La décision portant sur les modalités de répartition dans le temps de la charge relative à des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi présentant certaines caractéristiques avait entraîné une réduction de 10,9 millions d'euros de la provision pour retraite à l'ouverture de la période comparative, c'est à dire au 01 janvier 2020 ;
- IAS 38 - Comptabilisation des coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS (Software as a service). Cette décision n'a eu qu'un faible impact sur les comptes consolidés 2021. Elle pourrait cependant avoir un impact sur les comptes du Groupe en fonction des projets informatiques à mener dans les années à venir.

Evaluation des effets du changement climatique

Compte tenu :

- des activités du Groupe et de son implantation géographique,
- la nature et l'ampleur des impacts actuels et potentiels des risques et opportunités liés au changement climatique tels qu'identifiés et évalués dans les facteurs de risques et la Déclaration de performance extra-financière, et
- des engagements pris par le Groupe dans ce domaine, notamment en matière de réduction des gaz à effet de serre de production et de transport et en matière de réduction de l'empreinte carbone de notre collecte laitière d'ici 2025,

Le Groupe n'a pas identifié d'effets significatifs pour l'exercice 2022. En particulier : aucune provision significative pour risques et charges liés à l'environnement ne figure au bilan consolidé au 31 décembre 2022. Le Groupe n'a pas identifié d'effets significatifs des engagements pris dans ce domaine sur la valeur de ses actifs corporels. Notamment, la mise en oeuvre des plans d'actions nécessaires pour adapter les outils de production ne remet pas en cause leur durées d'utilisation.

1.2. Principes comptables généraux

Les principes comptables sont inclus dans les notes correspondantes des Comptes consolidés. Ils sont présentés sous forme de texte sur fond bleu. Les principes comptables ci-après s'appliquent à l'ensemble des comptes.

1.2.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers d'une entité sous contrôle sont inclus dans le périmètre de consolidation dès le jour où le contrôle est transféré au Groupe et jusqu'à ce qu'il cesse. Les filiales font l'objet d'une intégration globale, les entités contrôlées conjointement et les entreprises associées font l'objet d'une mise en équivalence.

1.2.1.1. Filiales

Est considérée comme filiale toute entité contrôlée. Le contrôle consiste pour le Groupe à être exposé ou à avoir droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale, ainsi qu'en la capacité à influencer sur le montant de ces rendements en vertu du pouvoir qu'il exerce sur celle-ci. Il peut s'agir d'un contrôle de fait. L'évaluation du contrôle prend également en compte les droits de vote potentiels substantifs qui sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés. Les états financiers des filiales sont intégrés ligne à ligne dans les comptes consolidés et les intérêts ne conférant pas le contrôle sont présentés distinctement au sein des capitaux propres. La part de résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle est également présentée distinctement dans le compte de résultat.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, la méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de nouvelles activités par SAVENCIA Fromage & Dairy. La contrepartie transférée correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur par le Groupe en échange du contrôle de l'acquise en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle. Les éléments de la contrepartie transférée (prix d'acquisition) comprennent :

- les actifs transférés ;
- les passifs assumés ;
- les instruments de capitaux propres émis par le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy ; et
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus dans le poste « Autres charges d'exploitation », à l'exception :

- des frais d'émission d'instruments de capitaux propres émis en rémunération d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des capitaux propres ; et
- des coûts liés aux dettes financières contractées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement

d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy doit évaluer les intérêts ne conférant pas le contrôle soit :

- sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquise évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et donc sans comptabilisation d'un goodwill au titre des intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill partiel) ;
- à la juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence la comptabilisation d'un goodwill à la fois pour la part groupe et pour les intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill complet).

Le goodwill déterminé à la date d'acquisition correspond sur ces bases à la différence entre :

- la contrepartie transférée, plus le cas échéant le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et pour les acquisitions par étapes, la juste valeur, à la date d'acquisition de la quote-part d'intérêts antérieurement détenue ;
- le montant net des actifs identifiables acquis et passifs repris évalués généralement à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le calcul du goodwill aboutit à une différence négative, un profit est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lors d'une prise de contrôle par achats successifs de titres, la quote-part d'intérêts détenue par l'acquéreur dans l'acquise avant la date de prise de contrôle est réévaluée en contrepartie du résultat sur la base des justes valeurs déterminées à la date de prise de contrôle.

Par application d'IFRS 10, les effets des augmentations ou diminutions de pourcentages d'intérêt sans conséquence sur le contrôle d'une filiale sont constatés en capitaux propres.

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la comptabilisation d'un résultat global de cession quand bien même un intérêt résiduel serait conservé.

1.2.1.2. Activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel le Groupe dispose de droits sur les actifs et d'obligations sur les passifs d'une entité. Chacun des coparticipants comptabilise les actifs, les passifs, les charges et les produits relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

1.2.1.3. Co-entreprises

Est considéré comme co-entreprise tout partenariat dans lequel le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'actif net de l'entité. La méthode de la mise en équivalence est alors appliquée. Les comptes consolidés du Groupe comprennent la quote-part des profits et pertes réalisés et accumulés de cette entreprise sur la base du pourcentage de détention et

ce, à compter du jour où l'influence notable commence jusqu'à ce qu'elle cesse. Quand la quote-part du Groupe dans les pertes dépasse le montant investi dans la participation, celui-ci est ramené à zéro. De nouvelles pertes ne sont pas prises en compte à moins que le Groupe en ait l'obligation.

1.2.1.4. Éliminations des transactions et soldes intra-groupes

Les soldes et transactions intra-groupes sont éliminés ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupes. Les profits latents résultant de transactions réalisées avec des entités associées ou sous contrôle conjoint sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe.

1.2.1.5. Entreprises dont les actifs non courants sont détenus en vue de la vente, activités abandonnées ou en cours de cession

Un groupe d'actifs et de passifs non courant est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée par le biais de la vente et non par son utilisation continue. Pour ce faire, il faut que l'actif soit disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs au bilan, sur la ligne "Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession". Ces actifs sont évalués au plus faible de la valeur comptable ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur la ligne "Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession".

Une activité cédée ou en cours de cession est définie comme composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs abandonnés ou en cours de cession, qui soit :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe ;
- est une filiale significative acquise uniquement dans le but de la revente.

S'agissant des activités abandonnées, le traitement du bilan n'est pas modifié.

Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif.

1.2.1.6. Conversion des monnaies étrangères

Dans les sociétés du Groupe, les transactions réalisées en monnaie étrangère sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés du Groupe exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année, et, les postes du compte de résultat dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change annuel moyen, ce cours moyen étant une valeur approchée du cours de change à la date de transaction en l'absence de variations significatives ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture de l'exercice, les différences de change qui surviennent lors de la nouvelle conversion des actifs nets du Groupe par rapport au cours de l'exercice précédent ainsi que celles survenant lors de la conversion au cours de clôture des résultats et transactions convertis au cours moyen ou effectif, sont imputées directement en autres éléments du résultat global.

Les goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis en euros au taux de clôture. Les bilans et résultats des sociétés du Groupe actives dans les économies hyper inflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements de pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date du bilan. La contrepartie de l'impact de l'indexation sur la période est présentée en résultat sur situation monétaire. Les comptes sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année.

1.2.1.7. Estimation de la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Le Groupe possède un dispositif pour contrôler les évaluations de juste valeur sous le contrôle de la Direction Financière du Groupe.

La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables ;
- soit à partir de techniques de valorisation externes.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créanciers est présumée correspondre à la juste valeur de ces éléments.

1.2.1.8. Estimations et jugements comptables déterminants

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes internationales, nécessite que le Groupe exerce son jugement, procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe. Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les

évaluations des goodwill, des autres actifs incorporels et corporels, les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés. Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des comptes et

détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique (cf. notes 5, 9.1, 9.2, 8.2, 10).

Annexe 1.2.1.1	Contrôle	Exercice du jugement dans certaines situations sur l'existence ou non du contrôle et évaluation permanente de la situation de contrôle qui peut conduire à des évolutions du périmètre de consolidation, notamment en cas de modification ou extinction du pacte d'actionnaires ou de circonstances transformant des droits protectifs en droits substantifs
Notes 5, 6, 9	Détermination des valeurs recouvrables dans les tests de pertes de valeurs (Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, titres mis en équivalence)	Sensibilité au taux d'actualisation, au taux de croissance à long terme, aux hypothèses du plan à long terme affectant les flux de trésorerie attendus ; Appréciation des tendances d'évolution des principaux marchés ; Sensibilité aux cours de matières premières notamment le prix du lait et les cotations beurre et poudre ; Sensibilité aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût de couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt.
Notes 5, 10	Risques de sorties de ressources suite à des litiges ou des sinistres	Appréciations des faits et circonstances Hypothèses sous-jacentes à la quantification des positions juridiques Identification et débouclage des positions juridiques incertaines
Note 7.2	Avantages du personnel	Sensibilité du taux d'actualisation Nature et périmètre des accords sociaux
Note 8.1	Incertitudes fiscales	Appréciation des faits et circonstances Hypothèses sous-jacentes à la quantification des positions fiscales Identification et débouclage des positions fiscales incertaines
Note 8.2	Impôts différés	Appréciation de l'horizon de recouvrement des impôts différés actifs
Note 11	Actifs, passifs et résultat financier	Évaluation des risques financiers : risques de marché, de change, de taux d'intérêt, de crédit, de liquidité. Appréciation et dispositif de contrôle des évaluations de juste valeur des actifs et passifs financiers et non financiers

1.2.2. Principaux indicateurs du compte de résultat

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Dans les charges, il distingue les consommations externes (matières premières, matières incorporables, utilités...), les frais de personnel, les amortissements et les autres charges d'exploitation (honoraires, loyers, etc.).

1.2.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de service à des tiers, soustraction faite de l'ensemble des déductions commerciales : remises et ristournes accordées aux clients, coûts liés aux accords commerciaux de développement ou aux actions promotionnelles facturées par les distributeurs. Ces déductions commerciales correspondent généralement à des remises sur volumes de ventes et/ou des services rendus par la GMS dont la construction de prix dépend de la nature des services rendus. Elles sont enregistrées dans le compte de résultat au moment du transfert de contrôle des biens et services à l'acheteur. La durée de ces transactions, eu égard aux produits vendus, est de courte durée. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La part des prestations de service dans le chiffre d'affaires n'est pas significative.

Concernant les options offertes aux clients finaux d'acquérir des biens et services supplémentaires significatifs suite à un achat préalable, la part de chiffre d'affaires relative aux avantages octroyés qui seront utilisés dans le futur est différée. Le chiffre d'affaires différé, correspondant à la juste valeur des avantages octroyés, est reconnu en résultat au cours de l'exercice où ces avantages sont convertis en prestations.

1.2.2.2. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est défini conformément à la recommandation du CNC 2009-R.03. Les éléments du résultat opérationnel n'en faisant pas partie sont des « Autres charges opérationnelles » et des « Autres produits opérationnels » résultant d'événements significatifs, inhabituels, anormaux et peu fréquents.

NOTE 2. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Suivi de l'inondation Corman SA

Une inondation a eu lieu chez Corman SA en juillet 2021.

Très rapidement, un plan de continuité d'activité a été mis en œuvre. Au cours de l'année 2022, le redémarrage progressif des lignes de production s'est poursuivi et les travaux de réhabilitation du site sont en cours de finalisation. Ces coûts de réhabilitation sont classés en Autres Charges Opérationnelles.

Effet de la crise Ukraine Russie

La situation géopolitique internationale s'est tendue à partir de février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre entre les deux pays se poursuit affectant les marchés

financiers et la situation économique mondiale, exacerbant l'inflation et perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales. Des sanctions économiques ont été prononcées envers la Russie.

L'exposition financière du Groupe est limitée dans ces deux pays. Les contributions cumulées au chiffre d'affaires et au total du bilan du Groupe de ces deux pays sont inférieures à 3 %. Les états financiers de décembre 2022 sont cependant impactés par l'incidence de l'évolution des taux d'actualisation applicables à ces pays, notamment à la suite de la forte progression de la prime de risque pays, dans le cadre des tests de valorisation des actifs incorporels réalisés chaque année (cf Note 9).

Évolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions sont les suivantes :

Au cours de l'exercice 2022 :

Concernant le secteur des « Produits Fromagers ».

● Suite au protocole d'accord signé le 7 mars 2022, le Groupe a racheté 51,04% du capital de la société Poitou Chèvre SAS le 15 mars 2022. Cette société étant déjà préalablement détenue à 48,96% et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, ce rachat permet ainsi la prise de contrôle exclusif de cette société. Cette opération permet d'adosser Poitou Chèvre SAS au savoir-faire de spécialités en fromages de chèvre de Savencia.

Conformément à IFRS 3, le Groupe a évalué Poitou Chèvre SAS à la juste valeur de l'opération. Le traitement comptable s'est traduit par une cession des 48,96 % des parts préalablement détenues générant une plus-value de 1,7 million d'euros et une acquisition avec prise de contrôle à compter du 15 mars 2022, générant un goodwill de 6,7 millions d'euros. Dans les comptes consolidés, Poitou Chèvre SAS a été donc mise en équivalence jusqu'au 15 mars 2022, puis consolidée en intégration globale à compter de cette date.

A la date d'acquisition le total des actifs représentait 10,4 millions d'euros dont des immobilisations incorporelles et corporelles pour 3,8 millions d'euros et une trésorerie de 4,4 millions d'euros. Les passifs courants et non courants représentaient 2,4 millions d'euros. Les capitaux propres étaient à 8 millions d'euros.

L'impact de Poitou Chèvre SAS dans le chiffre d'affaires 2022 du Groupe depuis la date d'acquisition est de 10,3 millions d'euros pour un résultat net part du Groupe de 0,4 million

d'euros. Une intégration au 1er janvier 2022 aurait eu un impact de 12,2 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé pour un résultat net part du Groupe de 0,4 million d'euros.

Au cours de l'exercice 2021 :

Concernant le secteur des « Produits Fromagers ».

● Acquisition le 6 octobre 2021 par Alternative Foods LLC, filiale de Zausner Foods Corp, des actifs de Hope Foods LLC, société leader de houmous et autres dips d'origine végétale, implantée au Colorado USA. La marque Hope complète le portefeuille de Savencia aux Etats-Unis avec de nouvelles propositions en végétal et des produits premium qui s'intègrent parfaitement à la stratégie du Groupe. Les actifs ont été évalués à la juste valeur à la date de l'opération. Les actifs représentaient 8,4 millions d'USD dont une marque valorisée à 2,8 millions d'USD, des immobilisations corporelles pour 4,7 millions d'USD et des stocks pour 0,9 million d'USD. L'opération a dégagé un goodwill de 4,3 millions d'USD.

L'impact de cette activité dans le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2021 du Groupe a été de 2,6 millions d'euros pour un résultat net part du Groupe de -0,5 million d'euros. Une intégration au 1er janvier 2021 aurait eu un impact estimé de 12,9 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé pour un résultat net part du Groupe de -2 millions d'euros.

NOTE 3. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels.

Cette norme requiert que l'information sectorielle soit présentée conformément au reporting interne régulièrement examiné par le Directeur Général, principal décideur opérationnel, afin d'évaluer les performances de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec le référentiel comptable appliqué par le Groupe.

Les secteurs sont définis en conformité avec la norme IFRS 8. Les résultats sectoriels représentent les résultats de l'activité

de chaque secteur. Les frais de siège ainsi que les frais de recherche et développement sont réalloués aux secteurs concernés.

Les actifs par activité comprennent l'ensemble des actifs non courants. Les actifs du siège utilisés par les secteurs opérationnels sont réalloués aux secteurs concernés. Les participations détenues dans les sociétés mises en équivalence sont affectées aux secteurs auxquelles elles sont rattachées.

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel.

Les secteurs opérationnels sont au nombre de deux :

Les Produits Fromagers : ce secteur regroupe la production et la distribution de fromages de marque et spécialités fromagères sur la plupart des marchés.

Les Autres Produits Laitiers : ce secteur regroupe la production et la distribution des crèmes fraîches et beurres de grande consommation, des produits pour la restauration commerciale (crèmes fraîches et UHT, préparations pour desserts, beurres pâtisseries, crèmes longue conservation) et

des préparations à base de lait pour l'hôtellerie de luxe internationale.

Cette activité regroupe également les beurres techniques et les protéines laitières à haute spécificité pour les industries alimentaires, les industries de la nutrition et de la santé.

Parmi les indicateurs clés de performance revus et utilisés par le principal décideur opérationnel, seuls le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par secteur d'activité. Les autres indicateurs, notamment ceux relatifs aux flux de trésorerie et l'endettement net sont établis et analysés au niveau Groupe.

Les éléments de résultat répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Autres Produits							
	Produits Fromagers		Laitiers		Autres		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
CA par secteur	3 820 534	3 449 711	2 928 480	2 324 590	109 632	99 676	6 858 646	5 873 977
CA inter-secteur	-158 179	-125 325	-62 413	-58 219	-86 838	-80 015	-307 430	-263 559
CA externe	3 662 355	3 324 386	2 866 067	2 266 371	22 794	19 661	6 551 216	5 610 418
Dotations aux amortissements et provisions	-129 477	-121 417	-61 693	-63 676	-8 339	-10 321	-199 509	-195 414
Résultat opérationnel courant	81 576	153 801	180 075	116 567	-27 349	-24 226	234 302	246 142
Marge opérationnelle courante ⁽¹⁾	2,1 %	4,5 %	6,1 %	5,0 %			3,6 %	4,4 %
Coûts de réorganisation	-1 651	-3 047	-1 308	785	-	-1 912	-2 959	-4 174
Dépréciation de valeur d'actif ⁽²⁾	-59 253	-28 532	-2 967	-14 379	-311	-	-62 531	-42 911
Résultat sectoriel	20 672	122 222	175 800	102 973	-27 660	-26 138	168 812	199 057

(1) Le calcul de la marge opérationnelle (rapport du Résultat opérationnel courant sur le Chiffre d'affaires) n'est pas pertinent sur le secteur « Autres ».

(2) Confère note 5.

Les éléments du bilan répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

	Autres Produits							
	Produits Fromagers		Laitiers		Autres		Total	
	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
<i>En milliers d'euros</i>								
Actifs incorporels et corporels nets	1 200 454	1 243 491	507 175	483 039	164 481	160 224	1 872 110	1 886 754
Actifs financiers	5 721	5 515	3 009	3 281	19 347	17 676	28 077	26 472
Participations dans les entreprises associées	22 926	26 865	912	829	-	-	23 838	27 694
TOTAL ACTIFS NON COURANTS (*)	1 229 101	1 275 871	511 096	487 149	183 828	177 900	1 924 025	1 940 920

(*) Selon la définition d'IFRS 8-24b, les montants des actifs non courants s'entend autres que des instruments financiers, des actifs d'impôts différés, des actifs nets au titre des prestations définies et des droits découlant de contrats d'assurance.

Les éléments de flux d'investissement par secteur d'activité se présentent et se rapprochent des flux du Groupe comme suit :

	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
<i>En milliers d'euros</i>								
Investissements incorporels et corporels (*)	104 621	148 684	71 434	71 900	12 342	8 839	188 397	229 423

(*) Le total des investissements est net de 21,6 millions d'euros de subventions d'investissement en 2022 (34,5 millions d'euros en 2021).

Passage du résultat par secteur d'activité au résultat de l'exercice :

	12 mois	
	2022	2021
<i>En milliers d'euros</i>		
Résultat sectoriel	168 812	199 057
Autres charges et produits opérationnels (*)	-5 936	-26 019
Résultat opérationnel	162 876	173 038
Charges financières	-38 208	-27 513
Produits financiers	13 766	6 607
Résultat sur situation monétaire	2 725	2 745
Quote-part de résultat net des entreprises associées	1 537	1 712
Résultat avant impôts	142 696	156 589
Impôts sur les résultats	-57 267	-63 565
Résultat de l'exercice	85 429	93 024

(*) Comprend notamment les litiges et la ligne « Autres » (cf. note 5).

Chiffre d'affaires, investissements incorporels et corporels et total des actifs non courants par zone géographique :

En milliers d'euros	2022			2021		
	12 mois		Au 31 décembre	12 mois		Au 31 décembre
	Investissements incorporels et corporels		Total des actifs non courants	Investissements incorporels et corporels		Total des actifs non courants
	Chiffre d'affaires			Chiffre d'affaires		
France	2 003 814	118 531	1 041 206	1 761 192	134 622	1 028 668
Reste de l'Europe ^(*)	2 477 300	33 647	471 655	2 181 439	36 236	518 349
Reste du monde	2 070 102	36 219	411 164	1 667 787	58 565	393 903
TOTAL	6 551 216	188 397	1 924 025	5 610 418	229 423	1 940 920

(*) Le seul pays représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe en dehors de la France est l'Allemagne, soit 753 millions d'euros en 2022 contre 717 millions d'euros en 2021.

Il n'est pas possible de donner d'information plus détaillée sans remettre en cause le secret des affaires et l'intérêt de la société.

NOTE 4. ÉLÉMENTS COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE

4.1. Consommations externes

Les consommations externes comprennent l'ensemble des matières premières et matières consommées, les autres matières non stockées et les ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits.

La réglementation française impose que Savencia achète la totalité du lait collecté dans une zone de collecte laitière. L'existence d'excédents est donc intrinsèque à l'activité de production. Par ailleurs, le lait est une denrée rapidement périssable et peu transportable. En conséquence, des échanges de lait s'effectuent entre industriels laitiers. Ils s'analysent comptablement comme des coûts de gestion ou d'optimisation de stock.

Certains fournisseurs, qui ont une activité de transformation, peuvent avoir besoin de lait pour alimenter leur propre usine de production ou pour le revendre à leurs propres clients. Dans ce contexte, Savencia n'achète pas le stock et l'ensemble des responsabilités (respect des délais de livraison, respect des volumes, qualité du lait ...) est assumé par le fournisseur. Par ailleurs, Savencia n'est pas à l'initiative du prix de revente. Ces prestations sont classées en Marchandises et matières consommées.

Dans le cadre des ventes d'excédents, Savencia est considéré comme agent car les conditions suivantes sont respectées :

- la livraison porte sur du lait entier qui n'a subi aucune transformation de la part de Savencia ;
- Savencia n'a pas la responsabilité première de la livraison du lait au client (respect des délais de livraison, respect des volumes, qualité du lait ...) ;
- Savencia ne supporte pas le risque de possession des stocks de lait à destination du client, que ce soit avant le transfert du lait à l'usine, ou en cas de retour ;
- Savencia ne fixe pas le prix du lait facturé au client.

La marge réalisée n'est pas significative à l'échelle du Groupe et ne constitue pas un produit des activités ordinaires. En effet, la vente d'excédents fait suite à une contrainte réglementaire, ne correspond pas à une activité autonome et son objectif n'est pas d'en retirer un profit.

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Marchandises et matières consommées	-4 266 032	-3 482 458
Autres matières consommées non stockées	-347 008	-253 185
Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits	248 459	201 149
TOTAL	-4 364 581	-3 534 494

Les évolutions des postes « Marchandises et matières consommées » d'une part, et « Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits » d'autre part, sont directement liées aux fluctuations de l'économie laitière.

4.2. Dotations aux amortissement et provisions

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Dotations aux amortissements (*)	-197 486	-193 317
Dotations et reprises de provisions d'exploitation	-2 023	-2 097
TOTAL	-199 509	-195 414

(*) Dont dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatif aux contrats de location IFRS 16 (cf. note 9.3.)

4.3. Autres charges et produits d'exploitation

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Services extérieurs	-553 385	-515 943
Impôts et taxes	-48 693	-47 722
Autres produits nets d'exploitation (*)	5 529	4 961
TOTAL	-596 549	-558 704

(*) Les autres produits d'exploitation comprennent notamment les crédits d'impôt recherche pour 3,6 millions d'euros (3,4 millions d'euros en 2021).

Parmi les services extérieurs, le poste «honoraires des commissaires aux comptes» représente 4 millions d'euros en 2022 (3,6 millions d'euros en 2021) dont 2,1 millions d'euros pour KPMG SA et 1,9 million d'euros pour Deloitte. Le montant afférent aux autres prestations rendues est de 0,4 million

d'euros (0,2 million d'euros en 2021) dont 0,2 million d'euros pour Deloitte et 0,2 million d'euros pour KPMG SA. Cela correspond principalement à la réalisation de revues fiscales.

4.4. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le lait acheté est évalué au coût d'achat réel à la date de clôture. Les produits finis achetés sont évalués à leur coût d'achat réel. Les produits en cours de fabrication et les produits finis sont évalués à leur coût qui comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production. Il n'inclut pas les coûts d'emprunt.

La méthode du premier entré premier sorti est appliquée pour comptabiliser les mouvements de stocks des matières premières hors lait ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen pondéré est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur nette de réalisation que représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normale d'un élément quelconque, déduction faite des frais de vente, est inférieure à son coût établi comme décrit ci-dessus, une provision de la différence est comptabilisée.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Matières premières, produits en cours de fabrication et matériaux divers (*)	377 585	312 735
Marchandises	60 184	43 650
Produits finis	491 931	367 238
Dépréciation	-64 109	-47 220
TOTAL	865 591	676 403

(*) Les variations de stocks sont impactées par la hausse des prix matières premières et par l'évolution des cotations de produits industriels.

Les stocks augmentent de + 189,2 millions d'euros par rapport à 2021 (dont une variation + 193 millions d'euros et un effet de change -5,9 millions d'euros).

Les dépréciations concernent essentiellement les stocks de produits intermédiaires et finis.

En 2022, une dépréciation des stocks a été enregistrée pour 16,8 millions d'euros contre une reprise de dépréciation de 0,4 million d'euros en 2021 en lien avec l'évolution des cours de produits industriels.

4.5. Clients et autres créances

Les clients et autres créances sont initialement comptabilisés à leur coût de transaction et ultérieurement au coût amorti, correspondant à leur valeur nominale. Les charges constatées d'avance sont classées dans cette ligne. Il existe des couvertures du risque crédit par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts font l'objet d'une dépréciation, à hauteur des pertes attendues à l'échéance. Ces dépréciations reflètent la probabilité de défaut des contreparties et le taux de perte attendue, tenant compte des taux de défaut historiques observés.

La créance prend un caractère irrécouvrable et est comptabilisée comme telle, lorsqu'il peut être démontré du défaut du créancier, par l'obtention d'un certificat d'irrécouvrabilité ou toute preuve établissant le défaut irrémédiable du créancier, ou encore à l'expiration du délai de prescription.

Lorsque l'échéance d'une créance est supérieure à un an, son montant fait l'objet d'un calcul d'actualisation selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dont les effets sont classés en résultat financier.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Clients	926 262	866 393
Créances fiscales (hors IS) et sociales	120 299	103 405
Débiteurs divers	65 843	64 099
Charges constatées d'avance et divers	22 564	20 953
Dépréciation	-22 142	-20 475
TOTAL	1 112 826	1 034 375

Le Groupe a très peu de risques de crédit sur les comptes clients. D'une part, nos produits sont essentiellement vendus à la grande distribution. D'autre part, il existe des couvertures de ce risque par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts peuvent faire l'objet d'une dépréciation. Les créances clients non garanties, échues depuis plus de six mois et non entièrement provisionnées à 100 % représentent 0,5 million d'euros au 31 décembre 2022, contre 0,4 million d'euros au 31 décembre 2021.

En 2022, a été enregistré une dépréciation du poste clients de 0,5 million d'euros, contre une reprise de dépréciation de 3,3 millions d'euros en 2021.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part des primes d'assurances. En 2021, le poste Débiteurs divers intégrait 6,3 millions de produits à recevoir des assureurs suite à l'inondation chez Corman SA.

ÉCHÉANCIER DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES CLIENTS

<i>En million d'euros</i>	Créances clients non garanties		Provisions		Taux moyen de provisionnement	
	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Non échu	196	177	-4	-1	1,8 %	0,7 %
Echu entre 1 mois et 3 mois	31	22	-1	-1	3,3 %	4,0 %
Echu entre 3 mois et 6 mois	3	2	-1	-2	40,7 %	93,8 %
Echu depuis plus de 6 mois	8	9	-7	-8	93,4 %	96,6 %
TOTAL	237	210	-13	-12		

4.6. Fournisseurs et autres créditeurs

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Fournisseurs d'exploitation	866 639	758 068
Fournisseurs d'immobilisations	7 761	9 154
Dettes fiscales (hors IS) et sociales	349 340	325 816
Produits constatés d'avance	3 194	11 487
Autres créditeurs (*)	234 098	167 918
TOTAL	1 461 032	1 272 443

(*) En 2022, les « Autres créditeurs » comprennent les avantages accordés aux clients. Ils intègrent également l'option d'achat et de vente de 20% des titres Bake Plus exerçable en mars 2023 pour 14 millions d'euros ainsi que l'option d'achat et de vente de 30 % des titres Palace Industries dont la valeur est nulle à la fin de l'exercice 2022.

En 2021, les « Autres créditeurs » comprenaient les avantages accordés aux clients et l'option d'achat et de vente de 30 % des titres Palace Industries dont la valeur était nulle à la fin de l'exercice 2021.

4.7. Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Clients	-64 718	-55 464
Stocks	-193 029	-52 899
Fournisseurs	117 119	63 804
Débiteurs et créditeurs divers	53 354	1 630
TOTAL	-87 274	-42 929

En 2022, la variation du besoin en fonds de roulement et en particulier des stocks est fortement impactée par l'inflation des prix matières et des prix de revient en général, auquel s'ajoute un effet de reconstitution des niveaux de stocks bas fin 2021 dans certaines activités.

En 2021, la variation du besoin en fonds de roulement s'expliquait par la croissance de l'activité, la reconstitution d'un niveau de stock très bas fin 2020 (effet Covid) et des cours de matières premières laitières et cotations de produits industriels en hausse significative.

NOTE 5. ÉLÉMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE

Les autres produits opérationnels et les autres charges opérationnelles regroupent des éléments qui, de par leur fréquence ou leur nature résultent d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et ont un caractère significatif quant à leur montant. Les autres produits et charges opérationnels peuvent comprendre notamment : les charges liées à des

plans de réorganisation ; certaines plus et moins-values de cession d'actifs non courants corporels ou incorporels ; certaines dépréciations d'actifs non courant corporels ou incorporels ; certaines charges ou provisions relatives à un litige majeur ou un cas de force majeure pour l'entreprise.

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Réorganisations ⁽¹⁾	-2 959	-4 174
Dépréciations d'actifs (note 9)	-62 531	-42 911
Litiges et indemnités	-6 932	-1 040
Sinistres ⁽²⁾	-12 017	-25 015
Plus ou moins-values sur cession d'immobilisations ⁽³⁾	8 420	258
Autres ⁽⁴⁾	4 593	-222
TOTAL	-71 426	-73 104

(1) Dont principalement en 2022 comme en 2021, la poursuite des plans de réorganisation en France et en Europe.

(2) En 2022, principalement la poursuite des impacts du sinistre suite à l'inondation du site de Goé chez Corman SA en juillet 2021 pour -9,9 millions d'euros contre - 26,5 millions d'euros en 2021 (cf. note 2).

(3) En 2022, comprend la plus-value de sortie en mise en équivalence de Poitou Chèvre SAS pour 1,7 million d'euros, le traitement des actifs de Rambol en actifs destinés à la vente, la juste valeur étant déterminée par une évaluation externe, générant une plus-value de 2,7 millions d'euros. Comprend également des plus-values sur cession d'immobilisations corporelles pour un total de 4 millions d'euros.

(4) Le 13 mai 2022, suite au jugement de la Cour Suprême Brésilienne rendant inconstitutionnelle l'intégration de la taxe sur les mouvements de marchandises et prestations de service dans la base de calcul des PIS/COFINS, les sociétés ayant mises au contentieux l'Administration fiscale brésilienne ont pu obtenir gain de cause. La société Polenghi avait intenté une action en mars 2017 sur les années 2012 à 2017. Le montant a été fixé le 30 juin 2022 et peut donc être reconnu, soit un impact de 7,3 millions d'euros en résultat non courant sur le principal et 3 millions d'euros en résultat financier au titre de la revalorisation de la créance. Une charge d'impôt de 2,5 millions d'euros est calculée sur le principal.

NOTE 6. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Le Groupe détient des intérêts dans quelques co-entreprises et entreprises associées, qui considérées individuellement, n'ont pas de caractère significatif.

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Quote-part dans les résultats avant impôts	1 742	2 140
Quote-part dans les impôts	-205	-428
QUOTE-PART NETTE	1 537	1 712

Au 31 décembre 2022, la variation du poste Participations dans les co-entreprises associées s'explique par :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Au 1er janvier 2022	27 694	25 342
Variation de périmètre ⁽¹⁾	-5 505	-
Résultat de la période	1 537	1 712
Dividendes distribués	-	-199
Autres ⁽²⁾	74	701
Variation écart de conversion	38	138
SOLDE FIN DE PERIODE	23 838	27 694

(1) En 2022, sortie de Poitou Chèvre SAS au 15 mars 2022.

(2) En 2021, souscription au capital de la Compagnie Fromagère de Tunisie pour l'essentiel.

NOTE 7. FRAIS ET AVANTAGES DU PERSONNEL

7.1. Frais de personnel

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Rémunération directe du personnel	-735 852	-673 394
Charges sociales	-299 018	-276 259
Rémunération indirecte du personnel	-29 561	-35 173
Personnel extérieur à l'entreprise	-92 653	-91 830
Subventions	809	992
TOTAL	-1 156 275	-1 075 664

L'effectif moyen, comprenant également le personnel intérimaire, est de 21 797 personnes en 2022 (contre 21 927 en 2021). Cet effectif se répartit à raison de 10 061 personnes en France, 6 208 personnes en Europe (hors France) et 5 528 personnes dans les autres pays. Les effectifs employés

en France se répartissent par catégorie professionnelle à raison de 18,5 % de cadres, 31,9 % d'ETAM et 49,6 % d'ouvriers.

7.2. Avantages du personnel

Engagements envers le personnel

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en termes de retraite, préretraite, indemnités de départ, régimes de prévoyance et autres avantages à long terme (médailles du travail, jubilés, etc.). Ces obligations s'appliquent généralement à l'ensemble des salariés et/ou ex salariés des sociétés concernées.

Pour les régimes à cotisations définies et autres avantages à court terme, le coût de l'exercice est passé en charges sur la base des appels de cotisations ou sur la base des crédits de droits à prestation.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, les probabilités de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires, ainsi que les hypothèses spécifiques à chaque régime et les dispositions réglementaires.

Les taux d'actualisation sont déterminés en référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par les entreprises de premier rang (ou par l'État s'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés) de maturité équivalente et de même monnaie que celles des engagements.

Les rendements attendus sont évalués en utilisant ce même taux d'actualisation.

Les gains et les pertes actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience sont reconnus sur l'exercice dans les autres éléments du résultat global. Ils ne sont jamais recyclés par le résultat.

Le coût des services passés relatifs à un amendement ou à une modification du régime est constaté immédiatement en résultat de l'exercice. Pour chaque plan, lorsque le montant à comptabiliser (montant de l'engagement net de la valeur des actifs de couverture et des éléments différés) est un passif, il figure en « Provisions ». Lorsqu'il s'agit d'un actif, il est inclus en « Autres actifs financiers ».

La charge de retraite est comptabilisée en frais de personnel hormis les coûts financiers et les rendements sur les actifs du régime, qui sont classés en résultat financier.

Certaines filiales offrent d'autres avantages à long terme, essentiellement des médailles du travail. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé en résultat sur la durée du service. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement.

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui se dénoue en instruments de capitaux propres (options sur actions). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges en contrepartie des capitaux propres. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées en date d'attribution. À chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres. Les sommes perçues lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes « Capital social » (valeur nominale) et « Prime

d'émission », nettes des coûts de transaction directement attribuables. Le dernier plan d'option d'achat d'actions datant du 15 décembre 2011 était exerçable jusqu'au 15 décembre

2021. Depuis la date de clôture du 31 décembre 2021, il n'y a plus de plan d'option d'achat d'action en cours.

Description générale des régimes de retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés par le Groupe varient en fonction des obligations légales de chaque entité. Ils comprennent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les charges relatives à ces plans correspondent aux cotisations payées pendant la période de référence.

Régimes à prestations définies

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur à l'égard de ses salariés et donnent lieu à la comptabilisation de provisions.

L'engagement est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles concernant les variables démographiques, économiques et financières. L'évaluation est réalisée périodiquement par des actuaires indépendants.

Ces régimes à prestations définies essentiellement composés des indemnités de fin de carrière et de régimes de retraite supplémentaire à prestations définies, sont soit en partie préfinancés, soit non préfinancés.

Les régimes en partie préfinancés sont situés essentiellement en France, Allemagne, Royaume-Uni et Belgique. Ces obligations sont préfinancées par des cotisations employeurs et éventuellement employés auprès d'organismes extérieurs notamment des compagnies d'assurance.

Les régimes non préfinancés sont essentiellement des régimes d'indemnités de fin de carrière ou d'autres avantages postérieurs à l'emploi dont les droits ne sont acquis que si l'employé est dans le Groupe au moment de son départ en retraite.

Pour les départs à la retraite, pensions et médailles du travail, les hypothèses utilisées sont fonction des pays et des réglementations. Elles se résument de la façon suivante :

	France		Allemagne		UK		Belgique	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	3,70 %	0,90 %	3,70 %	0,90 %	4,80 %	1,80 %	3,20% à 3,80%	0,65% à 1%
Taux d'inflation	2,00 %	1,80 %	2,50 %	1,90 %	3,30 %	3,50 %	2,20 %	1,90 %
Taux de croissance des salaires	2,50 %	2,20 %	3,00 %	3,00 %	n/a	n/a	2,20 %	1,90 %

(1) 3,50 % pour les régimes de rente et les médailles du travail en 2022 (0,30 % en 2021).

Le taux d'actualisation a pour référence l'indice IBOXX AA10+ correspondant au taux d'émission des obligations des entreprises de première catégorie pour la France et l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'actualisation de plus 0,50 % diminuerait l'engagement de l'ordre de 2,1 millions d'euros pour la France, de 3,5 millions d'euros pour l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'inflation de plus 0,50 % augmenterait l'engagement de 2 millions d'euros pour la France, 1,1 million d'euros pour l'Allemagne.

Les taux de rendement attendus des actifs sont évalués en fonction des taux d'actualisation respectifs de chaque pays conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité sont issues des données statistiques publiées et des données historiques de chaque pays. L'âge de départ à la retraite est celui des règlements en vigueur dans chaque pays.

	2022	2021
ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS		
Engagements à l'ouverture	184 635	191 424
Charge d'intérêt	1 624	1 063
Coût des services rendus	8 117	9 555
Coût des services passés acquis	1 633	57
Écarts actuariels liés aux hypothèses démographiques	165	32
Écarts actuariels liés aux hypothèses financières	-53 735	-14 403
Écarts actuariels liés aux écarts d'expérience	1 492	950
Prestations payées	-10 131	-6 130
Transfert interne	-164	46
Taxes et charges administratives	-166	-176
Différences de conversion	-501	531
Variation de périmètre	77	-
Autres mouvements	245	1 686
Engagements à la clôture	133 291	184 635
ÉVOLUTION DES ACTIFS DE COUVERTURE		
Actifs à l'ouverture	85 713	79 605
Rendement des fonds	890	540
Prestations servies par le fonds	-5 845	-3 634
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	2 850	3 379
Transferts internes	34	-
Taxes et charges administratives	-355	-207
Différences de conversion	-510	561
Pertes/Gains actuariels	-19 810	5 304
Autres mouvements	340	165
Actifs à la clôture	63 307	85 713
CHARGES DE L'EXERCICE		
Coûts des services rendus	8 117	9 555
Coûts des services passés	1 633	57
Total coûts des services	9 750	9 612
Charge d'intérêt	1 624	1 063
Rendement des fonds	-890	-540
Total intérêts nets	734	523
Autres mouvements	-1 145	-3
Charges de l'exercice	9 339	10 132
GAINS ET PERTES ACTUARIELS IMPACTANT LE RÉSULTAT GLOBAL		
-Gains et pertes liés aux hypothèses démographiques	165	32
-Gains et pertes liés aux hypothèses financières	-53 735	-14 403
-Gains et pertes liés aux écarts d'expérience	1 492	950
-Gains et pertes sur les actifs (autres que les produits financiers)	19 810	-5 304
TOTAL	-32 268	-18 725
ÉVOLUTION DES PROVISIONS		
Provisions à l'ouverture	98 922	111 819
Charge de l'exercice	9 339	10 132
Gains et pertes actuariels à la clôture impactant le résultat global	-32 268	-18 725
Prestations directement payées par l'employeur	-2 951	-2 496
Différences de conversion	9	-30
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	-2 850	-3 379
Transferts et autres mouvements	-294	1 601
Variation de périmètre	77	-
Provisions à la clôture	69 984	98 922
RÉCONCILIATION DES ENGAGEMENTS NETS ET DES PROVISIONS		
Engagements nets	133 291	184 635
Actifs des régimes	-63 307	-85 713
Provisions à la clôture	69 984	98 922

Au 31 décembre 2022, la valeur actuarielle de l'obligation est égale à 133,3 millions d'euros et se décompose comme suit :

- 27,7 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés ;
- 105,6 millions d'euros liés à des régimes partiellement financés.

Le montant des cotisations pour 2022 pour les sociétés françaises est de 1,2 million d'euros.

La plupart des sociétés du Groupe ont externalisé tout ou partie de leurs engagements d'indemnité de fin de carrière au sein d'un contrat d'assurance.

Le montant estimé des principaux fonds externalisés au 31 décembre 2022 est ventilé comme suit :

	France		Allemagne		UK		Belgique	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Instruments de capitaux propres	43,3 %	46,4 %	24,6 %	20,0 %	-	9,9 %	-	-
Instruments d'emprunts	45,5 %	44,6 %	16,8 %	20,5 %	85,8 %	79,9 %	-	-
Immobilier	9,5 %	8,1 %	22,6 %	19,7 %	-	-	-	-
Contrats d'assurances	-	-	-	-	-	-	100,0 %	100,0 %
Autres	1,7 %	1,0 %	36,0 %	39,8 %	14,2 %	10,2 %	-	-

NOTE 8. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La ligne « Impôts sur les résultats » comprend les impôts courants sur les bénéfices ainsi que les impôts différés. L'effet fiscal sur les éléments comptabilisés directement en capitaux propres est également enregistré directement en capitaux propres. Sur la base d'une analyse en substance, le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est traité en subvention d'exploitation conformément à IAS 20. Conformément à l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements des impôts sur le résultat » applicable depuis 2019, qui contient des dispositions relatives à la comptabilisation de l'impôt sur le résultat en cas d'incertitude sur les traitements fiscaux en application d'IAS 12 « Impôts sur le résultat », le Groupe fait preuve de jugement pour identifier les incertitudes liées aux traitements fiscaux. Le Groupe procède à un recensement des risques potentiels et évalue si cette interprétation doit avoir une incidence sur ses états financiers consolidés. Il en a conclu qu'il était probable que les traitements retenus soient acceptés par les autorités fiscales. Cette application n'a eu aucun effet sur les comptes.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés sur les différences entre la valeur comptable au bilan des actifs et passifs et leur base fiscale telle qu'elle est retenue pour le calcul du bénéfice imposable, selon la méthode bilantielle du report variable.

Des impôts différés passifs sont calculés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des goodwill non déductibles. Des impôts différés actifs sont calculés sur toutes les différences temporelles déductibles ainsi que sur les pertes fiscales à reporter dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettant leur imputation seront disponibles. À chaque clôture, la valeur nette comptable des impôts différés est revue sur la base des prévisions à trois ans. Une provision est enregistrée dès lors que les perspectives de résultat et donc de charges d'impôt probables des 3 prochains exercices ne permettent pas d'assurer la recouvrabilité des impôts différés actifs nets.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation en vigueur sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet de tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat à l'exception de ceux liés directement aux éléments de capitaux propres.

8.1. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Impôts courants	-50 338	-68 221
Impôts différés	-6 929	4 656
TOTAL	-57 267	-63 565

Le montant de l'impôt sur les résultats est différent du montant théorique qui ressortirait de l'application du taux d'imposition français aux bénéfices des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Résultat avant impôts	142 696	156 589
Taux d'imposition en France (%)	25,83 %	28,41 %
Impôts théoriques au taux courant d'impôt en France	36 851	44 483
Différence entre taux d'imposition étrangers et français ⁽¹⁾	2 101	-857
Retraitement de l'impôt des entreprises associées	-326	-439
Bénéfices non assujettis à l'impôt et charges non déductibles ⁽²⁾	4 055	6 882
Impôts courants et différés liés à la qualification de la CVAE en impôt sur le résultat	5 803	5 244
Crédits d'impôts	-2 372	-1 710
Activation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement ⁽³⁾	5 760	-1 729
Changement de taux sur les impôts différés ⁽⁴⁾	73	1 101
Hyperinflation ⁽⁵⁾	1 668	4 560
Autres ⁽⁶⁾	3 654	6 030
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisé	57 267	63 565
Taux moyen pondéré constaté	40,13 %	40,59 %

(1) Pays ayant des taux d'imposition différents au taux d'impôt français.

(2) Dont impact de la dépréciation de goodwill 7,6 millions d'euros en 2022 contre 9 millions d'euros en 2021.

(3) Pertes fiscales activées en fonction de la probabilité de récupération de ces déficits : En 2022, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des trois années à venir de certaines sociétés ont conduit à la non reconnaissance de 5,8 millions d'euros d'impôts différés actifs, contre une reconnaissance d'impôts différés actifs complémentaires de 1,7 million d'euros en 2021.

(4) En 2021, prise en compte des effets des changements de taux d'imposition en Argentine et prévus en France d'ici 2022 sur les impôts différés.

(5) Traitement de l'hyperinflation en Argentine.

(6) Dont impact des contrôles fiscaux.

Hors effet d'hyperinflation et de dépréciation suite à l'application d'IAS 36, le taux d'imposition effectif serait en 2022 de 30,4% contre 30,2% en 2021.

8.2. Impôts différés

Les impôts différés constatés au bilan reflètent des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les impôts différés actifs ont principalement pour origine les engagements de retraite et de prévoyance envers le personnel pour lesquels la déductibilité fiscale est reportée à la date de paiement effective et des déficits reportables. Les échéances des pertes fiscales à reporter se situent principalement après 5 ans. Ces déficits sont essentiellement à report illimité.

Les impôts différés actifs non reconnus s'établissent à 38,6 millions d'euros au 31 décembre 2022 et à 44,4 millions au 31 décembre 2021. Ils concernent principalement des pertes reportables dont 6,4 millions d'euros sur la zone Amérique du Sud, 8,4 millions d'euros en France, 5,7 millions d'euros en Espagne, 5 millions d'euros en Pologne, 4,7 millions d'euros en Chine, 3 millions d'euros en Allemagne et divers autres pays pour 5,4 millions d'euros.

Les impôts différés passifs correspondent principalement aux différences de rythmes d'amortissement constatées, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, entre les durées d'utilité utilisées en comptabilité et les incitations fiscales en la matière propres à chaque pays.

Le montant de la charge d'impôt différé de l'exercice est de -6,9 millions d'euros.

Le montant des impôts différés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sur l'exercice 2022 s'élève à -12,6 millions d'euros. Il concerne essentiellement l'impôt différé sur la variation de juste valeur des instruments financiers et sur les gains et pertes actuariels (cf. note 14.2.).

En milliers d'euros	Au 1er janvier 2022	Charges / Produits	Variation de juste valeur	Gains/ pertes actuariels	Variation de périmètre	Autres	Ecarts de conversion	Au 31 décembre 2022
Immobilisations incorporelles et corporelles	-121 031	-4 275	-	-	-289	-1 884	849	-126 630
Contrat de location en IFRS16	518	203	-	-	-	-238	-58	425
Provisions	29 324	9 223	-	-	-	59	-143	38 463
Provisions pour avantages du personnel	25 545	-586	-	-8 931	22	164	163	16 377
Instruments financiers	-2 124	-1 894	-3 712	-	-	32	-24	-7 722
Déficits reportables	75 553	-4 322	-	-	-	-	130	71 361
Autres impôts différés	13 775	-10 201	-	-	-	-422	-228	2 924
Total impôts différés bruts	21 560	-11 852	-3 712	-8 931	-267	-2 289	689	-4 802
Impôts différés actifs non reconnus	-44 361	4 924	-	-	-	-	826	-38 611
Total impôts différés	-22 801	-6 928	-3 712	-8 931	-267	-2 289	1 515	-43 413
Dont :								
Actifs	42 450							29 458
Passifs	65 251							72 871

NOTE 9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

9.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les goodwill et les immobilisations incorporelles acquises telles que les systèmes d'information de gestion qui satisfont les critères d'une immobilisation incorporelle, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'exercer des activités (droits exclusifs de vente, droits au bail...) et les marques.

Les goodwill y compris les zones de collecte de lait représentent l'excédent qui existait entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables, à la date d'acquisition des activités nouvelles. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test de dépréciation au minimum annuel et plus fréquent s'il existe des indices de perte de valeur. Il est évalué à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill lié à l'entité cédée. Aux fins de réalisation des tests de dépréciation, les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux goodwill. Une unité génératrice de trésorerie correspond généralement à une zone géographique.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité lorsqu'elle est déterminable ce qui est le cas pour les systèmes d'information de gestion (3 à 7 ans), les droits de propriété intellectuelle

(selon la protection juridique) et les droits d'exercer (selon les termes des contrats). Du fait de la notoriété des marques acquises, leur durée d'utilité ne peut être déterminée, elles ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet, à chaque clôture annuelle ou intermédiaire s'il existe un indice de perte de valeur, d'un test de perte de valeur dans les mêmes conditions que pour les goodwill.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service à condition que les critères de définition d'un actif incorporel soient satisfaits et notamment que le contrôle de cet actif soit démontré. En l'occurrence, les coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS qui ne satisfont pas aux critères d'une immobilisation incorporelle, doivent être comptabilisés en charge au moment où les services sont reçus si ceux-ci sont distincts ou s'ils sont assurés par un prestataire non sous-traitant du fournisseur SaaS. Ces coûts sont comptabilisés sur la durée du contrat si les services sont non distincts et assurés par le fournisseur SaaS ou son sous-traitant. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, comprenant les coûts salariaux des personnels participant au développement et une quote-part appropriée des frais généraux, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

Phase de mise en œuvre	Coûts liés à	Traitement comptable des coûts liés
Phase d'avant-projet	Sélection d'un prestataire	en charge lorsqu'elle est encourue
	Développement du plan de projet	en charge lorsqu'elle est encourue
Installation et mise en œuvre	Installation et mise en place de l'équipement appartenant au client ou loué par lui (par exemple, des serveurs)	Intégrée aux coûts de l'immobilisation corporelle ou au droit d'utilisation correspondant <ul style="list-style-type: none"> ● si les services sont distincts de l'accès SaaS, les coûts sont comptabilisés en charge lorsque les services sont rendus. ● si les services ne sont pas distincts de l'accès SaaS, les coûts sont comptabilisés en charge sur la durée du contrat SaaS (charge à étaler)
	Configuration mise en place et personnalisation du logiciel en SAAS – services effectués par le fournisseur du logiciel d'application (ou son agent)	
	Configuration mise en place et personnalisation du logiciel en SAAS- services effectués par un autre prestataire ou en interne	en charge lorsqu'elle est encourue
	Développement de modules d'interface vers des systèmes existants « on premise » du client ou de fonctionnalités supplémentaires sur mesure	en immobilisation incorporelle si et seulement si, le Groupe contrôle la propriété intellectuelle du code écrit pour la modification du logiciel existant ou le développement d'un nouveau logiciel « on premise » et si les critères de comptabilisation de l'IAS 38 sont remplis. Dans le cas contraire, en charge lorsqu'elles sont encourues.
Conversion de données	Achat de logiciels de conversion de données	en immobilisations incorporelles amortissables sur la durée d'utilité prévue (appréciée notamment en fonction de la nature des projets).
	Purge ou nettoyage des données existantes, transfert des données de l'ancien au nouveau système, création de nouvelles données ou de données supplémentaires et conversion des anciennes données au nouveau système.	en charge lorsqu'elle est encourue
Après la mise en œuvre	Frais de formation	en charge lorsqu'ils sont encourus
	Tests et frais de maintenance continue	en charge lorsqu'ils sont encourus
	Coûts d'accès au logiciel en mode SaaS en continu	en charge lorsqu'ils sont encourus

Les frais de recherche sont intégralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les frais résultants du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doivent être immobilisés si, et seulement si, une entité peut démontrer tout ce qui suit :

- (a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (b) son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- (c) sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit

démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;

(e) la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;

(f) sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Au niveau du Groupe, les frais de développement sont liés à des nouveaux produits et ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs, la probabilité des avantages économiques futurs ne se manifestant que lorsque les produits sont sur le marché.

En milliers d'euros	Goodwill ⁽¹⁾	Droits de propriété intellectuelle et Marques ⁽²⁾	Autres droits d'exploitation	Total
Au 31 décembre 2020				
Valeur brute	396 495	318 378	37 956	752 829
Amortissements et dépréciations cumulés	-39 948	-117 931	-19 774	-177 653
VALEUR NETTE COMPTABLE	356 547	200 447	18 182	575 176
Exercice 2021				
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	356 547	200 447	18 182	575 176
Différences de conversion	7 903	130	35	8 068
Acquisitions	3 666	4 510	1 652	9 828
Cessions	-	-99	-736	-835
Dépréciation	-39 117	4	-28	-39 141
Reclassements ⁽⁴⁾	-	4 101	-4 281	-180
Autres variations ⁽⁶⁾	-	-	-911	-911
Impact du traitement hyperinflation ⁽⁵⁾	-	4	1	5
Dotation aux amortissements	-	-7 893	-249	-8 142
Impact activités en cours de cession	-	-	-	-
VALEUR NETTE COMPTABLE	328 999	201 204	13 665	543 868
Au 31 décembre 2021				
Valeur brute	410 255	327 570	33 386	771 211
Amortissements et dépréciations cumulés	-81 256	-126 366	-19 721	-227 343
VALEUR NETTE COMPTABLE	328 999	201 204	13 665	543 868
Exercice 2022				
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	328 999	201 204	13 665	543 868
Différences de conversion	5 688	126	81	5 895
Acquisitions (note 2)	-	1 569	1 731	3 300
Cessions	-	-150	-71	-221
Dépréciation ⁽⁷⁾	-37 874	-3 408	60	-41 222
Variations de périmètre ⁽³⁾	6 657	2	106	6 765
Reclassements ⁽⁴⁾	-	1 518	-1 394	124
Impact du traitement hyperinflation ⁽⁵⁾	-	24	-	24
Dotation aux amortissements	-	-6 502	-252	-6 754
Impact activités en cours de cession	-	-	-	-
VALEUR NETTE COMPTABLE	303 470	194 383	13 926	511 779
Au 31 décembre 2022				
Valeur brute	424 545	327 083	34 069	785 697
Amortissements et dépréciations cumulés	-121 075	-132 700	-20 143	-273 918
VALEUR NETTE COMPTABLE	303 470	194 383	13 926	511 779

(1) Le montant des goodwill nets relatifs à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 133,3 millions d'euros contre 158,4 millions d'euros au 31 décembre 2021. Le montant des goodwill nets relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 170,1 millions d'euros contre 170,5 millions d'euros au 31 décembre 2021.

(2) Le montant de la valeur nette comptable des marques relatives à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 141,2 millions d'euros contre 144,6 millions d'euros au 31 décembre 2021 et le montant de la valeur nette comptable des marques relatives à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 33,7 millions d'euros contre 33,7 millions d'euros au 31 décembre 2021.

(3) En 2022, prise de contrôle de Poitou Chèvre SAS au 15 mars 2022.

(4) Mise en services des immobilisations incorporelles en cours.

(5) Impact du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine.

(6) En 2021, essentiellement reprise d'immobilisations incorporelles correspondant à des coûts de configuration et d'adaptation de logiciel utilisés en SaaS comptabilisés en 2020 suite à l'application de la précision de l'IFRIC d'avril 2021.

(7) Confère note 9.1 Etat des dotations nettes aux dépréciations d'actifs incorporels et corporels.

Le total de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie est de 478,4 millions d'euros au 31 décembre 2022 contre 507,3 millions d'euros au

31 décembre 2021. Elles sont composées des goodwill et des marques.

Dépréciation des actifs non financiers

Les goodwill et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leurs valeurs comptables est mis en doute. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Lesdits actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Le niveau de test est fondé sur des critères organisationnels et stratégiques. Il repose notamment sur le fonctionnement des activités qui s'appuie sur des moyens communs et crée ainsi des synergies entre les différentes entités qui composent ces UGT.

Les tests de dépréciation des UGT sont réalisés en comparant la valeur recouvrable de ces actifs ou de ces unités génératrices de trésorerie à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est généralement déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir des projections de flux futurs de trésorerie basés sur les prévisions financières approuvées par la Direction en général à 3 ans, sauf dans le cas particulier d'UGT ayant réalisé des investissements très significatifs, auquel cas l'horizon peut

être prolongé jusqu'à 5 ans. Au-delà, les flux futurs de trésorerie sont extrapolés sur la base de la dernière année sur lesquels s'applique une croissance à long terme. Les flux nets futurs de trésorerie attendus sont actualisés au coût moyen pondéré des capitaux, ajusté du risque géographique spécifique inhérent aux actifs et de l'inflation. Au cas où la valeur recouvrable de l'UGT est déterminée à la juste valeur nette des coûts de cession, la valorisation des actifs est effectuée par un évaluateur externe.

Une dépréciation (imputée en priorité sur les goodwill) est comptabilisée en autres charges opérationnelles à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests de perte de valeur des marques consistent à calculer la valeur recouvrable de la marque en utilisant l'approche par la prime. Cette méthode consiste à estimer la part de flux futurs générés par la marque par comparaison avec les flux futurs que l'activité pourrait générer sans la marque.

Pour les actifs non financiers (autres que les goodwill) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

Tests de dépréciation

Les pertes de valeurs enregistrées en 2022 et 2021 sont le résultat des tests de dépréciation réalisés soit, sur toutes les unités génératrices de trésorerie qui ont des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie, soit sur les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles des indices de pertes de valeur ont été relevés, en particulier en comparant l'évolution du résultat opérationnel courant aux dernières prévisions. Dans le contexte de la pandémie et de la poussée inflationniste actuelle, les flux de trésorerie futurs des UGT identifiées sensibles font l'objet d'une vigilance accrue.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont relatives :

- aux tendances d'évolutions des principaux marchés ;
- à l'évolution des cours de matières premières : le prix du lait ainsi que les cotations beurre et poudre ;
- aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût des couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt ;

- à l'évolution des taux d'actualisation et des taux de croissance à long terme.

Les hypothèses retenues sont celles du marché quand l'information est disponible (devises, taux d'intérêt...). Les hypothèses concernant les matières premières sont élaborées collégialement en interne en fonction des tendances historiques corrigées des effets des modifications de situations de marché anticipées par nos spécialistes.

Les taux d'actualisation utilisés dépendent du coût moyen pondéré des capitaux utilisés par le Groupe, majorés de coefficients de risques suivant les zones géographiques où les activités Produits Fromagers et Autres Produits Laitiers sont exercées. Ils intègrent également une prime de taille et les taux d'inflation sont fixés à moyen terme. Par ailleurs, le calcul de la valeur recouvrable prend en compte un taux de croissance à long terme sur le flux terminal.

VALEURS NETTES COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉFINIE

	Valeurs comptables				Taux d'actualisation		Taux de croissance LT	
	des goodwill et des marques		des autres immobilisations incorporelles et corporelles (*)					
	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
<i>En millions d'euros</i>								
PRODUITS FROMAGERS								
EUROPE DE L'OUEST	136,57	133,01	441,48	408,50	7,0 %	6,5 %	1,0 %	1,0 %
CF&R	71,38	71,38	111,75	110,42	7,0 %	6,5 %	1,0 %	1,0 %
EUROPE DU SUD	5,87	5,87	23,81	21,49	8,5 %	7,5 %	1,0 %	1,0 %
PECO U.E.	13,52	13,45	59,50	65,74	7,5 % à 10,5 %	7 % à 9,50 %	1,0 %	1,0 %
ROUMANIE	15,73	15,73	5,94	4,81	10,0 %	9,0 %	1,0 %	1,0 %
UKRAINE	-	-	-	1,12	19,0 %	15,0 %	1,0 %	1,0 %
RUSSIE	-	33,11	37,42	42,87	23,0 %	11,0 %	2,0 %	2,0 %
SERBIE	-	-	1,05	1,05	11,5 %	10,5 %	1,0 %	1,0 %
USA : Cheese	25,35	23,88	63,64	60,87	7,5 %	7,5 %	1,0 %	1,0 %
USA : Palace Industries	-	-	6,12	5,92	7,5 %	7,5 %	1,0 %	1,0 %
BRESIL/URUGUAY	-	-	46,82	41,64	11,0 %	10,0 %	2,0 %	2,0 %
CHILI	0,45	0,42	2,60	2,47	9,0 %	8,5 %	2,0 %	2,0 %
BSI	-	-	71,52	74,37	8,0 %	7,5 %	2,0 %	2,0 %
INDE	-	-	2,92	1,82	11,5 %	10,5 %	2,0 %	2,0 %
JAPON	-	-	4,05	4,34	6,5 %	6,0 %	1,0 %	1,0 %
EGYPTE	-	-	0,38	0,47	19,0 %	16,5 %	1,0 %	1,0 %
AUTRES PRODUITS LAITIERS								
BASSIN LAITIER France	123,78	123,78	228,01	215,37	7,0 %	6,5 %	1,0 %	1,0 %
SODILAC	11,35	11,35	0,41	0,39	7,0 %	6,5 %	1,0 %	1,0 %
POLOGNE : Paslek	-	-	19,87	21,37	8,5 %	8,0 %	1,0 %	1,0 %
AFP -USA	2,22	2,09	75,08	67,69	7,5 %	7,5 %	1,0 %	1,0 %
CORMAN	23,14	23,14	48,00	45,50	7,0 %	6,5 %	1,0 %	1,0 %
CHINE : Sinodis	27,43	28,06	1,32	1,50	8,0 %	7,5 %	2,0 %	2,0 %
ARGENTINE : Milkaut	-	-	37,52	31,67	56,0 %	33,0 %	2,0 %	2,0 %
COREE : Bake Plus	10,11	10,11	3,53	3,49	7,5 %	7,0 %	2,0 %	2,0 %
AUTRES	11,51	11,91	40,22	78,78	7,0 %	6,5 %	1,0 %	1,0 %
TOTAL	478,40	507,29	1 332,98	1 313,66				

(*) Hors les droits d'utilisation IFRS 16.

En 2022, les perspectives du plan à long terme tiennent compte des nouvelles évolutions des marchés et de la concurrence, de l'accélération de l'inflation des prix des matières premières et de l'ensemble des coûts de production, des initiatives pour lutter contre le changement climatique, en particulier dans le cadre de la stratégie RSE du Groupe, du contexte économique difficile de certains pays dont la sortie de crise n'est pas prévisible dans un avenir proche ainsi que

des situations structurelles particulières auxquelles sont confrontées certaines entités. Celles-ci ont conduit à déprécier sur l'exercice des goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles pour un montant net global de 63 millions d'euros contre 42,9 millions d'euros en 2021 (cf. tableau ci-dessous).

ÉTAT DES DOTATIONS NETTES AUX DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS

En millions d'euros	Actifs incorporels			Actifs corporels					TOTAL	
	Goodwill	Autres	Total actifs incorporels	Terrains	Constructions et aménagements	Installations, matériel et outillages	Autres	Total actifs corporels	2022	2021
RAMBOL	-	-	-	-	-0,8	-0,3	-0,4	-1,5	-1,5	-
CFR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3
EUROPE DE L'OUEST (*)	-	3,1	3,1	-	-	8,0	-	8,0	11,1	-
PECO U.E.	-	-	-	-	-	0,5	-	0,5	0,5	3,2
UKRAINE	-	-	-	-	0,2	0,3	0,2	0,7	0,7	-
RUSSIE	37,9	-	37,9	-	1,7	-	8,2	9,9	47,8	24,7
BRESIL/ URUGUAY	-	-	-	-	-	1,1	-	1,1	1,1	-
BASSIN LAITIER France	-	-	-	-	-1,2	-	-	-1,2	-1,2	-
SODILAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,6
CORMAN	-	-	-	-	1,5	2,7	-	4,2	4,2	-
AUTRES	-	0,3	0,3	-	-	-	-	-	0,3	0,1
TOTAL	37,9	3,4	41,3	-	1,4	12,3	8,0	21,7	63,0	42,9

(*) Dont dépréciation d'une ligne de production spécifique en Allemagne pour 8 millions d'euros.

Analyse de la sensibilité :

A fin décembre 2022, les dépréciations d'actifs cumulées s'élèvent à 169,8 millions d'euros dont essentiellement 89,5 millions d'euros pour la Russie, 25,1 millions d'euros pour la France, 15,4 millions d'euros sur les différentes UGT de l'Europe de l'Est, 14,5 millions d'euros pour le Brésil/Uruguay, 7 millions d'euros sur l'Europe du Sud, 4,8 millions d'euros pour les États-Unis, 11,1 millions d'euros sur l'Europe de l'Ouest, 1,8 million d'euros pour l'Égypte et 0,6 million sur pour l'Argentine.

Les valeurs recouvrables déterminées dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité à une majoration des taux d'actualisation de 0,5 %, à une diminution des taux de croissance à l'infini de 0,5 %, et à une dégradation de 10 % du taux de marge opérationnelle courante. Pour un certain nombre d'unités génératrices de trésorerie, ces variations conduisent à identifier des valeurs recouvrables inférieures à la valeur nette comptable de l'unité génératrice de trésorerie, ajustée le cas échéant des dépréciations de l'exercice :

En millions d'euros	Montant de dépréciation complémentaire en cas de variation des hypothèses					
	Au 31 décembre 2022			Au 31 décembre 2021		
	Taux d'actualisation	Taux de marge opérationnelle courante minoré de 10% (*)	Taux de croissance LT minoré de 0,5% (*)	Taux d'actualisation	Taux de marge opérationnelle courante minoré de 10% (*)	Taux de croissance LT minoré de 0,5% (*)
	+0,5%			+0,5%		
PRODUITS FROMAGERS						
CF&R	-	7,2	-	9,6	19,7	6,5
RUSSIE : B.M.K	1,1	2,4	0,7	4,9	8,8	3,9
AUTRES PRODUITS LAITIERS						
POLOGNE : Paslek	2,6	-	-	-	-	-
TOTAL	3,7	9,6	0,7	14,5	28,5	10,4

(*) Le taux de marge opérationnelle est calculé en rapportant le Résultat Opérationnel Courant sur le Chiffre d'affaires.

9.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, lorsqu'elles sont propriétés du Groupe, sont inscrites au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties linéairement, par composant, en fonction de leur durée d'utilité et en tenant compte des valeurs résiduelles éventuelles.

Les principales durées d'utilité sont les suivantes :

Bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
Machines et équipements	5 à 20 ans
Outillage, mobilier, matériel informatique et divers	3 à 15 ans
Véhicules	4 à 7 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les intérêts sur le financement des immobilisations en cours de construction sont capitalisés conformément à la norme IAS 23 révisée. Toute dépense future est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice où elle est encourue à l'exception du cas où elle accroîtrait la capacité de l'actif immobilisé auquel elle est liée à générer des avantages économiques futurs.

Les subventions d'équipement sont déduites de la valeur brute des immobilisations. Les ventes de Certificats d'Economie d'Energie sont également comptabilisées en tant que subventions en appliquant la norme IAS 20, considérant qu'il s'agit en substance d'une subvention en nature de l'Etat qui a mis en place un dispositif dont l'objectif est d'encourager des investissements générateurs d'économies d'énergie.

En milliers d'euros	Terrains	Constructions et aménagements	Installations, techniques, matériel et outillages	Autres	Total
Au 31 décembre 2020					
Valeur brute	55 381	893 912	2 186 684	452 117	3 588 094
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 434	-579 340	-1 619 750	-196 575	-2 398 099
VALEUR NETTE COMPTABLE	52 947	314 572	566 934	255 542	1 189 995
Exercice 2021					
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	52 947	314 572	566 934	255 542	1 189 995
Différences de conversion	477	6 267	9 449	4 306	20 499
Acquisitions ⁽⁴⁾	36	19 607	44 442	156 671	220 756
Cessions	-110	-674	-4 089	-306	-5 179
Dépréciation	-72	-3 294	-748	-102	-4 216
Reprise de dépréciation	-	4 395	-4 193	37	239
Variations de périmètre (note 2)	-	-	-	-	-
Reclassements ⁽²⁾	466	38 817	89 555	-128 446	392
Impact du traitement hyperinflation ⁽³⁾	489	2 834	3 607	774	7 704
Dotation aux amortissements	-	-32 319	-99 593	-21 201	-153 113
Impact activités en cours de cession	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE COMPTABLE	54 233	350 205	605 364	267 275	1 277 077
Au 31 décembre 2021					
Valeur brute	56 834	970 255	2 324 239	476 038	3 827 366
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 601	-620 050	-1 718 875	-208 763	-2 550 289
VALEUR NETTE COMPTABLE	54 233	350 205	605 364	267 275	1 277 077
Exercice 2022					
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	54 233	350 205	605 364	267 275	1 277 077
Différences de conversion	-72	787	-301	2 069	2 483
Acquisitions	315	14 585	42 357	126 185	183 442
Cessions	468	1 443	-1 235	-490	186
Dépréciation ⁽⁶⁾	-	-3 770	-15 918	-8 502	-28 190
Reprise de dépréciation ⁽⁶⁾	2	2 303	3 684	488	6 477
Variations de périmètre ⁽¹⁾ (note 2)	48	1 473	1 835	292	3 648
Reclassements ⁽²⁾	45	30 687	74 375	-105 231	-124
Impact du traitement hyperinflation ⁽³⁾	713	5 205	8 365	1 289	15 572
Dotation aux amortissements	-	-33 332	-101 096	-22 562	-156 990
Impact activités en cours de cession ⁽⁵⁾	-1 040	-2 802	-995	885	-3 952
VALEUR NETTE COMPTABLE	54 712	366 784	616 435	261 698	1 299 629
Au 31 décembre 2022					
Valeur brute	57 333	1 022 742	2 402 323	483 337	3 965 735
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 621	-655 958	-1 785 888	-221 639	-2 666 106
VALEUR NETTE COMPTABLE	54 712	366 784	616 435	261 698	1 299 629

(1) En 2022, prise de contrôle de Poitou chèvre SAS au 15 mars 2022.

(2) Mise en service des immobilisations corporelles en cours.

(3) Impact du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine.

(4) En 2021, dont immobilisations corporelles Hopes Foods LLC acquises pour 3,9 millions d'euros.

(5) En 2022, concerne les immobilisations corporelles de Fromageries Rambol SAS.

(6) Confère note 9.1 Etat des dotations nettes aux dépréciations d'actifs incorporels et corporels.

Des subventions d'investissement ont été comptabilisées en déduction des immobilisations concernées pour un solde de 57,7 millions d'euros en 2022 dont 43,8 millions d'euros issus de la vente de Certificats d'économie d'énergie (CEE) contre

40,7 millions d'euros en 2021 dont 27,6 millions d'euros issus de la vente de CEE. Le montant des immobilisations en cours compris dans le poste « Autres », représente 178,7 millions

d'euros en 2022 contre 186,5 millions d'euros au 31 décembre 2021, en lien avec les projets de développement des capacités de production dans certaines activités.

9.3. Contrat de location IFRS 16

A la suite de la mise en place de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019, les contrats de location d'une valeur unitaire supérieure à 5 000 dollars ou d'une durée supérieure à un an sont comptabilisés au bilan. Les charges de loyers n'intègrent donc que les charges de loyers relatives aux contrats de location de courte durée ou dont la valeur du bien sous-jacent est de faible valeur ainsi que les loyers variables non indexés sur un indice ou un taux.

IFRS 16 introduit pour le preneur un modèle unique de comptabilisation au bilan des contrats de location. Le preneur comptabilise un actif « droit d'utilisation » qui représente son droit d'utiliser l'actif sous-jacent, et une dette de loyers au titre de son obligation à payer le loyer.

Un contrat ou une partie d'un contrat est ou contient une location s'il accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une certaine durée, en échange d'une contrepartie. Le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » et une dette de loyers à la date de début du contrat de location.

L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût, puis ensuite au coût diminué de tout amortissement et de toute perte de valeur cumulée, le montant pouvant être ajusté en fonction de certaines réévaluations du passif de loyers.

La dette de loyers est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus non encore payés à la date de début du contrat. La dette de loyers est ensuite augmentée de la charge d'intérêts et diminuée des montants de loyers payés. Elle est réévaluée en cas de modification des loyers futurs à la suite d'un changement d'indice ou de taux, à une nouvelle estimation du montant à payer attendu au titre d'une garantie de la valeur résiduelle ou, le cas échéant, d'une réévaluation de l'exercice d'une option d'achat ou de prolongation ou du non-exercice d'une option de résiliation (qui deviennent alors raisonnablement certain).

Lorsqu'une dette de loyers est ainsi réévaluée, la valeur comptable de l'actif « droit d'utilisation » est ajustée en conséquence. L'ajustement n'est porté au compte de résultat que si la valeur comptable de l'actif « droit d'utilisation » a été réduite à zéro.

Les paiements de loyers pris en compte pour l'évaluation de la dette de loyers se composent :

- des loyers fixes, y compris les loyers fixes en substance ;
- des loyers variables indexés sur un indice ou un taux, initialement mesurés sur la base de l'indice ou du taux en question à la date de début du contrat ;
- des montants payables au titre de la garantie de valeur résiduelle ; et

- du prix d'exercice d'une option d'achat que le Groupe est raisonnablement certain d'exercer, des loyers payés au cours de la période de renouvellement si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer une option de prolongation et des pénalités de résiliation anticipées du contrat de location, à moins que le Groupe ne soit raisonnablement certain de ne pas résilier le contrat par anticipation.

Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il ne peut être aisément déterminé, au taux d'emprunt marginal. C'est ce dernier taux que le Groupe utilise généralement en tant que taux d'actualisation. Ce taux est calculé par devise et par maturité sur la base du taux de financement du Groupe auquel est ajouté au niveau des filiales un spread pour tenir compte des risques et environnements économiques spécifiques à chaque pays. La durée est calculée sur la base d'une maturité moyenne pondérée par les flux.

La durée de location retenue est la durée non résiliable pendant laquelle le Groupe dispose du droit d'utilisation de l'actif sous-jacent à laquelle s'ajoutent, si leur exercice est jugé raisonnablement certain, les options de renouvellement ou de résiliation prévues aux contrats. Le caractère raisonnablement certain tient compte de l'ensemble des aspects économiques du contrat et de l'expérience passée sur des contrats similaires. L'actif est amorti par défaut, sur la plus petite durée entre la durée du contrat et la durée d'utilité sauf en cas de transfert de propriété de l'actif sous-jacent au preneur ou d'existence d'une option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain, auquel cas l'actif est amorti systématiquement suivant la durée d'utilité.

Le Groupe présente les actifs « droit d'utilisation » et les obligations locatives courantes et non courantes sur des lignes spécifiques du bilan. Un impôt différé actif est calculé sur la base de la dette locative et un impôt différé passif est comptabilisé sur la base de l'actif droit d'utilisation.

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans le résultat opérationnel courant et les charges d'intérêts dans le résultat financier. Les contrats de location de courte durée (inférieur ou égal à un an) ou dont la valeur du bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure ou égale à 5 000 dollars) sont exclus de ce traitement et sont comptabilisés en charge de loyers. Au tableau de flux de financement, le remboursement du nominal appartient aux activités de financement. La part des loyers correspondant aux intérêts payés sur emprunts s'analysent en flux d'exploitation.

Impacts sur les comptes de la période

Les principaux impacts au 31 décembre 2022 sur les états financiers de l'application de la norme IFRS 16 sont les suivants :

Impacts au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2022	2021
Dotations et reprises d'exploitation	-28 796	-28 328
Autres produits et charges d'exploitation	30 615	30 321
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 819	1 993
Autres produits et charges opérationnels	28	27
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 847	2 020
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-2 023	-2 139
Change net	-492	-152
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	-668	-271
Impôts différés	203	104
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-465	-167

Impacts au bilan

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	60 702	65 809
Impôts différés actif	14 968	17 279
ACTIFS	75 670	83 088

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Résultats non distribués	-1 796	-1 331
CAPITAUX PROPRES	-1 796	-1 331
Obligations locatives non courantes	40 716	43 467
Impôts différés passifs	14 543	16 761
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	55 259	60 228
Fournisseurs et autres créditeurs	1 395	812
Obligations locatives courantes	20 812	23 379
TOTAL PASSIFS COURANTS	22 207	24 191
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	75 670	83 088

Impacts détaillés sur le droit d'utilisation et les obligations locatives**DROITS D'UTILISATION**

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains	Constructions et aménagements	Installations, techniques, matériel et outillages	Autres (*)	TOTAL
Valeur brute	1 184	60 930	28 744	34 399	125 257
Amortissements cumulés	-198	-25 903	-15 455	-17 892	-59 448
Dépréciations cumulés	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	986	35 027	13 289	16 507	65 809
Différences de conversion	-9	432	-14	-53	356
Entrées d'actifs	12	3 283	6 114	7 643	17 052
Dotation aux amortissements	-68	-11 142	-8 345	-9 241	-28 796
Modifications de contrats	8	5 288	228	604	6 128
Reclassement	-	-	-	-	-
Hyperinflation	-	109	145	-101	153
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	929	32 997	11 417	15 359	60 702
Valeur brute	1 194	64 854	30 825	34 525	131 398
Amortissements cumulés	-265	-31 857	-19 408	-19 166	-70 696
Dépréciations cumulés	-	-	-	-	-

(*) Contrats de location essentiellement sur du matériel de manutention et véhicules automobiles.

OBLIGATIONS LOCATIVES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Courant	Non Courant
SOLDE A L'OUVERTURE	66 846	23 379	43 467
Augmentation	16 882		
Remboursement	-28 592		
Différences de conversion	286		
Modifications de contrats	6 106		
SOLDE A LA CLOTURE	61 528	20 812	40 716

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Dans un délai d'un an	20 812	23 379
Au cours de la 2e et jusqu'à la 5e année	31 194	30 700
Au-delà de la 5e année	9 522	12 767
TOTAL	61 528	66 846

Autres informations**MONTANTS DES LOYERS NON RETRAITES IFRS 16**

Le tableau ci-dessous présente les loyers qui résultent des contrats de location non capitalisés :

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Loyers de faible valeur (< ou = 5000€)	-1 457	-1 468
Loyers court terme (< ou = 12 mois)	-3 758	-2 930
Loyers variables	-8 976	-8 073
TVA non déductible	-663	-660
Autres (*)	-1 854	-712
TOTAL	-16 708	-13 843

(*) Contrats non éligibles pour d'autres raisons.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Montant des loyers payés pour location hors IFRS16	17 739	15 633
Montant des engagements fermes pour contrats de locations non débutés à la clôture	5 925	1 700

La composante service existant éventuellement dans les contrats de location est exclue de la charge de loyer.

NOTE 10. AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration, pour actions en justice et pour risques divers sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail et ne sont comptabilisées que lorsque des plans détaillés ont été établis et qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce ont créé une attente. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant

la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation avant impôt utilisé pour déterminer la valeur actuelle reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

En milliers d'euros	Réorganisation	Autres risques et charges	Total
Au 1er janvier 2021	20 249	11 522	31 771
Différences de conversion	6	-39	-33
Constitution de provisions	1 162	6 638	7 800
Emplois	-12 035	-4 500	-16 535
Au 31 décembre 2021	9 382	13 621	23 003
Différences de conversion	-7	-205	-212
Constitution de provisions ⁽¹⁾	2 967	11 493	14 460
Emplois ⁽²⁾	-8 181	-6 506	-14 687
Variation de périmètre	-	48	48
Au 31 décembre 2022	4 161	18 451	22 612

(1) En 2022, les dotations concernent des provisions pour réorganisation pour 3 millions d'euros et des provisions pour autres risques et charges pour 11,5 millions d'euros dont des provisions pour litiges pour 4,2 millions d'euros, ainsi que d'autres provisions pour risques et charges pour 7,3 millions d'euros.

(2) Les reprises de provisions pour réorganisation s'élèvent à 8,2 millions d'euros dont 5,7 millions d'euros de provisions utilisées et 2,5 millions d'euros devenues sans objet.

Les reprises de provisions pour autres risques et charges s'élèvent à 6,6 millions d'euros dont 3,6 millions d'euros de provisions utilisées et 3 millions d'euros de provisions devenues sans objet.

Au 31 décembre 2022, les principaux risques et litiges provisionnés concernent les réorganisations pour 4,2 millions d'euros (décembre 2021 : 9,4 millions d'euros), des litiges sociaux pour 5,5 millions d'euros (décembre 2021 : 6,4 millions d'euros), des risques et litiges commerciaux pour 1,7 million d'euros (décembre 2021 : 3,8 millions d'euros), et divers risques pour 11,2 millions d'euros (décembre 2021 : 3,4 millions d'euros).

Les provisions pour risques et litiges sont destinées à couvrir chaque risque et chaque litige identifiés. Pour les litiges ouverts, en liaison avec ses avocats et conseils, le Groupe ne constitue une provision que lorsqu'il estime probable une issue défavorable et que celle-ci est évaluable de façon fiable.

- En 2021, deux organisations de producteurs de lait françaises ont assigné Savencia en justice pour, de leur point de vue, une application incorrecte par Savencia de ses obligations contractuelles en particulier pour ce qui concerne la détermination du prix du lait. En 2022, le Groupe a signé un accord avec l'une de ces organisations clôturant ainsi le litige les opposant. Quant au second dossier, un jugement rendu le 30 août 2022 par le tribunal judiciaire de Coutances a condamné Savencia à verser à l'AOP Sunlait un montant de 26 millions d'euros au titre de 2020 et un montant restant à définir pour 2021, sans prononcer toutefois l'exécution de ce jugement. Tout en prenant acte de la décision judiciaire, le Groupe Savencia la conteste vigoureusement et a fait immédiatement appel, fort des ses arguments juridiques développés tant sur la forme que sur le fond. Sunlait a, dans le cours de la procédure d'appel, réévalué ses demandes au travers notamment d'une modification substantielle et unilatérale

de sa méthode de calcul et d'une extension des périodes de réclamation jusqu'au 30 juin 2022. Les prochaines échéances judiciaires sont prévues au troisième trimestre 2023. Le Groupe considère en outre que, sur le plan économique, ce jugement ne tient pas compte du fait que Savencia a payé aux adhérents de Sunlait un prix du lait supérieur à la moyenne du marché national. Dans ce contexte, Savencia maintient qu'il respecte les termes de ses contrats et qu'à ce titre, les demandes de Sunlait sont injustifiées. Aucune provision n'est enregistrée à ce titre.

- L'Autorité de la concurrence ("ADLC") a procédé au cours du mois de novembre 2022 à une perquisition dans les locaux de différents groupes laitiers français dont le Groupe Savencia, en lien avec une suspicion potentielle de pratiques anticoncurrentielles dans le cadre des approvisionnements en lait de vache. L'enquête étant en cours à ce stade, le Groupe n'est pas en mesure d'évaluer l'issue de la procédure et d'estimer un éventuel risque de sortie de ressources probable. Le Groupe Savencia considère respecter la réglementation en vigueur.
- A la suite d'un acte de malveillance réalisé par un tiers externe à la société en octobre 2022, une provision de 2,5 millions d'euros a été enregistrée par Savencia Ressources Laitières afin de couvrir les coûts et indemnités qui en découlent.

NOTE 11. FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

11.1. Résultat financier

Les charges financières incluent les intérêts supportés sur les fonds empruntés auprès des tiers. Elles comprennent également les commissions bancaires et les différences de change.

Les produits financiers incluent les intérêts acquis sur les fonds placés auprès des tiers. Ils comprennent aussi les différences de change sur les actifs et les passifs financiers. Les profits et les pertes sur les instruments de couverture de taux d'intérêt affectant le compte de résultat sont également enregistrés sur cette ligne.

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Charges financières d'intérêts ^{(1) (*)}	-12 704	-7 201
Commissions bancaires ^(**)	-4 543	-7 039
Charges d'intérêts sur obligations locatives ⁽²⁾	-2 181	-2 248
Autres charges financières nettes ^(***)	-6 508	-4 990
Instruments de couverture de taux d'intérêts net	-148	-539
Change net	-12 124	-5 496
CHARGES FINANCIÈRES	-38 208	-27 513
Produits financiers ^{(3) (****)}	13 766	6 607
Instruments de couverture de taux d'intérêts net ⁽⁴⁾	-	-
Change net	-	-
PRODUITS FINANCIERS	13 766	6 607
CHARGES FINANCIÈRES NETTES	-24 442	-20 906
Dont charges d'intérêts, net ⁽¹⁾⁺⁽²⁾⁺⁽³⁾⁺⁽⁴⁾	-1 267	-3 381

(*) Impact de la hausse des taux d'intérêt essentiellement.

(**) Dont en 2021, 1,5 million d'euros de commissions bancaires au titre notamment du renouvellement du crédit syndiqué signé le 17 juin 2021.

(***) Dont en 2022, cession de valeurs mobilières de placement pour 3,5 millions d'euros.

(****) Dont en 2022, 3 millions d'euros de revalorisation de la créance fiscale brésilienne (cf.note 5).

11.2. Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers qui ont une échéance supérieure à une année (sauf pour les instruments de capitaux propres) comprennent les créances non courantes et les autres instruments financiers comme les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Selon les raisons qui ont motivées leur acquisition, les participations dont la détention est jugée non stratégique sont classées en « Titres immobilisés valorisés à la juste valeur par le résultat ». Ils sont comptabilisés dès que la transaction est réalisée. Lors de la vente de ces éléments, le résultat de cession est comptabilisé au compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les prêts dont les flux futurs attendus sont uniquement constitués par le paiement d'intérêts et de remboursement de capital à échéance, sont tous comptabilisés au coût amorti car leur vocation première est de collecter les flux de trésorerie contractuels. Les actifs financiers dont les flux futurs contractuels sont constitués d'intérêts et de remboursement de capital mais que le Groupe s'autorise à revendre avant l'échéance sont comptabilisés à la JV par OCI. Lors de la décomptabilisation d'un tel instrument financier, et notamment en cas de cession, la plus ou moins-value accumulée en OCI est reclassée au compte de résultat. Il n'y a pas, en l'espèce, d'instruments concernés par ce traitement au niveau du Groupe.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Prêts et créances	18 493	14 377
Titres immobilisés évalués à la JV par résultat (>1an)	12 327	12 134
Dépréciation	-2 743	-39
TOTAL	28 077	26 472

Les actifs financiers comprennent notamment des obligations convertibles Horizon Agroalimentaire pour 2,7 millions d'euros, des titres Cathay III et IV pour 3,1 millions d'euros et FnB Europe Fund SLP Private Equity pour 1,8 million d'euros.

Les autres participations ne présentent pas de caractère significatif.

11.3. Autres actifs financiers courants

Sont classés dans cette catégorie les placements en OPCVM, FCP et titres qui, bien que d'échéances inférieures à un an, ne remplissent pas l'ensemble des critères qui permettent de les classer en équivalents de trésorerie. L'analyse de la

conformité aux critères est menée sur la base des informations contenues dans le prospectus d'émission de chaque OPCVM ainsi que sur l'historique de l'évolution de leur valeur liquidative.

11.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ligne « Trésorerie et équivalents trésorerie » se décompose en trésorerie et équivalents trésorerie comprenant des titres négociables, placements à court terme et autres fonds monétaires dont l'objectif de détention est de faire face aux engagements de trésorerie à court terme, ceci, conformément à la norme IAS 7 et à la recommandation commune de l'ANC et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) émise le 27 novembre 2018, qui fait suite à l'entrée en vigueur du nouveau règlement européen 2017/1131 sur les fonds monétaires. Les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à terme et les placements à taux fixe dont l'échéance à compter de la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois. Les dépôts à terme de plus de trois mois ne sont susceptibles d'être classés en équivalents de trésorerie que s'il existe des options de sortie exerçables à tout moment ou au maximum tous les trois mois, que ces options soient initialement prévues au contrat et exerçables sans pénalité. Les dépôts à terme et placements à taux fixes doivent être également soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; ceux dont l'échéance est supérieure à

trois mois et qui ne satisfont pas les conditions énoncées ci-dessus, ou dont l'échéance est inférieure à trois mois mais susceptibles de changement de valeur font partie des « Autres actifs financiers courants ».

La trésorerie est évaluée à sa juste valeur. Tous les gains et pertes non réalisés sont enregistrés en compte de résultat.

Dans le cas où certains titres négociables seraient détenus en vue d'obtenir un profit à court terme, ils sont évalués à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes réalisés ou non sont comptabilisés directement en résultat.

La juste valeur est déterminée à la clôture sur la base du prix de marché pour les instruments cotés ou sur la base de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie	306 081	325 983
Équivalents de trésorerie	242 535	234 257
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	548 616	560 240

Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement des DAT et des billets de trésorerie.

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans consolidés présentés.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	548 616	560 240
Concours bancaires courants et comptes courants financiers	-51 714	-70 927
TRESORERIE NETTE	496 902	489 313

11.5. Emprunts et dettes financières hors contrats de location

Les dettes portant intérêts sont initialement comptabilisées à leur juste valeur nette des coûts de transactions encourus. Elles sont ensuite évaluées en application de la méthode du coût amorti. La différence entre la juste valeur à l'émission et le montant remboursé est amortie en fonction de la durée de

la dette ou de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en passifs courants à moins qu'il n'existe un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la clôture.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2022	Non courant	Courant	Au 31 décembre 2021	Non courant	Courant
Emprunts auprès d'établissements financiers et autres ^(*)	684 909	5 898	679 011	680 622	7 199	673 423
Comptes courants bloqués de la participation	13 760	11 675	2 085	12 630	9 764	2 866
Emprunts obligataires	287 681	277 349	10 332	291 476	281 670	9 806
Concours bancaires courants	30 408	-	30 408	36 359	-	36 359
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES A LA CLÔTURE	1 016 758	294 922	721 836	1 021 087	298 633	722 454

(*) L'endettement courant auprès des établissements financiers est composé essentiellement de billets de trésorerie.

Les emprunts et dettes financières sont présentés hors montant des options d'achat et de vente contractées avec les détenteurs de participations minoritaires. Par ailleurs, suite à la mise en application d'IFRS 16, les obligations locatives sont présentées sur une ligne distincte au bilan à compter de 2019.

Le Groupe dispose des lignes de crédits confirmés à long terme non utilisées pour couvrir l'utilisation des crédits à court terme.

Les « Emprunts auprès d'établissements financiers », pour le non-courant, correspondent à des tirages sur des lignes de crédit bancaires accordées notamment dans le cadre du crédit Syndiqué renégocié en 2021 d'une durée allant jusqu'à sept ans. En date du 31 décembre 2022, il n'y a aucun tirage en cours sur la ligne du crédit syndiqué.

En 2022, la ligne « Emprunts obligataires » comprend cinq emprunts privés. Le premier émis en 2011 et 2013 (échéances respectives de 2025 et 2026) d'un montant nominal résiduel de 92,5 millions de dollars, dont le remboursement a démarré en 2019, le deuxième émis en 2016 d'un montant nominal de 20 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2027, le troisième d'un montant nominal de 130 millions

d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2028, le quatrième émis en 2018 d'un montant de 30 millions d'euros, remboursable progressivement à compter de 2029, et le cinquième émis en 2019 d'un montant de 20 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2030.

Pour l'exercice 2022, l'encours moyen des emprunts auprès des établissements de crédit est de 1 098 millions d'euros.

Le taux moyen des emprunts s'élève à 1,54 % en 2022, protections de taux et commissions bancaires incluses.

Dans le but de maîtriser l'impact de la variation des taux d'intérêt sur ses résultats, le Groupe a mis en place une politique d'échange de taux et de contrats optionnels couvrant la totalité des encours de financement net en euros à taux variable à moyen et long terme. Les taux variables utilisés par le Groupe sont principalement Euribor et €STR.

Afin de maîtriser l'impact de la variation du dollar de l'emprunt en devise, le Groupe a mis en place une couverture de change couvrant la totalité des flux de l'emprunt émis en dollar.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Exigibles dans un délai d'un an	721 836	722 454
Au cours de la 2e et jusqu'à la 5e année y compris	82 128	96 561
Au-delà de la 5e année	212 794	202 072
TOTAL	1 016 758	1 021 087

RÉPARTITION PAR DEVISE

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
EUR	887 701	892 241
JPY	462	499
USD	87 885	90 660
Autres	40 710	37 687
TOTAL	1 016 758	1 021 087

RÉPARTITION PAR TYPE DE TAUX D'INTÉRÊT

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Dettes financières à taux fixe	342 061	348 972
Dettes financières à taux variable	674 697	672 115
TOTAL	1 016 758	1 021 087

Les coûts de financement des dettes à taux variables sont assis sur l'Euribor ou l'€STR majorés de marges inférieures ou égales à 65 points de base.

La répartition ci-dessus s'entend avant effet des protections de taux (note 11.6.2.).

L'évolution de l'endettement brut se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
EMPRUNTS A L'OUVERTURE	1 021 087	1 065 414
Émission d'emprunts	26 235	10 787
Remboursement d'emprunts	-16 506	-74 537
Variation des concours bancaires et comptes courants financiers	-17 647	12 621
Ecart de conversion	3 041	6 802
Variation de périmètre (*)	548	-
EMPRUNTS A LA CLOTURE	1 016 758	1 021 087

(*) Au 15 mars 2022, prise de contrôle de Poitou Chèvre SAS.

L'endettement financier brut baisse de 4,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021. Compte tenu des placements classés en autres actifs financiers courants nets de la trésorerie active, l'endettement net baisse de 4,3 millions d'euros avec un solde net de 444,1 millions d'euros au 31 décembre 2022. Certains crédits sont assortis de clauses imposant le respect d'un ratio financier de leverage.

Ce ratio porte sur un montant maximum d'endettement calculé en proportion de l'EBITDA courant. L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation. Ce ratio n'intègre pas l'obligation locative IFRS 16 conformément à nos covenants bancaires.

Ce ratio est toujours respecté.

Pour le calcul du ratio financier, la dette financière nette applicable au Crédit Syndiqué et à la majorité des contrats bilatéraux, est déterminée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Emprunts et dettes non courants auprès des établissements financiers	-294 922	-298 633
Emprunts et concours bancaires	-721 836	-722 454
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	-1 016 758	-1 021 087
Autres actifs financiers courants	24 019	12 380
Trésorerie et équivalents trésorerie	548 616	560 240
ENDETTEMENT NET	-444 123	-448 467
Actions en auto-détention	33 515	20 245
DETTE FINANCIERE NETTE	-410 608	-428 222

11.6. Gestion du risque financier et instruments financiers

Gestion du risque financier

RISQUE FINANCIER

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de change, risque de taux, risque de crédit et risque de liquidité. La gestion de ces risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximums autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de contrôler les expositions dans les limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité, risque. En ce qui concerne les cours de matières premières (principalement le lait, le beurre et la poudre), le Groupe ne peut gérer ces risques qu'en présence de marchés organisés.

RISQUE DE CHANGE

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses unités de production. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des entités étrangères.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent à des contrats de change à terme fermes ou optionnels.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe a pour politique de couvrir environ 80% du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir.

Le Groupe détermine l'existence d'un lien économique entre l'instrument de couverture et l'élément couvert en fonction de la devise, du montant et du calendrier des flux de trésorerie respectifs. Il utilise un dérivé hypothétique pour déterminer s'il est attendu que le dérivé désigné dans chaque relation de couverture est efficace pour compenser les variations des flux de trésorerie de l'élément couvert.

Le Groupe détient certains investissements dans des activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le Groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement. Ces couvertures sont principalement des swaps et des caps.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients (cf. note 4.5), des titres de placement (cf. note 11.2), et des instruments financiers dérivés actifs (cf. note 11.6.1).

Le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. De même, une politique de contreparties bancaires est définie. Elle vise à répartir de manière ciblée les en-cours placés et les instruments dérivés auprès de banques et d'institutions financières de premier ordre. Elle vise à éviter d'être exposé à des concentrations significatives des risques financiers.

La provision pour pertes attendues sur les créances clients est évaluée en utilisant la balance âgée des créances, l'évaluation du risque de crédit et les assurances crédit.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité résulte du fait que certaines contreparties pourraient ne pas remplir leurs obligations en termes de financements ou de placements. En termes de financement, la liquidité est assurée par une politique de lignes à long et moyen termes confirmées et partiellement utilisées (cf. note 11.5). En termes de placements, la liquidité est assurée en minimisant l'exposition aux placements non monétaires (cf. note 11.4).

GESTION DU CAPITAL

La politique du Groupe consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Les membres du personnel détiennent 4,89% des actions ordinaires à travers un plan d'épargne entreprise.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces achats dépend des besoins de gestion du capital et des cours. Les décisions d'achat et de vente sont prises au cas par cas.

Le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital au cours de l'exercice 2022.

Ni la société, ni ses filiales se sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts et de prix de certaines matières premières auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel, des contrats d'achat de matières premières à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devise ou de taux d'intérêts.

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluations internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques d'évaluations internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

Sous certaines conditions, la comptabilité de couverture peut être appliquée lorsque les instruments financiers compensent, en totalité ou partiellement, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagement ferme. Elle est également appliquée pour les instruments dérivés désignés comme couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future, hautement probable ou bien comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger. L'efficacité des couvertures est appréciée à intervalles réguliers, et au moins tous les trimestres.

Les couvertures de juste valeur comprennent les dérivés servant à couvrir le risque de change et/ou de taux d'intérêt. Le produit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments de couverture à la juste valeur à la date du bilan est enregistré immédiatement dans le compte de résultat. L'ajustement au bilan de l'élément couvert est réalisé en tenant compte du risque couvert et les variations de juste valeur du risque couvert sont enregistrés immédiatement en compte de résultat.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les flux financiers liés aux transactions futures telles que les ventes à l'exportation, les achats d'équipements en devises, la variation de prix et/ou de cours de change pour les achats de matières premières ainsi que les fluctuations anticipées de taux d'intérêts. Lorsque la couverture est efficace, la part efficace du gain ou de la perte résultant de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La part inefficace de la variation de juste valeur est enregistrée immédiatement en compte de résultat. Lorsqu'un actif ou un passif résultant d'une transaction future couverte est comptabilisé au bilan, les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture précédemment enregistrés en capitaux propres sont transférés au coût d'acquisition du dit actif ou passif.

Des instruments financiers dérivés sont également utilisés pour réduire l'exposition au risque de change de l'investissement net dans une entité étrangère. Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente ou la sortie de l'investissement net.

Les dérivés de transactions comprennent les instruments dérivés utilisés conformément à la politique de gestion des risques du Groupe mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée. Les dérivés acquis dans le but d'atteindre des objectifs de rendement des portefeuilles d'investissement font également partie de cette catégorie. Leurs variations de juste valeur sont enregistrées en compte de résultat.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

Les couvertures de change ainsi que les couvertures de taux sont traitées en IFRS en instruments de transactions.

Les principales sources d'inefficacité des relations de couverture sont :

- pour la couverture de taux d'intérêt, l'effet risque de la contrepartie et du Groupe sur la juste valeur des swaps qui n'est pas reflété dans la variation de la juste valeur des flux de trésorerie couvert attribuable à la variation des taux d'intérêts et les différences de dates de refixation des taux entre les swaps et les emprunts.
- pour la couverture du taux de change, l'effet de risque des contreparties et du Groupe sur la juste valeur des contrats de change à terme qui n'est pas reflété dans la variation de la juste valeur des flux de trésorerie couverts attribuable au taux de change et les modifications de calendrier des transactions couvertes.

11.6.1. Instruments financiers dérivés actifs

	Au 31 décembre 2022		Échéance 2023		Échéance >2023	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	26 274	286 724	2 340	9 375	23 934	277 349
Option de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	6 703	137 598	6 703	137 598	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	7 291	100 000	-	-	7 291	100 000
Dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	40 268	-	9 043	-	31 225	-
Dont classés en actifs courants	9 043	-	9 043	-	-	-
Dont classés en actifs non courants	31 225	-	-	-	31 225	-

(1) Échéance 2023 et 2024 pour 9 375 par année, 2025 pour 49 222, 2026 pour 18 752, 2027 pour 100 000 et 2029 pour 100 000.

(2) Échéance 2027 pour 100 000.

	Au 31 décembre 2021		Échéance 2022		Échéance >2022	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	904	-	904	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	12 895	90 500	1 880	8 830	11 015	81 670
Option de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	3 312	60 003	3 312	60 003	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	8 184	100 000	-	-	8 184	100 000
Dérivés sur matières premières	146	-	146	-	-	-
TOTAL	25 441	-	6 242	-	19 199	-
Dont classés en actifs courants	6 242	-	6 242	-	-	-
Dont classés en actifs non courants	19 199	-	-	-	19 199	-

(1) Échéance 2022 pour 8 830, échéances 2023 à 2024 pour 8 830 par année, 2025 pour 46 352 et en 2026 pour 17 658.

(2) Échéance 2027 pour 100 000.

11.6.2. Instruments financiers dérivés passifs

	Au 31 décembre 2022		Échéance 2023		Échéance >2023	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	349	-	349	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	4 577	55 153	4 577	55 153	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽¹⁾	6 768	100 000	-	-	6 768	100 000
Dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	11 694	-	4 926	-	6 768	-
Dont classés en passifs courants	4 926	-	4 926	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	6 768	-	-	-	6 768	-

1) Échéance 2027.

	Au 31 décembre 2021		Échéance 2022		Échéance >2022	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	7 186	100 000	-	-	7 186	100 000
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	5 764	254 578	5 764	254 578	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	7 495	100 000	-	-	7 495	100 000
Dérivés sur matières premières	142	-	142	-	-	-
TOTAL	20 587	-	5 906	-	14 681	-
Dont classés en passifs courants	5 906	-	5 906	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	14 681	-	-	-	14 681	-

(1) Échéance 2027.

(2) Échéance 2027.

Couverture de risque de taux

Les couvertures de flux de trésorerie sont traitées en instruments de transactions depuis 2008 à trois exceptions près : l'emprunt en USD, les 100 millions d'euros de swaps mis en place en mars 2018 et les 100 millions d'euros de swaps mis en place en septembre 2022, étant considérés comme des couvertures de flux de trésorerie impactant les autres éléments du résultat global.

La politique de couverture de risque de taux préconise l'utilisation d'options de taux et/ou de swap de taux classés en instruments de transaction.

Le Groupe a mis en place en 2018 des swaps de taux d'intérêts (à hauteur de 100 millions d'euros) à départ décalé de deux ans. Ces swaps ont été opérationnels à partir des mois de mars à mai 2020 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2027.

Le Groupe a mis en place en 2022 des swaps de taux d'intérêts (à hauteur de 100 millions d'euros). Ces swaps ont été opérationnels à partir des mois de septembre 2022 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2029.

L'impact de cette politique sur la répartition des emprunts et dettes financières à taux fixe ou variable est le suivant :

Emprunts et dettes financières	Euros			Autres			Total		
	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total
Avant protection de taux	238 840	648 861	887 701	103 221	25 836	129 057	342 061	674 697	1 016 758
• Swap	200 000	-200 000		-	-		200 000	-200 000	
• Cap	-	-		-	-		-	-	
Après protection de taux	438 840	448 861	887 701	103 221	25 836	129 057	542 061	474 697	1 016 758
Autres actifs financiers courants		13 675	13 675		10 344	10 344		24 019	24 019
Trésorerie et équivalents de trésorerie		308 550	308 550		240 066	240 066		548 616	548 616
TOTAL TRESORERIE NETTE ACQUISE		322 225	322 225	-	250 410	250 410	-	572 635	572 635

Analyse de la sensibilité à la hausse des taux d'intérêts court terme au 31 décembre 2022 :

Une variation de + 1 % des taux court terme aurait un impact sur la dette brute variable du Groupe de 4,7 millions d'euros.

Cette hausse des taux court terme aurait également un impact sur les placements court terme à taux variable estimé à 5,7 millions d'euros. L'impact global d'une hausse des taux court terme sur le résultat financier du Groupe serait de + 1 million d'euros.

Convention de signe : + achat de la devise – vente de la devise

Couverture de risque de change

Contrats à terme et options – couverture latente au 31 décembre 2022.

Le Groupe est principalement exposé aux risques de variation des devises suivantes : yuan, yen, dollar US, dollar Canadien, zloty Polonais, livre sterling, franc suisse et real brésilien.

En milliers de devises	Total devise 1		Total devise 2		Couverture en milliers d'EUR	Contrevaleur euro devise 1		Fixing au 31/12/2022
CAD EUR	-17 663	CAD	12 843	EUR	311	-12 232	EUR	1,4440
CHF EUR	-18 956	CHF	18 717	EUR	-655	-19 250	EUR	0,9847
CNY EUR	-149 334	CNY	19 884	EUR	-383	-20 295	EUR	7,3582
GBP EUR	-32 236	GBP	38 000	EUR	786	-36 346	EUR	0,8869
JPY EUR	-2 167 983	JPY	16 094	EUR	479	-15 413	EUR	140,6600
PLN EUR	76 348	PLN	-15 360	EUR	478	16 311	EUR	4,6808
USD EUR	-73 701	USD	70 007	EUR	1 378	-69 099	EUR	1,0666
BRL USD	-10 695	BRL	2 012	USD	33	-1 893	EUR	5,2977
CNY USD	-83 189	CNY	11 680	USD	-396	-11 306	EUR	6,8987
Autres devises					95	-23 228	EUR	-
TOTAL					2 126	-192 751	EUR	-

Analyse de la sensibilité à la variation des devises : une variation de 1 % des principales devises (CNY, CAD, USD, GBP, BRL, JPY, PLN et CHF), à partir d'un cours de référence du 31 décembre 2022, aurait un impact de 1,9 million d'euros sur le résultat financier du Groupe.

Au 4^{ème} trimestre 2022, le Groupe a procédé au remplacement des courbes de taux liées aux LIBOR (USD, JPY, CHF, GBP) utilisées pour les valorisations des dérivés. Les courbes Risk Free Rate (RFR) retenues sont en ligne avec l'évolution des marchés financiers. L'impact non-significatif (0,4 million d'euros) de ce changement de courbes de taux sur les valorisations est principalement porté par l'USD.

Le tableau suivant indique la valeur comptable des instruments financiers actifs et passifs par classe et par catégorie comptable, ainsi que leur juste valeur :

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture (2)	Actifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Prêts et créances évalués au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2022						
Autres actifs financiers évalués à la JV par résultat (>1an)	-	-	12 326	-	12 326	12 326
Actifs financiers de transaction long terme	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances financières long terme	-	-	-	15 751	15 751	15 751
Autres actifs financiers non courants	-	-	12 326	15 751	28 077	28 077
Dérivés sur taux	7 291	23 934	-	-	31 225	31 225
Instruments financiers dérivés non courants	7 291	23 934	-	-	31 225	31 225
Créances clients	-	-	-	913 480	913 480	913 480
Prêts et créances financières court terme	-	-	-	1 198	1 198	1 198
Dérivés de couverture sur matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur devises	6 703	-	-	-	6 703	6 703
Autres dérivés sur taux	-	2 340	-	-	2 340	2 340
Instruments financiers dérivés courants	6 703	2 340	-	-	9 043	9 043
Actifs financiers de transaction court terme	-	-	13 676	10 343	24 019	24 019
Comptes courants financiers	-	-	-	95 130	95 130	95 130
Disponibilités	-	-	-	210 951	210 951	210 951
Equivalents de trésorerie	-	-	242 535	-	242 535	242 535
Trésorerie et équivalents trésorerie	-	-	242 535	306 081	548 616	548 616
TOTAL ACTIF	13 994	26 274	268 537	1 246 853	1 555 658	1 555 658

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Les évaluations de juste valeur sont classées à différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, en fonction des données d'entrées utilisées dans la technique d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- Niveau 1 : il existe des cours (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels le Groupe peut avoir accès à la date d'évaluation ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement ;

- Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

La détermination, par le Groupe, de la juste valeur de niveau 2 pour les instruments financiers dérivés de gré à gré repose sur les cotations des établissements financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables et que les justes valeurs reflètent le risque de crédit de l'instrument et intègrent des ajustements pour prendre en compte le risque de crédit du Groupe et de la contrepartie le cas échéant.

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a pas procédé à des transferts de niveaux de hiérarchie de la juste valeur.

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture (2)	Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2022						
Emprunts obligataires	-	-	-	277 349	277 349	277 349
Autres emprunts et dettes	-	-	-	58 289	58 289	58 289
Emprunts et dettes financières non courantes	-	-	-	335 638	335 638	335 638
Dettes liées aux options de ventes accordées aux actionnaires minoritaires non courantes	-	-	17 401	-	17 401	17 401
Autres	-	-	1	-	1	1
Autres passifs non courants	-	-	17 402	-	17 402	17 402
Autres dérivés sur taux	6 768	-	-	-	6 768	6 768
Instruments financiers dérivés non courants	6 768	-	-	-	6 768	6 768
Fournisseurs	-	-	-	866 639	866 639	866 639
Dépôt et cautionnements reçus	-	-	-	2 557	2 557	2 557
Dettes liées aux options de ventes accordées aux actionnaires minoritaires courantes	-	-	13 967	-	13 967	13 967
Dérivés de couverture sur matières premières	-	349	-	-	349	349
Autres dérivés sur devises	4 577	-	-	-	4 577	4 577
Instruments financiers dérivés courants	4 577	349	-	-	4 926	4 926
Dettes financières courantes	-	-	-	690 934	690 934	690 934
Comptes courants financiers	-	-	-	21 306	21 306	21 306
Concours bancaires courants	-	-	-	30 408	30 408	30 408
Emprunts et dettes financières courantes	-	-	-	742 648	742 648	742 648
TOTAL PASSIF	11 345	349	31 369	1 947 482	1 990 545	1 990 545

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières premières, les couvertures

sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Prêts et créances évalués au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2021						
Autres actifs financiers évalués à la JV par résultat (>1an)	-	-	10 948	-	10 948	10 948
Actifs financiers de transaction long terme	-	-	1 185	-	1 185	1 185
Prêts et créances financières long terme	-	-	-	14 339	14 339	14 339
Autres actifs financiers non courants	-	-	12 133	14 339	26 472	26 472
Dérivés sur taux	8 184	11 015	-	-	19 199	19 199
Instruments financiers dérivés non courants	8 184	11 015	-	-	19 199	19 199
Créances clients	-	-	-	854 287	854 287	854 287
Prêts et créances financières court terme	-	-	-	1 198	1 198	1 198
Dérivés de couverture sur matières premières	-	904	-	-	904	904
Autres dérivés sur matières premières	146	-	-	-	146	146
Autres dérivés sur devises	3 312	-	-	-	3 312	3 312
Autres dérivés sur taux	-	1 880	-	-	1 880	1 880
Instruments financiers dérivés courants	3 458	2 784	-	-	6 242	6 242
Actifs financiers de transaction court terme	-	-	9 756	2 624	12 380	12 380
Comptes courants financiers	-	-	-	70 009	70 009	70 009
Disponibilités	-	-	-	255 974	255 974	255 974
Equivalents de trésorerie	-	-	234 257	-	234 257	234 257
Trésorerie et équivalents trésorerie	-	-	234 257	325 983	560 240	560 240
TOTAL ACTIF	11 642	13 799	256 146	1 198 431	1 480 018	1 480 018

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31/12/2021						
Emprunts obligataires	-	-	-	281 670	281 670	281 670
Autres emprunts et dettes	-	-	-	60 430	60 430	60 430
Emprunts et dettes financières non courantes	-	-	-	342 100	342 100	342 100
Dettes liées aux options de ventes accordées aux actionnaires minoritaires non courantes	-	-	31 165	-	31 165	31 165
Autres	-	-	2	-	2	2
Autres passifs non courants	-	-	31 167	-	31 167	31 167
Autres dérivés sur taux	7 495	7 186	-	-	14 681	14 681
Instruments financiers dérivés non courants	7 495	7 186	-	-	14 681	14 681
Fournisseurs	-	-	-	758 068	758 068	758 068
Dépôt et cautionnements reçus	-	-	-	3 014	3 014	3 014
Autres dérivés sur matières premières	142	-	-	-	142	142
Autres dérivés sur devises	5 764	-	-	-	5 764	5 764
Instruments financiers dérivés courants	5 906	-	-	-	5 906	5 906
Dettes financières courantes	-	-	-	674 907	674 907	674 907
Comptes courants financiers	-	-	-	34 567	34 567	34 567
Concours bancaires courants	-	-	-	36 359	36 359	36 359
Emprunts et dettes financières courantes	-	-	-	745 833	745 833	745 833
TOTAL PASSIF	13 401	7 186	31 167	1 849 015	1 900 769	1 900 769

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

NOTE 12. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

En application d'IAS 32, lorsque des actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leur participation, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont reclassés en dettes, cette dernière étant mesurée à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option. L'écart entre la valeur de la dette, et la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres part du Groupe. Les variations ultérieures de la dette relatives au changement de la valeur estimée du prix d'exercice de l'option sont enregistrées en capitaux propres – part groupe. L'effet de la désactualisation de la dette financière est constaté en résultat.

Les options de vente sont classées au bilan dans les autres passifs non courants, leur montant étant jugé significatif à l'échelle du Groupe, ceci conformément à la norme IAS 1.58.

Les autres passifs non courants correspondent au montant des options d'achat et de vente contractées avec les détenteurs de participations minoritaires. Ces options sont mesurées à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option. Elles concernaient au 31 décembre 2021 33,33 % de Bressor Alliance et 20% de Bake Plus. Le mouvement sur la période correspond à la variation de juste valeur de l'option Bressor Alliance, ainsi qu'au reclassement de l'option d'achat et vente de 20% de Bake Plus, exerçable à compter de mars 2023, en options d'achat et vente à court terme dans le poste Fournisseurs et autres créditeurs (cf. note 4.6).

NOTE 13. RÉSULTAT SUR SITUATION MONÉTAIRE

Hyperinflation

Selon un consensus de place, l'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation depuis le 1er juillet 2018.

Ces dispositions requièrent que les états financiers des filiales concernées établis dans leur monnaie fonctionnelle soient retraités selon la convention du coût historique (par application des indices d'inflation), de sorte qu'ils soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Ainsi l'ensemble des actifs et passifs non-monétaires sont corrigés de l'inflation depuis le 1er janvier 2018 comme si l'Argentine avait toujours été hyperinflationniste pour refléter l'évolution du pouvoir d'achat à la date de clôture. De même,

l'état du résultat global (compte de résultat et autres éléments du résultat global) est retraité pour corriger l'inflation constatée sur la période. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités, puisqu'ils reflètent déjà le pouvoir d'achat à la date de clôture. Les ajustements portant sur les actifs et passifs non-monétaires et sur les postes du compte de résultat sont constatés au sein du compte de résultat en « gain ou perte sur la situation monétaire ».

Dans les comptes consolidés, les états financiers de l'entité concernée sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture (tout comme les actifs, passifs et capitaux propres, les produits et charges sont alors au cours de clôture de l'exercice).

ÉVOLUTION DE L'INDICE DE PRIX EN ARGENTINE

	2011 (*)	2017.12	2018.12	2019.12	2020.12	2021.12	2022.12
Indice à la clôture	457,70	1 656,62	2 459,85	3 782,82	5 122,21	7 699,20	15 229,73
Évolution vs 2011		262 %	437 %	726 %	1 019 %	1 582 %	3 227 %
Évolution vs N-1			48 %	54 %	35 %	50 %	98 %

(*) Date de prise de contrôle de Milkaut par le Groupe.

Nous retenons l'index officiel publié par le gouvernement argentin (IPC NACIONAL EMPALME IPIM).

L'impact des retraitements d'indexation lié à l'hyperinflation sur les principaux états financiers sont résumés dans les états suivants.

COMPTE DE RÉSULTAT

	12 mois	
<i>En milliers d'euros</i>	2022	2021
Chiffre d'affaires	70 498	32 577
Consommations externes	-57 298	-28 812
Frais de personnel	-14 210	-6 620
Dotations et reprises d'exploitation	-5 037	-3 738
Autres charges et produits d'exploitation	-7 264	-3 428
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-13 311	-10 021
Autres charges et produits opérationnels	257	150
RESULTAT OPERATIONNEL	-13 054	-9 871
Résultat financier	-83	-120
Résultat sur situation monétaire	2 725	2 745
RESULTAT AVANT IMPÔTS	-10 412	-7 246
Impôts sur les résultats	-3 782	-3 360
Résultat net des activités poursuivies	-14 194	-10 606
RESULTAT DE L'EXERCICE	-14 194	-10 606

BILAN

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
ACTIF		
Immobilisations incorporelles et corporelles	28 350	20 479
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	28 350	20 479
Stocks et en-cours	2 108	707
TOTAL ACTIFS COURANTS	2 108	707
ACTIFS	30 458	21 186

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Autres réserves	33 986	24 375
Résultats non distribués	-14 191	-10 606
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	19 795	13 769
Participations ne conférant pas le contrôle	3	2
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	19 798	13 771
Passifs d'impôts différés	10 660	7 415
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	10 660	7 415
PASSIFS	10 660	7 415
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	30 458	21 186

NOTE 14. CAPITAUX PROPRES

14.1. Capital apporté et autres réserves

14.1.1. Capital apporté

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat),

est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

En milliers d'euros	Évolution du capital apporté				
	Nombre d'actions en circulation	Actions ordinaires	Primes d'émission	Actions propres	Total
SOLDE AU 01/01/2021	13 715 026	14 033	81 478	-18 460	77 051
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus	-	-	-	-	-
• Cession d'actions propres	10 414	-	-	-	-
• Rachat d'actions propres	-31 640	-	-	-1 745	-1 745
SOLDE AU 31/12/2021	13 693 800	14 033	81 478	-20 205	75 306
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus	-	-	-	-	-
• Cession d'actions propres	-	-	-	-	-
• Rachat d'actions propres	-221 682	-	-6 255	-13 271	-19 526
SOLDE AU 31/12/2022	13 472 118	14 033	75 223	-33 476	55 780

Le capital social, entièrement libéré au 31 décembre 2022, est composé de 14 032 930 actions d'une valeur nominale de 1 euro. Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

Au 31 décembre 2022, SAVENCIA SA détient 560 812 actions propres (339 130 au 31 décembre 2021) dont 9 673 actions

détenues dans le cadre du contrat de liquidité (11 035 actions en 2021). Les primes d'émission d'un montant de 75 223 milliers d'euros au 31 décembre 2022, comprennent la réserve légale pour 1 613 milliers d'euros et diverses primes d'émission et de fusion pour 73 610 milliers d'euros.

14.1.2. Autres réserves

Evolution des autres réserves					
<i>En milliers d'euros</i>	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs par les autres éléments du résultat global	Gains et pertes actuariels	Différences de conversion	Total
SOLDE AU 01/01/2021	-7 366	2 875	-32 197	-162 817	-199 505
Couverture de flux futurs de trésorerie					-
• Variations de juste valeur de l'exercice	3 603				3 603
• Impôts sur les pertes de juste valeur	-927				-927
Gains et pertes actuariels - brut			17 486		17 486
Gains et pertes actuariels - Impôts			-4 834		-4 834
Ecart de conversion					-
• Groupe				47 926	47 926
• Entreprises associées			-	148	148
SOLDE AU 31/12/2021	-4 690	2 875	-19 545	-114 743	-136 103
Couverture de flux futurs de trésorerie					-
• Variations de juste valeur de l'exercice	14 156				14 156
• Impôts sur les pertes de juste valeur	-3 712				-3 712
Gains et pertes actuariels - brut			29 703		29 703
Gains et pertes actuariels - Impôts			-8 397		-8 397
Ecart de conversion					-
• Groupe				18 338	18 338
• Entreprises associées			-	38	38
SOLDE AU 31/12/2022	5 754	2 875	1 761	-96 367	-85 977

14.2. Détail par nature des autres éléments du résultat global

En milliers d'euros	12 mois					
	2022			2021		
	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt
Ecart de conversion	18 120	-	18 120	47 742	-	47 742
Variation de juste valeur des actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Variation de juste valeur des flux futurs de trésorerie	13 415	-3 521	9 894	3 399	-938	2 461
Coût de couverture	741	-191	550	204	11	215
Hyperinflation	25 517	-	25 517	14 362	-	14 362
Autres mouvements	-	-	-	-933	2 864	1 931
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables	38	-	38	148	-	148
Total des éléments recyclables en résultat net	57 831	-3 712	54 119	64 922	1 937	66 859
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite	32 268	-8 931	23 337	18 726	-5 114	13 612
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables	-	-	-	-	-	-
Total des éléments non recyclables en résultat net	32 268	-8 931	23 337	18 726	-5 114	13 612
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	90 099	-12 643	77 456	83 648	-3 177	80 471

14.3. Résultat par action et dividendes par action

Le **résultat de base par action** est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de chaque exercice, hors actions propres rachetées par la Société (cf. note 14.1.).

	2022	2021
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA (en milliers d'euros)	68 046	82 939
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 591 344	13 706 869
Résultat de base par action	5,01	6,05

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options d'achat d'actions octroyées.

	2022	2021
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA (en milliers d'euros)	68 046	82 939
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 591 344	13 706 869
Effet dilutif des options d'achats	-	48 367
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté	13 591 344	13 755 236
Résultat dilué par action	5,01	6,03

Les dividendes versés en 2022 ont été de 1,5 euro par action. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 21 avril prochain de distribuer un dividende de 1,3 euro par action au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

14.4. Intérêt des détenteurs de participation ne conférant pas le contrôle dans les activités et flux de trésorerie du Groupe

Les participations ne conférant pas le contrôle s'analysent comme suit

Participation ne conférant pas le contrôle (i.e. la part des minoritaires)

En milliers d'euros	Compagnie Laitière Européenne		Autres		TOTAL	
	12 mois		12 mois		12 mois	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021
% des droits de vote	14,14 %	14,14 %	-	-	-	-
% d'intérêts détenus par les actionnaires minoritaires	14,14 %	14,14 %	-	-	-	-
Quote-part de résultat revenant aux minoritaires	12 317	5 255	5 066	4 830	17 383	10 085
Autres éléments du résultat global revenant aux minoritaires	1 676	1 678	141	410	1 817	2 088
Montant du résultat global revenant aux minoritaires	13 993	6 933	5 207	5 240	19 200	12 173
Montant cumulé des intérêts minoritaires	198 530	188 177	35 130	31 316	233 660	219 493
Dividendes versés aux minoritaires	3 640	2 774	2 741	3 661	6 381	6 435

Informations financières en IFRS sur base 100 % avant opérations internes

BILAN

En milliers d'euros	Compagnie Laitière Européenne	
	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Actifs courants	992 147	846 071
Actifs non courants	637 697	643 479
ACTIFS	1 629 844	1 489 550
Capitaux propres	665 885	581 621
Passifs courants	815 407	716 517
Passifs non courants	148 552	191 412
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	1 629 844	1 489 550

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Chiffre d'affaires	2 809 871	2 277 756
Résultat net	87 353	19 288
Résultat global de l'exercice	92 027	24 067

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	12 mois	
	2022	2021
Flux d'exploitation	110 213	95 048
Flux d'investissements	-77 082	-78 401
Flux de financement	-61 809	-66 928
Incidence variation taux de change	552	40
Trésorerie d'ouverture	-122 374	-72 133
Trésorerie de clôture	-150 501	-122 374
Augmentation/Diminution de la trésorerie	-28 126	-50 241

NOTE 15. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan comprennent

- Les engagements de prise de participation pour 7,6 millions d'euros (2021 : 13,6 millions d'euros) qui sont à la fois donnés et reçus, ne concernent en 2022 que la société italienne Ferrari.
- Les engagements donnés liés au financement de la Société. Les garanties financières accordées aux sociétés du Groupe s'élèvent à 100,1 millions d'euros (2021 : 97,8 millions d'euros).
- Les engagements liés aux activités opérationnelles :

Au titre des engagements donnés :

Les engagements au titre de contrats de location de courte durée s'élèvent à 9,3 millions d'euros pour 2022 contre 6,7 millions d'euros en 2021.

Le montant des engagements fermes pour les contrats de location éligibles à IFRS 16 et non débutés à la clôture est de 5,9 millions d'euros contre 1,7 million d'euros à fin 2021.

Les autres engagements donnés représentent 184 millions d'euros dont pour l'essentiel des engagements d'achats contre 98,6 millions d'euros en 2021, hausse en lien avec l'inflation.

Concernant les contrats d'approvisionnement en lait, le Groupe négocie des contrats pluriannuels pour ses approvisionnements en lait, majoritairement en France, avec des regroupements de producteurs, des sociétés commerciales, des associations organisations de producteurs (AOP) et des coopératives agricoles. Ces contrats prévoient des engagements réciproques sur les volumes produits et collectés, redéfinis chaque année, permettant au Groupe de sécuriser la majeure partie des volumes d'approvisionnement en lait pour les années suivantes. Par ailleurs, les prix d'achat sont déterminés pour chaque période sur la base de formules de prix prenant en compte notamment les coûts des matières premières, des indicateurs publics et des variables qualitatives dépendant de la composition et de la qualité du lait collecté.

Au titre des engagements reçus :

Les autres engagements reçus représentent 47,8 millions d'euros (2021 : 43,4 millions d'euros) dont 4,9 millions d'euros au titre des quotas de CO₂ (2021 : 6,6 millions d'euros).

NOTE 16. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions entre les parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cadre de transactions soumises à des conditions de concurrence normale seulement si ces modalités peuvent être démontrées.

Le Groupe est contrôlé par SAVENCIA Holding SCA, société enregistrée en France qui détient directement ou indirectement 66,64 % du capital. Le reste, détenu par un nombre important d'actionnaires fait l'objet de transaction sur la Bourse de Paris. Certaines filiales ne sont pas

entièrement détenues par SAVENCIA SA (voir note 18 sur le périmètre de consolidation).

- Leurs actionnaires minoritaires sont pour l'essentiel des coopératives de production ou de collecte de lait à qui le Groupe achète leur production et peut vendre certaines productions. Ces transactions constituent l'essentiel des transactions avec les parties liées. A ce titre SAVENCIA Fromage & Dairy a enregistré des ventes aux coopératives liées pour 79,3 millions d'euros en 2022 (contre 72,2 millions d'euros en 2021) et des achats pour un montant de

997,3 millions d'euros en 2022 (contre 845,8 millions d'euros en 2021).

- Le Groupe a vendu des prestations logistiques à la société STEF pour 0,5 million d'euros et acheté des prestations logistiques pour 34,4 millions d'euros.
- Le Groupe assure la gestion de trésorerie de parties liées. À ce titre, il a perçu une rémunération de 0,6 million d'euros en 2022 (1,3 million d'euros en 2021).
- La société Eufipar assure des prestations pour le Groupe pour 0,2 million d'euros.
- Les ventes du Groupe aux entreprises associées représentent 2,7 millions d'euros en 2022 (7,4 millions d'euros en 2021) et les achats 17,2 millions d'euros (22

millions d'euros en 2021), ces transactions étant essentiellement des ventes et achats de matières laitières.

- Le montant global des rémunérations des dirigeants s'élève à 6,1 millions d'euros (3,1 millions d'euros en 2021). et ne comprend que des avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi étant non significatifs. Il n'y a ni autres avantages à long terme, ni indemnités versées de fin de contrat de travail. Aucun paiement fondé sur des actions n'a été réalisé en 2021, ni en 2022. Les principaux dirigeants comprennent : le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général ainsi que les Administrateurs.

NOTE 17. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

A la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date d'arrêté des comptes consolidés annuels 2022, d'événements significatifs postérieurs à la clôture pouvant impacter les comptes.

NOTE 18. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Consolidation par intégration globale	N°Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
France						
			Société-mère	Société-mère	Société-mère	Société-mère
SAVENCIA SA	847 120 185	FRANCE				
Alliance Laitière Européenne SAS	388 435 539	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Armor Protéines SAS	679 200 287	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
B.G. SAS	331 339 275	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
Bressor Alliance SA	379 657 570	FRANCE	66,66	66,66	66,66	66,66
Bressor SA	383 228 764	FRANCE	99,74	99,74	66,48	66,48
British Cheese Masters	815 371 430	FRANCE	51,00	-	51,00	-
C.F.V.A. SAS	314 830 050	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
Compagnie des Fromages & RichesMonts	501 645 196	FRANCE	50,00	50,00	42,93	42,93
CF&R Gestion SAS	501 653 612	FRANCE	51,00	51,00	43,79	43,79
Compagnie Laitière Européenne SA	780 876 421	FRANCE	85,86	85,86	85,86	85,86
Compagnie Laitière Normandie-Bretagne SAS	349 652 560	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Dutch Cheese Masters SAS	789 660 743	FRANCE	55,00	55,00	55,00	55,00
Elvir SAS	389 297 664	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Etablissements L. Tessier SAS	667 180 392	FRANCE	99,71	99,71	99,71	99,71
Fromagerie Berthaut SA	316 608 942	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromagerie de Vihiers SAS	350 546 719	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries des Chaumes SAS	314 830 183	FRANCE	99,94	99,94	99,93	99,93
Fromageries du Levezou	431 566 884	FRANCE	-	100,00	-	100,00
Fromageries Lescure SAS	794 040 956	FRANCE	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromageries Papillon SAS	391 900 917	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries Perreault SAS	316 085 620	FRANCE	99,98	99,98	99,98	99,98
Fromageries Rambol SAS	315 130 641	FRANCE	99,95	99,95	99,95	99,95
Fromageries Saint Saviol SAS	793 801 028	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Fromapac SAS	402 180 541	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromarsac SAS	331 260 083	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fruisec SAS	307 963 389	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Grand'Ouche SAS	314 815 457	FRANCE	99,83	99,83	99,83	99,83
La Compagnie des Fromages SAS	393 257 654	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Les Fromagers Associés SAS	349 542 415	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers de L'Europe SAS	428 744 973	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers de Thiérache SAS	315 332 569	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Messageries Laitières SNC	313 966 103	FRANCE	61,31	61,31	52,64	52,64
Normandie Bretagne Transports SAS (NBT)	403 128 051	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Normandie Export Logistics	824 269 898	FRANCE	61,30	61,30	52,64	52,64
PJB Advance SA	438 355 877	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Poitou Chèvre SAS	353 964 125	FRANCE	100,00	-	51,00	-
Prodilac SAS	389 297 714	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Europe	351 014 352	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Foodservice	389 330 739	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
SAVENCIA Fromage & Dairy International	402 927 628	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Normandie Services	384 557 880	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Produits Laitiers International	325 508 653	FRANCE	99,96	99,96	99,96	99,96

Consolidation par intégration globale	N°Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
France						
SAVENCIA Produits Laitiers France	394 530 703	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Ressources Laitières	389 297 748	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
SB Alliance Informatique	780 876 405	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
SB Alliance SNC	409 080 538	FRANCE	84,99	84,99	84,98	84,98
SB Biotechnologies SAS	450 983 051	FRANCE	100,00	100,00	97,50	97,50
Sci du Bousquet	350 222 758	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Société des Beurres et Crèmes des Régions d'Europe	487 220 295	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Société Les Vergers des Coteaux du Périgord SAS	330 479 213	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sodilac SAS	689 806 470	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Sofivo SAS	352 848 725	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Sogasi SAS	315 062 224	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Soredab SAS	317 705 267	FRANCE	97,50	97,50	97,50	97,50
Vivre Vert	817 437 643	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Etranger						
Advanced Food Products LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
AGRO 2000		RUSSIE	99,90	99,90	99,90	99,90
Alternative Foods LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Artisan Cheese Masters of America,INC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Bake Plus		COREE DU SUD	80,00	80,00	80,00	80,00
Belebeevskiy Molochny Kombinat		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
BEV		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Bonprole SA		URUGUAY	90,00	90,00	90,00	90,00
BR Investissements		LUXEMBOURG	-	100,00	-	100,00
BSI Tianjin Foods Cy Ltd		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Compagnie des Fromages & RichesMonts GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	42,93	42,93
Corman Deutschland GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	85,86	85,86
Corman Italia Spa		ITALIE	100,00	100,00	85,86	85,86
Corman Miloko Ireland Ltd		IRLANDE	55,00	55,00	47,23	47,23
Corman SA		BELGIQUE	100,00	100,00	85,86	85,86
Delaco Distribution		ROUMANIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Edelweiss GmbH & Co. KG		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Edelweiss Verwaltung GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Eurexpan BV		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait East LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait West LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Food Garden of Sweden		SUEDE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromagers Associés Japon K.K.		JAPON	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromunion SA		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
Gerard (Tianjin) Food co.ltd		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
ICC Paslek ltd		POLOGNE	100,00	100,00	85,86	85,86
Kolb Lena INC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Mantequeras Arias SA		ESPAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mareco Sweetcreations B.V.		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Milkaut		ARGENTINE	99,98	99,98	99,98	99,98
Mleczarnia Turek Sp ZOO		POLOGNE	100,00	100,00	100,00	100,00

Consolidation par intégration globale	N°Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Etranger						
Mlekoprodukt		REPUBLIQUE DE SERBIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Molkerei Gebr Rogge GmbH		ALLEMAGNE	92,49	92,49	92,49	92,49
Molkerei Gebr. Rogge Komplementär GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	92,49	92,49
Molkerei Sobbeke GmbH		ALLEMAGNE	80,00	80,00	80,00	80,00
Novomilk		SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Palace Industries		ETATS-UNIS	70,00	70,00	70,00	70,00
Paturain Finance BV		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Petra SA		URUGUAY	100,00	100,00	100,00	100,00
Polenghi Industrias Alimenticias Ltda		BRESIL	100,00	100,00	100,00	100,00
Real Fresh, Inc.		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Santa Rosa Chile Alimentos Limitada		CHILI	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Cheese USA, LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Bénélux		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Czech Republic		REPUBLIQUE TCHEQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Deutschland GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Egypt SAE		EGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SFD Europarticipations		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy India Private Limited		INDE	90,00	90,00	90,00	90,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Italia S.p.A.		ITALIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Japon K.K.		JAPON	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Hong Kong Limited		HONG KONG	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA F & D HU Zrt.		HONGRIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland B.V.		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nordics Aps		DANEMARK	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Österreich		AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage and Dairy Philippines		PHILIPPINES	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage and Dairy Singapore pte. Ltd.		SINGAPOUR	100,00	-	100,00	-
SAVENCIA Fromage & Dairy SK		SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Suisse		SUISSE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy UK LTD		ROYAUME-UNI	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Taïwan		TAIWAN, PROVINCE CHINOISE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Services Europe a.s.		REPUBLIQUE TCHEQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Training Egypt SAE		EGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Vallée des Fromages		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SB International		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
S.B.M.S.		BELGIQUE	99,98	99,98	99,98	99,98
Sinodis (Shanghai) Co., Ltd.		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis Limited		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Zausner Foods Corp.		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Zvenigorodskiy		UKRAINE	100,00	100,00	100,00	100,00

Consolidation par mise en équivalence	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
		31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
France					
Poitou Chèvre SAS	FRANCE	-	48,96	-	24,97
Sanicoopa SARL	FRANCE	37,99	37,99	32,62	32,62
Sica Silam	FRANCE	40,16	40,16	39,82	39,82
Etranger					
Ferrari Giovanni Industria Casearia S.p.A.	ITALIE	49,00	49,00	49,00	49,00
La Compagnie Fromagère SA	TUNISIE	50,00	50,00	50,00	50,00
Val d'Arve SA	SUISSE	33,34	33,34	33,34	33,34

1.6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société SAVENCIA SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAVENCIA SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation de la valeur recouvrable des goodwill et immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie

Risque identifié

Au 31 décembre 2022, la valeur nette des actifs incorporels du groupe est notamment constituée des marques à durée de vie indéfinie (194 millions d'euros) ainsi que des goodwill (303 millions d'euros) alloués par unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT. Certains de ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, dont les évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie des UGT auxquelles sont rattachés ces actifs, et par conséquent, sur la détermination de leurs valeurs recouvrables.

La direction du Groupe réalise des tests de perte de valeur sur ces actifs, annuellement ainsi qu'à chaque fois qu'il existe des indices de perte de valeur. Les modalités des tests de perte de valeur ainsi que les principales hypothèses retenues sont présentées en note 9.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés. Ces tests ont donné lieu à la comptabilisation d'une dépréciation des goodwill de 41 millions d'euros au titre de l'exercice.

L'estimation de la valeur recouvrable de ces actifs non financiers ainsi que le résultat de ces tests sont sensibles aux hypothèses utilisées, notamment celles intégrant une part importante de jugements de la direction telles que :

- les tendances d'évolutions des principaux marchés, l'évolution du coût des matières premières, notamment le prix du lait et les cotations beurre et poudre, et plus généralement les flux de trésorerie liés à l'exploitation de ces actifs ;
- les taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme appliqués aux flux de trésorerie futurs ;
- les modalités d'allocation des actifs testés aux UGT ou aux groupes d'UGT.

L'appréciation de la valeur recouvrable de ces actifs, en particulier ceux dont la valeur recouvrable est proche de leur valeur comptable, constitue un point clé de l'audit du fait de leur caractère significatif au regard du bilan consolidé et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la part de la direction pour déterminer les hypothèses utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation.

Procédures d'audit mises en œuvre face au risque identifié

Nous avons pris connaissance du processus mis en œuvre par le Groupe pour réaliser les tests de perte de valeur, et vérifié la cohérence de l'approche retenue par la direction pour allouer les actifs aux UGT ou aux groupes d'UGT avec le suivi de gestion mis en place au sein du Groupe.

Nous avons adapté notre approche d'audit en fonction de l'importance d'un risque de perte de valeur qui est plus élevé pour les UGT pour lesquelles la valeur recouvrable des actifs est proche de la valeur comptable.

Nos travaux ont consisté à :

- apprécier les éléments composant la valeur comptable des UGT et la cohérence de ces éléments avec ceux pris en compte dans les projections des flux de trésorerie ;
- apprécier le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues pour établir les projections de flux de trésorerie futurs, au regard du contexte économique et financier de chaque UGT et des facteurs contribuant à la formation du prix des principales composantes des coûts de production (lait, matière grasse) ;
- analyser la cohérence des projections de flux de trésorerie futurs au regard des réalisations passées, des budgets et plans d'affaires établis par la direction du Groupe et de notre connaissance des activités confortée par des entretiens avec la direction du contrôle de gestion du Groupe ;
- réaliser, avec l'appui de nos spécialistes en évaluation, une analyse indépendante de certaines hypothèses clés utilisées par la direction dans ses tests, notamment celles relatives au taux d'actualisation, au taux de croissance à l'infini des flux de trésorerie futurs, en se référant à la fois à des données de marché et à des analyses sur des sociétés comparables ;
- tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs effectués par le groupe, et examiner les analyses de sensibilité effectuées par la direction à la lumière de nos propres calculs de sensibilité ;
- vérifier que la note 9.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe donne une information appropriée sur les principales hypothèses retenues et sur les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable de ces actifs à une variation de ces hypothèses.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SAVENCIA SA par l'assemblée générale du 22 mai 1977 pour le cabinet KPMG SA et par celle du 22 avril 2021 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2022, Deloitte & Associés était dans la 2ème année de sa mission sans interruption et KPMG SA dans la 46ème année, dont respectivement 2 et 43 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire

l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit et des risques

Nous remettons au comité d'audit et des risques un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

À Paris-La Défense, le 29 mars 2023

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit

Arnaud RINN

Deloitte & Associés

Emmanuel GADRET

2. Comptes sociaux exercice 2022

2.1. Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits d'exploitation	2.1	33 202	43 533
Charges d'exploitation	2.1	-56 011	-68 258
Résultat d'exploitation	2.1	-22 809	-24 725
Résultat financier net	2.2	37 684	28 188
Résultat courant avant impôts		14 875	3 463
Résultat exceptionnel net	2.3	-990	1 138
Résultat de l'exercice avant impôt		13 885	4 601
Impôts sur les bénéfices	2.4	12 453	12 673
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		26 338	17 274

2.2. État des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2022	Exercice 2021
Excédent brut d'exploitation		-19 029	-29 422
Variation du besoin en fonds de roulement		-11 211	12 708
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité		54 366	48 443
Flux net de trésorerie généré par l'activité [A]		24 126	31 729
Investissements immobilisations incorporelles/corporelles		-4 182	-1 489
Investissements financiers		-14	-50
Autres encaissements et décaissements		23 689	135 082
Flux provenant des investissements [B]		19 493	133 543
Capital			
Dividendes versés		-20 499	-20 560
Encaissements provenant de nouveaux emprunts		30 000	
Remboursements des emprunts		-7 325	-7 347
Flux provenant du financement [C]		2 176	-27 907
VARIATION DE LA TRÉSORERIE [A + B + C]		45 795	137 365
Trésorerie nette à l'ouverture		-498 963	-636 328
Trésorerie nette à la clôture	3.9	-453 168	-498 963
VARIATION DE LA TRÉSORERIE		45 795	137 365

2.3. Bilan actif

				Exercice 2022	Exercice 2021
		Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
En milliers d'euros	Notes				
Immobilisations incorporelles	3.1	58 209	-36 392	21 817	23 215
Concessions, brevets et droits similaires		54 446	-36 392	18 054	20 462
Fonds commercial		1 548		1 548	1 548
Autres immobilisations incorporelles		2 215		2 215	1 205
Immobilisations corporelles	3.2	3 183		3 183	273
Terrains					
Constructions					
industriels					
Autres immobilisations corporelles		273		273	273
Immobilisations en cours		2 910		2 910	
Immobilisations financières	3.3	1 546 730	-1 541	1 545 189	1 569 310
Participations		1 289 075	-1 540	1 287 535	1 287 947
Créances rattachées à des participations	3.8	256 603		256 603	280 291
Autres titres immobilisés		675	-1	674	809
Prêts				0	
Autres immobilisations financières		377		377	263
Actif immobilisé		1 608 122	-37 933	1 570 189	1 592 798
Actif circulant	3.8	180 083	-1 564	178 519	156 098
Créances et autres créances	3.4	51 020	-200	50 820	50 535
Valeurs mobilières de placement	3.5	92 470	-1 364	91 106	85 242
Disponibilités		36 593		36 593	20 321
Comptes de régularisation – Actif	3.10	1 022		1 022	24
TOTAL DE L'ACTIF		1 789 227	-39 497	1 749 730	1 748 920

2.4. Bilan passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2022	Exercice 2021
		Montants avant répartition	Montants avant répartition
Capitaux propres	3.6	809 646	804 288
Capital social		14 033	14 033
Primes d'émission		73 231	73 231
Écart de réévaluation		378	378
Réserves légales		1 613	1 613
Réserves réglementées			
Autres réserves		326 922	326 922
Report à nouveau		357 270	360 495
Résultat de l'exercice		26 338	17 274
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		9 861	10 342
Provisions pour risques et charges	3.7	6 848	5 849
Dettes	3.8	933 168	938 400
Autres emprunts obligataires		268 998	276 331
Emprunts auprès des établissements de crédit et dettes financières diverses		646 143	636 153
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		7 116	20 431
Dettes fiscales et sociales		1 140	857
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		970	16
Autres dettes		8 801	4 612
Comptes de régularisation – Passif		68	383
TOTAL DU PASSIF		1 749 730	1 748 920

2.5. Notes annexes

NOTE 1.	PRINCIPES COMPTABLES	133
NOTE 2.	NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT	136
NOTE 3.	NOTES ANNEXES AU BILAN	138

Faits marquants

Néant

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états de synthèse ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du règlement ANC 2014-03 modifié par les règlements ANC 2015-06, 2016-07, 2018-01 et 2013-02 modifié en date du 5 novembre 2021.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, sont décrites ci-après par rubrique.

Les chiffres sont présentés en milliers d'euros sauf mention contraire.

1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les fonds de commerce, marques, tournées de lait, licences, brevets et droits au bail qui sont évalués à leur prix d'achat.

Les frais d'établissement, les frais de recherche et de développement, les frais de dépôts ou de renouvellement des marques et des brevets sont comptabilisés en charges à compter de 2005 (en application de la méthode préférentielle).

Les logiciels acquis ou créés sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans pour les applications bureautiques et de 7 ans pour les applications industrielles. Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

Les principales durées figurent dans le tableau ci-après :

	Durées
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	10 à 33 ans
Agencements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier de bureau	3 à 15 ans
Autres immobilisations	3 à 20 ans

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

La valeur nette comptable des autres immobilisations incorporelles est comparée chaque année à leur valeur d'utilité qui correspond à l'actualisation des prévisions de flux futurs de trésorerie. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une dépréciation.

1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires à l'exclusion de tous frais financiers) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire exclusivement, d'après les natures des biens concernés et selon un plan d'amortissement correspondant à leur durée d'utilité.

Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

La base d'amortissement des immobilisations qui sont cotées sur un marché est minorée de la valeur résiduelle des biens estimée à leur date d'entrée.

Les éléments qui sont dissociables et qui ont une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale sont amortis sur leur durée d'utilité propre (en application de la méthode des composants).

Les pièces détachées dont la durée d'utilité est supérieure à 1 an et la valeur unitaire est supérieure à 500 euros sont comptabilisées en matériels et outillages industriels. Elles sont amorties sur une durée de 5 ans à compter de leur date d'acquisition.

Lorsqu'un élément d'actif amortissable subit au cours d'un exercice, une dépréciation effective et définitive due à des circonstances exceptionnelles, un amortissement exceptionnel est comptabilisé en sus de l'annuité normale.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Compte tenu de la nature des immobilisations corporelles, il n'est pas pratiqué de provision pour grosses réparations.

1.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût historique. Pour les titres libellés en devises, la conversion est faite au taux de change en vigueur à la date de chaque opération.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat hors frais accessoires.

En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie ou une valorisation externe quand celle-ci est disponible.

1.4. Valeur mobilières de placement

Toutes les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une dépréciation est calculée, le cas échéant, lorsque la valeur c'est-à-dire le cours de clôture du dernier jour de l'exercice est inférieure au dit prix d'acquisition. Dans le cas des actions propres, le prix d'acquisition est comparé au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Aucune compensation n'est faite entre les plus-values latentes non comptabilisées et les moins-values latentes qui, elles, font l'objet de provisions.

L'enregistrement des produits obligataires se fait en fonction de la partie courue des coupons durant l'exercice social.

1.5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au taux de fin d'exercice. Les différences résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier taux sont portées au bilan en « écarts de conversion ». Les éventuelles pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les gains et pertes de change réalisés sur les factures couvertes et sur les instruments de couverture, ainsi que le coût des couvertures (point de terme ou primes) sont reclassés en résultat d'exploitation.

Les instruments non échus à la clôture, couvrant des opérations de l'exercice, sont comptabilisés au bilan de manière à assurer un traitement symétrique avec les créances ou dettes couvertes.

1.6. Gestion des risques financiers et instruments financiers

Du fait de ses activités, la Société est exposée à des risques de marché (essentiellement risques de change et/ou risques de taux d'intérêt). La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière de la Société. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximums autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer les risques de change et de taux d'intérêts auxquels elle est confrontée dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts.

Les résultats dégagés sur ces couvertures sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats comptabilisés sur les éléments couverts. Lorsque les positions ne sont pas qualifiées comptablement de couvertures de risques, elles sont évaluées à leur valeur de marché et les pertes ou les gains qui en résultent sont portés au compte de résultat.

1.7. Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement (y compris les CEE-Certificats d'Économies d'Énergie) sont rapportées au compte de résultat au même rythme que la charge d'amortissement des immobilisations concernées.

1.8. Provisions réglementées

L'application des incitants fiscaux permet de calculer les amortissements déductibles fiscalement (durées d'usage et taux dégressifs) de manière différente de celle utilisée pour l'amortissement comptable (durée d'utilité et taux linéaire). La réglementation fiscale impose néanmoins d'enregistrer dans ce poste l'écart entre ces deux méthodes.

1.9. Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite prévues dans la convention collective sont en partie couvertes par un contrat d'assurance. Le calcul des indemnités est effectué par un organisme extérieur en fonction des salariés présents dans la Société et est actualisé chaque année.

1.10. Impôt sur les bénéfices et détermination du résultat fiscal

L'impôt sur les bénéfices comptabilisé correspond à l'impôt à payer au titre de l'exercice. Aucun impôt différé n'est comptabilisé. Une convention d'intégration fiscale avec les sociétés françaises du Groupe détenues directement ou indirectement à 95 % ou plus a été mise en place. Le régime autorise la compensation des résultats taxables des unes avec les déficits des autres permettant ainsi à SAVENCIA SA de n'acquitter que le solde à l'Administration Fiscale.

NOTE 2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT

2.1. Résultat d'exploitation

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits d'exploitation	33 202	43 533
Les produits d'exploitation sont composés essentiellement de redevances facturées aux filiales		
Redevances	31 319	31 009
Autres produits	583	524
Reprise sur provisions (**)	1 300	12 000
Charges d'exploitation	-56 011	-68 258
Autres achats et charges externes (**)(*)	-48 111	-58 866
Impôts et taxes	-1 170	-968
Salaires et traitements	-660	-303
Charges sociales	-346	-230
Opérations en commun		
Autres charges	-644	-588
Dotations aux amortissements et provisions	-5 080	-7 303
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-22 809	-24 725

(*) Dont 962 milliers d'euros au titre du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes pour l'exercice 2022. En 2021, ce montant était de 901 milliers d'euros. Au titre de conseil et/ou de prestations de services, les honoraires comptabilisés s'élèvent à 36 milliers d'euros, ils s'élevaient à 47 milliers d'euros en 2021.

(**) Les autres charges externes (nettes de reprises de provisions) sont stables entre 2021 et 2022, à 47 millions d'euros.

2.2. Résultat financier net

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Sur participations et autres titres	47 914	32 779
Dividendes reçus	48 410	32 241
Provisions sur titres et autres titres (net)	-496	538
Sur charges financières nettes	-10 046	-4 560
Produits financiers	6 834	6 263
Charges financières (*)	-16 880	-10 823
Sur changes et divers	-184	-31
RÉSULTAT FINANCIER NET	37 684	28 188

(*) Les charges financières sont en hausse significative, en raison de la hausse constante des taux d'émissions des billets de trésorerie émis par SAVENCIA SA.

2.3. Résultat exceptionnel net

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges exceptionnelles (*)	-706	-842
Produits exceptionnels (*)	74	207
Plus ou moins-values nettes sur immobilisations	-167	
Dotations et reprises d'amortissements dérogatoires	481	1 279
Dotations et reprises de provisions pour risques (**)	-672	494
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NET	-990	1 138

(*) Le montant net des charges et produits exceptionnels de l'année 2022 s'établit à (632) milliers d'euros et correspond principalement à des dons consentis..

(**) Il s'agit principalement d'une dotation au titre des immobilisations incorporelles pour 375 milliers d'euros et d'une dotation nette de 309 milliers d'euros au titre des risques fiscaux du groupe d'intégration fiscale.

2.4. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôt et crédit d'impôt propres à SAVENCIA SA	691	549
Produit net de l'intégration fiscale (*)	11 932	11 947
Impôt au titre des exercices antérieurs	-170	177
TOTAL	12 453	12 673

(*) En raison de la perte fiscale du groupe intégré, aucune charge d'impôt n'a été enregistrée en 2022.

Impôts latents

Les impôts latents dus aux retraitements fiscaux (amortissements dérogatoires, différences temporaires) représentent un produit fiscal futur, au taux de 25 %, d'un montant de 1 986 milliers d'euros, contre une charge fiscale future de 1 505 milliers d'euros en 2021 :

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Accroissement	-3 437	-2 585
Sur amortissements dérogatoires	-3 437	-2 585
Sur autres retraitements fiscaux		
Allègement	5 423	1 080
Sur provisions non déductibles	1 277	
Sur autres charges non déductibles	417	1 080
Sur déficit reportable	3 729	
IMPÔT FUTUR NET	1 986	-1 505

NOTE 3. NOTES ANNEXES AU BILAN

3.1. Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations incorporelles				Valeurs au 31/12/2022
	Valeurs au 31/12/2021	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	
Valeurs brutes	56 152	2 226	-	-169	58 209
Concessions, brevets et droits similaires	53 399	4	1 212	-169	54 446
Fonds commercial	1 548				1 548
Autres immobilisations incorporelles (*)	1 205	2 222	-1 212		2 215
Amortissements & dépréciations	-32 937	-3 455	-	-	-36 392
Concessions, brevets et droits similaires	-32 937	-3 455			-36 392
Fonds commercial					-
Autres immobilisations incorporelles					-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	23 215	-1 229	-	-169	21 817

(*) À la clôture, les autres immobilisations incorporelles représentent le coût des logiciels en cours de développement.

3.2. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations corporelles				Valeurs au 31/12/2022
	Valeurs au 31/12/2021	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	
Valeurs brutes	273	2 910	-	-	3 183
Terrains					-
Constructions					-
Installations techniques, matériel, outillage					-
Autres immobilisations corporelles	273				273
Immobilisations en cours (*)		2 910			2 910
Amortissements & dépréciations		-	-	-	-
Terrains					-
Constructions					-
Installations techniques					-
Autres immobilisations corporelles					-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	273	2 910	-	-	3 183

(*) À la clôture, les immobilisations corporelles en cours représentent le coût d'équipements industriels portés par SAVENCIA SA jusqu'à la mise en service dans les filiales du Groupe.

3.3. Immobilisations financières

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations financières			
	Valeurs au 31/12/2021	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2022
Valeurs brutes	1 570 401	1 801	-25 472	1 546 730
Participations	1 288 991	84		1 289 075
Créances rattachées à des participations (*)	280 291	1 603	-25 291	256 603
Autres titres immobilisés (**)	856		-181	675
Prêts	0			-
Autres immobilisations financières	263	114		377
Dépréciations	-1 091	-496	46	-1 541
Participations	-1 044	-496		-1 540
Créances rattachées à des participations	0			-
Autres titres immobilisés	-47		46	-1
Prêts	0			-
Autres immobilisations financières	0			-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES	1 569 310	1 305	-25 426	1 545 189

(*) Les créances rattachées à des participations correspondent à des prêts d'une durée de 5 ans, dont 25 millions ont été remboursés par anticipation.

(**) Dont 9 673 actions propres détenues au 31 décembre 2022 dans le cadre d'un contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice 11 035 actions propres étaient détenues.

3.4. Autres créances

En milliers d'euros	au 31/12/2022	au 31/12/2021
Comptes courants financiers	34 227	30 562
Clients, état et divers	16 593	19 973
AUTRES CRÉANCES NETTES	50 820	50 535

3.5. Valeurs mobilières de placement

En milliers d'euros	au 31/12/2022	au 31/12/2021
Le portefeuille des valeurs mobilières de placement est constitué de valeurs françaises selon le détail suivant :		
Valeurs brutes	92 470	85 557
SICAV		1 500
FCP		
Billets, bons et assimilés	60 000	65 000
Actions propres (*)	32 470	19 057
Dépréciations (**)	-1 364	-315
SICAV		-315
FCP		
Billets, bons et assimilés		
Actions propres	-1 364	
VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT NETTE	91 106	85 242

(*) Au 31 décembre 2022, SAVENCIA SA détient 551 139 actions propres classées en valeurs mobilières de placement pour une valeur d'acquisition de 32 470 milliers d'euros. Le cours de marché moyen des actions SAVENCIA SA sur le mois de décembre 2022 est de 56,44 €.

Le pourcentage global du capital auto-détenu s'élève à 4,00 % en incluant les 9 673 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice, SAVENCIA SA détenait 328 095 actions propres. Le pourcentage global du capital auto-détenu représentait 2,42 % en incluant les 11 035 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

(**) En fin d'exercice, lorsque la valeur de marché des placements est inférieure au prix de revient, une provision est comptabilisée.

3.6. Capitaux propres

Le capital social de 14 032 930 euros est divisé en 14 032 930 actions de 1 euro chacune, dont 9 327 176 actions bénéficiant d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2021, le principal actionnaire connu de la Société est SAVENCIA HOLDING SCA qui détient directement 66,64 % du capital et 79,84 % en droits de vote. Par ailleurs, au 14 février 2023, le seul actionnaire détenant plus de 5 % du capital est Silchester Northern Trust qui détient 5,11 % du capital et 3,02 % des droits de vote.

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital social	Primes d'émission d'actions et de fusion	Écart de réévaluation	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 01/01/2022 (avant affectation des résultats)	14 033	73 231	378	1 613		326 922	360 495	10 342	17 274	804 288
Réduction de capital										-
Provisions fiscalement réglementées										-
Reprises de provisions								-2 314		-2 314
Dotations de l'année								1 833		1 833
Distribution de dividendes							-21 049			-21 049
Autres prélèvements										-
Affectation aux réserves										-
Dividendes non distribués (actions propres détenues)							550			550
Imputations en report à nouveau							17 274		-17 274	-
Résultat 2022									26 338	26 338
Situation au 31/12/2022 (avant affectation des résultats)	14 033	73 231	378	1 613		326 922	357 270	9 861	26 338	809 646

3.7. Provision pour risques et charges

	Variation des provisions			
	Valeur au 31/12/2021	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée
<i>En milliers d'euros</i>	5 849	2 463	1 464	
				Valeur au 31/12/2022
				6 848

Les provisions pour risques et charges au 31 décembre 2022 sont impactées principalement par des engagements pris envers le personnel du Groupe et des litiges notamment fiscaux.

3.8. Échéancier des dettes et créances

<i>En milliers d'euros</i>	Échéances			
	Montant total	- d'1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes				
Dettes financières				
Autres emprunts obligataires	268 998	7 333	65 665	196 000
Emprunts auprès des établissements de crédit et dettes financières	646 143	646 143		
Dettes d'exploitation et diverses	18 027	18 027		
TOTAL	933 168	671 503	65 665	196 000

Les dettes financières diverses à moins d'un an sont composées de billets de trésorerie ou de tirages à court terme auprès des banques. Ces financements seront soit renouvelés à court terme soit remboursés par les lignes de crédit à moyen terme dont dispose SAVENCIA SA. Les emprunts et dettes financières diverses sont libellés en euros ou en USD intégralement couverts contre le risque de change le cas échéant.

<i>En milliers d'euros</i>	Échéances		
	Montant total	- de 1 an	+ de 1 an
Créances			
Créances rattachées à des participations	256 603	201 603	55 000
Créances d'exploitation, financières et diverses	50 820	50 820	
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	127 699	127 699	
TOTAL NET DE PROVISIONS	435 122	380 122	55 000

3.9. Trésorerie

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans présentés :

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2022	au 31/12/2021
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	127 699	105 563
Comptes courants financiers à l'actif (*)	34 227	30 587
Concours bancaires et billets de trésorerie	-615 094	-635 113
Comptes courants financiers au passif (*)		
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	-453 168	-498 963

(*) Le solde des comptes courants évolue en fonction du besoin ou de l'excédent de trésorerie des contreparties.

3.10. Comptes de régularisation et comptes rattachés

En milliers d'euros	au 31/12/2022	au 31/12/2021
Charges constatées d'avance	1 022	24
Les charges constatées d'avance sont composées d'intérêts et de commissions bancaires.		
Produits constatés d'avance	68	383
Les produits constatés d'avance sont composés d'intérêts bancaires.		
Produits à recevoir		
Prêts, placements et instruments de couverture	2 393	673
Avoir à recevoir autres charges d'exploitation		42
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	2 393	715
Charges à payer		
Emprunts, dettes financières diverses et instruments de couverture	1 628	1 600
Dettes fournisseurs d'exploitation	2 454	5 839
Dettes fiscales et sociales	869	693
TOTAL DES CHARGES A PAYER	4 951	8 132

3.11. Engagements financiers et garanties reçus ou donnés

En milliers d'euros	au 31/12/2022	au 31/12/2021
Engagements reçus		
Cautions bancaires		
Engagements donnés		
Indemnités de départ à la retraite ^(*)	129	143
Lignes de crédit allouées en filiales	98 890	97 770

(*) Les engagements en matière de retraite sont externalisés auprès de la société Eparinter. La juste valeur des actifs versés à ce titre est de 83 milliers d'euros. La dette future actualisée au taux de 3,70 % s'élève à 129 milliers d'euros.

Les charges pouvant résulter de contentieux en cours afférents à des opérations courantes et estimés probables donnent lieu à leur prise en compte.

3.12. Instruments financiers

Les contrats d'échange de taux existants au 31 décembre 2022 sont de 269 millions d'euros en valeur nominale contre 176 millions d'euros en 2021 et constituent des instruments financiers de couverture. Ils ont été souscrits auprès d'une entreprise liée.

3.13. Personnel

La masse salariale pour l'exercice 2022 est de 660 milliers d'euros contre 303 milliers d'euros en 2021. L'effectif au 31 décembre 2022 est de 2 personnes et identique à 2021.

Les rémunérations des membres des organes de Direction et d'Administration se sont élevées à 644 milliers d'euros contre 588 milliers d'euros en 2021.

3.14. Entreprises liées

Les transactions avec les parties liées sont réalisées à des conditions normales de marché.

3.15. Événement postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible de remettre en cause les comptes présentés ci-joints n'est intervenu postérieurement à la date de la clôture.

3.16. Filiales et participations

(En milliers d'euros sauf mention contraire)

Forme juridique	Activité exercée	Société ou Groupe de sociétés	Capital	Réserves
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Société astreinte à la publication				
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la Société)				
France				
SAS	Étude et recherches	SOREDAB – La Boissière École (78)	75	7 620
SAS	Prestataire de services	SOGASI – Viroflay (78)	25 910	2 878
SAS	Holding	SAVENCIA Fromage & Dairy EUROPE – Viroflay (78)	294 760	316 698
SA	Holding	ALLIANCE LAITIÈRE EUROPÉENNE – Paris (75)	231 900	164 688
SAS	Holding	(78)	122 513	27 110
SAS	Holding	Cie DES MAÎTRES FROMAGERS – Viroflay (78)	75	-2
SAS	Prestataire de services	SOGEPS – Condé sur Vire (50)	4 287	350
Étranger				
SARL	Holding	EUREXPAN BV – Breda (Pays-Bas)	11 469	320 502
AS	Services	SAVENCIA SERVICES EUROPE (République Tchèque)	20 000 milliers CZK	11 774 milliers CZK
2. Participations (10 % à 50 % du capital détenu par la société)				
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations				
Filiales non reprises au paragraphe A				
Filiales françaises (ensemble)				
Filiales étrangères (ensemble)				

Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par Savencia SA	Montant des cautions et avals fournis par Savencia SA	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
	brute	nette					
98	74	74			13 670	3 564	3 705
100	27 980	27 980			12 250	2 845	5 873
100	429 363	429 363	17 828			43 503	29 476
100	255 180	255 180	11 648			1 738	
100	313 033	313 033	4 519			35 592	
100	176	72				-3	
100	4 287	4 287			24 201	468	351
100	256 055	256 055				5 712	9 000
100	783	783			153 834 milliers CZK	7 201 milliers CZK	
	133	32	232				5
	2 011	676					

2.6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société SAVENCIA SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAVENCIA SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VALORISATION DES TITRES DE PARTICIPATION

Description du risque

Les titres de participation et les créances rattachées figurent au bilan pour un montant net de 1 288 millions d'euros, représentant 74% du total bilan.

Comme indiqué dans la note 1.3 « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, une provision pour dépréciation des titres de participation est constatée lorsque, à la clôture de l'exercice, leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur brute. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur

d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie ou une valorisation externe quand celle-ci est disponible.

L'estimation de la valeur des titres requiert l'exercice du jugement de la direction tant sur le choix des éléments à considérer (éléments historiques ou prévisionnels) qu'en termes d'hypothèses à retenir pour établir les prévisions de flux futurs de trésorerie, le taux à utiliser pour l'actualisation de ces flux et le taux de croissance à l'infini pour la valeur terminale.

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation du résultat opérationnel.

Dans ce contexte, et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées constituait un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour répondre au risque lié à l'évaluation des titres de participation et créances rattachées, nous avons revu les procédures mises en place par SAVENCIA pour la détermination de la valeur d'utilité de ces actifs.

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et qu'ils étaient supérieurs à la valeur comptable des titres ou dans le cas contraire, qu'une valorisation alternative était retenue ou qu'une dépréciation était comptabilisée.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels nous avons procédé à une revue critique des modalités de mise en œuvre du test de dépréciation pratiqué par votre société, notamment en :

- appréciant la cohérence des projections de flux de trésorerie avec les prévisions budgétaires et plans long terme présentées par la direction au conseil d'administration et avec notre connaissance du groupe et de son secteur d'activité ;
- examinant la fiabilité du processus d'établissement des prévisions au regard des écarts entre les réalisations passées et les budgets correspondants ;
- vérifiant, avec l'aide de notre service évaluation, le caractère raisonnable du taux utilisé pour actualiser les flux futurs de trésorerie et le flux terminal au regard du contexte économique et des pratiques constatées chez les principaux acteurs du marché sur le lequel opère le groupe.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'inventaire des titres de participation, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation. Enfin, nous avons examiné l'information donnée dans les notes 1.3 « Immobilisations financières, 3.3 « Immobilisations financières » et 3.16 « Filiales et participations ».

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES COMPTES ANNUELS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce,

nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

AUTRES INFORMATIONS

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SAVENCIA SA par l'assemblée générale du 22 avril 2021 pour Deloitte & Associés et par celle du 22 mai 1977 pour KPMG SA.

Au 31 décembre 2022, Deloitte & Associés était dans la 2ème année de sa mission sans interruption et KPMG SA dans la 46ème année, dont respectivement 2 et 43 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit et des risques

Nous remettons au comité d'audit et des risques un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris La Défense, le 29 mars 2023

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

Arnaud RINN

Deloitte & Associés

Emmanuel GADRET



GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1.	Rapport sur le gouvernement d'entreprise	152
2.	Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques	184
3.	Plan de vigilance	188
	Annexes	218

1. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Le présent rapport qui porte sur l'exercice 2022 a été établi conformément aux dispositions du code de commerce et arrêté par le Conseil d'Administration du 9 mars 2023.

1.1. Informations relatives à la composition, au fonctionnement et aux pouvoirs du Conseil d'Administration

1.1.1. Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

1.1.1.1. Missions et pouvoirs du Conseil

Le Conseil d'Administration détermine les orientations stratégiques de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées générales et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil procède aux contrôles et vérifications qu'il juge pertinents. Il conduit chaque année un examen portant sur les points essentiels du rapport de gestion et des autres rapports présentés aux actionnaires, ainsi que sur les résolutions présentées à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration est investi par la Loi, ses statuts et son règlement intérieur de pouvoirs spécifiques.

Dans le cadre de ses missions, le Conseil a les pouvoirs suivants, sans que cette liste soit exhaustive :

- il fixe les objectifs de la Société et en définit les orientations stratégiques, dans le respect de la Culture et des valeurs du Groupe ;
- il désigne les mandataires sociaux chargés de diriger la Société dans le cadre de la stratégie retenue ;
- il choisit le mode d'organisation (dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général ou unicité de ces fonctions) ;
- il arrête les comptes sociaux et établit les comptes consolidés annuels ; il contrôle la gestion et vérifie la fiabilité et la clarté des informations fournies aux actionnaires ainsi qu'aux marchés, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes ;
- il analyse régulièrement, en lien avec la stratégie, les opportunités et les risques dans le champ d'activité de la Société ainsi que les mesures prises en conséquence ;
- il veille à inscrire les performances financières de la Société dans une perspective à long terme en prenant en compte le développement durable du Groupe dans ses aspects environnemental et social ;
- il veille à la mise en œuvre d'une politique de non-discrimination et de diversité en son sein, et il recherche

une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Comité exécutif ;

- il s'assure de la mise en place d'un dispositif de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence et reçoit toutes les informations nécessaires à cet effet.

Il appartient également au Conseil d'Administration, en ayant le sens du moyen et du long terme qui caractérise les entreprises familiales, d'être le garant de la pérennité de l'indépendance du Groupe. À ce titre, le Conseil accompagne le Président dans l'exercice de cette mission.

1.1.1.2. Composition du Conseil

Au 31 décembre 2022, le Conseil d'Administration était composé de seize membres :

- Monsieur Alex BONGRAIN ;
- Monsieur Armand BONGRAIN ;
- Madame Anne-Marie CAMBOURIEU ;
- Madame Clare CHATFIELD ;
- Monsieur Philippe GORCE, administrateur représentant les salariés actionnaires ;
- Monsieur Xavier GOVARE ;
- Madame Maliqua HAIMEUR ;
- Madame Martine LIAUTAUD ;
- Madame Annette MESSEMER ;
- Monsieur Christian MOUILLON ;
- Monsieur Ignacio OSBORNE ;
- Monsieur Vincenzo PICONE ;
- Monsieur Robert ROEDER ;
- Madame Sophie de ROUX ;
- Monsieur François WOLFOVSKI ;
- Société SAVENCIA Holding, représentée par Monsieur Xavier CRUSE.

Monsieur Pascal BRETON occupe les fonctions de Censeur.

Monsieur Philippe GORCE a été nommé en qualité d'Administrateur représentant les salariés actionnaires par l'Assemblée Générale du 21 avril 2022. Monsieur Pascal BRETON a été renouvelé en qualité de Censeur par l'Assemblée Générale du 21 avril 2022.

Les Administrateurs représentent l'ensemble des actionnaires et agissent constamment dans l'intérêt de la Société. Ils doivent maîtriser les enjeux stratégiques des marchés sur lesquels intervient la Société.

Le Conseil d'Administration s'interroge régulièrement sur sa composition et celle de ses Comités, au regard de l'actionnariat de la Société et de la représentation d'une diversité en son sein.

La durée du mandat des Administrateurs a été fixée à un an lors de l'entrée en Bourse de la Société et n'a pas été modifiée depuis. Elle permet d'assurer une évolution de la composition du Conseil d'Administration pour répondre aux besoins d'expertise et de compétence utiles à la Société.

Le Conseil d'Administration porte une attention particulière à la sélection de ses membres. Dans le cadre de sa mission permanente, le Comité de Management et des Rémunérations s'interroge régulièrement sur la composition du Conseil au regard notamment de la représentation d'une diversité en son sein (sexe, âge, compétences, expériences, indépendance...) assurant une veille prévisionnelle sur son évolution.

Lorsqu'il est identifié le besoin d'intégrer un nouvel Administrateur au sein du Conseil, le Comité de Management et des Rémunérations définit le profil des candidats. La cooptation est privilégiée mais le recours à un cabinet de recrutement n'est pas exclu. Les candidats sont évalués afin de s'assurer de leur capacité à contribuer aux enjeux stratégiques et à s'intégrer à la Culture et aux valeurs du Groupe. Le Comité de Management et des Rémunérations fait part de ses recommandations au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration veille à assurer le meilleur équilibre possible dans sa composition et celle de ses Comités qui reflètent une variété et une complémentarité de genres, d'expertises et d'expériences nationales et internationales et de cultures, afin de lui permettre d'exercer pleinement sa mission au regard de la diversité des activités du Groupe.

Ainsi, le Conseil d'Administration compte six femmes parmi ses membres, Mesdames Anne-Marie CAMBOURIEU, Clare CHATFIELD, Maliqua HAIMEUR, Martine LIAUTAUD, Annette MESSEMER et Sophie de ROUX, soit 40 % de son effectif.

Le Conseil d'Administration s'attache également à ce que sa composition comprenne au moins 1/3 d'Administrateurs indépendants, selon les recommandations relatives au gouvernement d'entreprise.

Un Administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Ainsi, par Administrateur indépendant, il faut entendre notamment tout mandataire social non exécutif de la Société ou de son Groupe ou de sa Direction, dépourvu de tout lien d'intérêt particulier (actionnaire significatif, salarié ou autre) avec ceux-ci.

La qualification d'Administrateur indépendant est débattue par le Comité de Management et des Rémunérations et arrêtée par le Conseil à l'occasion de la nomination d'un Administrateur et annuellement pour l'ensemble des Administrateurs.

Au regard des critères fixés par le code AFEP-MEDEF à l'article 10.5, le Conseil d'Administration a considéré que 9 Administrateurs sont qualifiés d'indépendants à la date du 31 décembre 2022 : Mesdames Anne-Marie CAMBOURIEU, Clare CHATFIELD, Maliqua HAIMEUR, Martine LIAUTAUD et Annette MESSEMER, Messieurs Xavier GOVARE, Christian MOUILLON, Vincenzo PICONE et Robert ROEDER.

Le Règlement Intérieur de SAVENCIA SA contient des dispositions visant à s'assurer que les Administrateurs ne se trouvent pas en situation de conflit d'intérêt avec la Société. Ils doivent notamment déclarer la totalité de leurs mandats et fonctions, tant en France qu'à l'étranger et s'abstenir d'exercer tous mandats, fonctions ou missions au bénéfice de toutes entreprises concurrentes du Groupe ou situées en position de conflit d'intérêt. Par ailleurs chaque membre du Conseil est tenu d'établir au moment de sa nomination ou de son renouvellement par l'Assemblée Générale, une déclaration sur l'honneur relative à l'existence ou non d'une situation de conflit d'intérêt même potentiel. De plus, lorsqu'une décision sur laquelle le Conseil d'Administration est appelé à délibérer est susceptible de mettre l'Administrateur en situation de conflit d'intérêt, cet Administrateur doit en informer immédiatement le Président et, en concertation avec lui, s'abstenir de prendre part au vote correspondant, voire se retirer de la réunion pendant la délibération et le vote sur cette décision.

1.1.1.3. Réunions et fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil arrête le calendrier de ses réunions dont la périodicité, sauf réunion urgente ou nécessaire dans l'intérêt de la Société, est bimestrielle.

Les documents dont l'examen est nécessaire à la prise de décision des Administrateurs sont joints à la convocation ou transmis dans les jours qui suivent et avec un préavis optimum de cinq jours avant la réunion du Conseil.

Le Conseil d'Administration procède régulièrement à l'évaluation de sa capacité à répondre aux attentes des actionnaires qui lui ont donné mandat d'administrer la Société, en passant en revue sa composition, son organisation et son fonctionnement, ce qui implique également une revue de ses Comités.

L'évaluation permet de faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration, de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues et d'apprécier la contribution effective de chaque Administrateur aux travaux.

L'évaluation du Conseil est effectuée selon les modalités suivantes :

- une fois par an, le Conseil d'Administration débat de son fonctionnement ;
- une évaluation formalisée est réalisée au moins tous les trois ans, le Conseil d'Administration ayant la faculté, s'il le décide de se faire assister par un consultant externe.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis après chaque réunion et transmis à tous les membres du Conseil, qui sont invités à faire part de leurs observations. Les observations éventuelles sont débattues au Conseil suivant. Le texte définitif du procès-verbal de la réunion précédente est alors soumis à l'approbation du Conseil.

Le Conseil d'Administration a arrêté les termes d'une procédure permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales remplissent bien ces conditions. Cette procédure distingue plusieurs étapes visant d'une part à identifier les conventions entrant dans son champ d'application et d'autre part à s'assurer de leur juste qualification. Elle précise que les personnes directement ou indirectement intéressées ne participent pas à l'évaluation et ne peuvent, le cas échéant, prendre part ni aux délibérations ni au vote sur leur autorisation.

Au cours de l'année 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à six reprises.

Le Conseil d'Administration a consacré l'essentiel de ses travaux au gouvernement d'entreprise, au suivi de l'activité, à l'examen des comptes annuels, semestriels et de l'information réglementée, à la stratégie et à sa mise en œuvre, aux opérations de développement externe et à la préparation de l'Assemblée Générale Annuelle. Il a également porté son attention sur le suivi des effets et des mesures liées à la guerre Ukraine/Russie.

Le Conseil d'Administration a entendu la reddition des travaux d'évaluation menés par un consultant externe, en lien avec le Comité de Management et Rémunérations.

Au plan de l'information réglementée, le Conseil d'Administration a revu l'information semestrielle et annuelle et le chiffre d'affaires du premier et troisième trimestre 2022. Les réunions portant sur les comptes annuels ou semestriels sont systématiquement précédées d'une réunion du Comité d'audit et des risques. Le Conseil d'Administration a débattu et approuvé la cohérence de chacun des communiqués de presse relatifs à ces sujets avant leur diffusion.

À chaque réunion du Conseil d'Administration il est prévu un temps d'échange hors la présence du Directeur Général et il est fait un point à date sur l'activité et les résultats du Groupe.

Un point annuel est également fait sur les financements mis en place ou renouvelés au cours de l'exercice.

Au plan de la gouvernance, le Conseil d'Administration s'est prononcé sur l'indépendance de ses membres au regard des critères fixés par le code AFEP-MEDEF. Le Conseil d'Administration a nommé un nouveau Directeur Général.

Les Administrateurs perçoivent une rémunération dont le montant, fixé annuellement par l'Assemblée Générale, est réparti par le Conseil d'Administration. Il est prévu un jeton fixe pour chaque réunion du Conseil d'Administration à laquelle participe l'Administrateur auquel s'ajoutent des jetons pour leur participation aux différents Comités du Conseil d'Administration ainsi que, le cas échéant, lorsqu'ils effectuent des travaux ou prestations entre les réunions du Conseil d'Administration.

En dehors des règles de fonctionnement du Conseil d'Administration ci-avant rappelées fixées par les statuts de la Société, celui-ci s'est doté d'un Règlement Intérieur qui définit les droits et devoirs des Administrateurs et précise les modalités de fonctionnement du Conseil et de ses Comités spécialisés conformément aux statuts. Le règlement intérieur de la Société est disponible sur le site internet de la Société.

1.1.1.4. Préparation des travaux et missions des comités spécialisés

Conformément aux dispositions des statuts et à la Loi, le Conseil s'est doté dans l'esprit de la bonne gouvernance d'entreprise de trois Comités spécialisés.

A. Le Comité d'audit et des risques

Le Comité d'audit et des risques est notamment chargé :

- (i) d'assister, d'une façon générale, le Conseil dans ses travaux d'arrêté des comptes ;
- (ii) d'apprécier le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, de formuler des recommandations afin d'en garantir l'intégrité ;
- (iii) d'analyser les procédures de la Société visant à identifier et hiérarchiser les principaux risques encourus par le Groupe, de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité des systèmes de contrôles internes et externes ;
- (iv) de s'assurer de la mise en place d'un plan de vigilance au sens des articles L 225-102-4-I et suivants du code de commerce, du suivi et de l'actualisation permanente des cartographies des risques et des dispositifs de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence, de la pertinence des mesures prises pour veiller au respect de la déontologie boursière ainsi que de la conformité des pratiques du Groupe, en toutes circonstances, aux réglementations applicables ;
- (v) d'apprécier le degré de sécurité des systèmes d'information, tant face aux risques d'agression qu'au plan de sa fiabilité opérationnelle ;
- (vi) de contrôler les conditions d'exercice de la mission des commissaires aux comptes.

Pour accomplir ses missions, le Comité d'audit et des risques se fait communiquer tous documents nécessaires.

Il entend les commissaires aux comptes, les Dirigeants mandataires sociaux, le Directeur Financier, le Directeur Juridique, le Directeur Fiscal, le Directeur des Risques, le Directeur des Assurances, le Directeur des Systèmes d'Information, sans que cette liste soit limitative.

Ces auditions doivent pouvoir se tenir, lorsque le Comité le souhaite, hors la présence de la Direction Générale.

Le Comité entend le responsable de l'audit interne. Il est informé du programme d'audit interne et destinataire des rapports d'audit interne ou d'une synthèse périodique de ces rapports.

Le Comité d'Audit et des Risques a entendu le responsable du contrôle interne, fonction créée en 2022, en cours de déploiement.

Le Comité rend compte au Conseil d'Administration de ses travaux, notamment par la remise de rapports, spécialement pour l'arrêté des comptes. Il informe sans délai le Conseil d'Administration de toute difficulté rencontrée dans l'exercice de sa mission.

Le Comité d'audit et des risques comprend au moins trois membres, Administrateurs. Ses membres sont choisis en fonction de leur compétence en matière financière et comptable et de toute expérience professionnelle complémentaire utile à ses travaux.

Il ne peut compter dans ses membres ni le Président, ni un Dirigeant mandataire social. Le Comité d'audit et des risques comprend au moins deux tiers d'Administrateurs indépendants et est présidé par un Administrateur indépendant.

Tous les membres du Comité d'audit et des risques sont qualifiés et ont une expérience professionnelle significative, notamment dans les domaines financiers et/ou comptables et/ou de contrôle de comptes.

La composition du Comité était la suivante au 31 décembre 2022 : Monsieur Christian MOUILLON, Président, Mesdames Martine LIAUTAUD et Annette MESSEMER (Administratrices indépendantes), Monsieur Xavier GOVARE (Administrateur indépendant), Monsieur François WOLFOVSKI, membres, et Monsieur Pierre LAVERGNE (Secrétaire). Il s'est réuni 5 fois en 2022.

En 2022, le Comité d'audit et des risques a, dans le cadre de sa mission, procédé à l'examen de différents points tels que :

- les comptes consolidés de l'exercice 2021 ainsi que les comptes consolidés semestriels de l'exercice 2022 ;
- le budget 2023 ;
- le suivi des audits internes et les plans d'actions demandés suite à ces audits ;
- la mission et l'intervention des commissaires aux comptes et l'autorisation, le cas échéant, des missions n'entrant pas directement dans leur mission d'audit des comptes ;
- la revue des principaux risques et du dispositif mis en place de contrôle interne et de gestion des risques. À cet effet, le Comité a auditionné les Directions identifiées dans la procédure de gestion des risques et examiné l'évolution de la cartographie des risques ainsi que les plans de continuité d'activité ;
- le renforcement de la cybersécurité.

B. Le Comité de Management et des Rémunérations

Les missions principales du Comité de Management et des Rémunérations (CMR) couvrent les domaines suivants :

- (i) formuler des recommandations au Conseil d'Administration sur la nomination, le renouvellement et la préparation de la succession des Administrateurs, des Censeurs et des Dirigeants mandataires sociaux ;
- (ii) étudier et recommander la définition des rémunérations et avantages annexes des Dirigeants mandataires sociaux ainsi que les modalités de répartition des rémunérations allouées aux Administrateurs et aux Censeurs ;
- (iii) assister le Conseil d'Administration dans l'appréciation de la politique de Ressources Humaines du Groupe.

Pour accomplir ses missions, le CMR peut entendre les Commissaires aux Comptes, les dirigeants mandataires sociaux, le Directeur des Ressources Humaines, sans que cette liste soit limitative. Il se fait communiquer tous les documents nécessaires.

La Direction Générale le saisit de toute difficulté qu'elle rencontre dans son fonctionnement ou son organisation.

Le CMR rend compte au Conseil d'Administration de ses travaux, notamment à travers la remise de rapports assortis, s'il y a lieu, de ses propositions.

Le CMR comprend au moins trois membres, Administrateurs ou Censeurs. Il ne peut compter dans ses membres ni le Président du Conseil d'Administration, ni de Dirigeant

mandataire social exécutif. Il est présidé par un Administrateur indépendant.

La composition du Comité était la suivante au 31 décembre 2022 : Mesdames Clare CHATFIELD (Administratrice indépendante, Présidente), Anne-Marie CAMBOURIEU (Administratrice indépendante) et Messieurs Xavier CRUSE, Ignacio OSBORNE, membres, et Monsieur Laurent MAREMBAUD (Secrétaire).

En 2022, le Comité s'est réuni 5 fois. Dans le cadre de sa mission et s'agissant des sujets récurrents, le Comité a émis des recommandations sur la composition et le fonctionnement du Conseil d'Administration, plans de succession notamment. Le Comité a conduit et reporté auprès du Conseil d'Administration le processus de recrutement du nouveau Directeur Général et lui a fait part de sa recommandation sur le choix du nouveau Directeur Général et sur sa rémunération. Il a suivi le bon déroulement du processus d'intégration du nouveau Directeur Général. Ses travaux ont également porté sur la rémunération : les éléments clefs de la politique salariale pour le Groupe ainsi que la rémunération des Dirigeants mandataires sociaux (modalités et fixation des quanta pour la partie fixe et pour la partie variable). Le Comité a fixé les règles de répartition de l'enveloppe de rémunération du Conseil d'Administration. Les travaux du Comité ont également porté sur l'évolution de l'organisation en cohérence avec le plan stratégique.

Le comité a examiné le panorama social et analysé les résultats de l'enquête Great place to Work menée au niveau Groupe.

C. Le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale

Le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale existe en tant qu'instance distincte depuis fin avril 2021. Il a pour missions d'assister le Conseil d'Administration dans l'appréciation des enjeux de la Responsabilité Sociale et Environnementale afin d'anticiper les opportunités, les enjeux et risques qui y sont associés. Il apprécie les politiques menées pour le Groupe ainsi que l'avancement des principaux plans d'actions correspondant pour les différents volets de la Responsabilité Sociale et Environnementale.

Pour accomplir ses missions le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale peut entendre les Commissaires aux Comptes, les Dirigeants mandataires sociaux, les Directeurs de la RSE, de la Conformité, des Ressources Humaines, des Opérations, sans que cette liste soit limitative. Il se fait communiquer tous les documents nécessaires.

Le Comité comprend au moins 3 membres Administrateurs ou Censeurs, il est présidé par un Administrateur indépendant.

La composition du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale était la suivante au 31 décembre 2022 : Madame Maliqua HAIMEUR (Administratrice indépendante, Présidente), Messieurs Xavier GOVARE, Christian MOUILLON, Robert ROEDER (Administrateurs indépendants) et Monsieur Armand BONGRAIN, membres, ainsi que Madame Fabienne BORONI (Secrétaire).

En 2022 le Comité s'est réuni 5 fois. Dans le cadre de sa mission il a suivi la mise en œuvre du programme d'entreprise Oxygen, analysé les progrès des indicateurs et des plans d'action, il a fait réaliser un benchmark RSE. Ses travaux ont également porté sur l'actualisation de la matrice de matérialité, l'adaptation de la DPEF à la "taxonomie verte" et ses conséquences pour le Groupe. Les travaux du Comité ont également porté sur la stratégie carbone du Groupe et sur la démarche d'intégration des critères extrafinanciers dans l'évaluation des projets capex.

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Informations personnelles				
	Âge à la date de l'assemblée	Sexe	Nationalité	Nbre d'actions
BONGRAIN Alex Président du Conseil d'Administration	71 ans	M	Française	4 306
DELAMÉA Olivier Directeur Général	54 ans	M	Française	–
BONGRAIN Armand	69 ans	M	Française	100
CAMBOURIEU Anne-Marie	63 ans	F	Française	100
CHATFIELD Clare	65 ans	F	Française	100
GORCE Philippe*	59 ans	M	Français	–
GOVARE Xavier	65 ans	M	Française	100
HAIMEUR Maliqua	66 ans	F	Française	100
LIAUTAUD Martine	72 ans	F	Française	100
MESSEMER Annette	58 ans	F	Allemande	100
MOUILLON Christian	67 ans	M	Française	100
OSBORNE Ignacio	69 ans	M	Espagnole	206
PICONE Vincenzo	50 ans	M	Italienne	100
ROEDER Robert	58 ans	M	Franco- Américain	100
de ROUX Sophie	58 ans	F	Française	100
WOLFOVSKI François	64 ans	M	Française	3 008
CRUSE Xavier (représentant SAVENCIA Holding)	70 ans	M	Française	4 500

*Administrateur représentant les salariés actionnaires.

Expérience			Position au sein du conseil				
Nbre de mandats dans d'autres sociétés cotées	Indépendance	Date initiale de nomination	Échéance du mandat	Ancienneté au conseil à la date de l'assemblée	Membre de Comités de conseil	Taux de présence au CA	
0	N	2004	Mandat d'un an	19 ans	N	100 %	
0	–	–	–	–	–	–	
0	N	2004	Mandat d'un an	19 ans	Comité RSE 100 %	100 %	
0	O	Avril 2019	Mandat d'un an	4 ans	CMR 100 %	100 %	
0	O	Avril 2016	Mandat d'un an	7 ans	Présidente CMR 100 %	100 %	
0	N	Avril 2022	Mandat d'un an	1 an	N	100,00 %	
0	O	Avril 2017	Mandat d'un an	6 ans	Comité d'audit et RSE 100 %/ 100 %	85,71 %	
0	O	Avril 2018	Mandat d'un an	5 ans	Présidente Comité RSE 100 %	100 %	
0	O	Avril 2013	Mandat d'un an	10 ans	Comité d'audit 80 %	85,71 %	
2	O	Avril 2020	Mandat d'un an	3 ans	Comité d'Audit 80 %	85,71 %	
0	O	Avril 2018	Mandat d'un an	5 ans	Président Comité d'audit et membre Comité RSE 100 %/ 100 %	100 %	
0	N	Avril 2009	Mandat d'un an	14 ans	CMR 100 %	100 %	
0	O	Avril 2020	Mandat d'un an	3 ans	N	100 %	
0	O	Avril 2020	Mandat d'un an	3 ans	Comité RSE 100 %	100 %	
0	N	Avril 2021	Mandat d'un an	2 an	N	100 %	
0	N	Avril 2020	Mandat d'un an	3 ans	Comité d'audit 100 %	100 %	
0	N	Avril 2018	Mandat d'un an	5 ans	CMR 100 %	100 %	

1.1.2. Liste des mandats et fonction exercés dans toute Société par chaque mandataire social

Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration

Né le 16/03/1952 à Neuilly-sur-Seine (92) – Nationalité française

Administrateur depuis avril 2004

4 306 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Président du Conseil d'Administration de Bien Nourrir l'Homme
- Administrateur de SODIPAG SA
- Administrateur de SPAGNY SA
- Administrateur de SIPARAL SAS

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Représentant légal de SB Management and Services SA
- Représentant légal de SB International
- Représentant légal d'EUFIPAR
- Représentant légal d'EUREXPAN
- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Europarticipations
- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland
- Représentant légal de Paturain Finance BV
- Représentant légal d'Eurospecialities Food
- Représentant légal de Soparind
- Administrateur de Zausner Foods Corp. et ses filiales
- Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy Japon
- Administrateur de Polenghi
- Administrateur de Fromunion
- Administrateur de Valrhona Inc.
- Administrateur de LMC Inc.
- Administrateur de BSI Foods
- Administrateur de Villars
- Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy Suisse

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Europe
- Représentant légal de SDG SAS
- Président de BR Investissement

Monsieur Armand BONGRAIN

Né le 09/06/1953 à Nancy (54) – Nationalité française
 Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale
 Administrateur depuis avril 2004
 100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Président du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
- Administrateur de Bien Nourrir l'Homme

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Gérant d'Equateur Investments
- Administrateur d'Eurospecialities Food

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administrateur délégué d'EUFIPAR SA
- Administrateur délégué de SB Management and Services SA
- Administrateur de SODIPAG SA

Madame Anne-Marie CAMBOURIEU

Née le 24/07/1959 à Aurillac (15) – Nationalité française
 Membre du Comité de Management et des Rémunérations
 Administrateur indépendant
 Administrateur depuis avril 2019
 100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Présidente et fondatrice de Sustainable Human Resources Consulting
- Executive talent advisor of Beyond-Associés
- Membre du Conseil Consultatif de Human and Work

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Membre du Conseil de Surveillance Nexans Deutschland GmbH
- DRH de Nexans
- Administratrice de Fondation Nexans

Madame Clare CHATFIELD

Née le 21/12/1957 à Santos (Brésil) – Nationalité française
Présidente du Comité de Management et des Rémunérations
Administrateur indépendant
Administrateur depuis avril 2016
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Gérant de L.E.K Consulting SARL
- Présidente du Conseil d'Administration, Présidente du Comité Stratégique et membre du Comité des nominations, des Rémunérations et de la RSE des Chantiers de l'Atlantique

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Managing Director de L.E.K Consulting
- Administratrice et membre du Comité d'Audit GXO Logistics

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administratrice et membre du Comité de Management et des Rémunérations de Antalis
- Administratrice et membre du Comité d'Audit de la Compagnie DAHER
- Membre du Conseil d'Administration de XPO Europe

Madame Sophie de ROUX

Née le 27/07/1964 à Suresnes (92) – Nationalité française
Administrateur depuis 2021
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
- Administratrice, Membre du Comité d'Audit et Membre du Comité des Risques d'AXA Assurances IARD Mutuelle
- Administratrice, Membre du Comité d'Audit et Membre du Comité des Risques d'AXA Assurances Vie Mutuelle
- Membre du Comité de Direction d'AXA Millésimes SAS
- Administratrice et Trésorière de la Fondation François Sommer (Fondation RUP)
- Administratrice de l'association PHEC
- Administratrice de l'association APPOS

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Administratrice et Membre du Comité d'Audit de Verinvest Group (Belgique)
- Administratrice de Verinvest SA (Belgique)

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Présidente de Corporate Value Associates France
- Administratrice de Microwave Vision Group
- Administratrice, Présidente du Comité d'audit et Membre du Comité de rémunération de Sapec SA (Belgique)

Monsieur Philippe GORCE

Née le 25/06/1963 à Bergerac (24) – Nationalité française
Administrateur représentant les salariés actionnaires depuis avril 2022

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance FCPE SAVENCIA S.A.
- Responsable Logistique et Collecte du Lait Nouvelle Aquitaine (SAVENCIA RL)

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- néant

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- néant

Monsieur Xavier GOVARE

Né le 18/01/1958 à Suresnes (92) – Nationalité française
Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale et du Comité d'audit et des risques.
Administrateur indépendant
Administrateur depuis avril 2017
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Administrateur de Pure Salmon France
- Gérant de TOKI EDER Conseils et Participations
- Gérant de TOKIMMO

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Président du directoire de Labeyrie Fine Foods
- Administrateur de MY Moneytime
- Administrateur de Logismose Meyers (DK)
- Administrateur de Alliance Étiquettes
- Administrateur de Family Service Groupe

Madame Maliqua HAIMEUR

Née le 07/09/1956 à Le Rove (13) – Nationalité française
Présidente du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale
Administrateur indépendant
Administrateur depuis avril 2018
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

Présidente du Conseil d'Administration

- École Nationale Supérieure de Chimie de Rennes

Madame Martine LIAUTAUD

Née le 15/05/1950 à Rennes (35) – Nationalité française
Membre du Comité d'audit et des risques
Administrateur indépendant
Administrateur depuis avril 2013
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Présidente et fondatrice de LIAUTAUD & Cie
- Présidente et fondatrice de Women Business Mentoring Initiative (WBMI)
- Présidente et fondatrice de Women Initiative Foundation
- Membre du Comité d'orientation stratégique de CentraleSupelec
- Membre du Comité d'orientation stratégique de l'Université Paris-Saclay

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Administratrice de l'association Stanford GSB Alumni (États-Unis)

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administratrice de CentraleSupelec

Madame Annette MESSEMER

Née le 14/08/1964 à LUDWIGSHAFEN AM RHEIN (ALLEMAGNE) – Nationalité allemande

Membre du Comité d'audit et des risques

Administrateur indépendant

Administrateur depuis avril 2020

100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

Membre du Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (société cotée)

Membre du Conseil d'Administration d'IMERYS S.A (société cotée)

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Membre du Conseil de Surveillance de BABBEL AG (société non cotée)

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administratrice d'ESSILORLUXOTTICA S.A.
- Administratrice d'Essilor S.A.
- Membre du Comité exécutif, Directrice Groupe/Directrice au sein de la division Corporate Clients de la Commerzbank AG à Frankfurt

Monsieur Christian MOUILLON

Né le 15/09/1955 à Macôn (71) – Nationalité française

Président du Comité d'audit et des risques et Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale

Administrateur indépendant

Administrateur depuis avril 2018

100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Administrateur de ESCP Business School
- Administrateur et Président du Comité stratégique de ESCP Business School
- Chief executive office de CHM advisory

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Membre du Comité d'Audit ESCP Business School
- Membre du Comité de Nomination ESCP Business School
- Membre du Conseil Consultatif 73 Strings
- Membre du Conseil et CFO de Cyber Volt GmbH

Monsieur Ignacio OSBORNE

Né le 28/06/1953 à Puerto de la Cruz (Espagne) – Nationalité espagnole
 Membre du Comité de Management et des Rémunérations
 Administrateur depuis avril 2009
 206 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Président et Administrateur Délégué du Groupe Osborne

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :**Autres**

- Administrateur et Directeur Général du Groupe Osborne

Monsieur Vincenzo PICONE

Né le 23/10/1972 à Palerme (Italie) – Nationalité italienne
 Administrateur indépendant
 Administrateur depuis avril 2020
 100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Senior Advisor – The Boston Consulting Group
- Président Vinx Partners (conseil)
- Gérant Vinx immobilier (investissements immobiliers)

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Directeur Associé McKinsey & Co.
- Partner, Bain Capital Private Equity Europe

Monsieur Robert ROEDER

Né le 27/09/1964 à North Platte, Nebraska Nationalité franco – américaine

Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale

Administrateur indépendant

Administrateur depuis avril 2020

100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Co-Directeur et Secrétaire Général de LEDUNFLY SA
- Avocat aux barreaux de Paris, Londres et New York
- Membre du Conseil de Surveillance de DYNAES SAS
- Membre du Conseil d'Administration de l'Institut Fournier
- Membre du Comité Consultatif des actionnaires individuels de L'OREAL

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Président de LDFI SA (Suisse)
- Président de LDF FDI SA (Suisse)
- Président de Santa Margarita Ranch Inc. (États-Unis)
- Administrateur de CBC Services Ltd (Bahamas)
- Administrateur de Domaine de La Bergerie SA (Suisse)
- Administrateur de Five Seas SA (Suisse)
- Administrateur de Foresight AG (Suisse)
- Administrateur de LDF Hospitality Collection SA (Suisse)
- Administrateur de LDFT SA (Suisse)
- Administrateur de Ladycat (Suisse)
- Administrateur de Le Cottage (Suisse)
- Administrateur de LDF Aeronautic SA (Suisse)
- Fondateur de pouvoir de Ledunfly Operations SA (Suisse)
- Fondateur de pouvoir de Ledunfly SA (Suisse)
- Administrateur de Orangetree SA (Suisse)
- Administrateur de SB Jersey GP Ltd (Jersey)
- Administrateur de SCap Marine Refit Holdings SA (Suisse)
- Administrateur de SilkyBlue Jersey Ltd (Jersey)
- Administrateur de Société Immobilière du Manoir SA (Suisse)
- Administrateur de W-Import SA (Suisse)
- Administrateur de YGT SA (Suisse)

Monsieur François WOLFOVSKI

Né le 02/06/1958 à Paris (75) – Nationalité française
 Membre du Comité d'Audit et des Risques
 Administrateur depuis avril 2020
 3 008 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
- Membre du Comité consultatif et de suivi de Bien Nourrir l'Homme (Fonds de dotation)
- Président et Membre du Comité exécutif de la Fondation Guérir du Cancer, abritée par la Fondation de France
- Membre du Comité de Surveillance de Financière Louis

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Administrateur délégué de S.B. Management and services

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Représentant légal d'EUFIPAR
- Représentant légal de La Maison du Chocolat Japon K.K.
- Représentant légal de Valrhona Japon
- Gérant de COGESTI et Compagnie SNC
- Président et Administrateur de GIE SAME
- Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy UK Ltd
- Administrateur de La Maison du Chocolat Hong-Kong Limited
- Administrateur de SIPARAL Investments Partners
- Administrateur de Valrhona Italia SRL
- Administrateur de NOVOMILK A.S.
- Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy SK A.S.
- Administrateur de Zvenigorodskiy Cheese Processing Plant
- Représentant permanent de SAVENCIA S.A., Administrateur de Compagnie Laitière Européenne
- Membre du Conseil de Surveillance de MLEKOPRODUKT d.o.o. Zrenjanin
- Président de Alliance II
- Président de Vivre Vert (ex Terre Bio)
- Membre du Conseil de Surveillance de AgroCroisens

Monsieur Xavier CRUSE

Né le 23/03/1953 à Talence (33) – Nationalité française
 Représentant permanent de la société SAVENCIA Holding, Vice-Président du
 Conseil d'Administration SAVENCIA S.A. et Membre du Comité de Management
 et des Rémunérations
 Administrateur depuis avril 2018
 4 500 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
- Administrateur et membre du CNR du Groupe Bernard
- Gérant de SC Bernard Participations
- Membre du Conseil de Gérance de SC Domaine de Chevalier

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administrateur de SAVENCIA Trading Egypt (ex Mashreq des produits laitiers)
- Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy India
- Représentant permanent de SAVENCIA Fromage & Dairy Europe,
Administrateur de Arab French Company

Monsieur Pascal BRETON

Né le 16/10/1946 à Sargé-sur-Braye (41) – Nationalité française
 Censeur depuis avril 2020
 110 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
- Membre du Comité Stratégique de Global Baby SAS
- Co-gérant de SCEA BBC- Les Rousseaux

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administrateur de SAVENCIA S.A.

DIRECTEUR GÉNÉRAL depuis le 1er septembre 2022**Monsieur Olivier DELAMÉA**

Né le 26/04/1969 à Versailles – Nationalité française
Directeur Général SAVENCIA SA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Président de CF&R Gestion
- Président de Fromageries Lescure
- Président de Fromageries Saint Savio
- Président de Société de recherche et de développement pour l'innovation verte
- Gérant de PYLA-DELAMÉA
- Président du Conseil d'Administration de Fromageries Lescure
- Président du Conseil d'Administration de CF&R Gestion

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Représentant légal de Edelweiss Verwaltung GmbH
- Représentant légal de Fromunion
- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Benelux
- Président du Conseil d'Administration Gerard (Tiajin) Food
- Président du Conseil d'Administration Mantequeras Arias
- Président du Conseil d'Administration de SAVENCIA Fromage & Dairy Italie
- Représentant permanent d'Edelweiss Verwaltung, administrateur de Edelweiss GmbH & Co KG
- Administrateur SB International
- Administrateur Polenghi
- Administrateur BSI
- Administrateur Ferrari
- Administrateur SAVENCIA Fromage & Dairy Singapore
- Administrateur Bonprole
- Administrateur La Compagnie Fromagère
- Président du Conseil de Surveillance de Novomilk
- Président du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Fromage & Dairy SK
- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Fromage & Dairy Hungary

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administrateur de Lesieur Cristal (Maroc)
- Administrateur de Cristal Tunisie (Tunisie)
- Administrateur d'Oléosén (Sénégal)
- Administrateur de Copéol (Sénégal)
- Administrateur de GECO Algérie (Algérie)
- Président du Conseil d'Administration de Saipol (France)
- Président du Conseil d'Administration de Lesieur (France)
- Président du Conseil d'Administration de Costa d'Oro (Italie)
- Président du Conseil d'Administration d'Expur (Roumanie)
- Président du Conseil d'Administration de Kerfoot (UK)

1.1.3. Tableau récapitulatif des opérations sur titres des dirigeants et mandataires sociaux/ exercice 2022

NEANT

1.1.4. Direction Générale : organisation- limitations de pouvoirs

Dans le cadre de la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général en œuvre depuis 2016, Monsieur Olivier DELAMÉA a été désigné en qualité de Directeur Général à compter du 1er septembre 2022, en remplacement de Monsieur Jean-Paul TORRIS.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans le cadre des dispositions internes.

Le Règlement Intérieur comporte différentes dispositions destinées à favoriser une prise de décision éclairée s'agissant d'opérations importantes ou stratégiques. Ainsi, le Conseil

d'Administration est saisi préalablement à la prise de décisions relatives à des engagements stratégiques et/ou supérieurs à 15 millions d'euros et, de manière générale, toute opération significative se situant hors de la stratégie annoncée de la Société.

1.1.5. Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF

Le Conseil d'Administration se réfère au code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF.

Le code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF est consultable sur le site internet www.medef.fr.

1.1.6. Récapitulatif des délégations accordées par l'assemblée générale au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital

Décisions	Opérations	Durée	Observations
AGM du 21/04/2022 = 29e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Émission d'actions ordinaires Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires, des actions ordinaires donnant accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, à concurrence de 5 000 000 € pour les actions ordinaires à émettre et de 200 000 000 € pour les titres de créances à émettre	26 mois	Pas d'utilisation en 2022 Expire en juin 2024
AGM du 21/04/2022 = 28e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en numéraire par incorporation de réserves, de bénéfices et/ou primes et/ou autres sommes, à concurrence de 5 000 000 €	26 mois	Pas d'utilisation en 2022 Expire en juin 2024
AGM du 21/04/2022 = 30e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital réservée aux salariés Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en faveur des salariés pour un montant maximum de 3 % du capital, soit 462 966 €	26 mois	Pas d'utilisation en 2022 Expire en juin 2024
AGM du 22/04/2021 = 31e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital en rémunération d'apports de titres Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 %, pour rémunérer des apports de titres	26 mois	Pas d'utilisation en 2022 Expire en juin 2023

1.1.7. Modalités particulières de participation des actionnaires à l'assemblée générale

Les assemblées Générales se réunissent au siège social ou en tout autre lieu, même dans un autre département précisé dans la convocation.

Il est justifié du droit de participer à l'assemblée par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1, au deuxième jour ouvré précédent l'assemblée, zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres aux porteurs tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du code monétaire et financier.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Administrateur spécialement mandaté à cet effet par le Conseil d'Administration. À défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Le quorum des assemblées Générales Extraordinaires est de 25 % sur première convocation et de 20 % sur deuxième convocation, et celui applicable aux assemblées Générales Ordinaires est de 20 % sur première convocation, aucun quorum n'étant requis sur seconde convocation. Le quorum des assemblées spéciales est de 33,33 % sur première convocation et de 20 % sur deuxième convocation.

Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'inscription nominative depuis six (6) ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation de capital, par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, les actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit, auront également un droit de vote double.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double.

Néanmoins, le transfert par suite de succession, liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent ou degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de six (6) ans, prévu ci-dessus.

La fusion de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la Société absorbante si les statuts de celle-ci l'ont institué.

1.2. Politique de rémunération des mandataires sociaux

Sur recommandation du Comité de Management et des Rémunérations, le Conseil d'Administration a établi une politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société conforme à son intérêt social, contribuant à sa pérennité et s'inscrivant dans sa stratégie commerciale visant au développement durable de l'entreprise et de ses parties prenantes. Pour ce faire, le Conseil d'Administration a fixé la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué, s'il advenait qu'il en soit désigné un, en lien avec ces éléments, en particulier en fixant des critères de leur rémunération variable liés à la mise en œuvre de cette stratégie commerciale dans le respect de l'intérêt social.

Aucun élément de rémunération, de quelque nature que ce soit, ne pourra être déterminé, attribué ou versé par la Société, ni aucun engagement correspondant à des éléments de rémunération pris par la Société s'il n'est pas conforme à la politique de rémunération approuvée ou, en son absence, aux rémunérations ou aux pratiques existant au sein de la Société. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le Conseil d'Administration pourra déroger à l'application de la politique de rémunération si cette dérogation est temporaire, conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la Société.

La détermination, la révision et la mise en œuvre de la politique de rémunération de chacun des mandataires sociaux

est réalisée par le Conseil d'Administration sur recommandation du Comité de Management et des Rémunérations. Il est précisé que les intéressés ne participent pas aux délibérations sur ces questions et, lorsqu'ils sont par ailleurs Administrateurs de la Société, ne prennent pas part au vote sur les éléments ou engagements concernés.

Le processus de décision suivi pour la détermination et la révision de la politique de rémunération des Dirigeants mandataires sociaux s'attache à prendre en compte les conditions de rémunération et d'emploi des salariés au sein du Groupe, et prend en compte notamment la politique salariale déterminée pour l'ensemble des collaborateurs en France.

En cas d'évolution de la gouvernance, la politique de rémunération sera appliquée aux nouveaux mandataires sociaux de la Société, le cas échéant avec les adaptations nécessaires.

1.2.1. Politique de rémunération du président du conseil d'administration du directeur général et du directeur général délégué

La politique de rémunération fixée par le Conseil d'Administration est décrite ci-après. Les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute

nature qui peuvent être accordés au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué, s'il advenait qu'il en soit désigné un, en raison du mandat concerné, ainsi que leur importance respective sont les suivants :

1.2.1.1. Rémunération fixe

La rémunération fixe comprend une partie payable mensuellement et une partie acquise annuellement mais payable de manière différée. Elle est déterminée en fonction des responsabilités et missions assumées par les intéressés ainsi que des pratiques de marché pour ce type de postes.

1.2.1.2. Rémunération allouée au titre du mandat d'administrateur

Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué s'il advenait que ces deux derniers soient désignés en qualité de membre du Conseil d'Administration, peuvent percevoir une rémunération au titre de leur mandat d'administration en application de la politique de rémunération des Administrateurs visée à l'article 1.2.2.1 ci-après.

1.2.1.3. Rémunération variable annuelle

Le Conseil d'Administration peut décider d'octroyer une rémunération variable annuelle dont le paiement peut, le cas échéant, être différé.

La prime d'objectifs est liée à l'atteinte d'objectifs fixés en début d'exercice. La part variable cible est exprimée en pourcentage de la part fixe et est égale à 50 % de la rémunération fixe pour le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général et à 40 % de la rémunération fixe pour le Directeur Général Délégué.

Elle est liée à la performance économique de la Société à hauteur de 60 % de sa composition. Les critères économiques prévoient notamment des objectifs de croissance du ROC et du ROCE.

La part variable comprend également, à hauteur de 40 % de sa composition, des critères individuels qualitatifs mesurables parmi lesquels des critères liés à la Responsabilité Sociale et Environnementale.

Ces critères de la rémunération variable contribuent aux objectifs de la politique de rémunération qui vise à reconnaître la contribution aux résultats opérationnels, à la rentabilité des investissements et au développement durable de SAVENCIA SA et de ses parties prenantes. Ils peuvent être en lien avec des objectifs climatiques.

Le niveau de réalisation attendu des critères quantifiables est préétabli par le Conseil d'Administration mais n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

La rémunération de la part variable est égale au montant cible lorsque les objectifs sont atteints. Le dépassement des objectifs économiques peut donner lieu à un déplafonnement de la rémunération variable cible dans la limite approuvée par le Conseil d'Administration.

1.2.1.4. Rémunération variable pluriannuelle

Le Conseil d'Administration peut attribuer une rémunération variable pluriannuelle dont il fixe les modalités de mise en œuvre.

1.2.1.5. Avantages en nature

Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent bénéficier d'avantages en nature usuels comme un véhicule de fonction et la prise en charge des frais de représentation dans le cadre de leur activité professionnelle.

1.2.1.6. Rémunération exceptionnelle

Le Conseil d'Administration peut octroyer au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué une rémunération exceptionnelle au regard de circonstances très particulières justifiées telles que la réalisation d'une opération majeure ou l'atteinte d'une surperformance réalisée sur un ou plusieurs exercices.

1.2.1.7. Informations sur les mandats et/ou contrats de travail et/ou de prestations de services des dirigeants mandataires sociaux passés avec la société

Néant.

1.2.1.8. Engagements et droits conditionnels

Le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général bénéficient des engagements suivants :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Engagements pris par la société ou par une société contrôlée ou contrôlante	Caractéristiques principales des engagements	Critères conditionnant l'attribution si les droits ou engagements sont conditionnels	Conditions de résiliation des engagements
Engagements de retraite à prestations définies	Article 39 : acquisition d'une rente de 0,5 % de la dernière rémunération brute annuelle par année d'ancienneté, plafonnée à 2,5 %. Dispositif fermé le 31/12/2008 *	NA	Être présent dans l'entreprise au moment du départ à la retraite
Engagements de retraite à cotisations définies	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) financé par l'entreprise à hauteur de 3,5 % de la rémunération brute annuelle ⁽¹⁾	NA	NA

(1) le PERO remplace l'article 83 depuis le 1er juillet 2021

DIRECTEUR GÉNÉRAL : JEAN-PAUL TORRIS JUSQU'AU 31 AOÛT 2022

Engagements pris par la société ou par une société contrôlée ou contrôlante	Caractéristiques principales des engagements	Critères conditionnant l'attribution si les droits ou engagements sont conditionnels	Conditions de résiliation des engagements
Indemnité de non concurrence	50 % de la rémunération mensuelle brute de base moyenne durant 2 années	Départ de l'entreprise quel qu'en soit le motif à l'exclusion du départ en retraite	NA
Engagements de retraite à prestations définies	Article 39 : acquisition d'une rente de 0,5 % de la dernière rémunération brute annuelle par année d'ancienneté, plafonnée à 2,5 %. Dispositif fermé le 31/12/2008 ^(*)	NA	Être présent dans l'entreprise au moment du départ à la retraite
Engagements de retraite à cotisations définies	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) financé par l'entreprise à hauteur de 3,5 % de la rémunération brute annuelle ⁽¹⁾	NA	NA

(1) le PERO remplace l'article 83 depuis le 1er juillet 2021

(*) Description du régime de retraite à prestations définies :

S'agissant de l'information sur les engagements de retraite ou autres avantages viagers pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux (en application de l'article D. 225-104 créé par le décret n° 2016-182 du 23 février 2016) :

(a) intitulé de l'engagement considéré : régime de retraite à prestation définie ;

(b) référence aux dispositions légales : article 39 du code général des impôts et article 137-11 du code de la Sécurité Sociale ;

(c) conditions d'éligibilité :

être un dirigeant, au sens des accords RTT mis en place dans le Groupe, avoir un contrat de travail et exercer son activité en France ou, être un dirigeant ayant un contrat de travail de droit français, exercer son activité à l'étranger et avoir le statut de détaché ou d'expatrié au sens du Groupe ;

avoir perçu une rémunération annuelle supérieure à 5,5 plafonds annuels de la Sécurité Sociale pendant 2 années consécutives. Le régime a été fermé à tout nouveau salarié du Groupe à la date du 31 décembre 2006 et a pris fin au 31 décembre 2008.

(d) modalités de détermination de la rémunération :

Le salaire de référence est défini comme la moyenne des rémunérations des 36 derniers mois d'activité (base et primes d'objectif) revalorisée selon l'évolution de l'indice Insee.

(e) rythme d'acquisition des droits :

Conditions à remplir simultanément pour l'obtention des droits à retraite :

avoir atteint l'âge de 60 ans ;

terminer effectivement son activité salariée dans une des sociétés du Groupe au moment du départ à la retraite ou de la mise à la retraite ;

avoir liquidé l'ensemble de ses pensions de retraite au titre des régimes de retraite de base Sécurité Sociale et complémentaires (ARRCO et AGIRC TB).

RS (retraite supplémentaire) = $0,5\% \times N \times S$ avec :

N = comme nombre d'années de présence dans le Groupe, calculé par différence entre :

d'une part, l'année du départ ;

et d'autre part, l'année d'entrée dans le Groupe ou l'année d'entrée dans le régime si celle-ci lui est postérieure. Le nombre ainsi obtenu est arrondi au nombre entier supérieur.

Pour les bénéficiaires potentiels du présent régime, les droits acquis à compter du 1er janvier 2009 – issus uniquement le cas échéant de la part financée par l'employeur – au titre du régime à cotisations définies « article 83 » préalablement mis en place au sein du Groupe, viennent en déduction du montant de la retraite supplémentaire (RS) précédemment calculé.

(f) l'existence éventuelle d'un plafond : le nombre d'années (N) ne pourra excéder 5 ans :

Ainsi, le montant de la retraite supplémentaire (RS) est égal au maximum à 2,5 % du Salaire de référence (S) pour tous les bénéficiaires potentiels du régime ; Les bénéficiaires potentiels n'ayant pas atteint ce plafond au 31 décembre 2006 continuent d'acquies de l'ancienneté (N) dans la limite de 5 années, jusqu'à l'obtention éventuelle du plafond de 2,5 %.

(g) les modalités de financement des droits : l'engagement global est externalisé au sein d'un contrat d'assurance.

(h) charges sociales et fiscales associées à la charge de la Société : 24 % sur les contributions

DIRECTEUR GÉNÉRAL : OLIVIER DELAMÉA A PARTIR DU 1ER SEPTEMBRE 2022

Engagements pris par la société ou par une société contrôlée ou contrôlante	Caractéristiques principales des engagements	Critères conditionnant l'attribution si les droits ou engagements sont conditionnels	Conditions de résiliation des engagements
Indemnité de non concurrence	50 % de la rémunération mensuelle brute de base moyenne durant 2 années	Départ de l'entreprise quelqu'en soit le motif à l'exclusion du départ en retraite	NA
Engagements de retraite à cotisations définies	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) financé par l'entreprise à hauteur de 3,5 % de la rémunération brute annuelle ⁽¹⁾	NA	NA

(1) le PERO remplace l'article 83 depuis le 1er juillet 2021

1.2.2. Politique de rémunération des membres du conseil d'administration

1.2.2.1. Rémunération

L'Assemblée Générale du 23 avril 2020 a fixé la rémunération des membres du conseil à la somme annuelle de 900 000 euros valable pour l'exercice 2020 et les exercices suivants jusqu'à décision contraire.

Les critères de répartition de la somme fixe annuelle allouée par l'Assemblée Générale aux membres du conseil sont les suivants :

- une somme fixe liée à l'assiduité, pour chaque réunion du Conseil d'Administration à laquelle participe l'Administrateur ;
- une somme fixe liée à l'appartenance à un ou plusieurs Comités du Conseil d'Administration, pour chaque réunion du Comité dont est membre l'Administrateur ;
- une somme fixée arrêtée sur la base d'une demi-journée de travail, lorsque l'Administrateur effectue des travaux ou prestations entre les réunions du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration fixe les quantum de ces sommes et peut par ailleurs attribuer une rémunération particulière liée à une mission exceptionnelle dans les conditions prévues par la réglementation.

1.2.2.2. Information sur les mandats et/ou contrats de travail et/ou de prestations de services des membre du conseil d'administration passés avec la société et sur les conventions intervenues entre l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% et une société comprise dans la consolidation (à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales)

Néant.

1.2.2.3. Engagements et droits conditionnels

Monsieur Armand BONGRAIN bénéficie des engagements suivants

Engagements pris par la société ou par une société contrôlée ou contrôlante	Caractéristiques principales des engagements	Critères conditionnant l'attribution si les droits ou engagements sont conditionnels	Conditions de résiliation des engagements
Engagements de retraite à prestations définies	Article 39 : acquisition d'une rente de 0,5 % de la dernière rémunération brute annuelle par année d'ancienneté, plafonnée à 2,5 %. Dispositif fermé le 31/12/2008*	NA	Être présent dans l'entreprise au moment du départ à la retraite
Engagements de retraite à cotisations définies	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) financé par l'entreprise à hauteur de 3,5 % de la rémunération brute annuelle ⁽¹⁾	NA	NA

(1) le PERO remplace l'article 83 depuis le 1er juillet 2021

1.3. Consultation sur les éléments de rémunération au titre des dispositions relatives au say on pay soumis à l'approbation de l'assemblée générale

L'Assemblée Générale Ordinaire du 21 avril 2022 a approuvé à la majorité le projet de résolution portant sur les informations mentionnées à l'article L. 22-10-34 I du code de commerce.

Direction Générale

Monsieur Alex BONGRAIN

	Montants attribués à raison de l'exercice 2022	Montants versés au cours de l'exercice 2022	Montants versés au cours de l'exercice 2021
Rémunération fixe	733 262 €	653 262 €	633 035 €
Rémunération variable annuelle	416 781 €	495 033 €	349 835 €
Rémunération variable pluriannuelle en numéraire	-	-	-
Rémunération exceptionnelle (1)	-	800 000 €	-
Options d'actions, actions de performance ou autres attributions de titres	Aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué
Rémunération au titre du mandat d'Administrateur	Le Président du Conseil d'Administration ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'Administrateur	Le Président du Conseil d'Administration ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'Administrateur	Le Président du Conseil d'Administration ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'Administrateur
Avantages en nature	20 822 €	20 822 €	19 891 €
Régime de retraite supplémentaire	7 618 €	7 618 €	7 618 €
Prévoyance	4 556 €	4 556 €	4 556 €

(1) Liés à l'engagement exceptionnel et aux résultats atteints.

Monsieur Jean-Paul TORRIS

	Montants attribués à raison de l'exercice 2022	Montants versés au cours de l'exercice 2022	Montants versés au cours de l'exercice 2021
Rémunération fixe	462 289 €	462 289 €	671 915 €
annuelle	294 940 €	525 438 €	366 144 €
Rémunération variable pluriannuelle en numéraire	-	-	-
Indemnités conventionnelles fin de carrière	-	370 652 €	-
Rémunération exceptionnelle	-	1 600 000 € (1)	200 000 €
Options d'actions, actions de performance ou autres attributions de titres	Aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué
Avantages en nature	5 084 €	5 084 €	7 626 €
Régime de retraite supplémentaire	6 719 €	6 719 €	10 078 €
Prévoyance	4 017 €	4 017 €	6 027 €

(1) liés à l'engagement exceptionnel et aux résultats atteints

Monsieur Olivier DELAMÉA

	Montants attribués à raison de l'exercice 2022	Montants versés au cours de l'exercice 2022	Montants versés au cours de l'exercice 2021
Rémunération fixe	200 963 €	200 963 €	NA
Rémunération variable annuelle	128 214 €	0 €	NA
Rémunération variable pluriannuelle en numéraire	200 000 €	-	NA
Rémunération exceptionnelle	-	-	NA
Options d'actions, actions de performance ou autres attributions de titres	Aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué	NA
Avantages en nature	2 181 €	2 181 €	NA
Régime de retraite supplémentaire	2 520 €	2 520 €	NA
Prévoyance	2 008 €	2 008 €	NA

Administrateurs/Censeur

		Montants versés en 2022	Montants versés en 2021
Armand BONGRAIN ^{(1) (2)}	Autres rémunérations Fixe/variable ⁽²⁾	251 506 €	246 080 €
Pascal BRETON ⁽³⁾	Rémunération d'Administrateur/Censeur	40 250 €	26 250 €
Anne-Marie CAMBOURIEU	Rémunération d'Administrateur	43 750 €	42 000 €
Clare CHATFIELD	Rémunération d'Administrateur	54 250 €	61 250 €
Xavier CRUSE ⁽⁴⁾	Rémunération d'Administrateur	43 750 €	40 250 €
Philippe GORCE ⁽⁵⁾	Rémunération d'Administrateur	0 €	NA
Xavier GOVARE	Rémunération d'Administrateur	50 750 €	50 750 €
Maliqua HAIMEUR	Rémunération d'Administrateur	50 750 €	52 500 €
Martine LIAUTAUD	Rémunération d'Administrateur	35 000 €	35 000 €
Annette MESSEMER	Rémunération d'Administrateur	45 500 €	36 750 €
Christian MOUILLON	Rémunération d'Administrateur	64 750 €	52 500 €
Ignacio OSBORNE	Rémunération d'Administrateur	43 750 €	36 750 €
Vincenzo PICONE	Rémunération d'Administrateur	33 250 €	31 500 €
Robert ROEDER	Rémunération d'Administrateur	50 750 €	40 250 €
Sophie de ROUX	Rémunération d'Administrateur	42 000 €	33 250 €
François WOLFOVSKI	Rémunération d'Administrateur	45 500 €	40 250 €

(1) Le montant estimatif de la vente annuelle à la date de clôture de l'exercice est de 13 775 €.

(2) Monsieur Armand Bongrain, qui est par ailleurs lié à une filiale du Groupe par un contrat de travail, perçoit à ce titre une rémunération.

(3) Censeur.

(4) Représentant permanent de la société SAVENCIA Holding, Administrateur.

(5) Monsieur Philippe Gorce ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'administrateur représentant les salariés actionnaires

RATIOS D'ÉQUITÉ (PÉRIMÈTRE SAVENCIA FROMAGE & DAIRY FRANCE)

	Président du Conseil d'Administration	Directeur Général	Directeur Général
		(Du 01/01/22 au 31/08/22)	(Du 01/09/22 au 31/12/22)
Exercice 2022			
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	46 977 €	46 977 €	46 977 €
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	36 423 €	36 423 €	36 423 €
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	1 916 756 €	2 604 105 €	207 951 €
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	88%	106%	-
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	-5%	-5%	-5%
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	40,8	55,4	4,4
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	52,6	71,5	5,7
Exercice 2021			
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	41 851 €	41 851 €	
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	34 725 €	34 725 €	
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	1 019 249 €	1 266 863 €	
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	-1%	8%	
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	16%	16%	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	24,4	30,3	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	29,4	36,5	
Exercice 2020			
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	40 298 €	40 298 €	
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	33 565 €	33 565 €	
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	1 027 766 €	1 173 931 €	
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	3 %	14 %	
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	10 %	10 %	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	25,5	29,1	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	30,6	35,0	
Exercice 2019			
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	39 288 €	39 288 €	
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	32 334 €	32 334 €	
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	993 911 €	1 033 120 €	
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	6 %	4 %	
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	8 %	8 %	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	25,3	26,3	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	30,7	32,0	

	Président du Conseil d'Administration	Directeur Général	Directeur Général
Exercice 2018			
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	38 877 €	38 877 €	
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	32 008 €	32 008 €	
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	936 130 €	996 274 €	
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	- 14 %	2 %	
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	3 %	3 %	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	24,1	25,6	
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	29,2	31,1	

(1) Conformément à l'article L. 225-37-3 C.com, les rémunérations incluent la rémunération fixe, la rémunération variable, la rémunération exceptionnelle, les avantages en nature, la participation et l'intéressement, les cotisations employeur aux régimes frais de santé, prévoyance et régime de retraite supplémentaire (art 83/PERO) et les abondements de l'entreprise sur les régimes d'épargne salariale (PEG et PERCO). Les rémunérations ont été calculées sur une base équivalent temps plein (Pour les années 2018 et précédentes, seules la rémunération fixe et la rémunération variable ont été recalculées sur la base d'un équivalent temps plein). La notion de « salarié » inclut les salariés en CDI/CDD et les salariés en détachement « continuent présents » sur l'exercice, soit des salariés présents sans interruption du 1er janvier au 31 décembre de l'exercice. Certains éléments variables (primes sur objectifs, participation, intéressement) étant calculés sur la base du temps de présence en année N-1, les salariés retenus doivent justifier d'une ancienneté minimum de 3 mois sur l'exercice N-1. Pour ces salariés, les éléments de variable sont recalculés sur la base d'une année complète de présence en année N-1. Les rémunérations présentées correspondent aux rémunérations versées sur l'exercice.

(2) Les rémunérations incluent la rémunération fixe, la rémunération variable, la rémunération exceptionnelle, les avantages en nature, la participation et l'intéressement, les cotisations employeur aux régimes frais de santé, prévoyance et régime de retraite supplémentaire (art 83/PERO) et les abondements de l'entreprise sur les régimes d'épargne salariale (PEG et PERCO). Les rémunérations présentées correspondent aux rémunérations versées sur l'exercice.

(3) Pour le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, et chaque Directeur Général délégué, les ratios sont calculés entre le niveau de la rémunération de chacun de ces dirigeants et d'une part, la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés de la société autres que les mandataires sociaux, d'autre part, la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des salariés de la société autres que les mandataires sociaux.

(4) La performance de l'entreprise correspond au Résultat opérationnel courant SAVENCIA Fromage & Dairy.

1.4. Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

- La structure du capital social au 9 février 2023, date du dernier relevé Titre au Porteur Identifié :
 - titres au nominatif = 10 183 807 représentant 19 870 891 droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote),
 - titres au porteur 3 849 123 représentant 3 369 102 droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote) ;
- Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions :
 - les actionnaires doivent déclarer à la Société les franchissements de seuil, à la hausse ou à la baisse, de 1 % du capital social ainsi que tous les multiples de ce pourcentage jusqu'au seuil de 34 %, dans les 15 jours de l'inscription en compte des titres, à peine d'être privés du droit de vote dans les conditions prévues à l'article L.233-14 du code de commerce ;
- Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L.233-7 et L.233-12 (relatifs en particulier aux déclarations de franchissements de seuils) :
- participation détenue par SAVENCIA Holding directement ou indirectement, au 9 février 2023 = 66,64 % du capital (soit 78,58 % en droits de votes bruts (tenant compte des actions privées de droit de vote) et 80,47 % en droits de votes nets (excluant les actions privées de droit de vote),
 - par ailleurs, la société Northern Trust détient 5,11 % du capital de SAVENCIA SA au 14 février 2023.
- La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci (résultant notamment des actions de préférence) :
- un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.
- Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier (cas par exemple des FCPE) :
 - aucun.
- Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires) :
 - en cas de vente d'actions issues de l'exercice de stock-options, existence d'un droit de préemption au bénéfice de SAVENCIA SA pour le rachat de ses propres actions ;
- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des Statuts de la Société :
 - les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour des mandats d'une durée de 1 an, renouvelables. La composition du Conseil d'Administration vise à refléter l'internationalisation du Groupe, et comprend 9 Administrateurs indépendants, en application des principes de bonne gouvernance d'entreprise,
 - la modification des statuts s'effectue aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi en matière d'assemblée Extraordinaire ;
- Les pouvoirs du Conseil d'Administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions :
 - délégations conférées par l'Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire au Conseil d'Administration pour :
 - augmenter en une ou plusieurs fois le capital en nature, en numéraire ou par incorporation de réserves ;
 - le rachat d'actions de la Société à concurrence de 10 % maximum du capital social.
- L'augmentation du capital en faveur des salariés à concurrence de 3 % maximum dudit capital.
- Les accords conclus par la Société qui seraient modifiés ou prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société :
 - une clause prévue à cet effet figure dans les principaux contrats de financement. Le montant des emprunts concernés porte sur environ 1 091 millions d'euros correspondants aux emprunts obligataires et emprunts auprès d'établissements financiers. Les ratios financiers figurant dans les contrats de financement sont respectés.
- Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique (en particulier, indemnités de départ et golden parachutes) :
 - aucun au-delà de ce qui est prévu dans les différentes conventions collectives.

2. Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques

2.1. Généralités

Les procédures de contrôle interne en vigueur chez SAVENCIA Fromage & Dairy ont notamment pour objet de vérifier que les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent. Elles ont également pour objet d'apporter l'assurance raisonnable que les risques liés aux différents processus opérationnels mis en œuvre dans les différentes entités du Groupe sont connus et maîtrisés.

Le contrôle interne est mis en œuvre par chaque entité sous l'impulsion de la Direction Générale du Groupe et avec l'appui du Conseil d'Administration et de son Comité d'audit et des risques dans le cadre de leurs missions. Elles ont pour objet de vérifier que :

- les lois et règlements en vigueur dans chacun des pays où le Groupe opère, ainsi que les politiques qui encadrent la gestion des exploitations sont respectés ;
- les actifs sont sauvegardés ;
- les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Elles contribuent également à prévenir et à détecter les erreurs et fraudes.

Comme tout système, ces procédures de contrôle interne ne peuvent fournir une garantie absolue de l'exhaustivité de la connaissance et de la maîtrise des risques.

La création d'une Fonction de Contrôle interne en avril 2022 a pour objectif de renforcer le pilotage du dispositif global avec le déploiement en 2023 d'un Référentiel de Contrôle interne et d'un questionnaire d'auto-évaluation à destination de toutes les filiales.

La gestion des risques, s'appuyant sur une démarche Enterprise Risk Management (ERM) à tous les niveaux du Groupe, et notamment sur la cartographie des risques, vise à une stratégie de maîtrise des risques (opérationnels, financiers, stratégiques...) en optimisant :

- les moyens de prévention ;
- les moyens de réduction ou de couverture (par exemple par des contrats d'assurance) ;
- l'acceptation de la prise de certains risques.

2.2. Cartographie des risques

Le Groupe dispose de trois cartographies des risques construites en coordination avec le Management, dans le but

d'identifier les risques potentiels et de développer les mesures permettant de réduire au maximum leur portée et leur occurrence :

- une cartographie des risques « Groupe » ;
- une cartographie des risques « Loi Sapin II » ;
- une cartographie des risques « Loi sur le devoir de vigilance ».

2.2.1. Cartographies des risques "Groupe"

La formalisation de la démarche d'analyse des risques (ERM) par les principales entités opérationnelles se poursuit. Les résultats de ces cartographies locales viennent compléter la cartographie Groupe existante. En 2022, 100 % des cartographies des filiales ont été achevées ainsi que la majorité des cartographies des sites.

ÉTAPES DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES :

- identification des risques : le risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs du Groupe ou sa réputation ;
- évaluation du niveau de gravité du risque : les risques sont évalués selon deux critères, leur probabilité d'occurrence et leur impact ;
- analyse du niveau de maîtrise du risque : cette étape consiste à examiner les mesures de prévention et de protection existantes à date et à évaluer le niveau de maîtrise des risques potentiels.

PRINCIPAUX RISQUES IDENTIFIÉS AU NIVEAU DU GROUPE :

En 2022, la cartographie des risques a été répartie en deux catégories regroupant vingt et une familles de risques listés ci-après. Les deux catégories sont les risques liés à l'environnement externe et ceux inhérents à l'activité du Groupe. Par ailleurs, les risques ont également été classés selon leur nature stratégique ou opérationnelle.

Catégorie 1 : risques liés à l'environnement externe

Crise sanitaire

La confiance des consommateurs dans les marques du Groupe repose sur une matière première et un produit de qualité irréprochable. Le Groupe est donc particulièrement attentif à la sécurité alimentaire de ses produits. Le risque de contamination est principalement lié à des origines microbiologiques mais aussi à de possibles contaminants chimiques, allergènes ou corps étrangers et ce, aux différents stades de l'élaboration des produits, depuis la collecte du lait ou l'achat des matières premières jusqu'à la fabrication et le stockage des produits, ou leur distribution.

La politique qualité du Groupe couvre aussi bien les processus d'achat des matières premières, que de production et de distribution. Elle répond aux protocoles internationaux de diagnostic et de maîtrise de la sécurité alimentaire les plus rigoureux et est constamment mise à jour, notamment dans ses nouveaux métiers, comme la nutrition infantile ou le parapharmaceutique.

Risque géopolitique

Les tensions ou instabilités géopolitiques ainsi que l'éventuel renforcement des barrières douanières peuvent entraîner des impacts sur le développement du Groupe ou des pertes de volumes.

Le Groupe assure une veille afin d'anticiper au mieux ces évolutions.

Risque de volatilité des prix matières

Sur l'ensemble des marchés où il opère, le Groupe doit faire face à une volatilité croissante des prix des matières premières et de la cotation des produits industriels. Cette volatilité s'est accrue en Europe à partir de 2007, puis suite à l'arrêt en 2015 des dispositifs de régulation des marchés laitiers. Dans le cas d'une situation de marché fortement haussière, le Groupe pourrait ne pas pouvoir augmenter ses tarifs auprès des clients distributeurs dans la même proportion et dans les mêmes délais, ce qui pourrait impacter ses résultats. Dans le cas d'une situation de marché fortement baissière, le Groupe pourrait devoir réduire ses prix de vente de produits industriels dans des proportions supérieures à celles du prix de ses matières premières.

Face à ce risque, le Groupe peut s'appuyer sur :

- un portefeuille unique de marques internationales et locales reconnues sur leurs marchés ;
- la diversité de ses métiers et de ses marchés géographiques qui lui permet de compenser au mieux les aléas conjoncturels pouvant affecter tant le niveau de consommation que les différents composants des prix de revient.

Risques financiers

● Risque de marché

Le Groupe est exposé à des risques financiers, tels que les risques d'évolution des taux d'intérêt, de change ou des cours des matières premières. Ceux-ci peuvent avoir un impact défavorable sur le chiffre d'affaires et les résultats financiers.

La politique du Groupe consiste à suivre et gérer ces expositions de manière centralisée et à n'utiliser des instruments dérivés qu'à des fins de couverture économique. Les opérations de marchés font l'objet de procédures strictes. Le risque de change est par ailleurs limité par la stratégie du Groupe visant à produire et commercialiser localement la plupart de ses spécialités.

● Risque de placement

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie, notamment bancaire, dans le cadre de sa gestion financière. La politique bancaire du Groupe a pour objectif de réduire ses risques en diversifiant les contreparties, en privilégiant la qualité de

crédit de celles-ci et leur caractère liquide ainsi qu'en appliquant des limites à chacune d'elles.

● Risque de financement

Le Groupe a été amené ces dernières années à augmenter son endettement via des financements à court et long terme. Le financement du Groupe fait l'objet d'une politique visant à centraliser et diversifier ses sources de financement et à veiller au respect des covenants liés à ces financements.

Risque de changement climatique et durabilité des ressources naturelles

Concernant le risque climatique, les sites ayant identifié des risques potentiels s'y sont préparés en se dotant de plans de continuité d'activité et en réalisant des études spécifiques.

Risque de transformation des canaux de distribution

La perte d'un client majeur pourrait entraîner des pertes importantes de volumes et de rentabilité sur le long terme, en particulier au sein de l'Europe (France et Allemagne) qui représente une grande part des résultats du Groupe.

Risque de déréférencement

La concentration de la grande distribution, client privilégié des circuits de grande consommation, accroît le risque de déréférencement lié au regroupement des ventes sur un nombre réduit de clients.

Afin de se prémunir contre un risque de déréférencement, le Groupe met en avant la force de ses marques, la qualité des services rendus et la rentabilité apportée à ses clients au travers d'une innovation régulière.

Risque de changement des préférences des consommateurs

La montée en puissance des mouvements végétariens, la notion de bien-être animal, ainsi que le changement des habitudes alimentaires (bio, végétal...) peuvent accroître la perception négative des produits industriels et conduire à une baisse des ventes de nos produits. Face à ces tendances sociétales, un plan RSE actualisé, la création d'une filiale tournée vers le végétal et une communication adaptée constituent les premiers éléments de réponse.

Risque de pandémie

Certains facteurs dont la mondialisation des flux, l'interconnexion des économies et les déplacements réguliers de la population mondiale favorisent le développement d'un risque épidémiologique pouvant réduire ou bloquer la production de sites industriels ou administratifs.

Le modèle économique du Groupe basé sur des clientèles différentes (consommateurs, restauration collective et industries), des productions et des marques locales réparties sur un nombre significatif d'usines situées sur tous les continents permet naturellement de limiter l'extension d'un risque épidémiologique. Il en est de même, pour ses sites administratifs. Par ailleurs, le Groupe développe sur l'ensemble de ses sites des plans de continuité d'activité qui permettent d'anticiper le redémarrage d'un site à distance.

Risques assurantiels

Le marché de l'assurance a continué à se tendre avec un désengagement des assureurs sur les risques Cyber et responsabilité civile des dirigeants. L'agroalimentaire reste considéré comme un « mauvais » risque en raison de son exposition au risque incendie et aux problèmes de contamination surtout après la crise de l'oxyde d'éthylène. Le Groupe a réussi à maintenir un niveau de garantie équivalent à celui de l'exercice précédent.

Risques de fraudes et attaques via les Systèmes d'Informations

L'indisponibilité des systèmes d'information en général constitue un risque pour le Groupe. Le renforcement continu de l'équipe en sécurité des systèmes d'information participe de la prise en compte de ce risque technologique nécessitant du personnel expert. La mise en service d'un SOC en 2021 renforce la lutte contre les cyber-attaques.

Actes de malveillance et terrorisme

Le Groupe conduit une démarche de contrôle Sûreté de ces filiales. En 2022, onze audits de sûreté ont été effectués sur site afin d'améliorer le niveau général face à des menaces extérieures.

Risques de marchés (changes, taux, matières premières)

Les aléas d'évolutions des devises, des taux ou des cours de matières premières peuvent avoir un impact sur le CA et les résultats financiers. A ce titre, le Groupe applique systématiquement une politique de couverture de risques de marchés.

Catégorie 2 : risques inhérents à l'activité

Sinistres majeurs sites stratégiques

Certaines spécialités ou ingrédients stratégiques sont fabriqués ou transitent dans un nombre limité de sites, voire sur un site unique. La survenance d'un événement entraînant la destruction totale ou partielle de l'un de ces sites pourrait affecter significativement la production et la commercialisation de ces produits.

Le Groupe poursuit depuis de nombreuses années un programme de sécurisation de ses sites et de prévention des risques incendie avec le concours de ses assureurs et fixe à ses principaux sites industriels des objectifs d'amélioration visant à diminuer l'occurrence de ces risques. Le Groupe poursuit le développement d'une démarche de Plan de Continuité d'Activité en cas de sinistre majeur. En outre, le Groupe a toujours traditionnellement pratiqué une politique prudente en matière de protection de ses actifs, de couverture de risques majeurs du type dommages aux biens, de pertes d'exploitation et de responsabilité civile.

Blocage des Messageries Laitières

Un volume important de spécialités transite quotidiennement par les Messageries Laitières. La survenance d'un événement entraînant l'indisponibilité de ce site pourrait affecter significativement la commercialisation des produits.

Incapacité de fonctionnement des sites

Les sites du Groupe peuvent être exposés à des indisponibilités d'origines diverses : mouvements sociaux, indisponibilité d'un opérateur de lien télécom, blocage d'un outil informatique... etc. Le Groupe conduit une démarche exhaustive d'évaluation des risques au niveau de chacune de ses filiales, afin de définir le PCA le plus adapté.

Ressources humaines

La santé et la sécurité des hommes et des femmes qui travaillent pour le Groupe sont une priorité. Pour améliorer constamment la sécurité au travail, le Groupe met en œuvre un programme international de mobilisation, de formation et de gestion : « la Sécurité, c'est notre affaire ! ». Un référentiel sert de guide à toutes les unités de production et l'affichage des Règles d'or véhicule sur tous les sites les messages de prévention. Outil central de ce programme, la visite de sécurité comportementale (VSC) permet de sensibiliser et de mobiliser toutes les parties prenantes : Direction, managers et opérateurs. En outre, un programme visant à protéger la sécurité des collaborateurs en déplacement a été développé.

Risques d'impact des activités sur l'environnement

Le Groupe, via son plan Oxygen et son plan vigilance, prend en compte les risques RSE avec une ambition globale et des actions locales portées par ses filiales.

Risques de dépendance vis-à-vis d'une activité, d'un pays, d'un fournisseur

La dépendance à certains entrants stratégiques par exemple, ou bien des ruptures durables en matière première, tout comme la dépendance forte à un seul fournisseur constituent des facteurs de risques majeurs. Pour en diminuer l'impact, le Groupe effectue une évaluation des risques marché par marché et met en œuvre des plans d'actions (solutions alternatives ; fournisseurs alternatifs qualifiés ; sécurisation formalisée au travers des contrats ; constitution de stocks de sécurité...).

Risques réglementaire & Conformité

Les activités du Groupe sont soumises à de multiples lois et réglementations changeantes et de plus en plus contraignantes, relatives à la sécurité alimentaire, la protection des consommateurs, la nutrition, l'environnement, le droit de la concurrence, la corruption et les données personnelles.

Le Groupe veille au respect de toutes les dispositions légales et réglementaires des pays où il opère, et prend les mesures qu'il considère appropriées pour s'assurer de ce respect. Outre une veille permanente afin d'identifier les différentes évolutions réglementaires, il développe par exemple des actions de sensibilisation à destination des collaborateurs concernés et poursuit des actions de formation.

Réputation marques majeures et entreprises

La réputation du Groupe et son image peuvent être, à tout moment, fragilisées par des événements défavorables portant atteinte à la notoriété de ses produits, ou par la diffusion non contrôlée d'informations préjudiciables dans les médias et les réseaux sociaux relatifs à ses activités, ses sites de production, ses marques, ses produits, leur composition et ses dirigeants.

Face à ce risque, le Groupe s'est doté d'un dispositif de gestion de crise qui a pour objectif de prévenir les crises et de réduire leurs impacts.

2.2.2. Cartographies des risques "Loi Sapin II"

La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique de décembre 2016, dite loi Sapin II, impose l'établissement d'une cartographie détaillant les risques de corruption et de trafic d'influence, notamment en fonction des zones géographiques dans lesquelles le Groupe déploie ses activités.

La cartographie des risques de corruption vise deux séries d'objectifs :

- identifier, évaluer, hiérarchiser les risques de corruption pour garantir un programme de conformité efficace et adapté ;
- informer la Direction et lui donner la visibilité nécessaire pour la mise en œuvre de mesures de prévention et de détection proportionnées aux enjeux identifiés.

En 2022, la cartographie des risques nets Sapin II a été approfondie par le déploiement de cartographies de risques corruption en filiales et le lancement de plans d'actions sur certaines filiales particulièrement exposées (Chine, Ukraine, Brésil, Argentine, Hongrie, Espagne). Cette démarche sera poursuivie en 2023.

2.2.3. Cartographies des risques "Loi sur le devoir de vigilance"

Conformément à la loi relative au devoir de vigilance, Le Groupe SAVENCIA a établi un plan de vigilance dont l'objectif est d'identifier les risques et de prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, résultant de ses activités, de celles des sociétés qu'elle contrôle ainsi que de celles de ses sous-traitants et fournisseurs. Ce plan de Vigilance est consultable sur le site internet savencia-fromagedairy.com.

Nota : en 2023 un unique plan de vigilance 2022 Groupe est rédigé.

2.2.4. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le Groupe a poursuivi sa mise en conformité au RGPD en 2022. La quasi-totalité des filiales possèdent à présent un registre des données personnelles. Toutes les analyses d'impact nécessaires sont désormais réalisées.

L'objectif est que la très grande majorité des filiales aient achevé leur mise en conformité initiale (réalisation de 95% de leur plan d'action) d'ici mai 2023.

2.3. Modalités du contrôle

Les procédures de contrôle interne et de gestion des risques (ERM) sont mises en place en tenant compte des valeurs du Groupe qui mettent en avant la subsidiarité et l'autonomie de ses unités, ainsi que de la cartographie des risques. La Société-mère contrôle l'activité de ses filiales au travers :

- des Directions d'Activité chargées de les animer et de les superviser ;
- de la Direction Financière chargée d'apprécier la pertinence des résultats et l'équilibre financier du Groupe.

Le Comité d'audit et des risques du Conseil d'Administration assure le suivi de l'efficacité de ces contrôles, en s'appuyant sur les travaux de l'Audit interne et des commissaires aux comptes.

Dans le cadre d'un plan pluriannuel, le Département d'Audit interne, rattaché à la Direction Générale du Groupe, porte une appréciation sur la maîtrise du contrôle interne de chacune des entités, ainsi que des processus transverses de plus en plus présents dans le Groupe, s'appuyant pour cela sur le cadre de référence défini par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Les missions contribuent à apprécier les risques majeurs spécifiques à l'activité de chaque entité, en s'appuyant sur les cartographies des risques élaborées dans le cadre de la démarche ERM en cours de déploiement dans le Groupe. Le rapport établi à l'issue de la mission fait ressortir les points d'amélioration du contrôle interne. Les entités sont ensuite tenues d'établir et de déployer des plans d'actions visant à mettre en place les améliorations ainsi recommandées, et de rendre compte périodiquement de leur état d'avancement. L'avancement de ces plans d'actions est supervisé par les Directeurs d'activité, et fait l'objet d'un suivi annuel par le Département d'Audit interne.

Concernant l'information financière, le processus d'élaboration des comptes de chaque filiale repose sur :

- un plan de comptes unique qui s'impose à toutes les filiales ;
- un manuel de procédures comptables visant à harmoniser les politiques mises en œuvre dans ce domaine.

Sur ces bases, les filiales établissent des situations mensuelles qui se comparent à la même période de l'exercice précédent. Elles établissent également une prévision annuelle de résultats. La Direction Financière du Groupe assure un suivi de l'activité et de ses résultats avec une présence active et un contrôle des informations reçues par les Directeurs Financiers de chaque activité.

Les comptes sociaux de chaque filiale et les informations supplémentaires nécessaires à l'établissement et aux retraitements des consolidations semestrielles et annuelles sont par ailleurs certifiés par les auditeurs externes de chaque filiale. La nomination de ces auditeurs est inscrite dans une politique d'harmonisation établie en liaison avec les commissaires aux comptes du Groupe. De plus les dirigeants de chaque filiale signent une lettre d'affirmation, à l'attention

du Conseil d'Administration, sur la qualité et le contenu de leurs comptes.

Le processus d'élaboration des comptes consolidés repose sur un système informatisé permettant de centraliser les comptes sociaux ainsi harmonisés, de même que les informations supplémentaires nécessaires à l'élaboration de la consolidation.

Pour que ces opérations de consolidation soient assurées dans de bonnes conditions de contrôle interne, des procédures ont été établies et visent à garantir l'intégrité des données collectées au moyen d'un outil unique dont les accès sont strictement contrôlés. La fiabilité des traitements de

consolidation et l'image fidèle des restitutions consolidées sont garanties par des procédures visant à séparer les tâches et à assurer la supervision des opérations.

Les commissaires aux comptes, dans le cadre de leurs diligences relatives à la vérification des comptes consolidés, procèdent chaque année à un examen des procédures mises en place pour l'établissement de ceux-ci et formulent les recommandations qu'ils estiment nécessaires. Ces remarques sont prises en compte pour améliorer régulièrement nos procédures existantes.

3. Plan de vigilance

Conformément à la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, le plan de vigilance ci-après présente la démarche de vigilance et le compte-rendu des actions mises en œuvre dans ce cadre au niveau du Groupe représenté par la société SAVENCIA Holding (nommé ci-après « Groupe SAVENCIA », « SAVENCIA » ou « le Groupe ») pour l'ensemble de ses activités. Il couvre ainsi non seulement les activités de sa filiale SAVENCIA Fromage & Dairy faisant l'objet du présent rapport (ainsi que des filiales et sous-filiales de cette dernière), mais également celles de SAVENCIA Gourmet (ainsi que des filiales et sous-filiales de cette dernière).

3.1. Introduction

Le Groupe SAVENCIA est un groupe agroalimentaire familial indépendant constitué d'entreprises à taille humaine, veillant ainsi à concilier sa dimension agroalimentaire internationale avec le profond attachement aux territoires locaux, sans oublier tous les acteurs de la création de valeur pour une alimentation durable et de qualité.

Le Groupe SAVENCIA veille ainsi à conduire ses opérations en respectant les droits humains et l'environnement partout où il est présent, que ses activités soient directement menées ou mises en œuvre dans le cadre de ses relations commerciales.

Les valeurs de SAVENCIA façonnent profondément la manière de travailler et les objectifs fixés : des consommateurs satisfaits, des producteurs, fournisseurs et partenaires accompagnés et encouragés à mettre en œuvre de bonnes pratiques, des travailleurs œuvrant dans un environnement sûr, éthique et durable. Ces valeurs guident la façon de protéger et promouvoir les droits humains et la volonté du Groupe de respecter l'environnement, et portent toute son action toujours plus engagée pour le bien commun : la mobilisation des équipes autour des valeurs communes, au quotidien et dans le monde entier, en est la parfaite illustration.

Cadre de référence

Dans la recherche d'amélioration continue, la satisfaction des consommateurs et des clients est primordiale et, d'une façon générale, de tous ceux qui travaillent dans et pour le Groupe. Le respect des droits humains et de l'environnement, la sécurité alimentaire et la lutte contre la corruption sont ainsi des règles exigeantes et incontournables, compatibles avec la recherche d'une performance économique optimale, dont elles assurent la pérennité.

Cet engagement est exprimé dans la Charte éthique du Groupe : diffusée à tous les collaborateurs et disponible sur le site interne du Groupe, elle guide les comportements et les décisions de l'ensemble des collaborateurs afin de travailler harmonieusement de manière éthique et responsable au sein de SAVENCIA.

Contexte de la loi

Le Plan de vigilance de SAVENCIA répond aux obligations de la loi française relative au Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Ce plan doit comporter « les mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement » pouvant résulter des activités du Groupe et de ses filiales, et de celles des fournisseurs ou sous-traitants avec lesquels SAVENCIA entretient une relation commerciale établie.

Cette obligation s'articule autour de cinq mesures :

- une cartographie des risques ;
- des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des fournisseurs ou sous-traitants ;
- des actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves ;
- un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques ;
- un dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité.

Le compte-rendu de mise en œuvre effective pour l'année 2022 est intégré dans le plan de vigilance, notamment au travers d'illustrations opérationnelles et d'indicateurs de suivi.

Initiatives en faveur du Devoir de vigilance

Au-delà de la seule conformité à la loi, le plan de vigilance représente pour le Groupe une opportunité de formalisation et de coordination globale des initiatives déjà en place dans ses différents sites, filiales et avec ses partenaires d'affaires. Le Groupe agit de longue date comme une entreprise consciente de sa responsabilité sociale et environnementale envers ses clients, ses collaborateurs et ses fournisseurs, ainsi que les autres parties prenantes concernées. Il considère que les exigences de la loi sur le Devoir de vigilance s'intègrent totalement à ses engagements éthiques et sociétaux, et veille au respect de ces obligations dans ses opérations et dans sa chaîne de valeur.

En effet, le Groupe a rejoint depuis 2003 le Global Compact des Nations Unies, la plus large initiative en faveur du développement durable, marquant son engagement pour travailler sur la mesure des impacts et sur une approche de développement durable traversant toute sa chaîne de valeur. En résonance avec les initiatives de l'ONU, les principes de responsabilité du Groupe SAVENCIA trouvent leur fondement dans les textes internationaux de référence qui définissent les engagements à respecter notamment en matière de droits humains :

- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les Objectifs de Développement durable (ODD) et les Principes du Global Compact des Nations Unies ;

- les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales ;
- la Déclaration tripartite de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les entreprises multinationales ;
- les législations nationales, notamment en matière de devoir de vigilance pour le respect des droits humains et de l'environnement.

Dans le cadre de sa stratégie de croissance portant son ambition d'allier sens et performance, le Groupe SAVENCIA a construit sa démarche de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) autour du plan Oxygen, dans la volonté d'agir avec nos partenaires et d'innover pour un monde éthique et durable. Le plan Oxygen intègre en ce sens les attentes exprimées par les Parties Prenantes du Groupe traduites dans une analyse de matérialité, et renforce les efforts RSE du Groupe déclinés selon quatre axes majeurs de progrès, avec une ambition globale et des actions locales, portées par ses filiales (Cf. Rapport annuel - chap.2 Déclaration de performance extra-financière).

3.2. Gouvernance et parties prenantes

3.2.1. Gouvernance

Dans le prolongement de l'engagement du Groupe SAVENCIA pour le respect des droits humains et de l'environnement, la Direction Générale a confié à la Direction Gestion des risques et Conformité la responsabilité de mise en œuvre de la démarche de vigilance du Groupe.

Sa responsabilité consiste notamment à coordonner la structure et le contenu du plan de vigilance et à émettre des recommandations aux différentes directions impliquées. Les avancées sont régulièrement communiquées à la Direction du Groupe. Les Directions Communication, RSE, Ressources Humaines, Achats, Juridique, Qualité, Opérations, Contrôle et Audit interne, ont participé au suivi des actions et ont contribué à la rédaction du plan de vigilance. Les fonctions responsables des enjeux du devoir de vigilance disposent de leurs propres organes internes de pilotage.

L'avancée du plan de vigilance est suivie par le Comité Éthique et Culture Groupe, qui intègre les sujets du Devoir de vigilance. Présidé par le Secrétaire Général du Groupe, il est composé du Président du Groupe, du Directeur financier, du Directeur juridique, du Directeur Ressources humaines et du Directeur Conformité. Il se tient au minimum deux fois par an en réunion plénière et autant de besoin en fonction de

l'actualité. En 2022, il a poursuivi la revue de l'avancement des mesures relatives au Devoir de vigilance.

Le Comité audit et risques est l'un des Comités spécialisés du Conseil d'Administration notamment dédié aux sujets de conformité et de vigilance. Créé en 2017, il se réunit au moins quatre fois par an, et s'assure du déploiement du plan de vigilance.

Le Comité RSE auquel participe le Directeur conformité intègre également les enjeux de vigilance en cohérence avec le pilotage des actions RSE du plan Oxygen.

Enfin, le Comité pilotage Conformité est l'instance de conduite et de suivi des actions de vigilance. Il se réunit au moins deux fois par an et autant de fois que nécessaire selon l'actualité et le suivi des risques.

3.2.2. Relations avec les parties prenantes

Convaincu qu'une approche collaborative permet de construire et de porter sa démarche de vigilance, le Groupe SAVENCIA souhaite renforcer la prévention des risques en veillant à inclure l'ensemble des personnes, structures et organisations potentiellement impactées par ses activités.

Les parties prenantes sont à ce titre régulièrement consultées, aussi bien au niveau local que national, afin de mettre en place des plans d'actions et mesures prioritaires visant à prévenir les risques sur les droits humains et sur l'environnement liés aux activités du Groupe.

Concertation avec les organisations syndicales

Le Groupe accorde une véritable priorité à la qualité de vie au travail et aux relations sociales, qu'il considère comme une source d'épanouissement et de performance durable. Le dialogue social est ainsi entretenu au travers de la représentation des salariés mise en place à tous les niveaux du Groupe :

- au sein des instances représentatives du personnel de chaque filiale,
- dans le cadre du Comité de Groupe France, instance représentative qui se réunit deux fois par an,
- à l'occasion des commissions paritaires France, qui pilotent les dispositifs mis en place par voie d'accord (prévoyance, frais de santé, plan d'épargne pour la retraite collectif, participation Groupe);
- et enfin par l'organisation d'un Comité d'Entreprise Européen (CEES), réuni une fois par an, géré par un accord de fonctionnement, en conformité avec les dispositions définies par la Directive 2009/38/CE du Parlement Européen et du conseil du 6 mai 2009 et sa transposition en droit français par l'ordonnance n°2011-1328 du 20 octobre 2011, portant transposition de la Directive.

En octobre 2022, une présentation des obligations du Devoir de vigilance, de la démarche de cartographie des risques et du plan de vigilance Groupe, a été effectuée aux partenaires sociaux, représentants du personnel, dans le cadre de la réunion annuelle du CEES.

Relations avec les parties prenantes au niveau opérationnel

Pour prévenir et gérer au mieux les impacts sur les droits humains et environnementaux de ses activités, le Groupe SAVENCIA construit et entretient un dialogue avec les parties prenantes au niveau opérationnel. Ces échanges relèvent d'une volonté du Groupe de structurer une relation durable avec son écosystème, et se déclinent notamment par des actions concrètes inscrites dans le cadre d'adhésion à des initiatives globales.

Afin de participer à l'avenir de la filière laitière et de partager ses pratiques, SAVENCIA Fromage & Dairy travaille ainsi avec tous les acteurs de la chaîne de valeur en France : la Fédération nationale des industriels laitiers (FNIL), l'Association de la transformation laitière française (ATLA), et l'Association nationale des Industries alimentaires (ANIA).

SAVENCIA Fromage & Dairy siège au sein des conseils d'administration du Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL-interprofession lait de vache), de l'Association nationale interprofessionnelle caprine (l'ANICAP- interprofession du lait de chèvre), de France brebis laitière (FBL – interprofession du lait de brebis), et de leurs instances régionales.

A l'échelon international, SAVENCIA Fromage & Dairy est également signataire de la déclaration « Pathways to dairy net zero » et membre actif de la Fédération Internationale du Lait (FIL-IDF), de la Sustainable Agriculture Initiative (SAI) et du Dairy Sustainability Framework (DSF).

SAVENCIA Fromage & Dairy est également devenu membre en 2021 de la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO).

Par ailleurs, SAVENCIA Gourmet, avec les sociétés Valrhona, Weiss et Révillon, participe au projet Cacao Forest qui réunit des partenaires de milieux divers pour développer une filière plus responsable et plus durable.

3.3. Périmètre et modèle économique

3.3.1. Chaîne de valeur

Présent dans 120 pays sur les cinq continents et réunissant plus de 25 000 collaborateurs, le Groupe propose un portefeuille de marques premium ainsi qu'une offre de produits et de services destinés aux professionnels de la restauration et des marchés industriels (agroalimentaire, diététique, santé...). Au travers de ses filiales situées dans le monde entier, il opère principalement dans l'univers laitier et fromager (SAVENCIA Fromage & Dairy) ainsi que dans les domaines de la Charcuterie, des Produits de la Mer et du Chocolat (SAVENCIA Gourmet).

SAVENCIA Fromage & Dairy est un acteur majeur de la transformation laitière et le 5^{ème} groupe fromager mondial. Son portefeuille de marques uniques telles que Caprice des Dieux, St Morêt, Tartare, Elle&Vire, rassemble des spécialités fromagères, beurres et crèmes destinées au retail, et des crèmes, beurres, fromages et cheese sauce pour les professionnels de la restauration et de la pâtisserie-boulangerie. Des solutions nutritionnelles et des beurres techniques sont également développés spécialement pour l'industrie.

SAVENCIA Gourmet est un acteur international de la gastronomie sucrée en food service, présent en GMS (Grandes et moyennes surfaces) en France, avec des marques de charcuterie et de produits de la mer. Il regroupe notamment la marque Valrhona, référente sur le marché du chocolat Premium pour les professionnels, mais également d'autres marques telles Bordeau Chesnel et Coraya.

3.3.2. Champ d'application du Devoir de vigilance

Les mesures de vigilance détaillées dans le présent plan sont déployées sur la chaîne de valeur du Groupe SAVENCIA relevant :

- des opérations : il s'agit de toutes les activités réalisées par les filiales du Groupe avant la vente des produits : ce sont essentiellement des activités de production ou de transformation, et d'éventuelles activités en amont ou en aval (transport par exemple). Toutes marques confondues, les sites correspondants sont principalement situés en France. Des sites se trouvent également aux États-Unis, en Amérique du Sud, en Europe centrale et en Asie. Les détenteurs de droits identifiés sont les collaborateurs du Groupe, mais relèvent également de l'environnement des sites d'activités des filiales, notamment les riverains ;
- des chaînes d'approvisionnement: cela regroupe l'activité de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants. Il s'agit, en interne à la chaîne d'approvisionnement, des travailleurs œuvrant pour les fournisseurs. Et en externe, ce sont les populations et l'environnement potentiellement impactés par les activités des fournisseurs ;
- de la vente et de la consommation : il s'agit de la vente directe aux consommateurs (activités BtoC Business to Consumer) mais aussi de la vente à des professionnels (activités BtoB Business to Business).

3.4. Analyse des risques

Nos activités et nos opérations ont des impacts sur notre écosystème. Le Groupe SAVENCIA, ainsi que ses filiales, veille à contrôler ces impacts, et à remédier aux effets négatifs générés. Le Groupe a ainsi développé une démarche d'évaluation des risques en prenant en compte les spécificités locales et les sujets émergents.

En cohérence avec les autres évaluations des risques réalisées au niveau du Groupe, le Devoir de vigilance se concentre spécifiquement sur les risques que SAVENCIA fait peser sur son environnement et son écosystème.

En 2022, une évaluation des risques spécifiques au devoir de vigilance a été réalisée avec l'appui d'un cabinet expert. Dans une volonté d'approfondissement de l'analyse des risques effectuée en 2018 sur les cinq principales matières premières du Groupe, des axes de recherche ont été identifiés pour les 24 catégories étudiées selon l'impact de SAVENCIA sur les détenteurs de droit, tout au long de sa chaîne de valeur.

A travers une analyse documentaire par catégorie sur la base de ressources publiques disponibles et pertinentes (par exemple BHRRC, FAO, CCFD, OXFAM, etc...¹), les risques inhérents aux activités et au secteur du Groupe ont été identifiés et qualifiés en termes de droits humains et environnementaux, et ce, en intégrant les zones géographiques concernées.

¹ BHRCC: Business and Human rights resources Center; FAO: Food and agriculture Organization; CCFD: Comité catholique contre la faim et pour le développement; OXFAM: Oxford Committee for Famine Relief.

Les risques suivants ont ainsi fait l'objet d'une analyse approfondie pour les catégories étudiées :

Enjeux du Devoir de vigilance			
Droits humains et libertés fondamentales	Santé et sécurité des personnes	Environnement	Communautés locales
Risques associés			
Libertés syndicales	Santé et sécurité des collaborateurs	Contribution au changement climatique	Conditions de vie et de logement et accaparement des terres
Discrimination et harcèlement	Santé et sécurité des consommateurs	Utilisation des ressources naturelles, atteinte à la biodiversité et au bien-être animal	
Travail forcé		Pollution des eaux, airs et sols	
Travail des enfants			
Rémunération et temps de travail			
Autres conditions de travail (relation de travail formelle, conditions de logement et de trajet domicile-travail organisé par l'employeur)			

Les risques inhérents ainsi identifiés ont été confrontés aux mesures et pratiques mises en place dans le Groupe et ses filiales.

Cette analyse conduit à déterminer les risques significatifs du Groupe, en considérant les atteintes les plus graves pouvant être générées par les activités du Groupe sur les droits humains et sur l'environnement.

Les actions prioritaires à mettre en œuvre pour atténuer les atteintes potentiellement générées par ces risques et pour les prévenir, font l'objet d'une revue auprès des parties prenantes du Groupe. L'ensemble des parties prenantes internes représentatives, notamment les équipes RH, RSE, Achats, Qualité, Santé et sécurité et Environnement, mais également les représentants du personnel, membres du Comité de Groupe France et Comité d'Entreprise Européen

SAVENCIA (CEES), ont ainsi été consultés en 2022 pour nourrir cette analyse.

Par ailleurs, une présentation des obligations du Devoir de vigilance, de la démarche de cartographie des risques et du plan de vigilance, a été effectuée aux partenaires sociaux, représentants du personnel, dans le cadre de la réunion annuelle du CEES en octobre 2022.

3.5. Evaluation régulière au regard de l'analyse des risques

Conformément aux dispositions de la loi sur le devoir de vigilance, la démarche de conformité est actualisée et mise à jour en fonction d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs internes.

Le Comité de pilotage Conformité, chargé de piloter la démarche de conformité aux côtés du réseau des Référents Conformité, se réunit ainsi au moins deux fois par an et plus

selon les besoins, afin de suivre le déploiement du dispositif de vigilance.

● Suivi qualitatif

Le suivi qualitatif est réalisé en collaboration avec le réseau des Référents Conformité en filiales. Ces derniers, présents au plus près de la réalité opérationnelle du Groupe, font remonter à la Direction Conformité tout type de manquement ou de risque d'atteinte aux droits humains constaté dans l'exercice de leurs fonctions. Ils peuvent également faire part d'inquiétudes ou de préoccupations des collaborateurs.

Ce lien permanent entre le réseau des Référents de Conformité et la Direction Conformité permet d'évaluer de

manière concrète l'efficacité des actions mises en place. Les plans d'actions et les pistes d'amélioration sont donc notamment établis en fonction des différentes remontées des Référents.

● Suivi quantitatif

Les différentes mesures mises en place en interne sont accompagnées d'indicateurs de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de la démarche de vigilance. Pour atteindre les objectifs du Devoir de vigilance, le Groupe SAVENCIA dispose de différents outils et mécanismes.

Reporting social

Les données du reporting social du Groupe font l'objet d'une analyse détaillée qui permet d'évaluer l'efficacité des actions ou politiques du Groupe, et de déterminer les éventuelles évolutions à y apporter.

Au titre du Devoir de vigilance, sont en particulier suivis :

- les effectifs annuels (permanents et non permanents), avec le détail sur les embauches et les sorties,
- l'âge des effectifs ;
- l'égalité professionnelle femmes-hommes ;
- l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap ;
- le temps de travail ;
- l'absentéisme ;
- la formation et enfin les salaires et charges ;
- les relations sociales.

Les détails relatifs à ces actions et au suivi correspondant, sont précisés dans le chapitre 3.6 consacré aux actions d'atténuation des risques et de prévention des atteintes graves.

L'expression directe des collaborateurs et la mesure du bien-être

Le développement du Système d'Information Ressources Humaines #Mysavencia a permis en 2022 de faire progresser la pratique d'Entretien annuel d'évaluation (EAD) auprès de l'ensemble des populations managers, puis progressivement auprès de l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

Par ailleurs, soucieux du bien-être de ses collaborateurs, le Groupe a décidé de disposer d'un outil de perception sur le bien-être au travail des collaborateurs du Groupe par la réalisation périodique d'enquêtes d'opinion interne et la mise en place de plans d'amélioration. Le suivi de cette perception est ainsi réalisé par une enquête d'opinion interne renouvelée en juin 2022 dans la quasi-totalité des filiales de SAVENCIA de plus de 50 personnes auprès de 21 326 salariés selon la méthodologie de Great Place To Work (GPTW) avec le questionnaire Trust Index comprenant 60 questions et investiguant 5 grandes dimensions : la crédibilité, le respect, l'équité, la fierté et la convivialité. (cf. DPEF "Le Bien-être de nos collaborateurs" - chap. 2).

De façon plus générale, les différents canaux à disposition des collaborateurs constituent autant de moyens d'écoute et d'expression permettant de faire notamment remonter toute difficulté, tout dysfonctionnement ou tout manquement: les collaborateurs disposent notamment de différents dispositifs mis en place par convention avec le cabinet Stimulus, dont une cellule d'écoute anonyme, et peuvent formuler un signalement via la ligne d'alerte Groupe (cf. Plan de vigilance - 3.7 Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements).

Audit interne

Dans l'exercice de ses fonctions, l'Audit interne du Groupe SAVENCIA est amené à revoir les moyens et contrôles mis en place au sein des filiales relevant du présent Plan de vigilance.

La méthodologie de l'Audit interne s'appuie sur le cadre de référence du contrôle interne défini par le COSO (Committee Of Sponsoring Organizations). Ce référentiel de contrôle interne a pour objectif d'évaluer le contrôle interne selon 17 principes intégrés dans 5 composantes selon le modèle de 2013. Ces principes sont évalués à l'aide d'un ensemble de guide d'entretiens, coconstruits avec les experts métiers, et permettant notamment d'évaluer les risques sur les processus relatifs à l'environnement, au social, à l'éthique et aux achats responsables dans les filiales du Groupe SAVENCIA. Ces évaluations sont :

- complémentaires aux audits réalisés par les lignes métiers (audits Qualité, SST, Assurance, etc.) et aux audits externes ;
- transversales et concernent donc l'ensemble des processus et activités des filiales ;
- périodiques, chaque filiale étant auditée tous les 3 à 4 ans.

Le plan d'audit peut cependant être adapté en fonction de l'évaluation des risques réalisée en amont incluant les évaluations des risques pays en termes de respect des droits humains et de la santé, les remontées du Dispositif d'alerte Groupe, ou de tout autre remontée pertinente interne comme externe. Les restitutions des visites d'audit sont partagées avec la Direction Générale du Groupe et la Direction de la Conformité. En cas de point d'attention, la Direction de la Conformité met en évidence les risques non maîtrisés devant faire l'objet de plans d'action et d'un éventuel contrôle renforcé.

Labellisation Groupe

Le Groupe SAVENCIA fait annuellement auditer ses processus, pratiques et outils dédiés aux Ressources Humaines par un organisme indépendant, lui permettant d'être labellisé « Top Employer ». Ce label distingue les entreprises qui appliquent les meilleures pratiques dans le domaine des Ressources Humaines. SAVENCIA est reconnu pour ses politiques et programmes, notamment dans la gestion des talents, le recrutement, l'intégration, la formation et le développement des compétences. Ainsi, le Groupe SAVENCIA est officiellement Top Employeur Europe pour la 9ème fois consécutive.

De plus, le Groupe est certifié Top Employeur 2023 dans 14 pays : Belgique, Brésil, Chine, République Tchèque, France, Allemagne, Inde, Pologne, Slovaquie, Corée du Sud, Espagne et pour la première fois l'Argentine, le Japon et les États-Unis.

Enfin, les filiales Valrhona, República del Cacao et Rogue Creamery sont certifiées B CORP, valorisant ainsi leurs engagements sociétaux et environnementaux.

Santé sécurité des collaborateurs

En matière de santé et de sécurité, des indicateurs précis – nombre et fréquence d'accidents du travail, etc. – permettent de suivre l'évolution du nombre et du type d'incidents survenus au sein des sites du Groupe, afin de prévoir rapidement de nouvelles mesures correctives adaptées (cf. Plan de vigilance - chapitre 3.6 pour consulter les actions détaillées relatives aux risques sur la santé et la sécurité des collaborateurs).

Audit qualité

Des indicateurs de performance sont intégrés dans la démarche d'évaluation des tiers. Cela permet de mesurer

l'efficacité de la procédure dans le cadre de la prévention des risques d'atteinte aux droits humains, à la santé et sécurité, et à l'environnement. Les contrôles et audits réguliers des organismes de certification sont autant de moyens de mesurer l'efficacité du dispositif de conformité. En fonction des scores et résultats recueillis, un plan d'actions est défini indiquant les mesures correctives à prioriser. (cf. Plan de vigilance - chapitre 3.6 pour consulter les actions détaillées relatives aux risques sur la santé et la sécurité des consommateurs).

Fournisseurs

L'évaluation de la situation des fournisseurs vis-à-vis de la cartographie des risques Vigilance relève de la démarche Achats responsables du Groupe (cf. Plan de vigilance chapitre 3.6.2 Achats responsables).

3.6. Atténuation des risques et prévention des atteintes graves

Le présent chapitre présente les principales actions mises en place par SAVENCIA pour réduire les risques significatifs générés par ses activités pouvant entraîner des atteintes graves aux droits humains et libertés fondamentales, à la santé et la sécurité des personnes, et au respect de l'environnement, ainsi que le suivi des résultats correspondants.

Sont également présentées les mesures de vigilance pour les activités des fournisseurs du Groupe et de ses filiales avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie.

Les risques présentés ne sont pas exhaustifs et relèvent d'une sélection prioritaire de notre analyse détaillée des risques.

Par ailleurs, une action transverse fondamentale a été mise en œuvre dans l'ensemble du Groupe avec le déploiement d'une formation obligatoire en e-learning concernant le Devoir de vigilance. Lancée fin 2022 et traduite en 17 langues, elle vise à sensibiliser les collaborateurs aux risques d'atteintes graves aux droits humains, à la santé et à la sécurité et à l'environnement, générés par les filiales, ainsi que les fournisseurs ou les sous-traitants du Groupe, en France et dans le reste du monde. Cette formation présente les enjeux

des mesures qui composent le plan de vigilance, notamment le mécanisme d'alerte concernant l'existence ou la présomption de risques.

3.6.1. Actions du Groupe

Ce chapitre présente les actions entreprises pour prévenir et remédier aux atteintes graves que pourraient générer les activités du Groupe et de ses fournisseurs. Pour chaque risque identifié sont présentées les mesures prises et le suivi des résultats. Ce suivi se réfère le cas échéant à la Déclaration de performance extra-financière 2022 par un renvoi aux chapitres et indicateurs correspondants.

3.6.1.1. Droits humains et libertés fondamentales

Dans le cadre du Devoir de vigilance, SAVENCIA a identifié les risques que son activité fait porter sur les femmes et les hommes en matière de droits humains.

Six risques ont ainsi été définis et analysés selon la méthodologie précédemment présentée dans le Plan de vigilance - chapitre "Analyse des risques".

● Travail des enfants

Risque de faire travailler des enfants (à l'exception du cadre réglementé du cursus scolaire et de l'apprentissage)

Conformément à la convention de l'OIT n°138 de 1973 sur l'âge minimum, à la convention de l'OIT n°182 de 1999 sur les pires formes de travail des enfants, le Groupe proscriit le recours au travail des mineurs n'ayant pas atteint l'âge minimum de 15 ans. Au-delà du rejet du travail des enfants, SAVENCIA s'engage à respecter partout les droits des enfants, inscrits dans la Convention Internationale des droits des enfants de 1989.

Actions déployées	Résultats
GROUPE	
Les engagements de la Charte achats responsables du Groupe couvrent le travail des enfants.	Au 31 décembre 2022, plus de 1045 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 66,8 % des dépenses du Groupe pilotées par la Direction Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros) hors matières premières agricoles.
Les équipes RH des filiales contrôlent systématiquement l'âge des candidats à l'embauche.	En 2022, l'âge minimum des collaborateurs permanents du Groupe est de 16 ans ; les personnes d'âge inférieur à 18 ans sont principalement salariées dans le cadre de contrat d'apprentissage en alternance école-entreprise.
CACAO	
Le travail des enfants est un risque majeur auquel est confronté l'ensemble du secteur du cacao, la production ayant principalement lieu dans des pays de l'hémisphère Sud. Des actions spécifiques sont ainsi entreprises dans les filiales Cacao de SAVENCIA pour répondre aux risques identifiés sur les droits humains, notamment celui d'accroissement du travail des enfants en fonction des évolutions du prix du cacao.	En 2021, les partenariats au Belize, Pérou et Sao Tomé ont été renouvelés pour 10 ans et 100% des cacaos sont issus d'un partenariat.
Dans le cadre de son programme Live Long, la filiale Valrhona établit des accords pluriannuels de 3 ans minimum avec tous les producteurs partenaires, avec une durée moyenne des contrats supérieure à 8 ans. Ces contrats permettent de maintenir des prix élevés pour limiter le travail des enfants.	
Valrhona a rejoint l'International Cocoa Initiative (ICI) en 2017, une fondation dédiée à la protection des enfants dans les communautés cacaoyères qui s'emploie à assurer un meilleur avenir aux enfants et à leurs familles. En plus de la mise en place des systèmes de protection de l'enfance gérés au niveau local, la Fondation International Cocoa Initiative a identifié le développement communautaire, l'autonomisation des femmes et l'accès à l'éducation comme les principaux leviers pour prévenir le travail des enfants.	Un financement a été apporté à des écoles en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Venezuela par le Fonds Solidaire Valrhona permettant d'augmenter les taux de scolarisation des enfants. En moyenne, 60% des groupes de producteurs fournisseurs ont des systèmes en place pour prévenir, surveiller et remédier au travail des enfants.
Un des piliers du programme Rev'cacao mis en œuvre par les filiales Révillon, La Maison du chocolat et De Neuville, concerne la lutte contre le travail des enfants dans les plantations. L'accès à une éducation de qualité étant clé dans ce cadre, une prime "cacao durable" versée au producteur contribue à payer les frais de scolarité des enfants.	

Actions déployées	Résultats
FRUITS SECS <p>L'activité liée aux fruits secs est confrontée à des chaînes d'approvisionnement complexes, qui impliquent de nombreux intermédiaires dans des filières internationales morcelées et souvent sensibles. Une forte informalité du travail (cassage des noix dans le cadre familial) expose au travail des enfants dans certains pays de l'Europe de l'est notamment.</p> <p>Les filiales du Groupe, soit appartenant à la filière Cacao soit dédiée aux fruits secs, demandent ainsi à leurs fournisseurs de signer la Charte achats responsables.</p>	

● Travail forcé

Risque de mettre en place du travail forcé en tant que main-d'œuvre permanente, mais également temporaire ou intérimaire.

Conformément à la convention de l'OIT n° 29 de 1930 sur le travail forcé, à la convention OIT n° 105 de 1957 sur l'abolition du travail forcé, le Groupe proscrit le recours au travail forcé en garantissant que tout travail est volontaire et que les employés sont libres de quitter leur emploi à tout moment.

Actions déployées	Résultats
GROUPE <p>Les engagements de la Charte achats responsables couvrent le travail forcé.</p> <p>Dans chaque filiale, les équipes RH vérifient que les salariés employés bénéficient d'un engagement formel réciproque.</p>	<p>Au 31 décembre 2022, plus de 1045 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 66,8 % des dépenses du Groupe pilotées par la Direction Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.</p> <p>Cf. Plan de vigilance - chapitre "Achats responsables".</p> <p>Le processus de contrôle est en cours de déploiement.</p>
POISSON <p>Coraya s'approvisionne en poisson sauvage, du Colin d'Alaska et du Merlu du Pacifique, pêchés dans le Pacifique Nord.</p> <p>Le référentiel de pêche durable sur lequel se basent les activités de la filière intègre des critères pour les fournisseurs et transformateurs de produits de la mer certifiés, afin de garantir que les produits ne sont pas issus du travail forcé ou du travail des enfants.</p>	<p>En 2022, 100 % des poissons de la gamme de surimis Coraya sont issus d'une pêche durable, contrôlée par un organisme indépendant.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

● Rémunération et temps de travail

Risque pour les travailleurs de ne pas être rémunérés conformément aux Conventions de l'OIT et selon la réglementation locale.

Conformément à la convention de l'OIT n° 100 de 1951 sur l'égalité de rémunération, Le Groupe respecte les droits des travailleurs et ses filiales se conforment aux lois applicables en matière de droit du travail, en particulier en ce qui concerne le salaire, qui doit être au moins égal au salaire minimum du pays pour un travail équivalent, l'objectif étant de favoriser un salaire décent, tel qu'envisagé par l'OIT.

Dans le sens de cet engagement, des politiques et plans d'actions associés sont notamment effectifs dans le cadre de la rémunération des matières premières payées aux producteurs de l'amont agricole.

Actions déployées	Résultats
GROUPE Une note de cadrage annuelle rappelle les principes de garantie de respect des minima légaux par pays et la prise en compte de la conjoncture économique locale dans l'établissement des politiques de rémunération des filiales.	
LAIT En 2022, SAVENCIA Fromage & Dairy a poursuivi sa politique de valorisation de la filière laitière dans le cadre de la loi EGAlim en France. SAVENCIA Fromage & Dairy est un des groupes fromagers nationaux qui applique les prix du lait parmi les plus élevés et cela, depuis plusieurs années. Il a continué en 2022 à assurer aux producteurs partenaires laitiers une des meilleures rémunérations du lait en France. Dans le cadre du déploiement du Diagnostic Production Laitière Durable (DPLD), les critères de « Rentabilité de l'exploitation financière » et d'« Autonomie financière » sont évalués et suivis. Le Plan de soutien à l'installation de jeunes agriculteurs et à l'investissement des producteurs a continué d'être déployé.	23,8 % du volume de lait collecté est couvert par le Diagnostic Production Laitière Durable (le volume de laits collectés avec déploiement du diagnostic est estimé sur la base d'un volume moyen de laits collectés par exploitation sur le périmètre concerné, avec approvisionnement en lait contractuel de la Compagnie des Fromages & RichesMonts - CF&R - à hauteur de 37 %) Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".
VIANDE Bordeau Chesnel développe des partenariats durables avec les éleveurs notamment par la garantie d'une meilleure rémunération, en moyenne 20% supérieure au cours moyen du porc, et bien au-delà pour les élevages les plus vertueux. La démarche Nos Valeurs partagées, également déployée pour la filière poulet, vise à garantir un juste niveau de rémunération aux éleveurs, en prenant en compte les coûts de production et en promettant une visibilité sur le long terme grâce à un système de contractualisation.	En 2022, près de 190 éleveurs sont engagés avec Bordeaux Chesnel dans ce partenariat pour une filière porcine durable. Le déploiement de ce programme va se poursuivre progressivement jusqu'en 2025. 60% des approvisionnements des rillettes de porcs sont ainsi issus de la filière qualité durable et 73% des approvisionnements en poulet sont issus d'une filière responsable en 2022. Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".

● Discrimination et harcèlement

Risque pour les travailleurs de SAVENCIA d'être discriminés en raison du sexe, de la race, de l'âge, de l'origine ethnique, de la nationalité, de l'orientation sexuelle, de l'état de santé, de l'opinion politique et syndicale, et de subir toute forme de harcèlement dans le cadre professionnel.

Conformément aux articles L1152-1 à L1152-6 du code du travail sur le harcèlement moral, à l'article 5 de la Déclaration des droits de l'homme, le Groupe ne tolère aucune forme de harcèlement et de violence dans le cadre professionnel. Par ailleurs, en référence à la convention de l'OIT n° 111 de 1958 concernant la discrimination (emploi et profession), le Groupe proscrit et rejette toute forme de discrimination pour quelque cause que ce soit dans les relations de travail.

Actions déployées	Résultats
<p>La Charte éthique du Groupe définit les valeurs et principes de non-discrimination à respecter au quotidien dans l'ensemble des activités, notamment relatives aux ressources humaines (recrutement, promotion, management...). L'interdiction de toute forme de harcèlement est également affirmée.</p> <p>Harcèlement</p> <p>Une formation obligatoire sur le harcèlement est effectuée par les collaborateurs à leur arrivée dans le Groupe.</p> <p>Des référents Harcèlement sont désignés dans chaque filiale en France (réfèrent RH et réfèrent au sein du CSE).</p> <p>Handicap</p> <p>Le Groupe mène une politique Action Handicap qui s'articule autour de quatre axes d'action en faveur de l'emploi et du maintien des personnes en situation de handicap : sensibiliser pour lutter contre les stéréotypes ; maintenir dans l'emploi ; recruter des personnes en situation de handicap ; et développer des partenariats avec le secteur protégé et adapté.</p> <p>Au travers de son réseau de référents Handicap, le Groupe met en place différentes actions tout au long de l'année pour sensibiliser et lutter contre les stéréotypes.</p> <p>En 2022, une campagne mensuelle d'information a été initiée au niveau de la France avec un thème spécifique par mois.</p> <p>En novembre 2022, à l'occasion de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH), le Groupe a mobilisé ses filiales pour sensibiliser les collaborateurs et lutter contre les stéréotypes sur le handicap à travers des conférences, des jeux digitaux, des réunions d'information ou encore des ateliers de sensibilisation. Lors de cette semaine, les filiales ont participé également au dispositif des DUO-DAY.</p>	<p>Tous les collaborateurs prennent connaissance de la Charte éthique à leur arrivée dans le Groupe.</p> <p>En 2022, 82% des collaborateurs du Groupe ont effectué une formation en e-learning sur le harcèlement.</p> <p>Une formation de sensibilisation aux risques de harcèlement a été réalisée pour les référents RH et CSE.</p> <p>La certification nationale Égalité dans l'Entreprise de la filiale espagnole Arias a été décernée en 2021. Des audits de suivi sont réalisés tous les ans afin de garantir le maintien du niveau exigé par la certification.</p> <p>En 2022, 13 filiales présentent un taux d'emploi de personnes en situation de handicap supérieur à 6%. Au sein du Groupe, ce taux est de 3,3%.</p> <p>38 personnes en situation de handicap ont pu être accueillies lors du DUO-DAY, afin de découvrir, en binôme avec un collaborateur, les métiers et activités industriels ou administratifs des filiales du Groupe.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Egalité Femmes-Hommes</p> <p>Le Groupe s'attache à promouvoir l'égalité femmes-hommes notamment en matière de qualification, de formation, de rémunération et d'évolution de carrières. Il s'engage à atteindre la parité femmes-hommes managers en 2025.</p> <p>Un groupe de travail rassemblant les équipes RH a été constitué afin d'accélérer le développement du leadership féminin. Les travaux auront pour objectif de définir un plan d'action sur la base d'analyses de données quantitatives internes et externes et d'entretiens avec les employés (hommes et femmes) ainsi qu'avec le comité de direction du Groupe.</p> <p>Une enveloppe budgétaire spécifique est ainsi prévue afin d'atténuer les éventuels écarts de rémunération constatés entre les femmes et les hommes à poste équivalent.</p> <p>Des initiatives de filiales partagées dans le Groupe sont mises en œuvre : la filiale SAVENCIA Cheese USA a rejoint le mouvement mondial de solidarité des Nations unies « #HeforShe ». Cette campagne de solidarité a pour objectif d'impliquer les hommes au combat pour l'égalité des sexes, en les encourageant à prendre des mesures contre les inégalités rencontrées par les femmes et les hommes. Mlekoproduct, filiale en Serbie ayant reçu l'année dernière un prix récompensant les sociétés les plus attentives et impliquées dans la lutte pour l'égalité femme / homme, poursuit le développement des actions mises en œuvre et maintient son haut niveau d'exigence dans ce domaine.</p>	<p>En 2022, 45,2 % des managers du Groupe sont des femmes.</p> <p>En moyenne, 69,1% des femmes, tous statuts socioprofessionnels confondus, ont bénéficié d'au moins une formation en 2022.</p> <p>L'index égalité Femme/Homme 2022 en France est de 89 et des points de progrès ont été identifiés.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Le bien-être des collaborateurs".</p>

● Libertés syndicales

Risque pour les travailleurs de ne pas jouir de la liberté d'association et de négociation collective conformément aux Conventions de l'OIT et selon la réglementation locale.

Conformément à la convention de l'OIT n°87 de 1948, sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, à la convention OIT n° 98 de 1949, sur le droit d'organisation et de négociation collective, à la convention de l'OIT n°135 de 1971 sur les représentants des travailleurs afin de prévenir toute forme de discrimination pour fait d'engagement syndical, le Groupe s'attache au strict respect de la liberté syndicale, en matière d'adhésion et de prise de responsabilité syndicale pour l'ensemble de ses salariés dans chaque pays où il est implanté. SAVENCIA s'engage à respecter les principes énoncés dans le cadre de la Déclaration de l'OIT de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail : liberté d'association et reconnaissance effective du droit de négociation.

Actions déployées	Résultats
La Charte éthique du Groupe rappelle que la liberté d'association et la négociation collective sont des droits fondamentaux.	Tous les collaborateurs prennent connaissance de la Charte éthique à leur arrivée dans le Groupe.
En cas de projet de réorganisation interne ayant des conséquences sociales significatives, les instances représentatives du personnel sont systématiquement informées, et consultées le cas échéant, suivant les réglementations en vigueur dans les pays concernés.	

Actions déployées	Résultats
La promotion du dialogue social est encouragée au travers d'instances de représentation locale des salariés au niveau de chaque filiale.	Dans les filiales du Groupe de plus de 10 salariés (seuil français pour la mise en place des CSE), plus de 81,4 % des collaborateurs bénéficient d'instances collectives de représentation du personnel de type Commission de travail, comité d'entreprise ou Comité Social et Economique. Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Ethique et conformité".
Dans le cadre des travaux de la Feuille de route "Vers un socle sociétal", des négociations ont été menées avec les partenaires sociaux en France en 2022 sur le thème de la "Reconnaissance des parcours professionnels des représentants du personnel".	Un engagement de signature a été conclu par l'ensemble des organisations syndicales France sur ce thème, pour une signature effective en janvier 2023.

● Autres conditions de travail

Risque pour les travailleurs permanents, temporaires, saisonniers, intérimaires de pas jouir d'une relation de travail formelle dans le respect de la réglementation nationale.

Risques liés aux conditions de vie et de logement des travailleurs.

Actions déployées	Résultats
<p>LAIT</p> <p>En France, les « Animateurs ressources laitières » accompagnent les éleveurs dans l'évolution de leurs pratiques pour faciliter leur travail ou encore organiser des Groupes de travail pour lutter contre l'isolement.</p> <p>Par ailleurs, le Diagnostic production laitière durable (DPLD) inclut un indicateur « Qualité de vie des producteurs » évaluant la charge de travail et du management de l'exploitation.</p> <p>Sur le plan de la qualité des conditions de production et d'élevage, le respect de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage est exigé contractuellement à tous les fournisseurs de lait de vache français. Cette charte définit un indicateur de suivi sur les conditions de travail des personnes travaillant sur l'exploitation. Cette exigence est progressivement étendue à l'ensemble de la collecte laitière dans le monde.</p>	<p>23,8 % du volume de lait collecté est couvert par le Diagnostic Production Laitière Durable (le volume de laits collectés avec déploiement du diagnostic est estimé sur la base d'un volume moyen de laits collectés par exploitation sur le périmètre concerné, avec approvisionnement en lait contractuel de la Compagnie des Fromages & RichesMonts - CF&R - à hauteur de 37 %).</p> <p>En 2022, 86,8 % (versus 85,8 % en 2021) de nos volumes mondiaux répondent à cette charte ou à des standards reconnus comme équivalents par pays ou par filière.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

3.6.1.2. La santé et la sécurité des personnes

Dans le cadre du devoir de vigilance, le Groupe SAVENCIA établit une cartographie des risques que son activité propre fait porter sur ses collaborateurs (travailleurs permanents, temporaires, saisonniers, intérimaires), mais également sur les consommateurs.

● Santé et sécurité des collaborateurs

Risque d'accident sur le lieu de travail, entraînant une blessure ou une incapacité de travail pour le travailleur, et risque sur sa santé (maladies professionnelles, risques psychosociaux RPS etc.)

Le Groupe SAVENCIA rassemble des entreprises à taille humaine unies par une culture forte qui guide leurs actions et les comportements de ses collaborateurs. La préservation de l'intégrité physique et la santé des femmes et des hommes qui travaillent dans et pour le Groupe sont la priorité de tous et à tous les niveaux de l'organisation.

Actions déployées	Résultats
<p>Un programme « La SÉCURITÉ, c'est NOTRE affaire » est mis en œuvre dans toutes les filiales et s'appuie sur une Charte SST co-signée par le Président et le Vice-Président du Groupe SAVENCIA.</p> <p>Cette charte soutient l'objectif de tendre vers le zéro accident de travail.</p>	<p>La Charte SST a été diffusée dans toutes les filiales du monde en 2016, dont un exemplaire mural en aluminium prêt à poser. Des exemplaires sont envoyés chaque année selon les besoins (nouvelle filiale, nouveau site, ...)</p> <p>Elle est disponible dans toutes les langues du Groupe et accessible à tous sur la plateforme digitale SST.</p>
<p>Un système de management de la santé et de la sécurité nommé "Référentiel SST" est appliqué dans tous les établissements du Groupe.</p> <p>L'animation de la démarche est ainsi organisée au travers de réunions avec le réseau des animateurs SST, et par un accompagnement sur le terrain: des visites sur plusieurs sites en France et à l'international sont ainsi organisées, permettant de partager les bonnes pratiques en place sur les sites, et d'évaluer leur niveau de déploiement et d'ancrage de la démarche sur le terrain.</p> <p>Le Groupe déploie depuis 2020 les "10 Essentiels Sécurité SAVENCIA" dans toutes les filiales. Il s'appuie sur un kit de déploiement et d'animation spécialement développé dans toutes les langues du Groupe, rassemblant l'ensemble de règles opérationnelles tournées sur la prévention des risques d'accidents potentiellement graves. Chaque Essentiel comporte 4 règles simples, visuelles, applicables par tous en toutes circonstances.</p>	<p>Un plan d'audits SST est en place afin d'évaluer la conformité des sites au regard du Référentiel SST. Ces audits ont été suspendus pendant la crise sanitaire COVID et reprennent sous 2 nouveaux formats : un format orienté sur la maturité sécurité (à partir de 2022) et un format orienté sur les essentiels sécurité (à partir de 2023), s'appuyant sur la méthodologie Dupont et notamment la pyramide de Bradley.</p> <p>En 2022, ont eu lieu:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 2 « G20 » avec la communauté SST francophone ● 5 forums SST avec la communauté SST monde (sessions en français et en anglais). <p>En 2022, 47.2 % des filiales n'ont pas connu d'accidents de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires).</p> <p>Des Visites de Sécurité Comportementale (VSC) sont effectuées sur site ou à distance. En 2022, leur nombre s'élève à 20 020.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Le bien-être de nos collaborateurs".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Des actions de sensibilisation et de formation sont mises en place avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'organisation du Mois de la Sécurité et de la Santé au travail, qui implique l'ensemble des filiales du Groupe tout au long du mois de septembre ; ● Des formations obligatoires répondant à une réglementation ; ● Des formations imposées par le Groupe pour répondre aux besoins managériaux des directions et des filiales, ou effectuées dans le cadre de plans SST spécifiques ; ● Des formations volontaires répondant aux demandes des salariés ou réalisées à l'occasion de la semaine mondiale de la SST ; ● Une diffusion d'une lettre d'information mensuelle. <p>Depuis 2021, la formation en e-learning Accueil Sécurité et Santé au Travail (SST) SAVENCIA a été ajoutée au parcours d'intégration obligatoire d'intégration des nouveaux collaborateurs. Ce dispositif spécifique sur les risques d'accident dans le Groupe est disponible en plusieurs langues. Il est constitué d'un module commun à tous les collaborateurs du Groupe intitulé « Objectif zéro accident » ainsi que d'un second module dédié aux managers. À l'issue de cette formation, un passeport Sécurité SAVENCIA est délivré dès lors que le salarié a obtenu 100% de bonnes réponses au quiz.</p>	<p>En 2022, les formations à la sécurité et à la santé au travail réalisées dans les filiales ont représenté 31,8 % des actions de formation dans le Groupe.</p>
<p>Des dispositifs d'accompagnement psychologique des salariés sont mis en place en France et pour certaines filiales en Europe, via un service d'écoute, et des interventions sur site en cas de survenance d'incident grave.</p>	
<p>Le Groupe déploie depuis 2021 un Plan d'actions Intérimaires visant à réduire le taux de fréquence ainsi que le taux de gravité. Défini avec les entreprises de travail temporaire (ETT), ce plan établit les mesures mises en œuvre au moment de la sélection des intérimaires, de leur intégration sur chaque site, pendant et à la fin de la mission.</p>	<p>En 2022, 4 revues trimestrielles avec les directions nationales des ETT ont été organisées, avec une revue des indicateurs clés de performance, les faits marquants et les actions correctives à mener.</p> <p>Ces revues sont appuyées par des visites sur les sites pour mailer les actions et les résultats sur le terrain.</p>
<p>Concernant la démarche de prévention des Troubles Musculosquelettiques (TMS), un recensement a été réalisé auprès des filiales en France afin d'engager un vaste programme transverse qui vise à aménager et à mécaniser progressivement les postes les plus exposés. Ce programme vient en complément des démarches de fond déjà en place dans de nombreuses filiales en France, et est progressivement déployé dans le monde.</p>	

● Santé et sécurité des consommateurs

Risque d'atteinte à la santé et à la sécurité des consommateurs soit directement (vente directe de produits du Groupe par une filiale au consommateur), soit indirectement (produits acquis par le consommateur via des revendeurs).

Les risques sur la santé des consommateurs (hors aspects nutritionnels) sont essentiellement liés à la potentielle contamination des produits du Groupe par :

- des micro-organismes pathogènes, responsables d'intoxications alimentaires ;
- de corps étrangers ;
- de contaminants chimiques (pesticides par exemple) ;
- des allergènes (substances génératrices de réactions allergiques) alimentaires identifiés par la réglementation.

Le Groupe SAVENCIA met en œuvre une organisation et un mode de fonctionnement contribuant à éviter toute atteinte grave aux droits des consommateurs, en accord avec sa vocation "Entreprendre pour bien nourrir l'Homme" et sa volonté de contribuer aux objectifs de santé publique.

Actions déployées	Résultats
<p>Information des consommateurs</p> <p>Au-delà du strict respect de la réglementation, le Groupe est attentif à ce que l'information donnée aux consommateurs sur ses produits soit sincère, claire, ne suggère pas des bénéfices non existants ou exagérés et n'induit pas le consommateur en erreur sur les caractéristiques des produits. La communication responsable fait notamment partie des engagements RSE du Groupe dans le cadre du plan Oxygen, et formalisée dans la Charte d'éco-conception responsable SAVENCIA.</p> <p>Le contrôle de la conformité réglementaire des étiquettes et des supports de communication au consommateur, quels qu'ils soient, et le contrôle de la conformité aux engagements de communication responsable sont assurés par les filiales.</p>	<p>Le contrôle est effectué par des responsables réglementaires, par des responsables qualité, ou encore par des juristes sur certains marchés, aidés au besoin par la Direction du droit alimentaire du Groupe.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Un plaisir sain et responsable".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Santé des consommateurs</p> <p>Le Groupe a défini une politique de prévention des risques sur la santé des consommateurs et met en œuvre des procédures de contrôle Qualité applicables dans tous les domaines de production du Groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● le contrôle libératoire : basé sur un ou plusieurs critères microbiologiques de sécurité des aliments, il conditionne la libération des lots de produits du Groupe SAVENCIA pour leur mise sur le marché auprès des clients ; ● des agréments spécifiques : en cas de lancement d'un produit nouveau, de modification significative sur un produit existant, ou de transfert d'un produit entre deux sites. <p>En matière de sécurité des aliments, la politique de certification du Groupe précise que chaque site de production doit être certifié sur la base d'un référentiel international reconnu par le Groupe.</p> <p>Plusieurs référentiels en matière de certification de la sécurité des aliments sont ainsi mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● le référentiel international ISO 22000 (International Organization for Standardization) ; ● des référentiels privés, dont certains répondent aux exigences de la GFSI (Global Food Safety Initiative) comme par exemple : <ul style="list-style-type: none"> – le FSSC 22000 (Food Safety System Certification), basé sur l'ISO 22000 ; – le BRCCS (Brand Reputation through Compliance of Global Standards) ; – L'IFS (International Featured Standards) ● des agréments "pays", imposés sur certains marchés. 	<p>La Direction de la Qualité accompagne au cas par cas les sites dans la mise en œuvre de ces systèmes de management des denrées alimentaires.</p> <p>Elle réalise également le recensement des certifications détenues ou en cours d'acquisition dans le domaine de la sécurité des aliments.</p>
<p>Maîtrise des risques fournisseurs en matière de sécurité des aliments</p> <p>Le Groupe a développé des procédures d'audit chez les fournisseurs stratégiques de matières premières et de MICAE (Matériaux Incorporables, Consommables, Additifs et Emballages). Ces audits sont effectués par des binômes achats / qualité sur la base d'une grille comportant des exigences propres au Groupe. Le résultat de ces audits fait l'objet d'un suivi dans le temps.</p>	<p>Les contraintes sanitaires imposées par la gestion de la crise COVID 19 (avec une limitation des déplacements) ont été progressivement levées au cours du premier semestre en 2022, ce qui a permis une reprise progressive des audits chez les fournisseurs. De plus, comme l'année passée, les évaluations annuelles réalisées par les filiales et partagées (à distance) avec les fournisseurs, ont permis de confirmer la conformité du niveau Qualité livré, avec la mise en place d'actions correctives le cas échéant, et ainsi de poursuivre la collaboration.</p>

3.6.1.3. L'environnement

Les principaux risques d'atteinte à l'environnement identifiés pouvant impacter les écosystèmes du Groupe sont présentés ci-dessous :

- Pollution des eaux, airs et sols

Risques de rejets de produits dans l'environnement en cas de déversement accidentel et d'effluents organiques hors normes dans le milieu naturel (en particulier dans le réseau hydrographique autour des sites).

La survenance de ces risques peut être origine interne (dysfonctionnement sur les installations, incendie, erreur humaine,...) ou externe (phénomène climatique en particulier).

Actions déployées	Résultats
<p>Pour limiter les causes internes et techniques, le Groupe conduit une politique de maintenance, de rénovation et d'adaptation des installations de production et de traitement des effluents qui prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les volumes de production envisagés; ● l'ancienneté des installations et les audits conduits sur leur état; ● la mesure de la DCO (Demande Chimique en Oxygène) : <ul style="list-style-type: none"> – sur les effluents bruts en entrée du système de traitement. Son recouplement avec le volume de production du site permet d'identifier un éventuel incident sur les installations (pic de la DCO), ou une dégradation de leur état (lente progression de la DCO); – sur les effluents après traitement et avant rejet dans le milieu naturel lorsque le Groupe est responsable du processus d'épuration. Cette DCO est réglementée. En cas d'analyse non conforme, des actions correctives sont mises en œuvre sans délai. <p>Pour limiter les causes internes humaines, les filiales ont la responsabilité de mettre en place des plans de formation adaptés aux fonctions et responsabilités tenues.</p>	<p>Au-delà des mesures organisationnelles, le Groupe procède à des investissements importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● sur les stations d'épuration (STEP) ; ● sur les systèmes de prévention et de protection anti-incendie.
<p>Le Groupe prend en compte les pollutions sonores, olfactives et aériennes (particules dans l'atmosphère), d'un niveau globalement réduit.</p>	<p>Ces pollutions font l'objet d'un traitement au cas pas cas.</p>

- Utilisation des ressources naturelles, atteinte à la biodiversité et au bien-être animal

Risque d'utilisation excessive de l'eau

Actions déployées	Résultats
<p>L'eau joue un rôle important dans différents procédés mis en œuvre par les filiales industrielles du Groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● comme auxiliaire technologique dans la fabrication des produits ; ● pour les opérations de nettoyage, garantes du haut niveau d'hygiène et de sécurité des produits ; ● comme fluide caloporteur ou frigoporteur ; ● au sein des installations de prévention et de lutte contre les incendies. <p>Face au changement climatique, il est probable que certaines situations de stress hydrique s'accroissent, notamment dans certains pays. Une attention particulière est portée sur ces phénomènes afin d'identifier et de prévenir tout risque, et de renforcer, si besoin, les moyens d'action pour limiter autant que possible les prélèvements dans le milieu naturel.</p> <p>Le Groupe a mis en œuvre des mesures visant à réduire ces prélèvements d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● optimisation, rénovation voire renouvellement complet des équipements de nettoyage existants ; ● formation et sensibilisation aux bonnes pratiques du personnel en charge du nettoyage manuel ; ● récupération, par évaporation ou osmose inverse, d'une partie de l'eau contenue dans le lait ou le sérum. Cette eau est utilisée comme fluide caloporteur ou, après traitement, pour le nettoyage externe des installations. <p>Le Groupe poursuit également avec l'interprofession laitière et fromagère française la réflexion visant à définir des pratiques et des technologies plus efficaces en matière d'utilisation de l'eau ; tout projet de rénovation ou de renouvellement des infrastructures de production du Groupe intègre cet enjeu.</p>	<p>Des guides des bonnes pratiques ont été rédigés à l'attention des sites industriels. Ce sont des référentiels internes thématiques qui permettent aux sites de production d'optimiser les procédés et de rendre les installations plus sûres et plus performantes.</p> <p>Chaque filiale est tenue de respecter la réglementation de son pays d'implantation en la matière.</p> <p>Le guide RSE/volet Industriel, guide Energies/eau, guide Prévention des dommages et enfin guide NEP (installation permanente de nettoyage) sont mis en œuvre dans tous les sites industriels.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Dans une usine du Groupe, la mise en place d'un procédé de concentration du lait par osmose inverse associée à un système de récupération d'eau issue du lait, d'un système de filtrage d'eau à partir de l'eau contenu dans le lait, permettra à termes d'éviter de limiter le prélèvement d'eau potable sur le site. Les gains estimés s'élèveront à plus de 200 m³/jour.</p> <p>Le site de CF&R à Ducey (50) a mis en place de nouveaux équipements, tels que par exemple, de nouvelles machines à laver ou bien encore une tour de refroidissement plus performante, qui permettent d'obtenir des économies significatives : gains en eau estimés à 50 m³/j, ainsi qu'une réduction des produits lessiviels utilisés, diminuant ainsi de près de 20% la quantité de phosphore en entrée de station d'épuration.</p> <p>En République Tchèque, sur le site d'Hodonin, l'installation d'un système de monitoring des consommations et le changement des pompes de refroidissement ont permis de réaliser des économies importantes (plus de 40 % vs A-1).</p> <p>Du fait des fortes chaleurs survenues au cours de l'été 2022, plusieurs des sites se sont trouvés en situation de stress hydrique. Grâce à la mobilisation des experts Groupe dans ce domaine, des solutions immédiates ont été mises en œuvre afin de s'adapter à cette contrainte. Certaines de ces mesures ont d'ailleurs été pérennisées afin de réduire, hors période de sécheresse, les consommations d'eau.</p>	<p>En % d'évolution versus 2015, le Groupe a réduit de 2.3 % ses prélèvements d'eau en 2022, en m³/tonne fabriquée.</p> <p>Il est à noter que le développement des produits issus de laits différenciés exige des lavages plus fréquents, ce qui a également pour conséquence une augmentation des consommations d'eau.</p> <p>Plusieurs réunions du groupe de travail composé à la fois d'experts internes en central mais également d'opérationnels, consacré à la maîtrise de nos consommations d'eau ont eu lieu en 2022. Les travaux ont porté essentiellement sur la réduction des consommations et sur les possibilités de réutilisation de l'eau de vache (récupérée du lait) afin de préserver les ressources.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "L'empreinte environnementale".</p>

Risque d'atteinte à la biodiversité et au bien-être animal

La préservation de la biodiversité et des animaux est une nécessité pour le développement d'un modèle agricole durable. Dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociétale d'entreprise et du développement de filières agricoles durables, le Groupe s'attache à préserver les écosystèmes et à favoriser le développement de la biodiversité.

Actions déployées	Résultats
<p>LAIT</p> <p>Un des leviers d'amélioration identifiés dans le Diagnostic de Production Laitière Durable, proposé à l'ensemble des fournisseurs de lait, est mesuré à partir de l'indicateur développé par le Centre d'étude et de recherche sur l'économie et l'organisation des productions animales (Céréopa). Cet indicateur est défini sur la base de la part des prairies permanentes sur l'exploitation, des surfaces d'intérêt écologique (arbres, haies, plans d'eau et fossés) et également de la diversité des espèces animales et végétales sur l'exploitation.</p> <p>Le respect de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage est exigé contractuellement pour tous les fournisseurs de lait de vache français pour garantir la qualité des conditions de production et d'élevage.</p> <p>La charte a été mise à jour en 2022 pour devenir l'outil de déploiement en élevage de la démarche de responsabilité sociétale de la filière France Terre de Lait. La version 2022 intègre désormais l'évaluation du bien-être animal des troupeaux laitiers via un diagnostic suivi d'un plan de progrès individuel défini avec le producteur.</p>	<p>Fin 2022, 23,8 % (versus 21,6 % en 2021) de nos volumes mondiaux proviennent d'exploitations ayant réalisé le diagnostic Production Laitière Durable.</p> <p>En 2022, 86,8 % (versus 85,8 % en 2021) des volumes de lait mondiaux répondent à cette charte ou à des standards reconnus comme équivalents par pays ou par filière.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>
<p>SAVENCIA Fromage & Dairy a défini en 2022 une Charte pour le Bien-être Animal en faveur des bovins, ovins et caprins, à l'échelle mondiale autour de 4 enjeux majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une alimentation de qualité, durable et locale; • un accès à l'extérieur garanti; • un logement confortable; • une meilleure prise en compte de la santé. 	<p>En 2022, 61,5% des collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites de SAVENCIA ont été formés sur le bien-être animal. Ils seront ensuite amenés à réaliser, au niveau mondial, les audits des élevages à partir de référentiels reconnus et à définir conjointement des plans d'action avec les éleveurs. Des audits ont été initiés dès cette année et continueront à être déployés progressivement sur les trois prochaines années.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>
<p>VIANDE</p> <p>Pour chaque pot acheté "Les rillettes engagées" de Bordeau Chesnel, 8 centimes d'euros sont reversés à un fonds de soutien qui aide à financer les projets visant à améliorer le bien-être animal ou réduire l'impact environnemental des éleveurs engagés dans la démarche « Nos Valeurs Partagées ».</p> <p>La démarche Nos valeurs partagées a également été déployée depuis 2021 sur la filière poulet. Elle vise notamment à progresser sur les pratiques d'élevage en améliorant le bien-être animal et assure la mise en place d'un plan de progrès environnemental qui s'appuie sur plusieurs leviers: intégration paysagère des bâtiments, production d'énergie à la ferme par : panneaux solaires, méthanisation des déchets ..., production d'engrais naturels via l'élevage, pour nourrir les cultures.</p>	<p>En 2022, le fonds de soutien a permis d'aider à financer 3 projets d'amélioration du bien-être animal ou de l'impact environnemental.</p> <p>25 000€ ont été collectés et ont été répartis en avril 2022 entre 3 jeunes éleveurs. Le projet qui a remporté la première place est la construction d'un bâtiment de maternité sur paille qui permet aux truies de rester 100% du temps en liberté, de retrouver au maximum les conditions du plein air sans subir les aléas climatiques.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>POISSON</p> <p>Les bâtonnets de surimi sont exclusivement issus d'une pêche durable dans la zone Pacifique Nord.</p> <p>Ces approvisionnements sont contrôlés par un organisme indépendant, garantissant le recours à des pratiques de pêche respectueuses des fonds marins, de l'environnement, des ressources en poisson et des stocks des espèces.</p> <p>Par ailleurs depuis 2021, Coraya n'utilise pas d'œufs issus de poules élevées en cage, conformément à ses engagements pour lesquels la marque s'était vu décerner en 2020 par Compassion In World Farming (CIWF) le prix de « l'Œuf d'Or ».</p>	<p>En 2022, 100 % des poissons de la gamme de surimi Coraya sont issus d'une pêche durable, contrôlée par un organisme indépendant, allant ainsi au-delà de l'engagement pris pour 2025.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>
<p>CACAO</p> <p>Les partenariats à long terme réalisés fixent un cadre de collaboration transversale qui garantissent la qualité des cacaos mais également la valorisation des terroirs, sans oublier le soutien des communautés.</p> <p>Valrhona, labellisée B Corp®, a décidé en Haïti en 2022, avec la Fédération des coopératives cacaoyères du nord et l'ONG française Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, de relancer un nouveau triennal jusqu'en 2024. Pour une Cacao Culture à la fois écologique et rentable, ce plan vise à régénérer les jardins créoles de producteurs partenaires mais également à synthétiser les approches et les diffuser à l'échelle nationale afin qu'un maximum de familles puisse mettre en œuvre ces actions au sein de leurs parcelles.</p> <p>La certification B Corp® a également permis à la filiale en Equateur República del Cacao de traduire ses engagements au travers des critères d'évaluation de la gouvernance d'entreprise, des actions pour les travailleurs, les clients, les communautés et l'environnement.</p> <p>L'un des piliers du Programme Rév'Cacao porté par Révillon porte sur la préservation de l'environnement et les ressources naturelles. Cela consiste en la mise en place de bonnes pratiques agricoles incluant l'usage raisonné de pesticides, l'agroforesterie, la sensibilisation des communautés à la protection de l'environnement et de la biodiversité.</p> <p>Les filiales Révillon, Weiss et Valrhona sont investies depuis 2015 dans le programme Cacao Forest pour la promotion des modèles agroforestiers durables pour les pays producteurs de cacao.</p> <p>Enfin, la filiale suisse Villars poursuit son engagement au sein de la plateforme suisse du cacao durable qui vise à ce que d'ici 2025, au moins 80% de ses approvisionnements en cacao soient issus de filières durables. Les autres matières premières principales constituant le chocolat suisse, que sont le lait et le sucre, sont sourcées localement en Suisse.</p>	<p>Depuis 2021, le Groupe a atteint l'objectif de 100 % des achats de fèves de cacao issus de partenariats à long terme.</p> <p>En 2022, 89 nouveaux producteurs acceptent de participer à ce projet, et 31 ont déjà régénéré leurs parcelles.</p> <p>Plus de la moitié de la contribution de Rév'Cacao est allouée aux producteurs de cacao via des activités de professionnalisation et le versement d'une prime.</p> <p>70% du cacao du programme Rév'cacao est tracé du producteur à la coopérative ou jusqu'à la 1ère étape de transformation de la fève (période 2020-2021)</p> <p>72% des parcelles sont géolocalisées et cartographiées (période 2020-2021).</p> <p>La part de matières premières issues du cacao (fèves, masse de cacao et beurre de cacao) certifié UTZ (Rain Forest alliance) est en forte augmentation puisqu'elle atteint 75.3% en 2022.</p> <p>La traçabilité jusqu'à la plantation ou la coopérative s'est également fortement développée et représente en 2022 76% des approvisionnements en fèves de cacao.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

- Contribution au changement climatique

Risque d'impact sur le dérèglement climatique

Conscient des enjeux mondiaux relatifs aux émissions de gaz à effet de serre, de la nécessité de lutter contre le changement climatique et ses conséquences pour la Société, le Groupe veille à réduire l'empreinte environnementale de ses activités afin de limiter le risque d'impact sur le changement climatique et de s'adapter à ses conséquences.

Actions déployées	Résultats
Gaz à effet de serre Le Groupe SAVENCIA s'engage dans le cadre du Plan Oxygen : <ul style="list-style-type: none"> ● à diminuer l'impact environnemental de ses activités avec une réduction, à la tonne produite, de 20 % d'ici 2025 (versus 2015) des émissions de gaz à effet de serre (GES) de production et de transport. ● à augmenter la part des énergies renouvelables ; ● à réduire l'empreinte carbone du volume de lait collecté de 300 000 tonnes équivalent CO₂ d'ici 2025 (par rapport à 2010). 	<p>Les projets initiés en 2021 se sont poursuivis en 2022 : 13 usines ont mis en œuvre différentes actions afin de réduire leur consommation énergétique en installant des dispositifs de récupération d'énergies ou bien encore des pompes à chaleur afin de récupérer la chaleur produite par les équipements froids afin de réduire leur consommation d'énergie.</p> <p>D'autres projets ont également été menés par des filiales et sont détaillés dans la DPEF "Réduire nos GES" chap 1.2.</p> <p>En % d'évolution versus 2015, le Groupe a réduit de 11,6% ses émissions de GES Scopes 1 & 2, en tonnes équiv. CO₂/tonne fabriquée.</p> <p>Les émissions directes (scope 1) comprennent les émissions liées à la combustion des énergies fossiles utilisées, aux procédés hors énergie (dues aux traitements des eaux usées) et aux fuites de fluides frigorigènes. Les émissions indirectes (scope 2) incluent les émissions liées à la production d'électricité, de vapeur, de chaleur, ou de froid achetée et consommée par les sites, ainsi que les pertes en ligne.</p> <p>Suite à la démarche de calcul du scope 3 (autres émissions indirectes) initiée au cours des années précédentes sur le périmètre SAVENCIA Fromage & Dairy, le Groupe a soumis en 2022 sa trajectoire auprès du SBTi et est en attente de validation.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Consommation d'énergies et décarbonation</p> <p>Le Groupe poursuit ses efforts dans la réduction des GES grâce à des plans de sobriété énergétique et des investissements importants de rénovation de ses installations.</p> <p>Sur les trois dernières années, ce sont plus d'une dizaine de sites en France qui se sont engagés dans des programmes d'investissements particulièrement importants afin de rénover les installations d'énergie et permettre ainsi de réduire l'impact carbone du Groupe, notamment par des installations de production de froid.</p> <p>En 2022, le Groupe a également continué à accroître son utilisation d'énergies renouvelables en fonction des possibilités locales ou nationales, lui permettant d'augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique.</p> <p><u>Transport</u></p> <p>Les flottes de collecte de lait sont engagées dans la démarche « Objectif CO₂, les transporteurs s'engagent » certifiée par l'Ademe et les conducteurs sont régulièrement formés à l'écoconduite. En 2022, l'engagement du Groupe dans la démarche Ademe « FRET 21, les chargeurs s'engagent » a été validé. De plus, la flotte de transports inter-usines Normandie Bretagne Transports a obtenu la labellisation « Objectif CO₂ », reconnaissance d'un niveau de performance énergétique et environnementale élevé.</p> <p>Des carburants alternatifs sont déployés sur la flotte, notamment avec des camions alimentés en BioGNV. Pour l'un des véhicules, ce biogaz est issu d'un partenariat établi avec un agriculteur méthaniseur local dans l'objectif de construire une économie circulaire et de réduire l'impact environnemental. Des essais avec des camions alimentés en biocarburant et biogazole de synthèse ont été effectués au cours de l'année 2022.</p> <p>En France, les prestataires de transport de matières laitières sont activement incités à se tourner vers des carburants alternatifs. En 2022, plusieurs fournisseurs ont été référencés afin de construire une offre à des tarifs préférentiels.</p> <p>Depuis 2021, l'ensemble de la flotte de camions détenue par la plateforme logistique de SAVENCIA les Messageries Laitières, soit 23 camions, roule exclusivement à l'Oleo 100, huile 100% végétale, 100 % biodégradable et made in France.</p> <p>L'optimisation des tournées grâce à la mise en place d'un outil permettant de regrouper les volumes en fonction de la proximité géographique des clients, permet d'améliorer les chargements, de réduire ainsi les kilomètres parcourus et donc de diminuer la consommation de carburant.</p>	<p>La réduction de l'empreinte carbone de la collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO₂ cumulées versus 2010, en France) est de - 311 000 pour un objectif 2025 à - 300 000 tonnes équiv. CO₂ cumulés.</p> <p>Les émissions de CO₂ de la plateforme logistique Messageries Laitières ont été réduites de 59,6 % grâce à l'usage du carburant d'origine végétale.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "L'empreinte environnementale".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>En Espagne, la filiale Arias s'est vue décerner le prix Lean&Green décerné par l'AECOC, une des plus grandes associations d'entreprises multisectorielles espagnoles qui rassemble tous les acteurs de la chaîne de valeur, des producteurs et fabricants jusqu'aux opérateurs logistiques et distributeurs. Ce prix récompense Arias pour son engagement dans la réduction de ses émissions de CO₂ de 20% en 5 ans dans sa logistique.</p> <p>En France, la filiale Les Messageries Laitières participe, au sein du Club Réseau Normand Hydrogène piloté par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Normandie, à des groupes de travail sur les énergies alternatives et à la mutualisation des flux de transport. Les réflexions portent par exemple sur la place de l'hydrogène dans la transition énergétique normande, tout en structurant une véritable filière industrielle.</p> <p>Des actions auprès des collaborateurs sont également réalisées sur les sites du Groupe, avec notamment la Semaine de la Mobilité qui a eu lieu en 2022 pour la quatrième année consécutive. L'objectif de cet événement est d'inciter le plus grand nombre de personnes à adopter une démarche écocitoyenne pérenne en privilégiant les déplacements doux et alternatifs à la voiture particulière.</p>	<p>La mobilisation des collaborateurs a représenté 84 400 km économisés en 2022.</p>
<p>LAIT</p> <p>L'amélioration du bien-être animal, par l'alimentation ou bien encore les conditions de vie, a un impact favorable sur la réduction de l'empreinte environnemental de l'amont laitier. Le programme Terroirs de Lait France 2030 vise ainsi à sécuriser un lait durable autour des laiteries et à améliorer l'empreinte environnementale en s'appuyant sur la démarche de Production Laitière Durable.</p> <p>L'année 2022 a représenté une accélération dans le déploiement des actions au sein des exploitations laitières : définition de plans d'actions pertinents, accompagnement technique et financier de la transition et des innovations.</p> <p>SAVENCIA Fromage & Dairy a mis en place un partenariat pour tester des compléments alimentaires qui permet de réduire les émissions de méthane des vaches.</p>	<p>Une vingtaine d'exploitations volontaires ont été identifiées sur les zones de collecte en France et en Pologne pour un lancement du test du complément alimentaire en 2023.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>EMBALLAGES</p> <p>La Charte de Conception Responsable, élaborée en 2019, précise les lignes directrices et les orientations à suivre en matière d'écoconception des emballages. Elle intègre notamment des mesures de réduction à la source ou d'utilisation de matériaux recyclés, favorisant ainsi la transition vers une économie circulaire des emballages.</p> <p>Le comité de pilotage Oxygen dédié à l'écoconception des emballages et en charge du suivi de la réalisation de l'objectif défini, s'est réuni à trois reprises en 2022. Un axe supplémentaire d'actions prioritaires portant sur la réduction de l'empreinte carbone de nos emballages a été ajouté cette année, portant ainsi à 6 le nombre d'axes définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● réduire à la source l'usage de matériaux ; ● bannir les matériaux controversés ; ● tendre vers 100% de recyclabilité ou biodégradabilité ; ● intégrer un maximum de matériaux recyclés ; ● privilégier l'utilisation de matériaux renouvelables ; ● réduire l'empreinte carbone de nos emballages <p>Des projets d'écoconception des emballages, reposant sur l'ensemble des objectifs de la Charte de conception responsable, ont été engagés par toutes les filiales.</p> <p>GESTION DES DÉCHETS</p> <p>Les activités de transformation génèrent des déchets courants inhérents aux procédés de fabrication et de conditionnement. Il s'agit majoritairement de Déchets industriels non dangereux (DIND), et la plupart d'entre eux, comme le carton, le papier, le verre, l'acier ou l'aluminium, sont retraités dans des filières de revalorisation ou de recyclage. Les Déchets industriels dangereux (DID) sont peu présents. Ils proviennent des activités de maintenance (huiles usagées, déchets d'équipements électriques et électroniques) et font l'objet d'un tri à la source en vue d'un recyclage par des prestataires spécialisés.</p> <p>Afin de lutter contre le gaspillage des ressources naturelles et de réduire les coûts liés au traitement de ces déchets, le Groupe renforce le tri et la valorisation des déchets industriels en contribuant à des solutions circulaires, dans le but de limiter les risques de pollution.</p> <p>De nombreuses actions sont mises en oeuvre avec par exemple: La plateforme logistique des Messageries Latières, qui travaillait déjà localement avec un Établissement et service d'accompagnement par le travail (ESAT), a développé son partenariat en mettant en place un système de revalorisation des palettes trop abîmées pour être réparées. Les morceaux de palettes non récupérables sont broyés et reconditionnés en granulés qui sont mis gratuitement à disposition de l'ESAT pour alimenter sa chaudière biomasse.</p> <p>"La Consigne by Valrhona" consiste en une livraison des produits aux artisans et chefs dans des contenants consignés, lavables et réutilisables, pour limiter les déchets au maximum. Lancé depuis 2020 et basé sur le principe de l'économie circulaire, le projet consiste à tester en livraison un nouvel emballage sous la forme d'un bac de fèves de 6kg, récupéré, lavé puis réintroduit dans le circuit de production.</p>	<p>En 2022, selon le plan Oxygen du Groupe, le taux d'emballages recyclables ou biodégradables est de 84,2%.</p> <p>L'année 2022 a été marquée par une crise sur la plupart des matières pour emballages, avec des pénuries d'approvisionnement, ainsi qu'une crise sur l'énergie. Cela a engendré des retards sur la réalisation des projets d'optimisation.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "L'empreinte environnementale" pour le détail des actions mises en œuvre.</p> <p>En 2022, 68,7% des déchets courants de nos sites de production sont évacués en vue de valorisation (matière, biologique ou énergétique).</p> <p>Les opérations d'optimisation du tri et du stockage sur les sites se poursuivent, en collaboration avec des prestataires nationaux, afin d'identifier de meilleurs débouchés dans les filières de revalorisation et de recyclage.</p> <p>Le chauffage des serres horticoles de cet ESAT ainsi qu'une partie de leur bâtiment de stockage est ainsi assuré via la revalorisation de 100% de nos palettes. Ce sont 4 T de bois, soit environ 300 palettes, qui ont ainsi été revalorisées et ont constitué une source d'économie importante pour cet établissement.</p> <p>Cf. DPEF "L'empreinte environnementale" chap.4 pour le détail des actions mises en œuvre.</p> <p>En 2022, 22 tonnes de chocolat ont été vendues dans ces conditions, en cumulé, soit 260kg de déchets non produits et 2,4T de CO₂ évités.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>DÉFORESTATION</p> <p>SAVENCIA s'engage à favoriser les actions collectives menées contre la déforestation liée à la production de soja en Amérique du Sud.</p> <p>SAVENCIA soutient la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SNDI), proposée par les pouvoirs publics français dès 2018, dont l'objectif est de mettre fin d'ici 2030 à la déforestation causée par les importations françaises de produits forestiers ou agricoles non durables.</p> <p>Le Groupe est également actif au sein de groupes de travail nationaux et internationaux autour de la question du soja durable : CNIEL, Duralim, SAI Platform et DSF.</p> <p>La démarche Production Laitière Durable déployée auprès des fournisseurs de lait permet, entre autres, de travailler sur l'autonomie protéique et la maximisation de la valeur en protéine des fourrages cultivés sur l'exploitation laitière. Cette approche vise à limiter les achats de sources protéiques extérieures tels que le soja potentiellement importé.</p> <p>Le Manifeste des fabricants d'aliments « Zéro Déforestation Importée » est communiqué aux fournisseurs de lait ainsi que de la liste des fabricants d'aliments signataires.</p> <p>Les démarches de lait différencié initiées par SAVENCIA permettent également de limiter le recours au soja déforestant dans l'alimentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La filière « Sans OGM / VLOG » : les éleveurs ont pour la plupart remplacé le soja, quel qu'il soit, par d'autres sources protéiques non issues de la déforestation (tourteaux de colza, lin, luzerne déshydratée...); ● Toutes nos filières AOP/IGP ont des cahiers des charges fondés sur une forte autonomie alimentaire des élevages et limitant l'alimentation importée hors de l'aire de production. (et donc le soja du Brésil). C'est ainsi le cas par exemple des AOP beurre Charentes-Poitou, Chabichou du Poitou, Epoisses, Maroilles, Ossau Iraty, Roquefort, et l'IGP Soumaintrain ; ● Le cahier des charges de l'Agriculture Biologique privilégie le recours aux concentrés AB et locaux dans l'alimentation. 	<p>Le Groupe est engagé depuis juillet 2022 dans la démarche Duralim et contribue ainsi à la mise en œuvre d'actions collectives pour atteindre un objectif de non-déforestation à horizon 2025.</p> <p>Le déploiement du Diagnostic de production laitière durable s'est poursuivi en 2022 avec 23,8% de volume de laits collectés couvert par cette démarche de progrès.</p>

3.6.1.4. Les communautés locales

En 2022, SAVENCIA a étendu le champ de son analyse aux communautés locales, c'est-à-dire aux personnes dont les conditions de vie pourraient être affectées par les activités du Groupe.

Les risques précédemment identifiés sur les droits humains et l'environnement s'appliquent ainsi également aux communautés locales. Les risques les plus significatifs concernent les conditions de vie et de logement des producteurs de matières premières agricoles, dans les zones du monde à risque.

Les engagements du Groupe

Le Groupe SAVENCIA demande à ses fournisseurs à travers la Charte achats responsables de s'engager à prendre en compte les interactions avec les communautés locales, à respecter les droits de propriété et à veiller à ce que leurs activités n'engendrent pas d'atteinte aux populations.

Des travaux sont menés pour poursuivre l'analyse des risques d'atteinte pour les communautés et consolider les mesures de prévention et d'atténuation correspondantes.

Actions et suivi des résultats

LAIT

Dans le cadre du plan Oxygen, la Charte des bonnes pratiques d'élevage et le Diagnostic Production Laitière Durable intègrent des indicateurs qui mesurent les impacts de l'activité laitière sur les communautés locales (Gestion durable des ressources en eau, biodiversité, protection de l'environnement...) et caractérisent ainsi les actions de progrès et de remédiation.

CACAO

Le programme Live Long Cacao mis en œuvre par Valrhona depuis 2015, soutient le développement des organisations de producteurs et participe à l'amélioration des conditions de vie des communautés.

Par ailleurs, les partenariats à long terme fixent un cadre de collaboration transversale contribuant à la préservation des des communautés.

En 2022, Valrhona a maintenu son objectif de 100 % de ses achats de fèves de cacao issus de partenariats à long terme et la durée moyenne de l'ensemble des partenariats de Valrhona est de 8,5 ans.

Cette implication se traduit par la mise en place de projets, notamment en faveur de l'éducation ou de l'accès à l'eau potable par les communautés locales (Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables").

L'un des 3 piliers du Programme Rev'Cacao mis en œuvre par les filiales Révillon, la Maison du Chocolat et De Neuville concerne l'amélioration des conditions de vie des producteurs en offrant des services et des financements pour aider les agriculteurs à se diversifier, à se professionnaliser et à trouver des sources de revenus complémentaires. Des investissements sont également réalisés dans des programmes qui aident à sécuriser l'accès à l'eau potable, notamment avec les communautés pour fournir des forages dans les villages et des filtres à eau aux écoles et aux ménages dans les régions reculées. Enfin, la condition des femmes et leur émancipation économique sont aussi valorisées en offrant des programmes de formation adaptés aux besoins, de l'alphabétisation à la gestion financière.

3.6.2. Achats responsables

Engagements du Groupe

Le Groupe a marqué ses engagements dans le domaine des achats en signant dès le 10 janvier 2012 la "Charte relation fournisseurs responsables", initiative collective pour le progrès dans les relations avec les fournisseurs.

Par ailleurs, un « Code de conduite des acheteurs du Groupe SAVENCIA » est observé pour assurer le respect de la démarche d'achats responsables et durables, selon les principes d'intégrité et d'éthique, et ce, en définissant des plans de progrès et de performance durable et solidaire.

Il est enfin à noter qu'en 2022, trois filiales du Groupe ont été récompensées par EcoVadis pour leurs performances RSE: Sodilac a reçu la médaille Platinum, Corman la médaille d'Or et Fruisec la médaille d'Argent.

Méthodologie de cartographie des risques Fournisseurs

Le Groupe SAVENCIA considère que les risques présentés précédemment sont applicables à nos fournisseurs. Ces risques sont traités dans la démarche d'achats responsables.

En effet, afin de piloter ces achats dans le respect des obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé, à la transparence et à la prévention de la corruption et des atteintes aux droits humains et environnementaux, la Direction des achats du Groupe pilote une vigilance globale sur ses fournisseurs visant à établir une cartographie des risques qui tient compte :

- du niveau de risque "Pays", notamment par l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International;
- du niveau de risque "Catégorie d'achat" élaboré en interne à partir de critères opérationnels et RSE.

Sélection de fournisseurs durables et responsables

Le Groupe sélectionne ses fournisseurs sur des critères de qualité, de sécurité, de service, de compétitivité et sur leur capacité d'accompagnement durable. Il privilégie les collaborations durables et inscrit ses relations avec les fournisseurs dans une dynamique de progrès partagé. Ainsi, depuis 2010, SAVENCIA demande à ses principaux fournisseurs de s'associer à sa culture et à ses valeurs en signant sa "Charte achats responsables", établie en cohérence avec la Charte éthique du Groupe.

Evaluation RSE des fournisseurs du Groupe

L'évaluation de la situation des fournisseurs vis-à-vis de la cartographie des risques repose sur:

- Des évaluations RSE via EcoVadis permettant d'évaluer les politiques et actions des fournisseurs.
- Une surveillance des fournisseurs à risque avec une fréquence plus élevée d'évaluation.

Au 31 décembre 2022, plus de 1045 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 66,8 % des dépenses du Groupe pilotées par la Direction Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.

L'évaluation des risques RSE via EcoVadis, a été réalisée pour 787 fournisseurs. Les évaluations EcoVadis couvrent 75,7 % des dépenses du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.

La note moyenne obtenue est de 53,9/100 (versus 44,8/100 en moyenne sur le panel Food & Beverage EcoVadis).

**Hors Japon, Inde, Ukraine, Serbie, Roumanie, Pologne et Russie dont les dépenses d'achats ne peuvent être consolidées automatiquement à date.*

La Direction Achats Groupe a procédé à trois campagnes d'évaluation EcoVadis en 2022.

Un plan d'actions spécifique à la filière Fruits secs a ainsi été mis en œuvre en 2022, avec une campagne d'évaluation EcoVadis de fournisseurs de rang 1 et de rang 2, et de signatures de Charte Achats responsables (17 signatures en 2022).

Un rappel des objectifs à atteindre et un point à date sont réalisés et communiqués semestriellement aux acheteurs Groupe.

Actions de remédiation ou d'atténuation

Afin de prévenir les atteintes graves dans le cadre du devoir de vigilance, SAVENCIA:

- fait de l'engagement à respecter sa politique d'achats responsables un critère déterminant dans la sélection des fournisseurs et sous-traitants par la signature de la Charte achats responsables.
- demande à ses acheteurs de suivre la mise en œuvre des plans d'actions correctifs, notamment ceux fournis par EcoVadis.

3.7. Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements

Le Groupe dispose depuis 2018 dans l'ensemble de ses entités d'un système d'alerte unique et de recueil de signalements permettant à chaque salarié ainsi qu'à chaque partie prenante externe à l'entreprise de faire un signalement de manière strictement confidentielle.

Ce système d'alerte consiste en :

- un numéro de téléphone : + 33 1 34 58 64 14
- une adresse électronique : compliance@savencia.com
- et une adresse postale :
M/Mme le Directeur de la Conformité du Groupe SAVENCIA
42, rue Rieussec
78 223 Viroflay Cedex FRANCE

Un signalement peut porter sur :

- toute atteinte grave envers les droits humains ;
- toute conduite ou situation contraire aux engagements du Groupe en matière de santé et de sécurité ;
- tout manquement par rapport aux valeurs décrites dans la Charte Éthique du Groupe, et dans son code de conduite anti-corruption ;
- toute conduite ou situation contraire aux engagements du Groupe en matière d'environnement.

Grâce à une communication adaptée, les parties prenantes ont connaissance du système d'alerte et sont ainsi en mesure de faire un signalement le cas échéant.

Le principe de l'absence de sanction ou de mesure de rétorsion pour tout lanceur d'alerte qui émet un signalement de bonne foi est garanti par le Groupe et réaffirmé dans sa Charte éthique et son code de de conduite anti-corruption.

Tous les signalements sont ainsi traités en conformité avec la loi et dans des conditions correspondant au traitement efficace et adapté de chaque situation.

Annexes

TEXTES ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Le Groupe SAVENCIA adhère aux principes définis dans :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;
- Le Pacte Mondial des Nations Unies;
- Les Principes Directeurs de l'OCDE à l'intention des Entreprises Multinationales;
- Les Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT);

Le Plan de vigilance fait référence aux engagements pris préalablement par le Groupe dans les documents suivants :

- La charte éthique "Le Groupe et sa Culture";
- La politique RSE Oxygen de SAVENCIA (<https://www.savencia.com/rse/notre-approche-rse>);
- Le code de conduite acheteurs Groupe;
- La charte des achats responsables;
- La charte Sécurité et Santé au travail;
- La procédure d'utilisation du dispositif d'alerte SAVENCIA.

Le Groupe SAVENCIA veille également au respect des engagements des documents publics suivants :

- La charte des bonnes pratiques d'élevage (<http://www.charte-elevage.fr/>);
- La charte relations fournisseurs responsables (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/charte-relations-fournisseurs-responsables>).



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2023

1.	Rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions	220
2.	Rapport du Conseil d'administration sur les actions de performance	222
3.	Rapports des commissaires aux comptes	223
4.	Texte des projets de résolutions	227

1. Rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale pour soumettre à votre approbation les projets de résolutions que nous vous présentons ci-après.

Vous entendrez, préalablement à votre vote, la lecture des rapports des commissaires aux comptes, Monsieur Arnaud RINN, représentant le Cabinet KPMG S.A. et Monsieur Emmanuel GADRET, représentant le Cabinet DELOITTE & ASSOCIES, commissaires aux comptes titulaires, sur ces projets de résolutions.

Les rapports des commissaires aux comptes ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

1.1. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Première à troisième résolutions

Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 résultat de l'exercice et proposition d'affectation

Nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils vous sont présentés. Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 26 338 070,62 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 357 269 927,23 euros, constitue un montant disponible de 383 607 997,85 euros, ainsi qu'il suit :

En euros

Aux actionnaires, un dividende de 1,3 euro par action (*)	18 242 809,00
Au poste report à nouveau	365 365 188,85
TOTAL	383 607 997,85

(*) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

Le dividende serait payé le 17 mai 2023 directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire d'UPTEVIA.

La date de détachement du coupon serait fixée au 15 mai 2023.

Quatrième résolution

Approbation des conventions visées par les articles L. 225-38 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons d'approuver les conventions nouvelles présentées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-40 du code de commerce.

Cinquième à dix-neuvième résolutions

Composition du Conseil d'Administration

Les mandats de la totalité des 15 Administrateurs composant le Conseil d'Administration arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Nous vous proposons de renouveler les mandats de tous les Administrateurs pour une période d'un an soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 : Mesdames Anne-Marie CAMBOURIEU, Clare CHATFIELD, Martine LIAUTAUD, Annette MESSEMER, Maliqua HAIMEUR et Sophie DE ROUX, et Messieurs Alex BONGRAIN, Armand BONGRAIN, Xavier GOVARE, Christian MOUILLON et Ignacio OSBORNE, Vincenzo PICONE, Robert ROEDER et François WOLFOVSKI, ainsi que la société SAVENCIA Holding.

Vingtième résolution

Renouvellement, sur proposition du FCPE, du mandat d'Administrateur représentant les salariés actionnaires de Monsieur Philippe GORCE

Le Conseil Surveillance du FCPE renouvelle la candidature de Monsieur Philippe GORCE. Nous vous demandons d'approuver le renouvellement de ce mandat.

Vingt-et-unième et vingt-deuxième résolutions

Approbation de la politique de rémunération des Administrateurs, du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué (dans l'hypothèse de la désignation d'un Directeur Général Délégué)

Conformément aux dispositions du code de commerce sur le say on pay (L. 22-10-8 du code de commerce) il vous est demandé d'approuver la politique de rémunération des Administrateurs, du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué (dans l'hypothèse où il serait désigné un nouveau) telle que présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'entreprise au paragraphe 1.2, à compter de l'exercice 2023.

Vingt-troisième résolution

Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux visés au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce

Conformément aux dispositions du code de commerce sur le say on pay (L. 22-10-34 I du code de commerce) il vous est demandé d'approuver les informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce concernant chaque mandataire social, telles que présentées dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise aux paragraphes 1.2 et 1.3.

Vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président du Conseil d'Administration et aux Directeurs Généraux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du code de commerce, il vous est demandé d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé en raison de leur mandat à Messieurs Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration, Jean-Paul TORRIS, Directeur Général jusqu'au 31 août 2022 et Olivier DELAMÉA, Directeur Général à compter du 1er septembre 2022, tels que présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.3.

Vingt-septième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour le rachat par la Société de ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du

code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond

Nous vous demandons d'approuver la reconduction pour 18 mois de l'autorisation précédemment donnée au Conseil par l'assemblée d'avril 2022 pour que la Société puisse procéder au rachat de ses propres actions, et ce à concurrence de 10 % maximum du capital social de la Société au jour du rachat, compte tenu des rachats effectués au cours des exercices antérieurs.

Ces rachats pourront être effectués pour les objectifs ci-après, conformément à la réglementation en vigueur :

- la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les GIE et sociétés liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe en ce compris les GIE et sociétés liées ;
- la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;
- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, scission, d'apport ou de croissance externe dans la limite de 5 % du capital.

1.2. De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

Vingt-huitième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature

Nous vous demandons de renouveler la délégation conférée au Conseil d'Administration en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.22-10-54 du code de commerce ne sont pas applicables, procéder à une ou plusieurs augmentation du capital par l'émission d'actions ordinaires de la société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital à la date d'utilisation de l'autorisation.

Cette autorisation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

Vingt-neuvième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du code de commerce

Nous vous demandons de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, d'annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital calculé au jour de la décision d'annulation, les actions acquises par la société en application des dispositions de l'article L.22-10-62 du code de commerce, ainsi que de réduire le capital social à due concurrence.

Cette autorisation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 24 mois.

2. Rapport du Conseil d'administration sur les actions de performance

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 avril 2021 a autorisé le Conseil d'Administration de votre Société à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'attribution d'actions ordinaires de la Société, existantes ou à émettre. Cette même assemblée a fixé à 38 mois la durée de validité de cette autorisation et a décidé que les bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux seraient définis par le Conseil d'administration parmi les membres du personnel de la société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du code de commerce et/ou des mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées.

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra dépasser 3% du capital.

La durée de la période d'acquisition, le cas échéant l'existence et la durée de la période de conservation ainsi que les critères d'attribution définitive des actions seront déterminés par le Conseil d'administration.

Aucune action gratuite n'a été attribuée depuis l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 avril 2021.

3. Rapports des commissaires aux comptes

3.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementaires

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée Générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Financement de la société de droit belge S.B.M.S. S.A. :

● Nature et objet :

En vertu d'une autorisation du Conseil d'Administration du 6 septembre 2018, votre société a consenti un prêt de 200 millions d'euros à la société S.B.M.S. S.A., d'une durée de 5 ans et portant intérêt au taux EURIBOR à 6 mois majoré de 0,875 %.

● Modalités :

Les intérêts dus au titre de l'exercice 2022 s'élèvent à 1 927 600 euros.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite de la convention suivante, déjà approuvée par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'a pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé et qui porte sur le régime de retraite suivant qui correspondaient à des engagements réglementés visés par l'article L. 225-42-1 du code de commerce jusqu'à l'ordonnance n° 2019-1234 du 27 novembre 2019.

Régime complémentaire de retraite

- Nature et objet :

Un régime de retraite relevant de l'article 39 du Code Général des Impôts a été mis en place en 2002 prévoyant le versement à certains cadres dirigeants d'une somme correspondant à 0,5 % du dernier salaire par année d'ancienneté, avec un plafond de 2,5 %, et ce, en complément du régime de base.

À Paris-La Défense, le 29 mars 2023

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.
Arnaud RINN
Associé

Deloitte & Associés
Emmanuel GADRET
Associé

3.2. Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital

Assemblée Générale du 27 avril 2023 - 28ème résolution

À l'Assemblée Générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L.228-92 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital destinée à rémunérer des apports en nature, consentis à la Société, et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10% du capital, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées ne s'imputera pas sur tout autre plafond de délégation consenti par l'Assemblée générale.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, à compter de la présente assemblée, les pouvoirs de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur l'émission proposée et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Le rapport du Conseil d'administration ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la présente délégation, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Par ailleurs, les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci.

Conformément à l'article R.225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Les commissaires aux comptes

Paris-La Défense, le 29 mars 2023

KPMG S.A.

Arnaud Rinn

Associé

Paris-La Défense, le 29 mars 2023

Deloitte & Associés

Emmanuel Gadret

Associé

3.3. Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital

Assemblée Générale du 27 avril 2023 - 29ème résolution

À l'Assemblée générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L.22-10-62 du code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'Administration vous propose de lui déléguer, pour une durée de 24 mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% de son capital par périodes de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Les commissaires aux comptes

Paris-La Défense, le 29 mars 2023

KPMG S.A.

Arnaud Rinn

Associé

Paris-La Défense, le 29 mars 2023

Deloitte & Associés

Emmanuel Gadret

Associé

4. Texte des projets de résolutions

4.1. De la compétence de l'assemblée générales ordinaire :

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, et des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels se soldant par un bénéfice de 26 338 070,62 euros, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés se soldant par un bénéfice net part du Groupe de 68 045 348 euros, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui s'élève à 26 338 070,62 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 357 269 927,23 euros, constitue un montant disponible de 383 607 998 euros, ainsi qu'il suit :

En euros

Aux actionnaires, un dividende de 1,3 euro par action (*)	18 242 809,00
Au poste report à nouveau	365 365 188,85
TOTAL	383 607 997,85

(*) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

L'Assemblée Générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 1,3 euro.

Lorsque le dividende est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13 et 158 du code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le dividende sera payé le 17 mai directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire d'Uptevia.

La date de détachement du coupon est fixée au 15 mai.

Il sera précisé que les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société au jour du détachement du coupon seront affectées au report à nouveau.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versés en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions composant le capital	Dividende Total (1)	Dividende brut par action	Abattement
2020	2019	14 032 930	0,00 €	0,00 €	NA
2021	2020	14 032 930	20 560 102,50 €	1,50 €	40 %
2022	2021	14 032 930	20 498 922,00 €	1,50 €	40 %

(1) Excluant les actions n'ouvrant pas droit à dividende.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'y a pas eu en 2022 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 quater du code général des impôts.

Quatrième résolution

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – approbation de ces conventions

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par les articles L. 225-38 et suivants du code de commerce approuve successivement chacune des nouvelles conventions qui sont mentionnées dans ledit rapport.

Cinquième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Alex BONGRAIN

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Alex BONGRAIN prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Alex BONGRAIN dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Sixième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Armand BONGRAIN

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Armand BONGRAIN prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Armand BONGRAIN dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Septième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Anne-Marie CAMBOURIEU

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Anne-Marie

CAMBOURIEU prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Anne-Marie CAMBOURIEU dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Huitième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Clare CHATFIELD

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Clare CHATFIELD prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Clare CHATFIELD dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Neuvième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Sophie de ROUX

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Sophie de ROUX prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Sophie de ROUX dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dixième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Xavier GOVARE

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Xavier GOVARE prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Xavier GOVARE dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Onzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Maliqua HAIMEUR**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Maliqua HAIMEUR prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Maliqua HAIMEUR dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Douzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Martine LIAUTAUD**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Martine LIAUTAUD prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Martine LIAUTAUD dans ses fonctions d'Administrateur, pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Treizième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Annette MESSEMER**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Annette MESSEMER prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Annette MESSEMER dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Quatorzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Christian MOUILLON**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Christian MOUILLON prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Christian MOUILLON dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Quinzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur IGNACIO OSBORNE**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Ignacio OSBORNE

prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Ignacio OSBORNE dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Seizième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Vincenzo PICONE**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Vincenzo PICONE prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Vincenzo PICONE dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dix-septième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Robert ROEDER**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Robert ROEDER prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Robert ROEDER dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dix-huitième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur François WOLFOVSKI**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur François WOLFOVSKI prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur François WOLFOVSKI dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dix-neuvième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de SAVENCIA Holding**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de la société SAVENCIA Holding prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler la société SAVENCIA Holding dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Vingtième résolution

Renouvellement du mandat de Monsieur Philippe GORCE en qualité d'Administrateur représentant les salariés actionnaires, sur proposition du FCPE

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe GORCE prend fin à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler Monsieur Philippe GORCE en qualité d'Administrateur représentant les salariés actionnaires, sur proposition du FCPE conformément aux dispositions de l'article 8.1 des statuts, pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Vingt-et-unième résolution

Approbation de la politique de rémunération des Administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, approuve la politique de rémunération des Administrateurs telle que présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.2, à compter de l'exercice 2023.

Vingt-deuxième résolution

Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué (dans l'hypothèse de la désignation d'un Directeur Général Délégué),

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, approuve la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué telle que présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.2, à compter de l'exercice 2023.

Vingt-troisième résolution

Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux visés au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-34 I du code de commerce, approuve les informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce concernant chaque mandataire social telles que présentées dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise aux paragraphes 1.2 et 1.3.

Vingt-quatrième résolution

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versée au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en raison de son mandat à Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration, tels que présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.3.

Vingt-cinquième résolution

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versée au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Jean-Paul TORRIS, Directeur Général, jusqu'au 31 août 2022.

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en raison de son mandat à Monsieur Jean-Paul TORRIS, Directeur Général jusqu'au 31 août 2022, tels que présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.3.

Vingt-sixième résolution

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versée au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Olivier DELAMÉA, Directeur Général, à compter du 1er septembre 2022.

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en raison de son mandat à Monsieur Olivier DELAMÉA, Directeur Général à compter du 1er septembre 2022, tels que présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.3.

Vingt-septième résolution

Autorisation conférée au Conseil d'Administration pour le rachat par la société de ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du code de commerce (durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond).

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise ce dernier conformément aux articles L. 22-10-62 et suivants et L. 225-210 et suivants du code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société, représentant, compte tenu des actions d'ores et déjà détenues au jour des opérations de rachat, jusqu'à 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date de réalisation des rachats, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que les objectifs de ces rachats sont :

- la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les Groupements d'Intérêt Économique et sociétés liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les Groupements d'Intérêt Économique et sociétés liées ;
- la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique

admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;

- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, scission, d'apport ou de croissance externe dans la limite de 5 % du capital.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que le montant maximum de l'opération sera de 196 461 020 euros, le prix maximum d'achat des actions est fixé à 140 euros par action, ce prix par action étant ajusté en conséquence en cas d'opération sur le capital, notamment en cas de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que l'achat, la cession, le transfert, par la Société de ses propres actions pourra s'opérer par tous moyens sur le marché réglementé et hors marché en une ou plusieurs fois, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et notamment par utilisation de mécanismes optionnels ou de produits dérivés, aux époques que le Conseil d'Administration appréciera et en toute proportion.

La société se réserve le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de délégation, pour passer notamment tous ordres de Bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations y compris envers l'Administration Fiscale et toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

Cette autorisation annule et remplace à compter de ce jour l'autorisation précédemment conférée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 21 avril 2022 dans sa 27^e résolution à caractère ordinaire.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'Administration est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée

4.2. De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

Vingt-huitième résolution

Délégation à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10 % du capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres

de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, durée de la délégation.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-147, L. 22-10-53 et L. 228-92 et suivants du code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration, sur rapport du Commissaire aux Apports, en vue de rémunérer des

apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du code de commerce ne sont pas applicables, les pouvoirs de procéder à une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

- 2) décide que le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 10 % de son capital social à la date d'utilisation par le Conseil d'Administration de la présente délégation, compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- 3) décide que ce plafond est indépendant de tout autre plafond de délégation consenti par la présente Assemblée Générale ;
- 4) délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration, aux fins de procéder à l'approbation de l'évaluation des apports, de décider l'augmentation de capital en résultant, d'en constater la réalisation, d'imputer le cas échéant sur la prime d'apport l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'augmentation de capital, de prélever sur la prime d'apport les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et de procéder à la modification corrélative des statuts, et de faire le nécessaire en pareille matière ;
- 5) fixe à vingt-six mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée ;
- 6) prend acte que cette délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-neuvième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du code de commerce

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise, avec faculté de subdélégation, le Conseil d'Administration à annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions acquises par la société en application des dispositions de l'article L. 22-10-62 du code de commerce, ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour :

- 1) procéder à la réduction du capital par annulation des actions ;
- 2) en arrêter le montant définitif dans la limite maximale prévue par la loi de 10 % du capital social à la date de la réduction de capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation ;
- 3) imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous les postes de réserves et de primes disponibles ;
- 4) procéder à la modification corrélative des statuts ;
- 5) effectuer toutes déclarations y compris envers l'Administration Fiscale et toutes formalités et généralement faire le nécessaire.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'Administration est valable pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée.

4.3. De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

Trentième résolution

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

SAVENCIA SA
Société Anonyme au capital de 14 032 930 €
Siège social : « L'Alliance » - 42, rue Rieussec - 78223 Viroflay Cedex (France)
Tél : +33 (0) 1 34 58 63 00 - RCS Versailles B 847 120 185

